

# **FRONT**



**de la guerre révolutionnaire**



## SOMMAIRE

Quelques notes à propos de la revue FRONT	pages 1
<u>FIL ROUGE</u> : Les politiques contre-révolutionnaires intégrées de la C.E.E	6
1) Sur le Front des résistances et des luttes contre la justice bourgeoise et la prison	
- Interview des prisonniers d'Action Directe	7
- Sur le projet du Livre IV du nouveau code pénal	22
- Sur les comités de lutte dans les prisons	25
- A Cologne (R.F.A.); occupation de la bourse Renault	28
- A Toulouse, un tract anti-fasciste	29
- A Zurich (Suisse), une manifestation	30
2) A propos du collectif de prisonniers communistes Wotta Sitta	
- Entretien sur l'intégration européenne et les politiques contre-révolutionnaires	31
- "Guerre contre le "terrorisme international" et contre-révolution préventive	52
3) Schengen, le laboratoire européen	61
- Déclaration du groupe anti-fasciste de Frankfurt (R.F.A)	66
4) Des militantes des B.R-P.C.C incarcérées à Paris	
- Déclarations lues à la Cour d'Appel de Paris, le 20.09.90.	67
le 15.05.91	69
- Déclaration de Simonetta Giorgieri à Gênes	71
5) A propos du paragraphe 129 et 129a en R.F.A	
- La notion d'"hostilité à l'Etat" et la liberté d'expression politique	79
- Déclaration d'un militant de la résistance	81
6) Sur la situation en Grèce	87
7) "Droit bourgeois et légalité prolétarienne"	90

### Contre-informations & débats.

A propos de l'action contre Rohwedder: communiqué de la R.A.F (page 112), d'une action à Berlin (page 115); déclarations de soutien de militants incarcérés, à Paris (page 115), en Italie (page 117).

Front anti-impérialiste: du Chili, Frente Patriótico Manuel Rodriguez (page 118); du Pays Basque, Iraultza (page 121); aux U.S.A, qui est Mumia Abu-Jamal (page 122), une lettre de Mumia (page 124).

Les contributions s'étant amoncellées au cours des travaux préliminaires à l'élaboration de ce numéro 1 de la revue, nous devons aujourd'hui reporter au n°2 certains éléments/textes prévus ici. Il en va ainsi d'une déclaration des militants incarcérés d'Action Directe au 3ème procès Trudaine qui s'est tenu en juin 91 à Milan, de déclarations lors de procès contre la résistance arabo-palestinienne en Italie, et d'un topo sur la Grèce en ce qui concerne le Fil Rouge de ce sommaire. Ou encore à propos de la mobilisation anti-guerre dans les Contre-informations & débats. Ce second numéro étant programmé de manière quasi-simultanée à celui-ci, l'attente pour prendre connaissance de ces textes ne devrait pas être longue!!!



## Quelques notes à propos de la revue *Front*

**"Socialisme ou barbarie", résistance et autodétermination de classe ou exploitation, misère et subordination à la logique de la dictature des profits et des guerres impérialistes -ainsi se présentent les termes toujours plus actuels de la lutte de classe et leur urgence.**

La longue période d'expansion qui suivit la seconde guerre mondiale s'est brisée dans le déchaînement des contradictions immanentes au système capitaliste. Dès les années 40, la croissance dynamisée par la reconstruction et l'essor considérable des forces productives -dans une nouvelle révolution technologique-, détermina un saut dans le processus de concentration des capitaux et dans l'internationalisation de la production.

Cette concentration régimentait ainsi la division impérialiste du travail à la domination du capital US en un nouveau modèle d'accumulation et son extension -dans cette ordonnance, la circulation des capitaux prend et détient le rôle toujours plus décisif. Mais plus la puissance économique américaine étendait son hégémonie, autant elle intériorisait les grandes tendances contradictoires du système impérialiste, et plus elle aiguisait ainsi en son sein les contradictions qui la minaient.

Dans les années 60, la lutte du peuple vietnamien devait évincer pour le monde entier la fragilité du colosse étoilé.

Tous les éléments conjoncturels ou exogènes et les logiques contradictoires du système réagirent en syntonie (crise monétaire des eurodollars, suraccumulation, crise sociale et politique...). avant de devenir une crise économique généralisée. une crise dont la synchronisation mondiale, en aggravant ses effets, engendra une crise globale de domination -celle de l'impérialisme lui-même. Avec pour conséquence, l'effondrement du modèle d'accumulation capitaliste de l'époque sous les deux grands coups de butoir des récessions aiguës de 74-75 et de 80-82.

Effondrement du modèle mais non du système car la système capitaliste ne tombera pas de lui-même, mais seulement sous les coups conscients et déterminés du prolétariat et des classes unies à lui. Jusqu'à cette révolution, le système trouvera des solutions économiques dans l'intensification de la lutte contre la classe ouvrière, dans l'intensification de l'exploitation et de l'oppression politique qui lui est liée. Et ces solutions économiques, comme nouveau modèle d'accumulation, la bourgeoisie ne peut les ériger que dans une accélération de sa lutte de classe, dans une confrontation générale et internationale

avec les peuples.

Les restructurations industrielles, la crise de la dette, la monopolisation, les conflits armés ou larvés, la course aux armements, le chômage comme création d'un vaste réservoir à "exploités"... tout cela n'est que le produit de la lutte de classe, du rapport de force qu'instaure la bourgeoisie au niveau international et local.

Durant les années 70, graduellement, selon les situations, les gouvernements ont imposé des restrictions sociales orchestrées dans les mouvements de restructurations et de dérèglementation sociale. Politiques d'austérité et politiques de la rigueur se sont succédées sur le dos des travailleurs qui étaient souvent ficelés dans la fausse "espérance", les habitudes routinières des concessions et de la conciliation sacralisée par les directions partisans et syndicales de l'opportunisme.

Sur les Trois Continents et dans la métropole, les résistances ouvrières se renforcèrent pourtant et souvent l'antagonisme des masses conduisit encore à d'importantes victoires dans la libération des peuples, comme en Iran, en Amérique Centrale ou en Asie...

Au tournant des années 80, la bourgeoisie impérialiste étranglée par la récession et la faillite de son modèle d'accumulation se trouva acculée. Elle devait, sous peine d'un danger extrême pour l'entier du système, généraliser et synthétiser ses réponses en tant que solutions économiques.

Cette urgence bourgeoise inscrit de fait sa lutte de classe comme véritable guerre contre les peuples et, en tout premier lieu, contre le Prolétariat International... Une tendance qu'elle articula stratégiquement du niveau mondial au plan local, en un déploiement stratifié, fait de monopolisation et de contradictions, et de leur accélération.

Guerre économique, guerre impérialiste et guerre de classe ne firent qu'une seule et même tendance générale, comme politique intégrée et contradictoire du bloc impérialiste USA/CEE/Japon.

Guerre de classe jusque dans les rangs mêmes de leur propre camp, afin d'en éliminer les plus faibles et de renforcer les plus forts. Et la guerre devint tendanciellement l'espace et le moteur de la monopolisation, du saut technologique



et des nouvelles productions, de l'encadrement pour l'exploitation intensive du travail et de la concentration des pouvoirs, comme résolution à la crise du système.

A l'orée d'une nouvelle phase du Capitalisme Monopoliste d'Etat, la bourgeoisie dressa un front essentiellement compact:

- face à l'URSS et aux pays socialistes bureaucratiques, elle imposa la course aux armements, l'embargo, la guerre froide... vers la guerre nucléaire déployée en Europe (qui ne fut déjouée que par la prudente dérobade Gorbatchévienne et la levée d'une résistance populaire considérable sur tout le continent);
- face aux pays du Sud, dans les interventions directes et indirectes, dans les pressions économiques entraînant plus de misère, de famines et de destructions dans la subsidiarité gouvernementale des appareils coloniaux du FMI, de la Banque Mondiale et dictats impérialistes;
- face aux travailleurs dans la métropole, dans l'extension de l'exploitation intensive, dans la réification et l'isolement social, régimentés par des Etats accentuant leur prédominance dans les rapports de production et leur reproduction élargie; Dans la réaction politique, ici, cet Etat impérialiste concentra et centralisa davantage encore les rapports de pouvoir. Et aujourd'hui, technocratie et autoritarisme sont, dans les appareils étatiques, ce que monopolisation et militarisme sont à l'entier du système impérialiste.

La technocratie et l'autoritarisme de la **domination** **bourgeoise**, dans les pays impérialistes, **spécifie tant la rupture des pouvoirs** entre pouvoirs réels et pouvoirs formels, **que le déficit démocratique** aggravé et permanent qui en découle. De fait, l'exclusion des masses de toute décision, de toute vie politique, de l'information réelle aux choix librement exprimés.

Tout le vécu des conditions de travail, de misère, de chômage, de précarité et de concentration urbaine, de subordination et d'aliénation... est soutenu par un contrôle social militarisé sans précédent, dans le quadrillage de l'individualisation et de l'identification, dans le renforcement de la pression policière et juridique, dans les lois d'exception, **la militarisation omniprésente du pouvoir armé de la bourgeoisie**, dans la prolifération des milices, des instituts de sécurité, dans l'ilotage généralisé, dans la traque aux résistances et aux déviances...

Mondialement et dans chaque pays, le pouvoir de la bourgeoisie a effectué un bond en avant considérable. Ce saut, elle l'a produit dans une intensification de la lutte des classes qu'elle retournait à son avantage. Le pouvoir a donc acquis

ainsi une qualité nouvelle, retranscrite précisément dans chaque réalité du combat de classe. Et cela est bien sûr valable pour elle-même, mais également pour le prolétariat et l'ensemble des autres classes opprimées.

L'intensification de la lutte des classes tourna en faveur de la bourgeoisie impérialiste, son rapport de force en fut et en est ainsi renforcé. C'est un fait aujourd'hui indéniable, et se masquer les défaites en claironnant un triomphalisme de pacotille est bien évidemment l'oeuvre de ceux qui refusent d'examiner le pourquoi de ces défaites, d'en tirer des leçons; de ceux qui n'en feront donc jamais surgir un authentique dépassement.

Cependant, le combat de classe prolétarien des années 80, malgré ces défaites, **malgré tout** a dégagé les lignes essentielles et les termes d'une nouvelle qualité révolutionnaire, et de son actualité effective. En effet, aussi erroné que le triomphalisme est le défaitisme qui globalise l'échec et rejette toute la période, toute son expérimentation sociale et politique. L'expérimentation politique qu'il faut étendre en orientant l'autodétermination du Prolétariat International comme réalisation toujours plus consciente de ses objectifs et négation de l'ordre impérialiste.

Pourquoi malgré une situation matérielle qui empirait chaque année? Pourquoi malgré la misère et la dualité des inégalités de classes s'accroissant? Pourquoi malgré la crise de l'hégémonie de l'impérialisme et de la bourgeoisie, la crise de l'Etat et du modèle d'accumulation? Pourquoi malgré une combattivité sur deux décennies? Oui, pourquoi le Prolétariat n'a jamais pu lever un Front capable de briser et d'anéantir l'avancée des impositions impérialistes?

Pourquoi le parti de la Révolution, la gauche révolutionnaire internationale et les avant-gardes de la guerre révolutionnaire dirigeant pourtant la nouvelle qualité du combat de classe, sa matérialisation n'ont pu provoquer et orienter la constitution d'un tel Front prolétarien? Pourquoi la bourgeoisie en arriva-t-elle à neutraliser leurs discours vers la classe, avant de leur faire subir des revers terribles, au point qu'aujourd'hui partout ou presque elles sont en danger?

Voilà, les interrogations essentielles que les défaites subies portent au-delà des seules jérémiades que nous entendons trop souvent; car elles inscrivent les tâches précises pour nous communistes qui dirigeons toute notre volonté à les résoudre et à les vérifier, c'est-à-dire, à ériger dans la praxis les lignes de leurs



résolutions effectives à l'aube de nouveaux et très importants combats de classe.

Les grandes lignes stratégiques forgées dans la lutte de classe des deux dernières décennies ne pourront jamais surpasser la situation actuelle de seule résistance et se développer, en gagnant de larges couches du prolétariat, à l'action révolutionnaire authentique, qu'à partir du dépassement effectif de la crise idéologique prolétarienne et de la crise politique de son mouvement révolutionnaire. Crises qui paralysent ici la fondation de sa conscience de classe révolutionnaire.

En effet, la crise économique et la mutation de la division sociale du travail, c'est-à-dire, aussi principalement les contours nouveaux des classes et de leur affrontement, et les échecs subis dans la bataille économique et sociale, provoquèrent dans le prolétariat **une destruction de sa conscience immédiate et une grave crise idéologique, la crise de son unité idéologique comme classe, donc simultanément comme pratique et lutte de classe;** avec la prolifération des idéologismes comme autant de freins, de réification, de sectarismes, de divisions et en définitive de subordination à l'idéologie dominante.

A l'avancée du monopolisme et du militarisme impérialiste a correspondu dans un et même mouvement des modifications déterminantes des rapports de domination et de leur intensification comme subordination élargie. Paradoxalement, **nous pourrions dire que la principale cause de cette crise n'est pas extérieure mais intérieure à la classe,** comme cause induite par un double et fondamental mouvement.

D'un côté, tant comme résultant de l'effondrement idéologique de l'ancienne conscience bourgeoise traduite et intériorisée par la classe que de l'incapacité à résister à l'intégration/dissolution produite par l'actuelle idéologie bourgeoise dans une réification aiguë, de la production au moindre rapport social quotidien, donc de l'incapacité à la traduire et à la subvertir tendanciellement dans son intériorisation.

Et de l'autre, du vide créé par l'écroulement des modèles révisionnistes, de la régimentation sociale qu'ils représentaient, à partir de la transcendence du but socialiste et de leur rapport en cela contradictoire à la permanente domination idéologique bourgeoise.

Le prolétariat, de ce fait, s'est trouvé dans l'incapacité d'acquiescer et d'approfondir la conscience de son dépassement au-delà de la seule résistance spontanée et la ponctualité-partialité de ses luttes.

Une crise idéologique de classe qui agit et se renforce non seulement dans l'écroulement du révisionnisme patenté mais également et par dessus

tout dans **la crise politique du mouvement révolutionnaire (M.R).**

Le M.R, loin d'apporter des solutions de lutte et de faire vivre la permanente interaction dynamique de la théorie et de l'action d'avant-garde avec le combat de classe dans sa complexité, a abdiqué face à l'offensive générale de la bourgeoisie impérialiste. Dans sa grande majorité, le M.R a refusé de s'affronter aux termes de lutte des classes dans cette phase de l'impérialisme, de leur qualité nouvelle et rigoureuse. Ces militants ont rejeté et nié les véritables politiques de ruptures et de subversion, l'immense dialectique de la Révolution Prolétarienne à toute activité et à toute résolution, et ainsi, leurs expériences et celles de l'ensemble des combattants révolutionnaires européens de ces ultimes décennies.

Refuser les termes de l'actuel combat de classe, c'est de fait se réfugier dans l'incontinence des dogmatismes, d'affirmer des règles, de se rassurer avec les répétitions mécanistes.

Le terrain de la réalité que seul le matérialisme historique peut conquérir, et qui doit l'être dans **un mouvement permanent,** disparaît ainsi dans la psalmodie et la logomachie, le saucissonnage de principes, la phraséologie, les fausses diversions et les polémiques scolastiques. Mais plus encore, la liturgie des "donneurs de leçon" renforce la dichotomie entre la théorie et la lutte. Aussi loin de préserver l'essence d'avant-garde de la théorie prolétarienne, elle en élimine l'actualité, la réalité immédiate, et donc sa capacité d'orientation dans une action révolutionnaire directe.

L'autre errance qui domine les pratiques d'autruche du M.R aujourd'hui, se développe dans la diversité des **pratiques spontanistes.** L'effacement et la négation des questions révolutionnaires et de leurs implications a permis à tout un éclectisme de bazar, reposant sur l'immédiatisme, d'occuper le devant de la scène. Des guerres claniques dérisoires et "criminelles" aux unités obscènes des clubs de parlottes, il atomise et dépolitise les luttes qu'il gangrène.

Ces groupuscules ou encore les organisations opportunistes institutionnelles, autre forme de la réification dans les pratiques organisationnelles de pures routines, maintiennent un carcan spontaniste et souvent sectaire sur la classe, en la divisant toujours plus dans leur détournement de l'action révolutionnaire, dans l'approfondissement des divisions corporatistes, des divisions idéologiques, des divisions nationales, des divisions d'intérêts immédiats...

**Ces programmes, directement intégrés aux programmes de l'institution bourgeoise, se**



fonctionnalise à la contre-révolution dans sa lutte contre l'émergence et le développement de l'organisation de la gauche révolutionnaire sur le continent européen et de sa véritable parais internationaliste avec les peuples des Trois Continents.

Il ne faut avoir peur ni de parler des défaites, ni de la force des opportunistes, ni de leur influence sur le prolétariat car il est possible de résister.

Il est possible de s'organiser et de construire les instruments révolutionnaires essentiels correspondant aux termes actuels du combat de classe.

Il est possible de renforcer et de créer de nouveaux embryons du Parti de la Révolution, les cellules et les comités de lutte s'articulent activement aux grandes orientations, surgies et dirigeant aujourd'hui l'affrontement sur le continent et dans ce pays.

Il est possible enfin de défendre dans la pratique et dans chaque réalité du combat, où que nous soyons, les principales lignes stratégiques, de les diffuser et de gagner ainsi toujours plus de prolétaires à leur justesse et à leur triomphe. Les lignes qui se sont sédimentées ces dernières décennies dans l'action des avant-gardes communistes et la lutte du prolétariat en Europe.

La guerre révolutionnaire, dans l'unité du politique et du militaire, est aujourd'hui l'unique voie et méthode à la préparation permanente de la Révolution Proletarienne. L'unique voie à l'émergence et au renforcement de la politique de rupture et de critique des rapports de domination de classe. Et l'unique voie à la véritable accumulation de la conscience et de l'organisation du prolétariat autour de cette politique subversive, à partir de ses différentes réalités et de la complexité des expressions et des composantes du mouvement de classe.

Dans la phase actuelle, la guerre révolutionnaire représente le renversement de la guerre impérialiste comme tendance structurelle du capitalisme monopoliste d'Etat, et la révélation permanente de la guerre civile de classes dont elle est la stratégie prolétarienne dans la conquête du pouvoir, comme pouvoir des Conseils.

Aujourd'hui, la question de la destruction de la dictature bourgeoise et de l'ensemble de ses appareils constitutionnels s'est considérablement complexifiée dans la continentalisation des processus d'exploitation et de domination. Poser la question de l'Etat et révéler révolutionnairement la contradiction classe/Etat doit partir de cette réalité actuelle et primordiale. Ainsi, l'interaction de la Révolution dans son pays et de la Révolution sur le continent est devenue un axe stratégique essentiel qui se

matérialise dans le processus d'Unité des révolutionnaire en Europe de l'Ouest. Ce procès d'Unité est seul capable de dessiner les contours d'une nouvelle qualité de la phase présente du combat de classe, en avançant les premiers jalons de sa résolution. Tant au niveau de l'organisation des révolutionnaires que de celle du prolétariat dans son unité de classe la plus étendue.

A ces deux grandes lignes stratégiques, il convient, pour les communistes, de lier étroitement l'axe de construction et de praxis du **Front anti-impérialiste** qui est la résolution révolutionnaire de la contradiction Nord/Sud, devenue aujourd'hui la contradiction générale de l'époque.

Le **Front anti-impérialiste** matérialise dans l'action révolutionnaire internationaliste, la ligne stratégique de l'Unité de l'émancipation sur le continent européen et sur les Trois Continents. Il est la ligne de la guerre révolutionnaire contre l'impérialisme compris comme l'ennemi commun du Prolétariat International et des peuples opprimés.

**Guerre révolutionnaire internationale comme front de la révolution socialiste mondiale.**

Voilà quelles sont pour nous, **Collectif de la revue FRONT**, les trois lignes stratégiques qui dans leur unité praxique et programmatique influencent immédiatement toute lutte d'avant-garde dans la construction du pouvoir prolétarien. Cette unité recompose, sous sa direction, le rapport lutte anti-capitaliste et internationalisme prolétarien, non comme un rapport mécanique mais comme processus unique, seul capable de retranscrire dans chaque combat, dans chaque réalité, dans chaque mot d'ordre... une immanence à la Révolution Proletarienne.

Voilà quelles sont ces lignes qui permettent de poser les problèmes véritables de la Révolution à l'entier du prolétariat sur le continent. Et la revue **Front** sera un des instruments de la diffusion de ces lignes et de leur unité. Car elles délimitent clairement et immédiatement les contours de l'organisation révolutionnaire dans la bataille politique contre la bourgeoisie et les opportunistes de tout poil.

La revue **Front** doit être un instrument de synthèse, d'exposition et de diffusion des résolutions politiques qui surgissent du combat et de la vie elle-même. Mais en cela, elle devra éviter de tomber dans le piège d'"une usine à solutions et modèles", car il est clair que les dépassements et ruptures, leur mouvement ne se forgent que dans la praxis d'avant-garde et dans sa relation avec l'entier combat de classe. Cette praxis et sa médiation organisationnelle sont les seuls à permettre de dialectiser et de projeter la



pratique critique prolétarienne et sa rectification permanente.

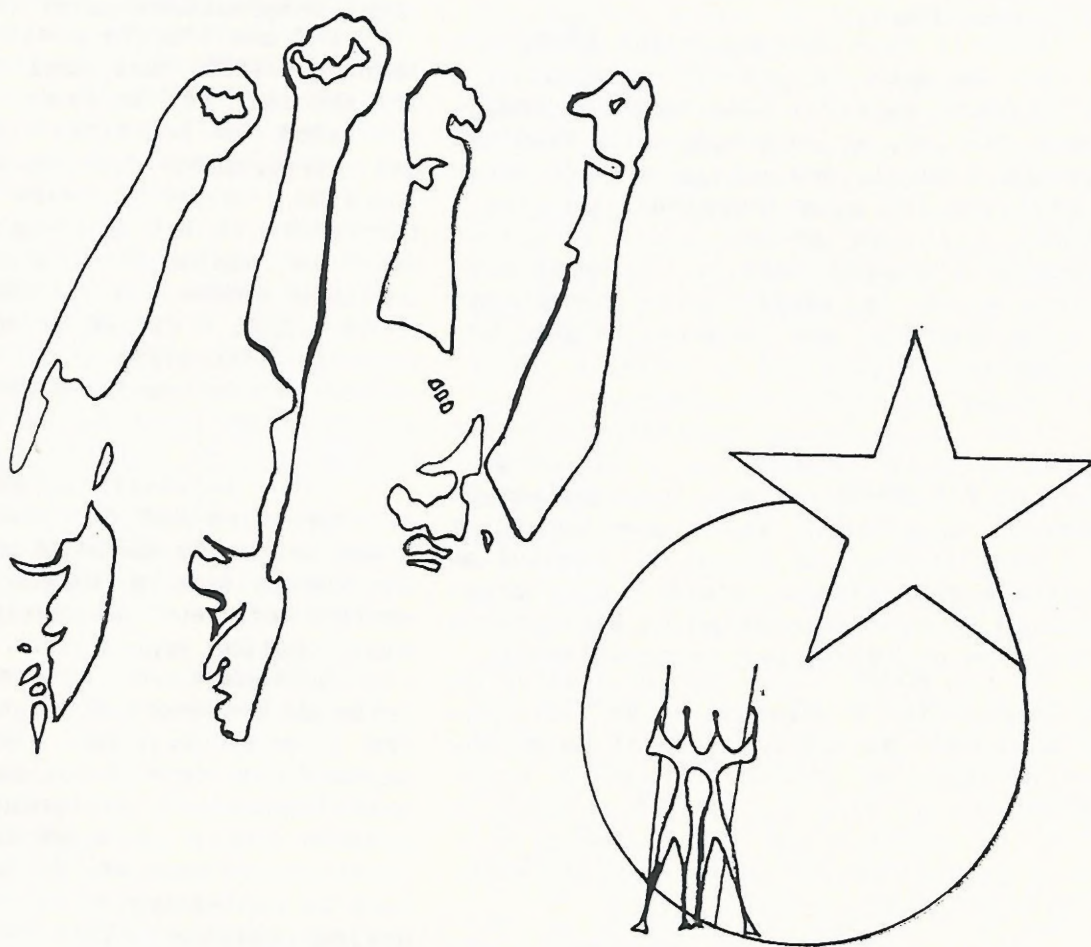
La revue **Front** agira donc dans le mouvement de centralisation-synthèse/décentralisation, en tant que diffusion politique et responsabilisation dans cette politique menée par les avant-gardes sur le terrain de la guerre révolutionnaire. Elle sera ainsi une arme de communication et un véhicule de connexion dans la relation avant-gardes révolutionnaires/initiatives/auto-organisation de classe. Relation dans laquelle s'expérimentent et s'érigent les formes actuelles de l'**autonomie prolétarienne**.

La revue **Front** porte l'unité des trois lignes stratégiques principales avec fermeté, comme positionnement et pratique au niveau qui est le sien.

Si elle défend avec force cette unité comme ligne politique contre les faux débats d'idées et les "opinions", elle veut préserver une confrontation et un débat réel entre les diverses réalités et composantes révolutionnaires qui la soutiennent dans le combat révolutionnaire aux quatre coins du continent et mondialement. Elle est donc pratique et orientation qui devront être capables ensemble de refléter la diversité et l'unité dynamique de ces positions.

Dans cette tâche de communication et de confrontation, la revue **Front** se veut une arme pour le regroupement de la gauche révolutionnaire sur le continent, pour son organisation et sa lutte dans la classe autour des lignes stratégiques, et pour la fusion de son programme communiste.

FRONT



Adresse de FRONT : B.P 13 P 42  
93270 Sevran



## FIL ROUGE:

### les politiques contre-révolutionnaires intégrées de la Cee

Face à la dynamique de mutation du modèle d'accumulation - au niveau international et continental - et à son développement dans la lutte des classes, face donc aux transformations du cadre historique, il convient de diriger l'examen des changements survenus en une étude permettant de faire apparaître **les traités fondamentaux et actuels du combat de classe**.

Traits fondamentaux capables d'orienter la détermination tactique des organismes de lutte et d'éclairer les conditions et situations particulières qu'ils affrontent aujourd'hui.

Mais il faut aborder cette tâche sur la base de deux "a priori" essentiels : tout d'abord saisir l'importance du basculement réalisé, et en conséquence examiner l'époque à partir des multiples caractères et réalités les plus importants qu'elle a imposés ; et, en second lieu, enraciner fermement l'enquête dans la praxis révolutionnaire et la vérification permanente qu'elle permet, une praxis forgée par l'expérience historique et dans le quotidien vivant du combat de classe.

Pour cela, nous assemblons chaque numéro de la revue autour d'un fil conducteur, un **FIL ROUGE** qui est interactivement étude de la mutation de la domination et de l'exploitation de classe et résolution politique et pratique, c'est à dire organisation et expérimentation du parti de la Révolution prolétarienne internationale.

Le **FIL ROUGE** n'est pas un dossier ou une compilation d'opinions et de "brillantes analyses" de spécialistes et de mandarins donneurs de leçons, il est la matérialisation du lien qui s'établit dans la lutte, la marche d'une lutte commune contre la généralisation et l'intensification de la subordination impérialiste.

Le fil conducteur qui parcourt l'ensemble des textes de ce premier numéro est celui de la confrontation aux **politiques contre-révolutionnaires en Europe, et à leur renforcement intégré**.

Dans les prochaines revues, nous aborderons d'autres thèmes proches et interdépendants, comme les mutations de l'institution étatique, la continentalisation et les politiques locales, ou encore le développement du militarisme dans

l'actuelle phase de monopolisation ... De même nous ne considérons pas ce **FIL ROUGE** comme épuisé et clos, et nous chercherons à le faire vivre dans la permanence d'un débat ouvert entre les différentes composantes qui forgent dans leur action la politique révolutionnaire d'avant-garde.

Ainsi, nous dessinerons progressivement les mutations et les nouveaux contours du cadre historique, mais également nous diffuserons les lignes antagonistes de résolution que portent les multiples réalités qu'assume le parti de la révolution, internationalement et localement.

Loi sur l'ordre public en Grande-Bretagne en 1986, loi Gozzini en Italie et loi spéciale ici en France la même année, extension de l'article 14 aux Pays-Bas, des paragraphes 129-129.a en R.F.A. au cours de l'année 87, mais aussi loi anti-terroriste et loi de sécurité individuelle dans la péninsule ibérique ... depuis quelques années, le procès d'intégration de la C.E.E. a dirigé et accéléré une formidable intensification des politiques contre-révolutionnaires et leur homogénéisation comme fonction et dynamique de ce procès.

Cette intensification des politiques de répression est étroitement articulée à l'augmentation du contrôle et de la division sociale en tant qu'action et système préventifs et leur sophistication dans une subordination approfondie.

Provenant de diverses réalités de lutte du Mouvement Révolutionnaire sur notre continent, les documents réunis aujourd'hui dans leur convergence, mais aussi dans leurs différences, tissent une trame solide d'unité et de solidarité, un front de classe et de ses avant-gardes dans la résistance et le combat contre les projets réactionnaires de la bourgeoisie impérialiste en Europe et dans chaque territoire.

Fonctions et éléments essentiels à la formation d'un centre capitaliste intégré sur le continent européen, ces politiques contre-révolutionnaires préventives et répressives sont la **garantie brutale ou intériorisée de la bureaucratie et du militarisme des appareils de domination impérialiste**.



# Sur le front des résistances et des luttes contre la justice bourgeoise et la prison

Depuis le 2 janvier 1991, les membres du Comité de lutte des prisonniers d'Action Directe ont repris le combat pour le regroupement et contre les tortures d'isolement et les unités spéciales de détention.

Dans la résistance permanente qu'est leur grève de la faim tournante, ils ont inscrit une démarche d'unité et de solidarité avec de nombreuses initiatives de luttes et réalités de résistances antagonistes : à l'intérieur de la prison avec les autres luttes des prisonniers rebelles contre les Quartiers et la censure; et extra-muros, en France comme dans toute l'Europe, avec des actions comme au Danemark contre les succursales du complexe militaro-industriel français à l'époque de la mobilisation anti-guerre, avec la manifestation de Zürich lors du "1er mai contre le Capital", ou encore, avec l'occupation de la Banque Renault de Cologne, etc...

## INTERVIEW DES PRISONNIERS D'ACTION DIRECTE

1. Question : Vous êtes détenus selon différentes méthodes d'isolement depuis maintenant 4 ans. Comment étaient les conditions de détention au début, qu'est ce qui a changé et quels sont les objectifs concrets que l'Etat français poursuit avec les mesures contre vous ?

Réponse : Jean Marc : Pour notre part, nous avons été arrêtés au début de l'année 1987, c'est à dire au coeur de l'époque de "l'urgence contre-révolutionnaire", de la réaction de l'Etat à nos offensives et aux attaques des organisations intégristes arabes. Pour la première fois depuis la guerre d'Algérie, l'armée était utilisée dans des opérations de polices, des lois spéciales étaient votées dans des procédures accélérées, toutes les exactions de la police politique étaient permises et "couvertes" ; une campagne médiatique sans précédent était déployée, qui allait de l'appel à la délation avec fortes primes à l'appui par voie d'affiches de recherche, à la conjuration à l'égard de la population contrainte de se soumettre à des fouilles à corps dans les lieux publics, jusqu'aux provocations sanglantes, comme l'assassinat d'un travailleur à Provins ou le faux attentats contre l'immeuble du juge Bruguière. Provocations qui avaient pour but de renforcer la campagne de soumission et

Sur ce thème, nous publions un long entretien avec des camarades tiré d'une publication allemande "Angehörigen-Info", qui trace un historique du combat en France sur le terrain de la détention politique et décrit les conditions et des perspectives de la nouvelle lutte.

Ce document réalisé en décembre 90 et janvier suivant participe à la confrontation politique ouverte entre différents prisonniers américains et européens, se poursuivant aujourd'hui, pour une perspective de lutte commune contre l'isolement, pour le regroupement et une libération sans condition.

A sa suite, nous avons joint un article sur le nouveau projet de législation spéciale contre-révolutionnaire et anti-prolétarien, ainsi que divers autres documents qui marquent le mouvement d'unité et de solidarité pour le Front des Résistances et des Luttes contre la Justice de Classe et la Prison.

d'intoxication qui voulait prouver que la guérilla ne s'attaquait pas uniquement à des généraux ou à des patrons, mais qu'elle faisait aussi des attentats aveugles ; intoxication que notre entière histoire dément, car jamais nous n'avons atteint personne qui n'était pas politiquement et directement visée.

Notre arrestation est rapidement devenue un show médiatique. L'Etat en a fait la vitrine de sa politique répressive contre-révolutionnaire, avec deux axes simplistes : "l'Etat est le plus fort, il est inutile de combattre" et, "les révolutionnaires ne sont qu'une petite poignée de désespérés isolés".

Autour de ces deux concepts, la force de la bourgeoisie, la faiblesse de la résistance révolutionnaire, a été élaborée la première phase de la détention.

L'Etat voulait vaincre et vaincre vite. En finir avec l'organisation et surtout avec la guérilla, la pratique politique de la lutte armée. Nous quatre représentions les deux choses, l'organisation, dont nous étions présentés comme sa direction, et la guérilla. Pour cela, nous avons été immédiatement inculpés comme membres des Commandos et ce, jusqu'à la pitrerie de nous accuser de l'ensemble de leurs opérations armées.

Pour l'Etat vaincre signifiait dès lors nous briser collectivement, briser notre politique et



notre résistance. Pour cela il a bien évidemment utilisé l'isolement, la torture blanche. Une détention d'exception planifiée dans une tentative de nous détruire et nous récupérer pour leur démonstration : "leur force et notre faiblesse". Leur force : soit nous utiliser, c'est à dire nous obliger à adjurer, à reconnaître que la lutte était inutile, dangereuse et même criminelle et donc, que l'action armée irait contre le processus de libération ; soit nous détruire : nous écraser dans la torture, nous réduire à l'individualisation, à la soumission et par là, matérialiser notre faiblesse ; la faiblesse des organisations et de chaque militant, c'est à dire l'impossibilité de la résistance.

L'isolement que nous avons subi à cette époque relevait de l'hystérie répressive. Ayant connu les anciens Q.H.S. (Quartiers de Haute Sécurité), je peux dire que si la structure en était identique, l'ambiance était cependant d'une tension extrême, comme si la détention avait absorbé la guerre, une concentration de l'affrontement dans la torture.

**Georges** : Ce qui depuis lors a fondamentalement changé, ce ne sont pas tant nos conditions matérielles de détention mais surtout le projet et les objectifs de l'Etat contre nous, par extension la politique contre-révolutionnaire de l'Etat et son application, tout particulièrement sur le terrain de la détention politique. Tout d'abord la politique répressive a marqué des points et en liaison au recul du mouvement révolutionnaire, une situation superficiellement pacifiée s'est constituée. Ainsi, l'Etat a pu aborder une phase de plus grande normalisation/prévention en remplacement de l'Urgence. Ce double jeu de la normalisation/prévention se traduit non seulement par une démonstration de la pacification actuelle, mais aussi de plus en plus par la négation de ce qui s'est passé. Non pas récrire ni criminaliser la mémoire, mais la négation de cette mémoire collective de la lutte révolutionnaire.

La normalisation et la négation, c'est le silence, c'est à dire donc imposer aussi l'acceptation de ce silence. Et de plus en plus l'espace de la détention politique ici se construit sur ce silence, sur la forme sécuritaire de la négation. Tu vois, ce n'est pas uniquement la seule représentation de : "l'Etat est le plus fort", mais la tentative de forcer à un constat : "il ne s'est rien passé, l'ordre règne, et l'ordre est immuable".

**Joëlle** : Pratiquement, la réaction contre-révolutionnaire se traduit par la mise en place d'une détention spécifique autour de nous 4.

Elle se caractérisa par des innovations dans la prison pour femmes de Fleury-Mérogis.

Ainsi, ils firent évoluer la fonction de son quartier d'isolement. Progressivement, ils nous ont appliqué quelque chose de complètement nouveau chez les femmes, jusqu'à rendre notre quartier le plus proche possible d'avec un quartier d'isolement tels qu'ils existent chez les hommes depuis des années ; ils étaient bloqués dans leur projet, car il était l'obligation pour eux de nous laisser toutes les deux dans le même bâtiment : il n'y a pas beaucoup de prisons de femmes sur Paris et il n'y avait pas de structures équivalentes à celle de la D. 11. R.

Ce projet était celui que l'on retrouve partout dans la prison impérialiste depuis la fin des années 60 : l'anéantissement politique et collectif à partir d'une déstructuration des individualités par la torture de l'isolement.

**Nathalie** : En menant une grève de la faim en 87-88, nous les avons mis sur la défensive quant à la gestion de cette planification. Même si nous n'avions obtenu qu'une levée partielle de l'isolement total : promenade séparée avec chacun(e) un(e) prisonnier(e) social(e), et pour les hommes une détention dans le même Q.I., nous les avons obligé toutefois à modifier son mode d'application, donc à devoir reculer.

Mais progressivement cet "acquis" a disparu. Très vite Georges et Jean Marc se retrouvèrent de nouveau à l'isolement total (Novembre 88), puis en Avril c'était notre tour. Dans le même intervalle, depuis plusieurs mois, nous préparions la reprise de notre attaque contre l'Etat pour notre regroupement par le statut de prisonnier politique.

Ceci également dans le contexte de la lutte des camarades de la R.A.F. et de la Résistance en République Fédérale Allemande.

Le 21 avril 89 donc, nous commençons la seconde phase de notre lutte pour le regroupement. Le 21 juillet, nous cessons notre grève de la faim après avoir obtenu un certain nombre d'engagements par la Chancellerie : fin de l'isolement, un accès aux activités et aux cours dispensés comme dans les autres prisons, ainsi que des cellules contigües et des promenades communes pour les 2 hommes d'un côté et les 2 femmes de l'autre, la fin de la censure politique et l'autorisation de la correspondance et de parloirs entre nous 4.

**Joëlle** : Mais concrètement, ce que la Chancellerie présentait dans un communiqué comme l'ordonnance à "notre réintégration dans le Droit commun du régime de la détention provisoire défini par le Code de Procédure Pénale", ne se résuma très rapidement qu'à un seul "mini-regroupement" de Jean Marc et Georges à Fresnes dans un quartier



de semi-isolement et nous à Fleury. Où encore une fois, ils introduisirent une nouvelle innovation dans la détention au féminin, en aménageant autour de notre détention un quartier spécial soustrait à la "détention normale". Où le recrutement de nos co-détenues se fait sur une base de plus ou moins volontariat : les prisonnières "calmes" sont sélectionnées, et en échange elles ont la garantie d'être à 2 par cellule et, si elles s'entendent bien avec leur compagne de cellule, elles peuvent rester ensemble sans trop de difficultés alors qu'en "détention normale", une bonne entente repérée entraîne la séparation, et de plus, contrairement à nous, elles ont accès aux activités et aux cours.

Ainsi, cette présence de prisonnières sociales garantit la façade de la normalisation avancée médiatiquement par la Chancellerie, même si dans cette nouvelle division, notre traitement reste complètement exceptionnel : fouilles quotidiennes, cellules spéciales, mouvements réduits au minimum indispensable sur le principe de notre isolement du reste de la "détention normale", etc...

De fait, les modalités de notre étouffement ont évolué en fonction de nos luttes. L'objectif concret de l'Etat reste notre anéantissement politique et collectif mais ils ont été obligés de changer leurs outils ; les luttes portent atteintes à la normalité du projet.

**Nathalie :** De l'anéantissement direct : torture par l'isolement total, nous sommes passés à une forme d'anéantissement progressif par l'étouffement. Celle-ci repose sur un chantage à la détention sur la base d'une possible transformation dès lors que nous renirions notre politique et notre collectivité organisationnelle et abandonnerions toute idée d'attaque pour notre regroupement par le Statut de Prisonnier Politique.

Ainsi, ils posent cette proposition permanente comme alternative : destruction ou renonciation-normalisation.

**Joëlle :** Posé en ces termes ce chantage ne nous concerne pas.

Par contre, il révèle leur incapacité à gérer l'antagonisme révolutionnaire, véritable contradicteur du système actuel, leur incapacité à mener une politique contre-révolutionnaire qui ne se retourne pas contre eux. Leurs politiques et stratégie est l'anéantissement, mais ils n'ont pas les moyens tactiques de celles-ci et agissent au coup par coup selon l'Etat du rapport de force global.

**Nathalie :** Ce que révèle la façon dont à chaque fois ils ont répondu à nos luttes, c'est que l'alternative : destruction ou normalisation-dissociation s'adapte sur la base de

la constance de normaliser notre détention quelle qu'elle soit. Quand ils n'ont plus pu normaliser notre isolement total, ils ont essayé un truc complètement batard : un isolement un peu moins total, pour eux cela relève de la nécessité momentanée. Maintenant avec nos 2 luttes, non seulement ils savent que nous combattons sans cesse cette formule de détention mais aussi qu'à chaque fois, nous posons plus en avant notre identité collective déterminée à la lutte pour le regroupement.

La situation des prisonniers est toujours transitoire, à moins qu'ils aient renoncé à leur projet politique ; cela fait partie de leur condition d'otage dans l'affrontement Révolution/contre-révolution.

Notre détention présente est une normalisation de l'exception, une prétention à la normalité dans une réalité d'exception. La négation de l'exception comme permanence.

2. ème Question : Quelles possibilités de contact avez-vous avec d'autres prisonniers politiques et "sociaux" ?

**Joëlle :** Comme je viens de l'expliquer, nous n'avons de contacts directs qu'avec la quinzaine de détenues qui descendent avec nous à la promenade. Bien évidemment, dans la sélection établie par la direction, les autres prisonnières politiques détenues à la M.A.F. sont systématiquement exclues. D'ailleurs aux prisonnières sociales qui souhaitent intégrer cette division, il est demandé leurs opinions politiques et ce qu'elles pensent d'Action Directe.

Donc, avec les autres prisonnières nous ne pouvons avoir que des rapports épistolaires, avec tout ce que cela signifie comme aléas dûs aux diverses censures.

Les possibilités de contacts sont donc très réduites, il s'agit là de la continuité de la stratégie d'étouffement politique et humain à notre égard.

**Georges :** En ce qui nous concerne nous deux ici à Fresnes, nous sommes dans un quartier spécial où il n'y a seulement que 4 cellules, et nous sommes interdits de toute activité collective. En fait, nous n'avons aucun contact direct avec d'autres prisonniers politiques ou même avec le reste des prisonniers. Après l'isolement total nous sommes actuellement à l'isolement "partiel". Le détenu ou les détenus -jamais plus de trois- qui ont la possibilité de sortir avec nous lors des promenades sont choisis par l'Administration Pénitentiaire ; et nous remarquons ces derniers temps que face à l'échec de la normalisation, la



sélection a tendance à imposer des détenus malades, vieux ou carrément psychiatisés.

C'est l'ultime phase de la faillite de la normalisation sans notre individualisation.

3. ème Question : Dans les années 70, certains d'entre vous ont été en prison pour quelques temps. Comment la situation des prisonniers politiques s'est-elle transformée en général depuis ?

Jean Marc : Dans les années 70 nous étions poursuivis par des tribunaux d'exception, des tribunaux militaires issus directement du coup d'Etat de De Gaulle en 1958 et de la répression de la révolution Algérienne. A sa création la CSE (Cour de Sureté de l'Etat) a dû établir un régime de détention spécial, une traduction du régime des condamnés politiques. Deux raisons à cette acceptation, tout d'abord la lutte permanente des prisonniers du FLN et des autres militants, et ensuite la CSE devait aussi juger le gratin des généraux de l'armée coloniale qui avait monté le Coup d'Etat d'Alger en 1961, ainsi que les barbouzes de l'O.A.S. (Organisation de l'Armée Secrète, extrême droite colonialiste).

Concrètement, quand j'ai été détenu dans les années 70, nous étions tous regroupés dans une même prison, tous les prisonniers politiques des diverses organisations. Mais déjà en 80, la situation avait quelque peu évoluée et les différents groupes avaient été séparés, les uns des autres.

Dans l'amnistie de 1981 et la dissolution de la CSE, tous ont vu le contenu progressiste sans y voir la signification que lui donnait le nouveau pouvoir : criminalisation de toute opposition radicale. Comme dans tous les autres domaines sociaux, le Parti réformiste se révélait là aussi, non pas comme le parti progressiste qu'il voulait apparaître mais vraiment, comme le parti de la réaction nouvelle, de la modernisation de l'Etat et de son intégration plus rigide au bloc occidental. Donc, dès 83, 84, Mitterrand a appliqué les dispositions européennes guidées par les structures contre-révolutionnaires comme l'OTAN et le groupe de TREVI par exemple, et il en a innové d'autres comme les mesures de dispatching ou le regroupement limité en détention normale... En 84-86, alors que les offensives de la guérilla ont porté des coups très lourds à la stabilisation du pouvoir ici, l'Etat a répondu par la réintroduction de l'Urgence, la réintroduction des tribunaux d'exception, de la torture, de la détention spéciale... Les gouvernements de droite et de gauche ajoutant à tour de rôle une pierre à l'édifice de la nouvelle structure répressive.

4. ème Question : Que furent les raisons des amnisties pour les prisonniers politiques en 1981 et 1989 ?

Jean Marc : Durant l'hiver 1980-81 la victoire de la gauche s'est dessinée avec plus de netteté, un choix politique et organisationnel s'imposait : comment aborder la transformation de la situation en considération de l'état des forces entre les camps, comment être présent face au tournant qui se profilait et s'y renforcer politiquement sans remettre en question les fondements de notre engagement et les bases du processus révolutionnaires ici ? Nous savions que le combat pour la libération de nos prisonniers et des 200 autres prisonniers politiques ne serait pas une bataille pour la reddition mais un affrontement politique contre l'Etat, et que cet affrontement devait être un moment d'organisation et d'unité avec le mouvement révolutionnaire.

Pendant 20 ans les révolutionnaires s'étaient battus contre la CSE, nous devions à ce moment là lui porter un coup décisif, non pas un coup qui soit le point final d'une lutte mais un moment de la continuité de l'ensemble de la lutte révolutionnaire contre l'Etat et ses politiques répressives.

Le premier pas a été fait par la déclaration politique de la guérilla d'une trêve, ce geste a déclenché le processus d'aggrégation des différents collectifs du mouvement révolutionnaire sur la base de la libération des prisonniers politiques : "de tous, sans conditions".

Mitterrand, tout d'abord, ne voulut pas faire voter d'amnistie générale, il proposait une grâce sous conditions pour les peines inférieures à 8 années. Ce qui était ridicule et relevant de la plus totale hypocrisie -habituelle chez le personnage-, car la peine moyenne la plus basse devant la CSE était de 9 ans. Cette mesure n'aurait donc entraîné que peu de libération de prisonniers politiques, tout en servant de faire valoir au Parti Socialiste et de moyen de division. La lutte redoubla d'intensité, dans la prison elle s'unifia naturellement à la lutte des prisonniers sociaux contre les Q.H.S. et pour des grâces collectives. Emeutes, grèves de la faim, affrontement dans des manifestations se succédèrent... Le ministre de la Justice démissionna, son successeur Badinter ferma les Q.H.S., accorda une grâce collective et fit voter une amnistie limitée. Mais l'objectif immédiat était "TOUS", la lutte se poursuivie donc. Seule Nathalie restait emprisonnée, nous avons alors lié sa libération à celle d'une vingtaine d'autres militants révolutionnaires qui n'étaient pas reconnus comme prisonniers politiques. Le mouvement s'est étendu et s'est renforcé, il est devenu le premier mouvement organisé contre "la



vague rose" et l'implantation du nouveau pouvoir, contre les premières décisions de la transformation de ce nouveau pouvoir.

Un mois plus tard nous avons obtenu la libération de tous les prisonniers politiques et la dissolution de la CSE, au fil d'une lutte sans compromis, c'est à dire dans l'unité des luttes, pour un processus révolutionnaire de libération.

**Georges :** En fait, si la lutte pour la libération des prisonniers politiques est une permanence du combat révolutionnaire ce n'est évidemment pas une fin en soi, elle doit être située dans le développement et l'enracinement de ce combat. La guerre de classe révolutionnaire n'est pas un processus linéaire, une voie rapide et lisse, c'est un long processus fait d'offensives et de retraites, d'attaques et de poses, un processus dialectique retranscrivant et matérialisant dans l'action, les ruptures du mouvement réel, ses mutations, ce que celles-ci déterminent pour les conditions générales du combat.

Savoir s'adapter à ces conditions est essentiel, et adaptation n'a jamais signifié opportunisme ni liquidation, mais requalification. Ainsi, l'adaptation de l'action révolutionnaire dans une phase précise, dans les mutations des conditions politiques, n'est en rien une remise en cause du processus de guerre révolutionnaire, c'est à dire de l'organisation de la violence révolutionnaire du prolétariat dans la conquête du pouvoir politique.

En 1981, nous avons la force politique de conduire cette lutte et de la gagner véritablement, c'est à dire comme moment et développement du mouvement révolutionnaire ; en 1989, la situation était telle qu'elle ne pouvait être menée sans concessions essentielles, alors la continuité a prévalu à la rupture, et à une phase différente, la résolution révolutionnaire doit être différente, tout simplement.

Il est de bon ton de lancer à la cantonade : "l'amnistie des prisonniers politiques n'est que la solution bourgeoise de la lutte armée", et autres mots d'ordre du doctrinarisme et de l'immobilisme extrémiste du "radicalisme de bazar".

Un immobilisme qui veut être conservation de la lutte révolutionnaire, de son esprit et sa nécessité mais qui, en certains cas, peut donner lieu à l'enterrement de cet esprit antagoniste. On doit se méfier des formules creuses et de ses positions de pur principe très éloignées des nécessités réelles de la situation et de sa transformation, elles sont facilement retournées par l'Etat contre l'unité des forces révolutionnaires et contre la lutte elle-même. La lutte permanente pour la libération des prisonniers politiques est

une confrontation où vit l'unité et la solidarité de la classe contre l'oppression et la répression de l'Etat. Ainsi elle est partie prenante de la lutte générale pour l'émancipation.

**Nathalie :** Concrètement, l'amnistie n'a ni affaibli, ni freiné notre activité politique.

- activité révolutionnaire pour implanter le "pouvoir rouge" dans les usines, les quartiers, les grèves, les squatts...

Ce n'était pas simplement un retour à ce combat après un détour par la lutte armée, non, nullement, dans cette lutte immédiate, nous nous sommes engagés avec deux forces forgées dans la lutte armée: organisation et politique révolutionnaire.

- activité révolutionnaire contre l'opportunisme et la liquidation; affronter concrètement les "velléitaires" et les "vieux combattants" qui entendaient l'amnistie comme ascenseur pour l'institutionnalisation et tribune pour liquider la lutte armée. L'amnistie a effectivement permis à nombre de militants de déposer les armes et abjurer. Mais le plus souvent, cela se passa sans heurt, sans que cela ait été utilisé par l'Etat et les médias. De ces pertes, la guérilla sortit renforcée et jamais les retournements individuels purent être présentés comme un projet politique.

- activité révolutionnaire internationaliste. La lutte dans les ghettos nous amena à la lutte internationale, à une nouvelle qualité, à une lutte commune avec des camarades libanais et palestiniens, les organisations turques et surtout à la réalité de l'oppression du prolétariat métropolitain... à appréhender son expression contradictoire et complexe; c'est-à-dire mettre en avant le concept, appliqué sur le plan stratégique, du front révolutionnaire qui est seul capable de réaliser l'unité de chaque réalité de l'autonomie de ce prolétariat dans les centres avec l'internationalisme comme politique révolutionnaire et anti-impérialiste immédiate.

L'amnistie de 81 a été la conséquence d'un combat révolutionnaire, et elle a ouvert une phase particulière de ce combat. Nous avons peut être commis des erreurs dans l'appréhension des problématiques de cette période, surtout par faute d'un manque d'expérience et de rigueur dans le travail de masse, immédiatisme et mouvementisme sans aucun doute ; c'est à dire, aussi une sous-évaluation des distorsions inhérentes à la confrontation, action clandestine des communistes d'un côté et légalité-institutionnalisation, terrain unique et codification politique de l'Etat bourgeois de l'autre. Mais bon, ceci est difficilement explicable en quelques lignes, l'essentiel est d'exprimer que si la libération des prisonniers politiques est intégrée à la lutte



du mouvement révolutionnaire non comme une fin ou un objectif abstrait, mais bien comme un combat contre l'Etat, alors cette libération ne peut pas être une solution de la bourgeoisie au processus de la guerre révolutionnaire.

**Joëlle :** En 1989, les amnisties comportaient un vice de principe, l'Etat -obligé par la date historique du bicentenaire de la révolution française- se devait de faire une amnistie spectacle. Pressé par les luttes localisées, il les a retournées contre l'ensemble des prisonniers politiques, construisant l'amnistie sur la division.

Concrètement trois collectifs de prisonniers politiques ont été amnistiés, les Kanaques, les Antillais et les Corses, tandis que trois autres collectifs en étaient exclus, les Basques du Nord et du Sud, les Palestiniens/Libanais et nous, et de même exclus des grâces octroyées à l'ensemble des prisonniers, comme en 88 pour l'élection présidentielle ou comme en 90...

Ainsi, le recul du mouvement révolutionnaire, la pose dans l'activité révolutionnaire ne permettait nullement de déclencher une bataille sur la libération des prisonniers politiques, une bataille qui ne soit pas seulement défensive.

5<sup>ème</sup> Question : Il y a t'il en France, comme en RFA, des tribunaux spéciaux et des lois spéciales pour la lutte contre l'opposition radicale ?

**Jean Marc :** Comme je le rappelais plus haut, jusqu'en 1981, nous étions jugés directement par l'armée. Procédures d'exceptions comme les Conseils de guerre en Espagne, mais en fait des structures répressives inadaptées et dépassées, ne correspondant plus à l'image idéologique des Etats actuels et de leur intégration en Europe. Le projet originel du gouvernement socialiste était d'arriver à un tel degré de pacification qu'aucune structure d'exception ne serait nécessaire à la répression de classe, toutes "déviances" sociales et révolutionnaires ne seraient que criminalités plus ou moins collectives. Mais la réalité du combat, de la guerre des classes est tout autre, et l'Etat a dû considérablement développer ses structures répressives d'urgence jusqu'aux Sections Spéciales en 1986.

Tout d'abord, dès 82, le gouvernement a interdit notre organisation, puis il a introduit

contre nous, une très vieille loi, votée à la fin du siècle dernier pour lutter contre le mouvement ouvrier, une loi plus connue comme "loi scélérate" dans les livres d'histoires sociale; cette loi s'articule sur la notion de délit collectif, délit politique. Dans les nouvelles lois qui l'ont renforcée, sa dénomination générale "association de malfaiteurs" a été mariée au terme très à la mode de "terrorisme", une liaison qui correspond bien à l'idée dictée par les instances répressives internationales: "criminalité idéologique"!!!

Le choix de de la qualification de cette inculpation est hautement politique, ainsi, si les organisations révolutionnaires, pour leurs attaques contre l'oligarchie bourgeoise, sont classifiées: "associations terroristes", de même que pour les combattants des M.N.L.; les organisations fascistes quant à elles, que ce soient les groupes d'extrême droite comme celui responsable des nombreux attentats racistes sur la Côte d'Azur contre les travailleurs immigrés ou encore le GAL (Groupe Anti-terroriste de Libération) structure para-policière ayant revendiquée plusieurs dizaines de meurtres de militants et de réfugiés Basques, dont aucune ne relève de la juridiction spéciale.

Comme toute juridiction d'exception, celle-ci aussi signifie renforcement des pouvoirs policier: structures sépciales, polices politiques, liaison avec l'armée et les services secrets ainsi que d'autres officines barbouzardes... et également renforcement encore des procédures et méthodes spéciales, garde à vue prolongée, centralisation à Paris des affaires... (ainsi les militants des colonies sont ils déportés dans les prisons françaises comme les Antillais, les Kanaques...).

Juges d'instructions regroupés dans une structure "bunkerisée", Cour d'Assises Spéciales avec des jurés "professionnels" (ce sont les mêmes juges!).

Autre point, la rétroactivité des lois, ainsi les tribunaux ont statué sur des affaires antérieures parflis de plusieurs années avec des lois votées en septembre 1986.

Il est bon évidemment de rappeler le lien direct qui existe entre cette juridiction et la détention d'exception à laquelle sont soumis les inculpés, ainsi juridictions spéciales, torture, isolement, chantage, menaces et marchandages... forment un tout.

Après les militaires de la Cour de Sureté de l'Etat, les Section Spéciales sont l'expression bien "civilisée" de la terreur judiciaire contre-révolutionnaire actuelle.



6. ème Question : Plusieurs procès se sont déjà déroulés contre vous. Quelle expérience avez-vous faite lors de ceux-ci ; quelles possibilités aviez-vous pour une "défense" politique ?

**Nathalie** : Les sections spéciales sont des juridictions politiques, chaque procès est différent selon la réalité politique qu'il affronte, et selon les phases de la répression. Avec nous, jusqu'à présent ils ont dû (comme le décrivait Jean Marc dans la première question) constituer cette représentation : "la force de l'Etat et la faiblesse de la résistance", les procès ont ainsi été jusqu'au paroxysme, la vitrine spectaculaire de ce scénario obligatoire.

D'un autre côté, chaque procès s'est conformé à la volonté étatique de résumer la réalité organisationnelle à nous 4.

Et cela était autant un impératif qu'une commodité pour favoriser les piteuses judiciaires qu'ils se doivent de mettre en spectacle, en effet, ne pouvant individualiser les participations réelles, l'imagerie de notre noyau maintient une apparence en globalisant dans le flou.

Mais plus fondamentalement, il s'agit de nier toute réalité politique, toute nature d'action et d'organisation révolutionnaire. Réduire l'activité de la guérilla à l'agitation d'un petit noyau paranoïaque, de "criminels idéologiques".

**Joëlle** : Dans un pays comme la France qui sacralise l'expression de la facticité démocratique, le tribunal d'exception doit tout à la fois éliminer l'opposant -les Sections Spéciales prononcent généralement les peines maximum prévues par le Code- et garantir son image de "Justice", donc ne condamner que pour des "crimes", des "faits" précis... niant toute politique, autant celle dont il est l'expression que celle du militant qu'il prétend juger - et cela, jusqu'à l'extrême caricature. Singeant le droit commun dans ce but de criminalisation, les procédures ne deviennent que de simples singeries chaotiques sur la base de dossiers tronqués, trafiqués, avec à la clé : fausses expertises et preuves grossières.

Face à cette manipulation spectaculaire, nous avons choisi de ne réfuter aucun des montages judiciaires et policiers, pour concentrer toutes nos interventions dans l'affirmation de la rupture et de la critique révolutionnaire, de la nécessité de l'organisation des communistes et de la guérilla. Ainsi, nous devons les affronter en leur niant le droit de nous juger, de juger l'action révolutionnaire. Révéler la caricature qu'est cette justice "administrative", comme seule expression de l'élimination de militants, non pour ce qu'ils ont fait individuellement mais bien en

conséquence du danger politique qu'ils constituent en s'organisant, en combattant hors des cadres et des codes imposés par l'institution de l'hégémonie de classe.

Telle a été notre seule attitude durant les premiers procès, mais nous n'en faisons pas une position absolue pour les autres militants ; au delà des seuls principes de non-collaboration avec le "pouvoir judiciaire", et de non-individualisation, nous pensons que chaque procès doit être abordé avec une seule idée directrice : comment les combattre, comment les vaincre sur ce terrain qu'ils imposent.

7. ème Question : Si il n'était question que de la volonté de l'Etat, vous devriez alors avoir encore plusieurs procès, dans lesquels vous êtes inculpés de presque toutes les actions d'AD durant la période 84-86. Quel objectif poursuit l'Etat avec cela dans la situation actuelle ?

**Nathalie** : Nous ne sommes pas inculpés de toutes les actions d'Action Directe couvrant la période 84-86. Exprimer cette relative sélectivité en termes de "presque toutes" ne peut pas rendre sa nature.

Comme nous le soulignons dans la question 6, cette sélectivité est conforme à la volonté étatique de résumer la réalité organisationnelle à nous 4, à un petit groupe de "criminel idéologique".

D'une façon générale, la situation pose la nécessité de la représentation de "L'Etat de droit contre la barbarie", et donc, toujours d'une façon générale, à travers les juridictions d'exception, le droit devient une caricature de lui-même dans sa fonction de classe, toujours plus droit de la bourgeoisie, droit de l'opprimeur.

L'autre aspect de la sélectivité de nos inculpations est la séparation qui a été instituée entre les actions revendiquées par des Unités Combattantes et celles revendiquées par des Commandos. Le premier objectif de cette séparation est de délier les actions de Commando de leur contexte. C'est à dire, leur enlever toute signification politico-stratégique en les extrayant de leur conceptualisation théorico-pratique : la campagne politique déterminée dans la stratégie de la Lutte Armée qu'elles ont pour tâche de porter.

D'autre part, par le fait que les actions effectuées par des Commandos sont des tentatives d'exécution ou des exécutions, c'est aussi le rapport à la violence révolutionnaire qu'ils veulent fausser. Ainsi, si nous sommes inculpés dans tous les attentats revendiqués par des Commandos de l'organisation, ce n'est pas un



— hasard que les deux seules opérations revendiquées par des Unités Combattantes, dans lesquelles ils aient estimé nécessaire de nous impliquer, soit des attentats à la bombe potentiellement "crime de sang". Que ce soit la voiture piégée contre l'U.E.O. ou l'attaque contre Interpol (un policier blessé), ces deux actions se situent en équivalence avec des exécutions.

**Joëlle** : Cette séparation se veut aussi prévention. L'exécution d'un militaire ou d'un patron ne doit pas se généraliser et il leur faut donc contrer cette possibilité de combattre. A travers la guerre psychologique, il y a ainsi une tentative de déplacement de la relation objective et subjective à la guerre de classe sur un terrain à la fois moral et émotionnel, dans l'espoir d'empêcher toute compréhension de l'appropriation dans un cadre politique déterminé de la violence révolutionnaire.

Personne ne doit se reconnaître dans nos actions, pour cela ils s'efforcent d'envoyer dans le flou, dans une dimension extérieure à l'affrontement des classes, leur signifiant en focalisant dans le spectaculaire l'attention des consciences sur la mort donnée.

Par cette focalisation, ils espèrent rendre inexistant tout processus objectif de guérilla et de résistance, tout processus de libération prolétarienne, toute possibilité de les combattre hors des espaces autorisés et gérés par l'Etat, en présentant la violence révolutionnaire comme "dernière barbarie dans les démocraties". Le "Droit" doit régner, pour eux, l'assassinat est toujours et seulement l'arme légitime de la raison d'Etat. La raison d'Etat étant incluse dans l'"Etat de droit", le droit d'assassiner leur appartient !

Il y a toute une implication symbolique dans le choix des attentats dans lesquels nous sommes ou non inculpés. Pour autant que la violence reste toujours la propriété de l'Etat, ce n'est pas seulement la mise en forme de cette appropriation dont il est question à travers le spectacle des procès, mais aussi en exergue le "crime de sang", la notion de criminalité idéologique. Une donnée aujourd'hui indispensable de la gestion carcérale des prisonniers politiques qui est ainsi mise en avant.

Ainsi le choix de nos inculpations recoupe les 3 principaux éléments de la négation de la politique de la guérilla :

- la réduction de son activité à un noyau de "criminels pathologiques" ;
- la désarticulation des campagnes politico-militaires ;
- la spectacularisation du sang versé.

Les procès sont pour l'Etat des moments d'application de plusieurs tactiques inscrites

dans la stratégie contre-révolutionnaire des pouvoirs ouest-européens : négation de la politique de la guérilla, négation de la réalité et de la possibilité de l'organisation politico-militaire, guerre psychologique dirigée contre le prolétariat et le Mouvement Révolutionnaire, afin d'empêcher toute compréhension et appropriation de la politique et praxis révolutionnaire, de la guérilla communiste.

8. ème Question : Lors de deux longues grèves de la faim, vous avez lutté pour le regroupement par le Statut de Prisonnier Politique. Pourquoi vous référiez-vous à ce statut, quel signification a-t-il dans l'histoire des luttes en France ?

**Nathalie** : Bien, je vais tenter d'en expliquer le signifiant dans sa portée. Tout d'abord, ce statut propre au contexte français, actualisé dans sa revendication, présente la mémoire de 20 ans de luttes dans la prison (années 60-80) contre l'Etat colonialiste et impérialiste français. Issue du combat des militants algériens du FLN, elle fut reprise aussi bien par ceux de la Gauche Prolétarienne, que ceux anarchistes ou des GARI, ainsi que par les Mouvements de Libération Nationale Breton, Antillais, Corse, Basques... qui en revendiquent toujours l'application.

Nous nous y référons aujourd'hui dans son actualisation en le situant en premier lieu dans sa fonction formelle du regroupement. Mais soyons clair tout de suite, nous ne limitons pas la pose de cette revendication à cette seule nécessité. Nous entendons aussi matérialiser sa portée en l'exprimant comme l'une des expressions sur le terrain de l'enfermement de l'affrontement Révolution/contre-révolution. C'est à l'intérieur de cette dimension et articulée en tant que pression politique irrésolvable dans sa négation ou criminalisation, que la lutte pour cette revendication impulse en attaque notre existence de prisonniers politiques. En effet, dès lors elle permet d'enfoncer la contradiction représentée, dans la politique même de négation-normalisation étatique de tout processus et politique révolutionnaire. Condition sine qua non du regroupement, nous conduisons donc aujourd'hui sa fonction vers son possible déploiement en élément actif de la déstabilisation et destruction des instruments stratégiques de répression politique et sociale, des modes d'élimination de toute contestation d'avant-garde dans la concentration en zone aliénée de leurs expressions à leur criminalisation toujours plus caricaturale.

Sa signification ici s'exprime donc en termes de mémoire, de fonction du regroupement, et



d'actualisation pour le développement de sa portée politique et stratégique; c'est-à-dire, un processus vers le regroupement et pour l'imposition du regroupement.

Ce regroupement dans sa conception est une notion parfaitement bien comprise en Allemagne dans sa qualité politique. Ce qui ici n'est pas encore pleinement compris. Il existe une sorte de confusion soigneusement entretenue par l'oppression étatique entre l'idée d'un regroupement humaniste et le concept politique du regroupement tel que nous l'entendons. La revendication pour le regroupement ne peut donc pas être déliée, dans la phase actuelle, de sa compréhension, de la référence au statut.

Une revendication qui s'inscrit dans le processus international des luttes pour son imposition. Effectivement la revendication du regroupement, selon les critères des territoires est une revendication internationale, commune à tous les prisonniers communistes révolutionnaires, anti-impérialistes, issus de la guérilla ou de la résistance, et elle les unifie de fait. Elle invite dès lors à sa reprise comme revendication internationaliste dans la composition d'une force internationale à la réunion des militants à l'extérieur pour imposer la réunion des prisonniers, comme première étape de la résolution de leur situation.

Ainsi, dès avril 1984, notre organisation définissait pour ses militants emprisonnés quatre tâches à mener:

- par le combat dans la prison, démystifier la "bonne" prison social-démocrate;
- se donner les armes pour combattre à l'intérieur, c'est-à-dire obtenir par tous les moyens, au travers du Statut de Prisonnier Politique, le regroupement;
- lier leurs luttes aux prisonniers communistes en Europe de l'Ouest;
- et enfin se libérer.

C'est une ligne politique qui s'inscrivait à priori dans un développement international, et s'enrichit depuis de chaque avancée réalisées, au fil des luttes et des contacts, et que nous maintenons sous diverses formes d'action dans un processus permanent de transformations immédiates, dynamisant les transformations en devenir.

**Georges** : Oui, c'est ainsi qu'aujourd'hui il faut comprendre la référence au statut, la complexité même de sa fonction. Complexe, car c'est aussi dans le dépassement de sa seule organisation dans la prison qu'elle peut entrer en mouvement contre l'unicité politique actuelle, imposée objectivement et psychologiquement à la société.

De cette manière, elle s'oppose tout à fait concrètement à l'auto-légitimité consensuelle du pouvoir étatique.

Conscient de ses faiblesses, l'Etat s'est toujours efforcé d'évacuer les contradictions dans une politique permanente de négation; et dans sa crise de légitimité actuelle, cette nécessité est encore plus présente. Aussi, est-ce dans ce contexte où la contre-révolution, en raison de ses propres nécessités d'élimination des prisonniers révolutionnaires, accumule de fait tout un ensemble de contradictions qui, exacerbées et démontrées dans la lutte, mettent en évidence les finalités politiques de la détention. Une politique qui prend toute son acuité lors des procès fait aux révolutionnaires, et que se réapproprient les technocrates de la désinformation. Dans ce cadre, les tribunaux d'exception, de par leur qualité même d'exception, s'imposent de fait à cette "mise sous silence", et démontrent malgré eux très clairement l'illégitimité du pouvoir bourgeois. Ils se démasquent ainsi comme l'une des contradictions politiques de la répression contre-révolutionnaire, portant en eux les conditions mêmes de leur destruction. Aussi, contraint de les utiliser pour sa défense, le pouvoir s'efforce-t-il envers et contre tout d'étouffer leur représentation stratégique d'élimination des antagonismes à travers une politique de normalisation-négation, développée avec violence dans l'enfermement.

**Nathalie** : Oui, et il faut se souvenir que le Statut de Prisonnier Politique était originellement relié à la CSE (Cour de Sureté de l'Etat) et qu'il était développé dans l'affrontement contre l'Etat, comme moyen de lutte et d'information à l'encontre de cette juridiction d'exception.

**Georges** : Et aujourd'hui, ce qui est voulu par le pouvoir, c'est une séparation entre l'élimination politico-juridique - toujours spectacularisée - des militants révolutionnaires selon le principe de la "page tournée", et leur exclusion sous quelque visage que ce soit dans la prison. En cela aussi, la référence au Statut va bien au-delà de sa seule fonction de base pour le regroupement. Etendue dans son actualisation de la nécessité, elle se pose en "porte-à-faux" de l'un des aboutissants de la politique de négation, ouvrant ainsi l'information sur la détention politique ici, son organisation et la nécessité qu'elle recouvre pour le pouvoir.



Un pouvoir toujours plus fragilisé par les contradictions qu'il génère. Pas un domaine devenu quelque peu sensible qui n'enflamme les autres plus ou moins rapidement, et qui ne place l'Etat dans une position défensive, le contraignant de cette manière à dévoiler sa réalité de classe et le caractère fictif du concept "démocratie" qui le masque. Une situation qui lui impose alors comme seul et unique recours à sa survie d'édicter une rigidité dans la gestion politique et sociale de son administration. Une rigidité qui se traduit dans la prison dès les années 83-84 par un système de détention à deux niveaux. Un niveau général, commun établit pour produire la normalisation, la pacification, et dans lequel les détenus, tout détenu doit comprendre et gérer de supposés intérêts individuels à une normalité. Auquel cas contraire, ne le comprenant pas !, il sera, il est soumis au deuxième niveau, l'isolement - normalisation forcée par la sécurité renforcée... quitte à ce que soit éliminé d'une manière ou d'une autre les "excroissances" que cela produit (le directeur de Fleury-Mérogis en 87 : "comme à l'année, nous avons droit à 7 % de pertes").

Pour les prisonniers révolutionnaires, le trajet est en règle général rigoureusement inverse ; c'est dans et par l'isolement que le militant doit "apporter la preuve de sa volonté et de sa capacité à s'insérer à la normalité", à la gérer et donc, se pacifier pour pouvoir accéder au niveau de la détention en commun. Dans ce parcours, la détention politique n'existerait plus que comme l'anti-chambre de l'élimination... ou du renoncement et de la dissosication rampante. Et c'est aussi ce à quoi et contre quoi correspondait l'actualisation de la référence au statut et sa fonctionnalisation.

8. ème Question B : Oui, mais quelle signification concrète à un tel statut dans l'histoire des luttes des prisonniers en France ?

Joëlle : Je veux d'abord commencer par évacuer une critique que l'on retrouve très, très souvent dans les discussions en France, et qui bien qu'elle puisse s'expliquer, tourne en rond ; comme quoi, la revendication du SPP introduirait une différenciation. C'est une vision complètement linéaire de l'affrontement.

La notion même de différenciation appartient à la stratégie étatique et est utilisée comme telle.

En prison, elle est mise en oeuvre contre nous, contre chaque prisonnier qui se révolte, contre chaque individu qui s'insoumet.

Aussi, quand nous posons cette revendication, nous portons en avant notre nécessité, déjà explicitée par Georges et Nathalie, mais en outre, en marquant notre volonté de casser l'individualisation qu'ils tentent de nous imposer. Notre lutte s'inscrit aussi dans l'ensemble des mouvements parcourant la prison contre les séparations. Il y a une relation dialectique qui créait une interaction entre les revendications qui peuvent nous être spécifiques et celles portées par les luttes des prisonniers.

Un exemple tout à fait concret ; c'est après que les militants emprisonnés du FLN aient imposé dans les années 59-60 le droit à l'information -qui était contenu dans le statut-, que cette revendication fut reprise et conquise par l'ensemble du mouvement des prisonniers (luttes de 1974).

Georges : Un autre exemple qui éclaire assez bien ce propos - la question de l'isolement. La lutte contre ce mode de détention est au coeur des mouvements des prisonniers, et définit concrètement la forme de l'attaque contre les prisonniers révolutionnaires.

Lors de l'été-automne 87, il y eut de nombreuses actions et luttes dans différentes prisons. Du refus de "plateau" (refus des repas), au refus de "remonter de promenade", les mouvements s'accrochèrent jusqu'à la mutinerie de la Centrale de Saint Maur en novembre 87. De tout un ensemble de revendications surgit une revendication unitaire : la fin de l'isolement. Sa dénonciation se fit principalement quant à son application en tant qu'atteinte à l'identité de la personne, à sa survie. Mais bien que ces luttes aient soulevé un véritable émoi dans "l'opinion publique", elles restèrent cloisonnées dans le spectaculaire et furent réduites à un niveau de "faits de société".

Lors de notre première grève en 87-88, cette revendication atteignit sa pleine dimension politique dans sa liaison avec celle du regroupement par le SPP, mettant en avant les finalités politiques de la stratégie contre-révolutionnaire et anti-sociale dans l'enfermement et de la prison elle-même. La campagne de dénonciation et de luttes s'en renforça, et contraignit quelques mois plus tard, un ministre de la justice "mal-à-l'aise", Arpaillange, à avouer : "l'isolement est une torture". Cette reconnaissance d'une contradiction pour l'image démocratique était une victoire. Elle résultait d'un processus de luttes globales dans la prison, c'est à dire de l'interaction entre les revendications du mouvement des prisonniers et les



nôtres, de la convergence dialectique de deux fronts d'apparence contradictoire. Mais bien sûr, l'Etat ne pouvait rester sur cet échec et dès cet aveu, il effectua une séparation entre les prisonniers politiques et sociaux. Les premiers "sortaient" des quartiers d'isolement et les seconds continuaient à en subir la torture. La stratégie de différenciation dont parle Joëlle s'imposait au pouvoir pour contrer la victoire et l'unité dialectique réalisées. Une stratégie qui s'affina dans une tactique de séparation des prisonniers politiques eux-mêmes ; d'un côté les "crimes de sang" qui réintégrèrent les quartiers d'isolement et de l'autre, ceux qui durent subir une tentative de normalisation dans la détention en commun.

**Joëlle :** Ce résumé des luttes couvrant la période 87-88, exemplarise assez bien le rapport d'affrontement sur le terrain carcéral, et sa liaison entre les luttes des prisonniers sociaux et celles des prisonniers politiques. Un lien qui démontre, contre toute stratégie de différenciation, l'activité porteuse exercée par les luttes des prisonniers révolutionnaires pour l'ensemble des emprisonnés. Et qui éclaire la référence au statut, dans le dépassement de sa nécessité immédiate, comme le rapport introduisant notre identité de militants communistes dans sa fonction de politisation de la détention, pour une conscience véritable du rôle de la prison dans l'organisation capitaliste de la société, et de son expression caricaturale d'oppression et d'exploitation.

Une fonction de politisation qui se vit concrètement dans nos luttes et leur interaction avec l'ensemble des mouvements sur le terrain de la prison ; et donc, dans le cadre spécifique de la détention politique à travers les revendications du regroupement par le spp et la fermeture immédiate et définitive des quartiers d'isolement.

9. ème Question : Qu'entendez-vous par la détention politique en termes d'affrontement ?

**Georges :** La détention politique est le terrain d'un affrontement permanent et aucune de ses situations n'est neutre ou extraite du rapport de force entre la volonté d'imposition de l'Etat et la résistance du militant emprisonné.

L'Etat veut réduire le prisonnier politique à sa négation comme tel, par la soumission et l'individualisation, et ainsi le rendre maléable

en tant qu'otage dans les diverses politiques et planifications contre-révolutionnaires.

Le collectif des militants emprisonnés quant à lui doit révéler et matérialiser ce terrain d'affrontement pour s'y affirmer comme unité dans la lutte et résistance véritable. Cela signifie ouvrir et faire vivre un front de luttes, un combat parmi les autres du mouvement antagoniste révolutionnaire.

Dans la prison, depuis 4 années, notre Comité a initié et participé à de nombreuses luttes, toutes différentes selon les situations et les objectifs, mais toutes se plaçant dans un rapport de collectivisation et d'affrontement avec l'Etat.

Ainsi, notre première grève de décembre 87 à mars 88, a dû s'opposer à la situation "d'urgence" et aux objectifs initiaux des Sections Spéciales contre notre collectif.

Ils utilisaient l'isolement et la torture, pour nous briser, pour nous individualiser et nous séparer du mouvement révolutionnaire à l'extérieur, nous les avons confrontés à une lutte très dure et très déterminée dans les quartiers d'isolement. Une lutte franchissant les murs pour devenir une large campagne contre l'isolement et contre les plans pour notre élimination.

D'un autre côté, ils avaient monté de grands procès spectacles, des "messes de propagande antiterroriste", en les maintenant malgré notre grève, nous faisant comparaître sur des civières, à demi-conscients et sous perfusions, ils se sont révélés comme véritables tribunaux d'exception, et les masques sont tombés. De plus, ayant réuni dans les box, plusieurs réalités du mouvement révolutionnaire par un amalgame de criminalisation, ils tentaient de démontrer notre isolement dans ce mouvement même, de nous opposer les uns aux autres. Mais ce fut pour eux une cruelle défaite car nous avons constitué un front solidaire, sans faille tout au long des procès.

**Nathalie :** Un autre point essentiel de cette lutte fut l'inscription et l'affirmation ici, de l'unité des deux revendications fondamentales, communes aujourd'hui à tous les prisonniers politiques en Europe : "contre l'isolement, pour le regroupement". C'est à dire en France, lutter pour la fermeture des Quartiers d'Isolement de Sécurité Renforcée, et lutter pour le regroupement que nous liions à l'obtention du Statut de Prisonnier Politique, comme revendication historique des militants emprisonnés dans ce pays.

L'actualisation de ces deux revendications a produit un très large débat dans et hors des prisons, entre toutes les réalités du mouvement comme dans tous les collectifs de prisonniers



politiques. De même, rapidement elles ont représentées les perspectives de lutte les plus élevées dans la rupture des planifications de l'"urgence", de la politique d'extermination et des politiques d'individualisation/normalisation.

Un mouvement et des revendications qui seront repris par le collectif des prisonniers politiques Basques par deux fois au cours de la même année 88. Nous même, devons reprendre la lutte d'avril à juillet 89, suivis par les prisonniers libanais autour d'Anis Naccache, durant l'automne-hivers 89-90.

Aujourd'hui, les deux revendications vivent véritablement dans le mouvement des prisonniers politiques. Le regroupement partiel que nous connaissons ainsi que les prisonniers politiques basques n'est qu'une étape pour de nouveaux combats pour le Statut de Prisonnier Politique. L'isolement quant à lui est toujours en pratique, et si peu de prisonniers politiques le subissent, nous ne pouvons nous satisfaire de cette demi-mesure.

Ainsi, avec ces deux revendications, ici en France, la détention politique est devenue un véritable front de lutte, pour la centaine de militants emprisonnés des Mouvements de Libération Nationale et de la cause Prolétarienne.

10. ème Question : Comment pensez-vous construire l'interaction entre les luttes dans le cadre de la détention politique et celles parcourant l'ensemble de la prison. ?

Jean Marc : Si la détention politique est un terrain particulier et spécifique, elle n'est pas séparée du contexte général de l'enfermement auquel sont soumis des dizaines de milliers de prolétaires et d'opprimés. La détention politique est un moment de la lutte révolutionnaire, et l'enfermement est un moment de l'imposition de la dictature bourgeoise : la sanction à la transgression de l'assignation sociale.

Les révolutionnaires agissent dans la perspective d'une construction sociale d'où serait bannie la prison ; et chaque lutte que nous menons avec l'ensemble des prisonniers doit porter en elle l'objectif de la destruction des prisons et de la révolution sociale. C'est le but permanent de la fusion dans le combat des revendications immédiates pour de meilleures conditions, avec l'orientation de l'affrontement contre la justice de classe, contre la dictature des juges et des patrons, contre l'Etat.

Nous devons donc par notre positionnement, notre travail d'agitation, nos luttes, révéler la

nature et la fonction de la prison dans le système. Révéler l'exploitation, l'exclusion et l'oppression qu'elle représente pour les classes populaires... Alors nous pourrions construire, à partir de ce terrain aussi, la solidarité, l'unité et le combat de classe.

Mais cette solidarisation est bien éloignée d'une tendance qui ne veut voir dans la prison qu'un travail de syndicalisme dirigée par des "panades" populistes, un véritable opportunisme qui a connu son apogée dans la "campagne égalitariste" contre la libération des prisonniers libanais et palestiniens du groupe Naccache (1).

Joëlle : On ne peut pas avoir une attitude cohérente dans la lutte intra-muros si l'on ne considère pas la spécificité de la détention politique ou si l'on néglige la nécessité de la lutte avec l'ensemble des autres prisonniers, et pire encore, si l'on ne tient pas compte de leur interaction.

Tout au long de notre détention, dans chaque Quartier d'Isolement (Q.I.), nous avons établi des comités de lutte ; comme celui du Q.I. de Fresnes ou celui de la D 11 R à la M.A.F. de

Fleury-Mérogis, des comités qui ont été très importants dans le travail de propagande et de mobilisation contre l'isolement, et qui ont été aussi au centre de la lutte des plateformes (été-automne 88). Une lutte culminant avec une grande grève de plusieurs milliers de détenus autour de revendications communes : fermeture des Q.I., amnistie des participants aux émeutes et autres mouvements, justes salaires pour les prisonniers-travailleurs, parloirs intimes...

Une des principales raisons du coup d'arrêt qu'a connu la politique de normalisation des prisonniers politiques comme nous, a été justement cette activité avec les autres prisonniers. Si nous sommes toujours séparés de la "détention normale", ce n'est pas le fait de notre petit regroupement, mais bien parce que nous représentons un potentiel de lutte et une force politique de déstabilisation, aussi bien du statu quo de l'enfermement que de celui de son acceptation.

11. ème Question : Votre nouvelle lutte parle justement de front des résistances contre la justice de classe et la prison. Est-ce que la constitution d'un tel front serait alors l'une des perspectives de votre initiative ?

Georges : Nous pensons qu'il est indispensable aujourd'hui de faire surgir des luttes, de la



permanence des revendications essentielles, de la situation de la détention, ... un front des résistances ; c'est à dire un véritable pôle de référence, de continuité et de coordination des différents combats contre la prison. Mais aussi, un front qui se lie à l'extérieur aux initiatives et aux luttes contre la justice de classe, contre les politiques de contrôle social et les politiques contre-révolutionnaires qui s'accroissent dans cette période.

Il est temps de fait, de réagir et de dépasser la tendance aux réponses parcelarisées face aux planifications intégrées de l'Etat, car ces programmes répressifs se renforcent encore dans les phases de l'intégration européenne. Le texte du Traité de Schengen est très explicite à ce sujet, tant contre "l'ennemi intérieur" (l'antagonisme et la résistance des classes opprimées, les organisations armées...) que contre "l'ennemi extérieur" (le réfugié politique, l'immigré...).

A partir de réalités différentes, les divers collectifs et les expressions du mouvement doivent coordonner leurs luttes, les amener à une qualité nouvelle d'affrontement capable d'enrayer la progression des politiques sécuritaires, de les subvertir et de les retourner contre le pouvoir.

Evidemment, ceci est un long travail de sensibilisation, de confrontation et d'organisation, mais c'est l'orientation principale de notre action actuelle. De fait, c'est aussi une orientation qui détermine la forme de la lutte en elle même, la grève tournante, c'est à dire un mouvement très long dans le temps.

Jean Marc : Je crois qu'il serait nécessaire maintenant de définir d'avantage le contexte général actuel pour situer notre initiative avec plus de précision.

Dans les pays impérialistes, la crise et les profondes mutations qu'elle a imposé, ont accentué la phase de monopolisation dans la concurrence. Ainsi, la concentration et le développement des forces productives se sont traduits par un nouveau bond en avant du Capitalisme Monopoliste d'Etat, caractérisé par une nouvelle qualité de la domination politique de classe, domination toujours plus centralisée et concentrée. C'est à dire, des rapports de pouvoir qui s'étendent et sont monopolisés par l'Etat dans une forme d'imposition réactionnaire et autoritaire, la nouvelle matérialisation de la dictature de la bourgeoisie.

Si cet Etat pénètre tous les conflits, il leur assigne une pertinence de classe, pour les investir et les résoudre dans la trame des pouvoirs, mais par là, il s'y révèle toujours plus

comme instrument de la garantie et de la reproduction de l'exploitation capitaliste. Et aujourd'hui, avec la persistance et l'accentuation de la crise économique, sa représentation de "protecteur" et de "bien être" collectif a disparu ; il apparaît donc dans ses habits d'inégalités, d'exclusion, de profits privatisés, de corruption, de répression... Ainsi, l'Etat autoritaire est l'Etat de la crise politique actuelle et doit être l'instrument fort de domination, constituant l'hégémonie d'une fraction réduite de la bourgeoisie impérialiste. Mais par là, il est aussi un instrument paradoxal portant en lui et accentuant ses contradictions en devenir. Il se renforce et s'affaiblit simultanément.

Par exemple, alors que d'un côté, le système, l'exploitation, l'inégalité croissante... dessinent plus encore la réalité des classes et leur affrontement, et plus l'Etat intervient en politisant cet antagonisme, plus les classes sont opprimées et exclues de la décision politique, rejetées jusqu'à être niées en tant que classes, dans toutes leurs expressions politiques.

Ou encore, plus le modèle bourgeois sacralise le concept de démocratie, plus toute démocratie est absente des véritables lieux de décision, du coeur de leur projet ; et la crise de l'Etat, est aussi ce déficit démocratique que représentent sa structuration technocratique et les nouveaux rapports de pouvoirs qu'elle impose. Le processus central de construction européenne en est une représentation très claire.

Joëlle : Il est inévitable que la même tendance se généralise au niveau de l'appareil judiciaire ; un appareil aujourd'hui lui aussi en crise dans ses multiples rôles, idéologique, politique et répressif. Ainsi, l'"Etat de droit" exprime sans fard les rapports de forces entre les classes, la capacité de l'Etat dans la gestion de cet antagonisme par la répression et le consentement accepté ou extorqué.

Et cette tendance s'amplifie encore, dans l'imposition de la nouvelle qualité de l'Etat, comme Etat autoritaire. Une monopolisation et une condensation des pouvoirs qui ne peuvent se réaliser qu'à partir d'une pacification et d'une homogénéisation des situations sociales -éliminer, nier, réduire les conflits-. Mais cela requiert un investissement toujours plus important des appareils de l'Institution, et la répression élargie des antagonismes populaires. Et cette pression en s'accumulant se retourne en crise des différentes structures, en crise de la "justice".

En France, ceci a été un élément clé de la crise du pouvoir, au cours de l'année passée, dans la multiplication des scandales, de la corruption



aux détournements de fonds publics, et dans les décisions répressives contre les opprimés, les travailleurs, les immigrés, les jeunes...

La crise de la "justice" est ici l'actuel révélateur de la pression de l'Etat dans sa mutation, du renforcement de la codification/assignation sociale et de la répression qui l'accompagne ; mais aussi, elle démontre le degré de résistance et de lutte des masses, même si ce n'est encore qu'à un niveau sporadique, diffus et parcellarisé.

Dans ce contexte, chaque intensification des politiques sécuritaires et de prévention sociale doit trouver en face d'elle, un pôle de résistance et d'organisation, base d'un front large contre la justice de classe, contre l'Etat autoritaire. Notre nouvelle lutte, et notre travail contre la prison, s'inscrit bien sur dans la résolution de cette orientation.

12. ème Question : Pour terminer, je voudrais revenir sur la réalité de l'intégration ouest-européenne et celle de l'Unité des prisonniers politiques sur ce terrain. Comment concevez-vous cette unité ?

Jean Marc : La création d'un centre de concurrence capitaliste en Europe est bien sur un des éléments clé actuel ; cette intégration a connu un basculement qualitatif au coeur des années 80, et dépassant le seul phénomène d'internationalisation et de structuration de concertation, aujourd'hui se construisent de véritables réalités institutionnelles transnationales, agissant comme les instances nationales. Des rapports de domination -qui sont des rapports de pouvoirs étatiques- se constituent dans l'unité européenne qu'ils établissent au cours d'un processus contradictoire et inégal de fusion entre les diverses fractions du Capital ouest-européen.

Cette dimension continentale est par là, un des moments essentiels de la qualité de l'Etat autoritaire dans la monopolisation et la centralisation des pouvoirs de classe.

Comme la situation de la domination détermine l'affrontement politique à chacun de ses développements, le terrain européen doit sortir des seules constatations "objectives" pour devenir une perspective concrète de la solution révolutionnaire. C'est à dire, une forme et une méthode -projection de perspectives communistes nouvelles sur ce terrain- adaptées aux formes et aux contours que revêt la domination politique de la bourgeoisie impérialiste aujourd'hui.

Nier la dimension européenne des rapports de pouvoir de la bourgeoisie et perpétuer la vision de ceux-ci au seul niveau de l'Etat-nation sont des réductions qui révisent le concept marxiste de l'Etat, de sa correspondance aux phases et aux stades du capitalisme, de ses mutations structurelles qui expriment chaque phase dans les rapports de production et de reproduction, mais aussi dans les luttes politiques, dans le rapport de force entre les classes au niveau international et au plan local. Il faut poser cette critique car il est encore courant de lire des analyses qui considèrent la lutte sur le terrain européen, qu'en tant que seule solidarité internationaliste ou encore anti-impérialiste. Alors qu'elle doit être action révolutionnaire directe contre la domination de classe, conscience et organisation politique - construction comprise effectivement comme Front révolutionnaire.

Georges : Si aujourd'hui, la domination de classe détermine une situation communautaire à la question de l'Etat, c'est à dire aussi à la politique révolutionnaire de classe, il est cependant impossible de passer outre les différences historiques héritées des développements et des situations dans chaque pays qui composent la communauté européenne. Ce serait une grave erreur, car le processus révolutionnaire au niveau continental est une "longue marche" qui se renforce dans les avancées de l'intégration de la domination, dans l'homogénéisation des conditions générales et des situations particulières, mais aussi bien sur dans les luttes, dans la conscience qu'elles font apparaître et dans l'organisation. Ainsi, ce procès vit et se dynamise déjà à partir des divers développements du Mouvement Révolutionnaire en

Europe, et il y puise la capacité de tracer des perspectives concrètes d'unité et d'action révolutionnaire. Il parcourt toutes les réalités de ce mouvement, et en moins de dix années, il a connu un formidable bond en avant malgré les reculs et les difficultés que nous avons tous subis. Et de plus en plus, l'espace révolutionnaire européen représente la résolution de l'affrontement contre la dictature de la bourgeoisie, à son degré le plus élevé et le plus juste, sur la base de l'unité de classe la plus étendue.

La transétatisation investie l'ensemble des pouvoirs, dans le contrôle de la centralisation, ainsi, elle homogénéise les territoires dans la norme et les nouvelles codifications ; et simultanément, comme conséquence et garantie de la concentration, elle renforce l'exploitation et l'oppression des monopoles sur les masses.



Cette accentuation de la pression du Capital contre le Travail est une dimension fondamentale de la construction européenne et de la nouvelle qualité de l'Etat. Et ces deux pas se réalisent en entraînant l'accélération de la dualité sociale et la réaction en politique.

Ceci signifie concrètement pour la bourgeoisie la nécessité de renforcer et d'intégrer les politiques contre-révolutionnaires. Et cette nécessité rejoint d'un autre côté, ce dont nous avons déjà parlé plus haut comme réponse à la crise de l'Etat.

Et, briser la résistance populaire, nier ses expressions politiques, détruire les pôles de référence et de lutte révolutionnaire, imposer la norme et le droit de l'Institution, voilà les points forts de ces politiques qui se développent dans chaque territoire selon les situations qu'elles rencontrent.

Dans celles-ci, il est évident que les attaques aux différents collectifs de prisonniers politiques prennent une toute autre ampleur que par le passé. Justement en raison du fait, que les militants emprisonnés sont compris par la bourgeoisie comme interne à l'affrontement (il n'y a qu'à considérer la réalité et le but de la politique des otages).

Or, ce ne sera effectivement qu'en faisant vivre dialectiquement leur intériorité au Front révolutionnaire, par leurs luttes contre l'isolement et pour le regroupement, bien sûr selon les spécificités des conditions existantes, que les militants emprisonnés pourront réellement autant repousser et rompre ces attaques de la bourgeoisie, qu'être eux-mêmes éléments

constitutifs conscient du Front et de la résolution de libération qu'il avance. Que nous pourrions faire avancer.

Car c'est par cette intériorité que nous pouvons construire notre UNITE et notre regroupement dans et par les luttes que nous menons, et c'est sur ce terrain que peut s'établir des rapports nouveaux et leur organisation - la transformation de ce terrain.

Mais comme cette unité n'est pas abstraite, elle ne peut véritablement exister que dans sa connexion et son interaction avec le mouvement réel des luttes et des résistances, elle n'existe qu'en tant que partie du Front révolutionnaire, en y insérant sa réalité et sa permanence.

Nathalie MENIGON, Joëlle AUBRON  
Jean Marc ROUILLAN et Georges CIPRIANI.

Comité de lutte des prisonnier(e)s d'Action Directe.

Note (1) : Il convient à ce propos de signaler deux données importantes. Tout d'abord, un mouvement légitime de protestation contre les conditions de détention a été détourné et falsifié par la publicité outrancière faite à certains communiqués douteux, reprenant des concepts réactionnaires, voire racistes. De l'autre, en outre, ce groupe de prisonniers politiques n'a pas négocié sa libération mais l'a arrachée par la lutte ici et au Moyen Orient.

A Zurich,  
le premier mai 1991.





Projet du Livre IV du nouveau Code Penal.  
DISSIMULATION ET GENERALISATION DES LOIS  
D'EXCEPTION.

Le projet de loi relatif aux infractions regroupées sous le titre de "crimes et délits contre la Nation, l'Etat et la Paix publique" a été enregistré en juin dernier au bureau de l'Assemblée.

Derrière la terminologie d'un républicanisme de pacotille dont les social-démocrates ont le secret, ce Livre IV projette la rationalisation et la généralisation des lois et mesures de répression politique. Pour le gouvernement, il s'agit de constituer une arme législative capable de "réprimer sans faiblesse", tant les actions "susceptibles de compromettre l'existence de la Nation et des institutions démocratiques" que l'ensemble des "infractions à la sûreté intérieure de l'Etat". Ainsi se présente le coeur du projet, un axe autour duquel ont été articulées les diverses autres notions d'atteinte à l'autorité des appareils étatiques.

L'ensemble de la réorganisation, redéfinition et ampliation de ces appareils correspond aux actuelles mutations, internationales et internes, que cela soit celle d'une place plus grande encore de l'Etat -sa centralité- dans la vie économique et sociale..., qu'on peut schématiquement résumer comme omniprésence des rapports de pouvoir et de leur rigidité; ou celle des nouveaux contours du combat de classe, l'antagonisme et la résistance des prolétaires face à la crise, face à la paupérisation et à la guerre impérialiste au Sud, face à l'exploitation et à l'oppression, forgées et imposées par le Nouvel Ordre Mondial.

Conformité communautaire.

Mis en débat cet automne, le nouveau Livre entrera sans aucun doute en fonction lors du tournant de l'Union européenne -janvier 93-. Dans sa présentation, Cresson écrit : "les principales dispositions ... devraient rencontrer un large consensus", projet sécuritaire, il trouvera en effet une large approbation dans les rangs de tous les partis bourgeois.

Consensus également parce que cette réforme porte en elle la conclusion de la mutation de la législation française en matière de contre-révolution, de la "loi anti-casseur" au projet "Sécurité et liberté", de l'Espace judiciaire européen aux lois de septembre 86. Une mutation orchestrée depuis les années 70, par les différents gouvernements -quelque soit leur option politique-, mais toujours sur la large vague d'harmonisation des codes européens.

Ainsi depuis quelques années, c'est l'ensemble des pays de la CEE qui ont entrepris un vaste chantier législatif, concernant, bien sûr en tout premier lieu, une redéfinition et une homogénéisation des

lois de répression politique; à partir des accords communautaires, tels ceux établis par le groupe de travail des ministres de l'intérieur -Trevi- ou encore les mesures du récent Traité de Schengen. Pour réaliser l'ultime bond qui finalisera sa formation, la CEE nécessite une refonte juridique qui stabilise la cohésion de la domination interne et sa puissance impérialiste. Optant pour un modèle de type US, c'est-à-dire, des législations nationales compatibles entre elles et adaptées à la persistance de conditions diverses sur chaque territoire, cette compatibilité est gouvernée et harmonisée par une juridiction communautaire suprême.

Le Livre IV renforce la dominance de la loi communautaire en matérialisant ses principales caractéristiques répressives. Ce projet dessine les limites, et donc la criminalisation, des luttes politiques, de l'occupation d'un chantier à l'attroupement et à l'émeute, du groupe constitué aux organisations dissoutes, de l'appel à prendre les armes au complot et à l'attentat, de la rébellion jusqu'au terrorisme. Il établit ainsi la notion de paix publique indispensable à la formation réactionnaire européenne et à l'exploitation intensive -ici et sur les Trois Continents- qui la dynamise. Une notion de paix civile au service de la bourgeoisie et de ses monopoles dans leur rapport de force avec les autres classes et dans leur lutte contre les peuples de la périphérie (dans la périphérie car dans ce Livre IV, Schengen est bien présent; ainsi l'ennemi extérieur s'y voit traqué comme clandestin et comme interdit de séjour, des notions de délit aggravées).

En France, le Livre IV est l'arme de restriction et de répression politique dont se dotent les appareils étatiques dans la constitution d'un centre impérialiste continental.

Des lois d'exception de septembre 86 au Livre IV.

Si c'est dans les travaux du Sénat autour de Pasqua, Larché et Masson (83-84) que l'on peut trouver les origines des lois spéciales de 86, les textes eux-mêmes ont été élaborés et votés dans la précipitation, dans l'urgence de la situation conflictuelle de l'année 86. Mais après quelques années de "vaillants services", les Sections Spéciales ont également démontré leurs limites; et sur cette base expérimentale, le Livre IV se propose comme refonte de cette juridiction d'exception et sa "normalisation". C'est-à-dire, une nouvelle tentative de concilier des mesures spéciales: garde à vue prolongée, juges d'instruction regroupés dans un Bunker, Cour spécialement constituée de "jurés" professionnels..., avec la nécessité de dissimuler toute politisation de cette juridiction.

La dissimulation politique permet de constituer une législation déroutante par laquelle l'Etat



conserve une main mise sans limite sur son interprétation-application, suivant les diverses situations qu'il affronte dans sa lutte avec les autres classes ou pour l'intégrité de son territoire-base, situations diverses puisque justement leurs implications politiques ont des contenus (transitoires ou permanents) différents. Cette main mise permet à l'Etat d'assurer son rôle et d'asseoir ses pouvoirs dans une capacité réelle à manoeuvrer juridiquement dans la forge de la contre-révolution, préventive et répressive. Il se donne ainsi la possibilité de jouer de ses lois dans une sempiternelle et oscillation entre conciliation-intégration et répression-exclusion, et cela au plus juste des intérêts et de la conservation de la domination.

Le Livre IV renforce cette faculté de l'Etat dans une reconnaissance d'une spécificité terroriste; en instituant l'espace de l'interprétation subjective de la notion de terrorisme entre les crimes et délits définis par le politique (regroupés comme "atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation", et en particulier la section 1 du chapitre II: "de l'attentat et du complot") et le droit commun.

Suivant les circonstances et les enjeux politiques l'appareil juridique -toujours plus inféodé à l'Etat et à la domination- peut ainsi traiter des organisations et des actes selon trois scénarios très différents les uns des autres:

- tout d'abord, la négation dans la dissimulation et la criminalisation, crédo bien connu en France où les manifestants deviennent des "dealers", des "déchets de basse humanité", des "délinquants notoires"... Si cette négation réussit, si elle brise toute solidarité possible, alors elle permet de ranger très bureaucratiquement le problème politique et social posé dans une résolution purement et exclusivement administrative. Nous l'avons vu avec les manifestants lycéens et anti-guerre, ou encore plus clairement avec les jeunes des banlieues;
- autre possibilité, la démonisation et la simulation guerrière, instituée par l'accusation de terrorisme; une résolution juridique hystériquement soutenue par une manipulatrice médiatisation à outrance (à la fois vers l'opinion et jusqu'aux structures mêmes) -l'affiche de recherche des frères Abdallah en est tout à fait exemplaire! Dans ce scénario, tout est possible, tous les coups de l'Etat sont acceptables, tous les mensonges, les faux... sont pris argent comptant. Ce scénario devant être tout autant éliminatoire du problème politique que le précédent puisqu'éliminant l'information jusqu'aux militants dans leur personne physique, il est, depuis 86, lié à l'application dans les

prisons des mesures d'isolement et de torture blanche;

- et enfin, la dernière mise en scène juridique: l'institutionnalisation; c'est-à-dire la reconnaissance politique conduisant à la grâce et l'amnistie. Ainsi quelques soient les actes et la juridiction compétente, l'Etat résoud à son avantage -celui de la conciliation- une situation politique, soit pour tourner une page et en éliminer la mémoire politique, soit pour renforcer une prévention immédiate et éviter l'extension du conflit. Ces dernières années, les exemples de cette ultime manoeuvre ont été nombreux (de l'amnistie politique partielle de 89 à la grâce de Naccache en 90...).

Dans cette organisation de la législation du politique, terrorisme et droit commun, catégories tout à la fois formellement séparées l'une de l'autre et très fortement articulées dans leurs applications à résoudre l'antagonisme de classe, le Livre IV permet à l'Etat de dissimuler l'exception des limites et de la répression de l'opposition au système, tout en généralisant ses interventions contre l'action révolutionnaire et la résistance des exploités et des opprimés. Lors des émeutes de Vaux en Velin, n'a-t-on pas lancé les brigades anti-terroristes contre les jeunes? De même que des unités de Renseignements Généraux contre les groupes de quartier et de banlieue? C'est Diouri qu'on qualifie d'agent lybien et de correspondant terroriste avant de l'expulser vers le Gabon. Ou encore comme l'a démontré la mort tragique du militant breton Jean Groix, le fait d'héberger des réfugiés politiques devient un crime terroriste...

#### Le terrorisme comme crime suprême.

La crise économique, de récession en phase de monopolisation et de mutation technologique, détermine une intensification du mouvement de polarisation; une polarisation qui parcourt toutes les grandes contradictions de l'époque. Les rapports Nord/Sud, avec en tant que "Maître du jeu" un Nord toujours plus et homogène et puissant et hyper développé technologiquement, et de l'autre côté un Sud toujours plus divisé, spolié, affamé et rejeté. Mais aussi la polarisation des classes internationales, une bourgeoisie impérialiste qui monopolise et centralise davantage encore de pouvoir et de richesses en une fraction plus réduite encore, et plus exploité et opprimé encore, un prolétariat mondialement en extension. A ce Nouvel Ordre Mondial, à ce phénomène de polarisation correspondent les expressions nouvelles de la domination politique, une autre forme de polarisation, plus nette encore: d'un côté, l'intégration au système, à ses droits et



bénéfices, l'institutionnalisation -fonctionnarisation serait le terme exact- des sujets et des organismes d'opposition formelle: syndicats, partis, groupuscules, intellos, réseau associatif...

De l'autre, l'expulsion des plus deshérités dans un no man's land de survie sociale "a-politique", vivier à main d'oeuvre corvéable à merci; et exclusion, c'est-à-dire, criminalisation de toute opposition véritable et de tout refus. Une criminalisation atteignant son paroxysme avec l'accusation de terrorisme.

Ce terme de terrorisme recouvre, avec constance, du voile de la manipulation et de la propagande des Etats, la réalité de résistance des peuples et des prolétaires. Ainsi il a chanté sur le même ton de Santiago à Madrid, de Soweto à Hambourg, de Manille à Athènes. Partout le même crédo des oppresseurs.

Le Livre IV ne déroge pas à cette règle des possédants et méticuleusement, il codifie l'infâmie que représentent, dans un "ordre des choses" qui se veut éternel, le fait de résister à l'oppression et à l'exploitation, et celui de combattre effectivement le système.

La manoeuvre d'instituer un crime terroriste en lui-même, ni politique ni de droit commun, n'est donc pas seulement instrumentalisée à l'interprétation-utilisation de l'Etat, désormais inscrite dans la législation, elle y constitue l'espace correspondant à la polarisation, le "bout du bout", exclusion ultime dans l'exception des représentations procédurales et les "punitions extrêmes" que cela doit signifier.

Mais malgré la netteté du projet, il faut qu'ils y inscrivent une note de confusion et d'"exotisme"; ainsi non seulement perdurent, comme par le passé, la prétendue collusion avec le terrorisme d'Etat (l'actualité des relations avec Damas et Téhéran, nous prouve, si besoin était, où est la véritable collusion!) comme celle avec les trafiquants de drogue (voir textes du groupe TREVI), mais aujourd'hui s'y ajoute un paragraphe de "terrorisme écologique", constance dans l'intoxication (si l'on peut dire). Est-ce à dire que bientôt les PDG d'EDF ou ceux des principales entreprises chimiques vont se succéder dans les Quartiers d'Isolément et devant les Cours Spéciales??!

Confusion et manipulation également quand dans son introduction au projet, Cresson parle de droit pour juger "les actes de barbarie" et les "atteintes aveugles à la sûreté des personnes". Ce mensonge agit sur la peur et le consensus qu'elle produit, pour étendre la répression politique du refus prolétarien et l'antagonisme révolutionnaire, dans leur négation comme conflit et lutte

sociale. Toute l'histoire des Sections Spéciales, depuis 86, est sans ambiguïté sur ce plan. Jamais aucun acte de barbarie n'y a été instruit, ni jugé, et Touvier et Bousquet ne sont pas poursuivis par cette juridiction! Et pas plus de responsable d'attentats racistes ou de maître d'oeuvre d'attentats aveugles! Nous pouvons constater qu'ils fréquentent plus les fauteuils du Quai d'Orsey que les bancs de bois de la grande salle des Assises!!

La majorité des jugements des tribunaux d'exception ont été prononcés sur des délits d'association de malfaiteurs et de reconstitution de ligue dissoute; et c'est encore dans ce domaine que le durcissement de la législation sera plus rigoureux: "participation à un groupement..." encourra de 10 à 15 ans, une répression de tous les petits "délits" interprétés comme connexes à une entreprise terroriste et par exemple, les peines mineures sont tout simplement doublées "par principe" par rapport aux autres droits...

De plus le Livre IV sanctifie le barissement intérieur et les interdictions professionnelles, déjà expérimentées, ces dernières années, par les Sections Spéciales; le contrôle des activités militantes se réalisant par l'assignation à résidence et le RMI sous condition (on se souvient de ce couple d'opposants dont le mari était obligé de vivre dans le département de Lozère et la femme dans les Deux Sèvres, tous deux sans aucune ressource car interdits de travail).

#### La primauté de l'Etat.

Au delà de tous les discours libéraux à la mode sur le "moins" ou encore sur l'"absence" de l'Etat, ce projet de Loi consacre bien au contraire l'accentuation de la centralité et de la concentration des appareils étatiques, produit de l'époque et de la phase de monopolisation.

Le mouvement général de mutation de l'Etat impérialiste -dynamisé par les nouveaux rapports de production et la nouvelle division sociale du travail- est proportionnel à l'importance assurée par l'appareil central. Et en France, un Etat fort et interventionniste est une permanence essentielle, renforcée de réformes en réformes depuis le XIXème siècle, et ce jusqu'à la construction de l'Etat gaulliste de la Vème République. Mitterrand ne dérogea pas à la règle et dès son accession au pouvoir, il s'engagea à son tour dans des travaux de refonte des appareils (de la réunion de la commission "l'Etat et la démocratie" à la restructuration de la fonction publique, en passant par la régionalisation, toujours en chantier aujourd'hui dans la "déconcentration", et autres projets constitutionnels).

"L'Etat qui est garant de la cohésion sociale est



appelé à jouer un rôle majeur dans l'évolution de la société. Il doit fonctionner mieux mais ne doit pas fonctionner moins..." (extrait du communiqué du Conseil des Ministres du 10.07.91, pour une nouvelle réforme publique). Le projet du Livre IV s'inscrit dans cette marche institutionnelle. Mais en cela, il évide aussi un phénomène général à l'époque et principal: tant la plus grande prépondérance des appareils dans les processus économiques et sociaux et leurs contradictions, que la pénétration et la submersion de ces appareils par ces mêmes contradictions.

La rigidité autoritaire et bureaucratique de l'Institution étatique se trouve dans l'obligation de rechercher la crédibilité et l'imperméabilité de ses principales administrations. Cette quête est parfaitement illustrée par le Livre IV qui renforce les limites et les sanctions des "atteintes à l'autorité de l'Etat" et à son "bon fonctionnement" interne.

Plus l'Etat est immergé dans les rapports antagonistes, et plus il se veut une structure intouchable par les luttes et les révoltes; révélé par son action en tant qu'instrument de la domination de classe, d'autant plus, il se prétend par la Loi "hors d'atteinte".

Défense de l'Etat en général et de chaque appareil en particulier, "atteinte à la confiance publique", "atteinte à l'autorité de la justice", "atteinte à l'administration"... en conséquence ce sont toutes les notions de "respect de l'autorité" qui sont aggravées, c'est la subordination dont l'imposition est codifiée en détail face à toute option de rébellion. Exemples: s'évader devient une atteinte à l'autorité de l'Etat, s'opposer à des travaux publics également (concrètement, bloquer les chantiers d'une ligne à haute tension, d'un dépôt de déchets chimiques, d'une centrale nucléaire... seront considérés comme autant de rébellions à l'autorité de l'Etat!). Critiquer une décision de justice ou une mission du service public, ou un fonctionnaire

pourra être poursuivi comme provocation directe à la rébellion".

Parallèlement, le projet regroupe de nombreuses mesures tendant à restituer la confiance dans l'administration et ses agents, et dans l'application des pouvoirs. Mais loin d'être la seule et indispensable moralisation de l'appareil, il s'agit également d'un mouvement renforçant le contrôle et la rigidité interne de l'administration.

Une action indispensable car depuis deux décennies la structure dans sa mutation est, en effet, traversée et tirillée par des dynamiques contradictoires, comme la prise de contrôle politique de toute l'administration par l'exécutif face aux fables de la séparation des pouvoirs, ou encore face aux tentations corporatistes des services ou la politisation des actions de l'appareil se confrontant à la crise politique de l'hégémonie et des rapports de pouvoir, ou encore l'idéologie du service public face à l'activité réelle de la technocratie et de la bureaucratie,...

Et cette crise interne se répercute sur la crise de l'Etat lui-même, crise de sa représentativité dans son intervention en faveur des monopoles dans la crise économique.

Ainsi dans ce Livre IV, il est possible de lire en filigrane, le double mouvement de mutation des rapports de pouvoir: le renforcement et l'affaiblissement de l'Etat, et donc sa transformation en appareil bureaucratique et autoritaire, articulée dans une intervention contre-révolutionnaire toujours plus rigide; mais en fonctionnant en entrelacs à la crise du politique et à celle de l'Etat, cette intervention les aggrave de fait. En France, le projet du Livre IV tente de se constituer comme législation résolutive dans la conjugaison de crises économiques et sociales et de la crise des rapports de domination, et cela à l'époque cruciale, pour toute la bourgeoisie impérialiste continentale, du saut à l'union européenne.

## SUR LES COMITÉS DE LUTTE DANS LES PRISONS

Après des mois de silence, de désorganisation et d'immobilisme, fin 1990, le mouvement des prisonniers s'est redressé pour prendre de nouveau la voie des luttes. Depuis les mois de décembre et janvier derniers, de nombreux combats se livrent, parfois coordonnés mais aussi, bien trop souvent encore, isolés, ponctuels et sans lendemain.

A l'extérieur aussi, il est possible de discerner des failles et des manques dans les tâches essentielles de mobilisation, dans les tâches de contre-information et de propagande et, surtout, dans la tâche indispensable de coordination. Une

nécessité que seuls ces militants peuvent résoudre, et ceci est facilement compréhensible quand on connaît l'acharnement et la brutalité que met l'Administration pénitentiaire à isoler et à circonscrire les foyers de révolte et de résistance.

Aujourd'hui, nous qui sommes de ceux qui ont choisi la lutte, qui nous organisons pour cela, nous voulons faire le point sur ce mouvement et ses perspectives.

Au cours du mois de janvier, alors qu'un important débat parcourait l'ensemble de la détention, que des initiatives de luttes se développaient, que des camarades se jetaient dans le



feu du combat, un communiqué largement diffusé et repris par les divers collectifs à l'extérieur, «*commandait*» la suspension du mouvement. Ce texte, très vaguement signé «*comités de lutte*», appelait donc à la liquidation d'une lutte dont, par ailleurs, ces prisonniers se prétendaient les maîtres d'œuvre. D'autre part, nous avons vu et entendu des militants reproduire à nouveau, dans l'information qu'ils diffusaient, des différenciations et des sélections arbitraires pour imposer, à partir de leur situation et de leur position, un diktat sur les formes de lutte et sur les revendications à tenir (1).

#### Ce que nous devons rappeler à propos des Comités de lutte

A la pointe de la lutte des plateformes, lors de l'été et de l'automne 1988, ces organismes sont apparus dans le mouvement des prisonniers pour construire et enraciner la permanence d'une action contre la justice et la prison. Une action capable de lier effectivement tant la ligne révolutionnaire d'organisation et de solidarité de classe qu'un programme de revendications démocratiques: contre l'isolement, pour plus de socialité, pour les droits du travail, pour les parloirs intimes, etc.

Ainsi, dès leur formation, ces Comités ont dû s'opposer aux éternelles visions et pratiques du «*syndicalisme carcéral*» et de l'extrémisme doctrinaire. C'est-à-dire s'opposer à ceux qui sont prêts à toutes les concessions pour une poignée de miettes d'institutionnalisation et à ceux qui, en dehors de l'objectif «*définitif*» de la destruction de toutes les prisons — de fait, une société socialiste —, ne font rien parce que toute activité ne serait que «*révision et réforme de la prison*».

Issus des luttes, pour les renforcer et renforcer l'organisation, la conscience et l'autodétermination des prisonniers, pour conduire d'autres combats plus durs et plus unitaires, ces Comités reposent leur activité sur le principe inaliénable de la **démocratie à la base**.

S'ils travaillent à leur coordination, à une unité plus profonde, ils savent aussi qu'ils affrontent des situations et des réalités différentes, des différences qui sont accentuées par les difficultés de communication et de confrontation directes.

En étant dirigeant et responsable de son action et de ses revendications, chaque Comité est capable d'agir et de se développer dans une situation particulière, tout en œuvrant efficacement à l'unité réelle du mouvement dans son ensemble, une unité indispensable à de grandes victoires. Chaque Comité ne représente que l'action qu'il mène mais, par là, il représente l'intérêt général du mouvement des prisonniers dans chaque situation locale et spécifique.

Les luttes des Comités parcourent toute la détention, les maisons d'arrêt, les centrales, les quartiers d'isolement, la détention politique, les petites peines, les Dps (2), etc. Ces luttes portent en elles cette hétérogénéité dynamique, le nier serait faux et la nier serait réduire toutes les luttes à une situation particulière de la détention.

Prisonniers rebelles et prisonniers politiques, dans les Comités, nous savons ce qu'il en est clairement et nous avons la collectivité et la force de rejeter la différenciation dans le camp du pouvoir, de l'A.P. et des donneurs de leçons.

D'autre part, il serait tout aussi erroné de circonscrire les actions et les revendications au plus évident et au plus largement compréhensible. S'il est juste que la mobilisation soit organisée dans l'urgence de la lutte contre la torture et les quartiers d'isolement, nous ne devons pas tomber dans les travers d'un possibilisme et d'un immédiatisme fébrile. Les Comités ont aussi pour tâche — et cela de même à partir de leur pratique réelle — d'établir des perspectives et des lignes d'affrontement contre l'ensemble des politiques de répression et d'élimination carcérales, ainsi que de libération.

#### Ce que nous devons exposer à propos du front des résistances et des luttes

A la Maf de Fleury-Mérogis, à Fresnes, au quartier d'isolement de La Santé, et aujourd'hui dans d'autres prisons, des prisonniers se sont engagés dans le combat en proposant et en construisant la ligne d'orientation du front des résistances. Ainsi, dans la lutte, se sont unis des membres des Comités de lutte et de la Coordination des prisonniers antifascistes, détenus tant à l'isolement que dans les quartiers spéciaux, ou encore dans les autres détentions.

##### • Une ligne d'unité, d'action et de solidarité dans la prison

Il est temps d'affronter ensemble les problèmes et les luttes, et de créer aussi une résistance qui soit capable de dépasser les mouvements partiels et ponctuels, ainsi que les incendies sans lendemain.

Aucune revendication n'aboutira véritablement si elle ne brise pas les limites et la compartimentation instituées par l'A.P. Si la lutte contre l'isolement, par exemple, reste le seul fait des prisonniers des Q.I., comme nous l'avons connu ces dernières années, les directions, par tout un jeu de transferts et d'améliorations «*dosées*» et individualisées, réduiront le mouvement avant d'en reprendre graduellement les acquis. A une époque où la justice et la prison fonctionnent de plus en plus sur la soumission et les politiques d'individualisation, nous devons forger notre solidarité, **la solidarité des luttes**.

Il faut que le combat pour la fermeture des Q.I. parcoure toutes les détentions. Il faut que les petites peines bougent aussi contre les peines de sûreté. Il faut que nous nous battions ensemble contre les expulsions, pour les conditionnelles, pour des salaires dignes et de meilleures conditions de travail, pour des parloirs intimes, etc.

Le front des résistances et des luttes n'est pas un nouveau gadget «*syndical*» et «*national*» ni l'union des collectifs prisonniers au plus bas niveau. Car il doit être la base d'une orientation pour la détermination, la conscience et l'organisation de ces collectifs, en une qualité nouvelle faite de force, de diversité et de solidarité.

##### • Une ligne de solidarité et de combat de classe contre les politiques répressives et de contrôle social, pour forger une ligne de libération

Oser briser les murs, oser lutter, oser vaincre. Comme à l'intérieur du système carcéral, si nous voulons affronter efficacement et globalement l'intensification des politiques sécuritaires de l'Etat, si nous voulons remporter des succès décisifs, nous allons devoir construire et développer l'espace



de la solidarité et de la résistance populaires. En effet, nous pensons que c'est seulement en confrontant et en coordonnant les luttes à l'intérieur comme à l'extérieur des taules, tant l'action contre la justice de classe que l'action contre la prison, que nous pourrions créer une initiative large et puissante.

Et seule cette initiative, à partir de chaque réalité de lutte et dans leur unité, sera capable de rompre l'encerclement des collectifs et des foyers d'opposition et d'antagonisme. Et sera ainsi capable de briser l'extension de l'exploitation et des pouvoirs de l'Etat.

Les politiques d'intégration européennes — la construction continentale d'un pilier capitaliste concurrentiel — renforcent la concentration et la pression des monopoles industriels et financiers, le développement de l'exploitation et de la crise du travail, la remise en cause des acquis sociaux: à l'accaparement et à la monopolisation de la richesse dans l'accroissement de la précarité et de la paupérisation de masse correspond, bien sûr, l'accentuation de la nature de classe de la justice pour préserver la propriété capitaliste et son ordre. Dans ce mouvement, l'autoritarisme de l'Etat s'affirme, et les inégalités de classes sont garanties par l'extension et l'intensification des stratégies de prévention et de répression.

Le Traité de Schengen et le Groupe de Trévi (3) sont les pivots de ces stratégies. Ils ont institué la généralisation de la traque des révolutionnaires et des opposants, la chasse aux immigrés, le fichage informatisé, la fin de l'asile politique, l'extradition automatique, etc.

L'exploitation intensive du travail, l'exclusion, la précarité, l'isolement, le contrôle social, etc., sont la réalité vécue par des millions de prolétaires et d'opprimés. Ils n'auront individuellement droit qu'à la soumission dans la charité et l'assistanat/dépendance. Et lorsqu'ils refusent, lorsqu'ils s'organisent et qu'ils luttent hors des cadres et des frontières du permis, l'Etat déchaînera contre eux la répression, les flics, les tribunaux, la criminalisation et la prison.

La lutte contre la justice de classe et contre la prison ne peut être séparée de la lutte des exploités et des opprimés. La prison n'est que l'un des aboutissements de l'exclusion sociale et de la pacification par la terreur imposée et intériorisée.

Ainsi, les luttes que nous menons aujourd'hui ne doivent pas seulement compter sur le soutien de militants à l'extérieur. Elles doivent briser effectivement l'espace concentrationnaire et le silence qu'imposent l'Etat et l'A.P., en se liant aux autres initiatives de résistance populaire et d'antagonisme: collectifs des banlieues, des ghettos, des mal-logés, Comité contre la double peine, pour la protection des réfugiés politiques, groupes antiracistes et antifascistes, Comité contre les expulsions, groupes de solidarité avec les manifestants emprisonnés, avec les prisonniers politiques, etc.

Portant en elle l'unité et la solidarité, la proposition du front des résistances et des luttes doit être la véritable interaction du combat dans et hors la prison, du combat contre l'autoritarisme de l'Etat et les politiques sécuritaires, et contre la justice de classe.

### Une action de longue haleine

Si la lutte doit parcourir toutes les détentions et se lier à la résistance hors de la prison, il faut aussi qu'elle s'inscrive en profondeur. Qu'elle soit capable de sensibiliser un grand nombre de secteurs populaires et ainsi de développer une large et puissante mobilisation, garantie de victoire réelle.

Il faut donc qu'elle soit assez dure et collective pour s'imposer comme réalité de combat, et, simultanément, qu'elle intègre diverses formes et méthodes d'action qui permettent la massification du mouvement et sa durée dans les temps.

A partir de notre expérience des luttes carcérales de ces dernières années, nous pensons qu'il est possible de soutenir le mouvement avec des grèves tournantes dans les détentions, appuyées par des actions collectives différentes, comme des grèves dans les ateliers, des refus de plateaux, etc.

A l'extérieur, la mobilisation devrait aussi se réaliser selon les mêmes critères de diversité, d'autodétermination et d'unité, dans la propagande, les actions, les occupations, l'agitation, etc.

Pour «matérialiser» cette véritable solidarité et dynamiser nos initiatives, il est possible de proposer une fois par mois **une journée de lutte et de résistance**, par exemple le premier de chaque mois. Car, avec l'initiative de la D11R de la Maf et de la Cnp de Fleury-Mérogis en 1988/89, nous avons vu qu'une fois par semaine banalisait cette journée et, simultanément, ne permettait pas de véritable mobilisation à l'extérieur.

Une journée au cours de laquelle toutes les initiatives seraient accentuées, développées et ouvertes à d'autres formes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

Mars 1991,  
des prisonnier(e)s du CLPAD  
et de la Coordination anti-fasciste.

(1) Selon cette information, «bien que diverses initiatives aient été conduites en divers lieux de détention après l'appel lancé le 5 janvier par des prisonnier(e)s membres des Comités de lutte, il est apparu nécessaire à tous [...], tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des établissements, [...] de mettre à profit le "répit" [...]», etc. (cf. *Rebelles* n° 17) - Nda.

(2) Les Dps sont les prisonniers qui sont inscrits au répertoire des «Détenus particulièrement signalés» - Ndlr.

(3) Le Groupe de Trévi consiste en la réunion des ministres de l'Intérieur des différents pays de la communauté européenne - Ndlr.



## A COLOGNE, CONTRE LA BOURSE-RENAULT

Depuis le 2.1.1991., Joëlle Aubron, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan, quatre prisonniers d'Action Directe (organisation communiste armée en France, depuis leur incarcération les quatre camarades ont menés plusieurs grèves de la faim pour leur regroupement).

D'autres prisonniers se sont joints à l'initiative, une partie avec leurs propres revendications (comme par exemple, la suppression de la censure), d'autres l'ont fait sur la base d'une déclaration commune des quatre prisonniers d'Action Directe et de la Coordination nationale des prisonniers anti-fascistes.

En France, il y a eut lors des dernières années de nombreuses révoltes dans les prisons et dans les ghettos des banlieues. Les prisonniers d'Action Directe entendent établir une confrontation avec tous ceux qui se lèvent contre la répression de l'Etat.

Aujourd'hui, nous avons occupé le siège central de la banque Renault à Cologne, parce que Renault est l'un des plus grands monopoles français. En tant qu'entreprise nationalisée, elle représente l'unité du capital et de la politique étatique, que cela soit en tant que modèle de pacification contre les luttes des travailleurs après 45, que cela soit comme entreprise modèle dans la modernisation avec les rationalisations et les dégraissages ou que cela soit en tant qu'entreprise de l'armement, qui dernièrement a aussi profité de la guerre du Golfe.

En Europe a lieu en faveur des intérêts des monopoles la destruction des conditions de vie et des structures sociales et simultanément, le tintamarre en faveur du "nouvel ordre", qui, mondialement, ne correspond à rien d'autre, qu'à une nouvelle avancée de l'exploitation et de la paupérisation capitaliste. Partout cela suscite des luttes, et c'est prioritairement en faveur de l'intérêt des monopoles que la résistance contre leur domination est réprimée. C'est ce qui se produit avec le plus d'acuité contre les prisonniers, dont les conditions de détention sont entretemps harmonisées au niveau européen.

Aujourd'hui, les prisonniers poursuivent leur grève dans une situation où l'Etat français a de nouveau durci leurs conditions de détention ; les contacts avec d'autres prisonniers et vers l'extérieur sont limités, la censure est à nouveau accentuée...

Ensemble, nous lutons avec les prisonniers contre l'isolement et pour leur regroupement. Nous voulons qu'il devienne possible de débattre avec eux, nous voulons leur rendre visite. Car nous savons que les processus politiques vivent de l'échange de nos expériences et de notre recherche commune de solutions politiques pour les problèmes sociaux.

Face au fait que les médias bourgeois black-out la lutte des prisonniers et ne se manifeste que lorsque nous exerçons une pression, nous effectuons maintenant cette occupation afin que par ce moyen, leur lutte puisse être largement connue de l'opinion publique. Maintenant, c'est ce qui est pour nous important, précisément, parce qu'ici en RFA, le parquet fédéral et les médias entreprennent les provocations les plus diffamantes contre les prisonniers politiques. Les plus accentuées de ces provocations sont menées contre le petit groupe de prisonnières à Cologne-Ossendorf, qui a pu être constitué grâce à la grève de la faim de 89, et qui aujourd'hui, se trouve menacé d'éclatement.

L'Etat affirme que les prisonniers annonceraient des actions du fond de leur isolement, qu'ils trafiqueraient dans un soi-disant "système d'info-illégales" et ils veulent par là, reprendre le peu de ce qui a été gagné jusqu'à présent et ils entendent empêcher un véritable regroupement. A cela s'ajoute qu'ils veulent à nouveau condamner le plus durement possible quelques prisonniers avec l'aide des "dissociés". Simultanément, ils interdisent que les prisonniers puissent s'exprimer publiquement et ils bloquent des demandes d'interviews déjà transmises par des journalistes au Ministère de la Justice.

Lors de la grève de la faim en 89, il y eut ici en RFA, une mobilisation importante dans laquelle nous nous étions engagés avec de nombreux autres groupes et organisations pour les revendications des prisonniers. Ce dont les dominants n'avaient malgré tout nullement tenu compte et il n'y eut que quelques petites concessions d'octroyées. Lors de la grève des prisonniers espagnols - durant laquelle nous menons aussi de multiples activités -, les prisonniers ne purent non plus atteindre à leur but de réunification. Même si nous n'avons pas de solutions miracles à disposition, nous n'entendons nullement nous en restreindre à une "politique de l'autruche". Nous voulons ici un nouvel élan dans la mobilisation pour le regroupement. Nous entendons nous référer au fait que pour beaucoup de gens la légitimité de la revendication est tout à fait fondée. Ce qui a manqué ces derniers temps furent les initiatives pratiques qui construisent une continuité. Ce qui nous importe est non pas d'agir seulement lorsque les prisonniers mènent une grève, mais surtout de nous demander ce que nous pourrions faire dès maintenant.

Nous sommes solidaires avec tous ceux qui se révoltent contre le système pénitentiaire, ainsi que cela fut le cas massivement l'an dernier, lorsque les émeutes se sont déroulées dans les prisons. En réaction à cela, les prisonniers sont confrontés aux conséquences de l'engagement de tout l'arsenal de la répression, afin d'étouffer violemment toute organisation pour ses intérêts propres.

Nous partons du fait qu'une mobilisation de longue durée est nécessaire pour imposer le regroupement et afin d'atteindre, à ce que puisse s'affirmer, l'auto-organisation des prisonniers en lutte contre le régime de l'enfermement. Ce n'est seulement qu'ainsi que nous pouvons nous imaginer construire des structures de résistances et d'initiatives concrètes contre les rapports dominants violents.

Regroupement des prisonniers d'Action Directe - fermeture des quartiers d'isolement !

Réunification des prisonniers de la RAF et de la Résistance par groupes importants !

Libération de tous les prisonniers handicapés et malades !

Arrêt de la destruction des structures auto-organisées dans les prisons au moyen des transferts, des mitards et de l'isolement !

Arrêt des conditions de détention de la différenciation et du travail forcé !

Pour la libre information et communication ; pour un suivi médical libre !

Nous demandons au gérant de la banque Renault, qu'il fasse publier dans le "Frankfurter Rundschau" et dans "Le Monde" le placard informatif que nous avons préparé...

14 juin.



L'occupation a duré à peu près une heure et demi. Nous avons adressé au gérant auquel nous voulions parler et qui nous rejoignit assez rapidement, une demande de publication d'un placard informatif (la déclaration de grève de la faim de janvier 91 des prisonniers d'AD) dans "Le Monde", et un placard (pour la revendication de regroupement immédiat en groupes importants, la libération des prisonniers malades) dans le "Frankfurter-Rundschau", au frais de son entreprise. En outre nous voulions donner une conférence de presse à partir du foyer de la banque Renault. Bien que le gérant ait discuté trois quart

d'heure avec nous, il se refusa à faire publier les placards. La conférence de presse eut lieu comme prévu dans les locaux occupés. Ensuite nous sommes sortis, car nous avons évalué que nous ne pouvions plus rien atteindre d'autre. Durant l'occupation, une trentaine de camarades furent présent devant les locaux occupés avec des calicots et distribuèrent des tracts. Tandis que simultanément, plusieurs autres distribuèrent également des tracts à l'université et devant les studios de la WDR (radio-télévision), tout en signalant le déroulement de l'occupation. Ensuite nous menèrent une manifestation spontanée

jusqu'à la Rudolfplatz, où eut lieu un bref meeting. La police n'est pas intervenue, mais a énormément photographiée. Et il y eut entre nous une très bonne ambiance. Jusqu'à présent il y eut de bref échos dans différents journaux.



## A TOULOUSE, POUR UN ANTI-RACISME ET UN ANTIFASCISME CONSÉQUENTS

Une fois de plus les organisations de la bonne conscience anti-raciste (SOS-Racisme) ou de l'anti-fascisme (SCALP) nous appellent à manifester contre Le Pen.

1984-1991, cela fait sept ans que durent ces processions rituelles, même si au début les manifs du SCALP avaient un sens.

Après dix ans de pouvoir Mitterrand, la France compte trois millions de chômeurs, la précarité de l'emploi, les bas salaires, la régression sociale, les cités ghetto, tandis que les capitalistes font des milliards de bénéfices. Les trusts pétroliers se sont encore plus enrichis grâce à la guerre du Golfe. «C'est grâce à Mitterrand pour l'essentiel que ceux qui s'enrichissent en dormant, gagnent plus et dorment mieux», avoue le journal patronal *Challenges*.

Après la guerre du Golfe, la guerre économique pour s'imposer dans l'Europe de 1993, au profit des patrons. De fait, Le Pen ne fait que profiter de cette politique, il en devient le révélateur idéologique: répression dans les banlieues. Le Pen ne fait que de la surenchère. Le Pen ou Mitterrand, ce ne sont que deux aspects de la même politique de soumission au capitalisme, par des méthodes différentes.

Le problème des banlieues n'est pas en soi un problème raciste, mais bien un problème de classe, affirmons notre solidarité active entre prolétaires, immigrés et français, contre la politique du pouvoir et la haine de Le Pen. Les jeunes des banlieues ont raison de se battre, mais au-delà de l'affrontement avec les flics, il faut s'attaquer aux vrais responsables: les patrons et les politiciens.

Ne nous laissons pas bernier par les discours humanistes et moralisants du pouvoir et de ses alliés (SOS-Racisme et France-Plus).

Organisons-nous à la base pour affronter cette société d'exploitation et de misère, pour abattre le capitalisme et son Etat.

Affirmons notre solidarité internationale contre l'oppression, de Mantes-la-Jolie à Gaza, de Vilnius à Pékin, de Londres à Prétoria... Il n'y a pas de fatalité, il n'y a que notre résignation à subir le Nouvel Ordre Mondial.

Oser lutter, oser vivre, oser vaincre!  
Ni Le Pen, ni Mitterrand!

Toulouse, le 13 juin 1991.



## EN SUISSE, «LE PREMIER MAI CONTRE LE CAPITAL»

Salutations aux prisonniers politiques d'Action Directe

Chèr(e)s camarades,

Le parcours de notre manifestation du 1er Mai - jour de lutte internationale de tous les opprimés et exploités - passait par les locaux d'Air France.

Les vitrines et les portes en ont été détruites et entièrement "bombées" à la peinture. Un "bombage" sur le mur qui exemplarise la signification de nos salutations solidaires du 1er Mai.

Nous nous y sommes associés et nous avons laissé s'élever dans les airs un calicot porté par deux énormes ballons, sur lequel était inscrites nos salutations solidaires. Une forme symbolique mais de tout coeur, pour vous associer à notre journée de lutte.

Car nous estimons en accord avec vous, que :

"La lutte permanente pour la libération des prisonniers politiques est un affrontement, dans lequel vit l'unité et la solidarité de classe contre l'oppression et la repression de l'Etat. C'est donc un des combats de la bataille générale pour l'émancipation".

Solidarité avec votre grève de la faim

Solidarité avec la lutte des prisonniers politiques

Solidarité avec tou(te)s les camarades tombé(e)s au combat

Avec nos salutations communistes et révolutionnaires de Zürich.



A Zurich, 1991.



## A propos du Collectif des prisonniers communistes Wotta Sitta

Le Collectif des Communistes prisonniers Wotta Sitta est un groupe important de prisonniers politiques italiens constitué courant 1985 autour de positions exprimées dans un long texte: "Wotta Sitta".

Depuis ils ont édité de nombreux textes et déclarations qui éclairent la confrontation révolutionnaire en Italie, en affrontant les questions essentielles de l'expérience "Guérillera" dans ce pays.

Ils se présentent dans leur texte "Ici personne ne se rend" en mai 1989 -dont nous publions un chapitre aujourd'hui-: "Nous sommes un groupe de prisonniers conscients d'être partie intrinsèque de l'histoire des Brigades Rouges et de la guérilla en Italie.

Notre identité de communistes est définie par la contribution que nous employons à apporter en soutien à la guérilla en Italie et à la ligne du Front en Europe...

Nous considérons que la requalification projectuelle de la guérilla n'est pas un "acte singulier", mais un processus. Un processus qui a son centre de gravité dans les avant-gardes communistes qui assument la responsabilité de pratiquer une ligne d'affrontement globale, et qui renvoie donc à la reconstruction d'une perspective révolutionnaire pour le prolétariat métropolitain tout entier. En ce sens, c'est un processus ouvert, à une dialectique politique à laquelle concourent en ce moment plusieurs réalités sur le territoire italien et qui se connecte aux expériences révolutionnaires en Europe et dans le monde..."

Le Collectif Communiste prisonnier Wotta Sitta a publié entre autres: "Wotta Sitta!" en 1985; "Pour un nouvel internationalisme" en 1986 et "La lutte de classes, moteur de l'histoire" en 1990 que nous publierons prochainement.

### ENTRETIEN SUR L'INTÉGRATION EUROPÉENNE ET LES POLITIQUES CONTRE-RÉVOLUTIONNAIRES

1) Quelles répercussions de grands événements tels la nouvelle aggravation de la crise économique et de récession internationales, la chute de l'Est, la guerre d'agression au Moyen Orient ont-ils eu dans le processus de concentration et de centralisation de la CEE ?

Les grands événements de ces derniers temps ont assurément eu une incidence sur le processus de concentration et centralisation de la CEE.

L'aggravation de la crise économique et la récession impérialiste au Moyen Orient (MO), sont tous des facteurs qui en définitive accélèrent le processus d'intégration européenne. Y compris si c'est dans un cadre de contradictions aggravé ultérieurement par la forte instabilité mondiale et l'émergence de nouveaux problèmes.

Pendant les années qui viennent de s'écouler, les dynamiques capitalistes de fusion, concentration et création d'entreprises communes en Europe, ont eu un développement sans précédent. Au processus poussé de monopolisation correspond la création d'aires régionales toujours plus étendues et de marchés intégrés homogènes. Cela signifie l'agrégation en aires économiques continentales capables de créer pour les capitaux les plus puissants les conditions d'atteindre les dimensions nécessaires afin de soutenir la concurrence et de relancer l'accumulation capitaliste.

Le marché commun européen est le fruit de cette réalité et correspond à ces exigences.

Les répercussions de la récession internationale sont en train de pousser la concurrence entre les groupes mono-



polistes multinationaux à des niveaux toujours plus conflictuels. En une confrontation/affrontement impliquant des aires entières du système impérialiste, une concurrence globale en ce qu'elle implique un nombre très élevé de facteurs, non seulement économiques et techniques mais aussi culturels, sociaux, scientifiques et politiques.

Tout cela se traduit en une accélération ultérieure de la formation du "bloc européen"; un processus déjà en cours de mise en oeuvre voyant les fractions les plus fortes de la bourgeoisie impérialiste européenne et leurs exécutifs nationaux employés à la réalisation de structures économiques, politiques et sociales adéquates aux exigences d'intégration, développement et sauvegarde de leurs propres intérêts.

Dynamique qui inévitablement pousse ensuite à accroître le fossé entre développement et sous-développement, entre concentration de richesses d'un côté et poches de pauvreté toujours plus étendues, tant en direction des pays du Tricontinent qu'en Europe même, qu'à l'intérieur de chaque pays singulièrement considérés.

L'aggravation de la crise et ses répercussions évidentes avec la récession internationale produit des effets dévastateurs dans le système capitaliste tout entier, non seulement en Europe, puisqu'il agrandit démesurément et met en lumière de manière encore plus évidente les faiblesses et les limites structurelles d'un modèle économique incapable d'offrir des solutions à la crise, sinon à travers la guerre et l'appauvrissement des trois-quarts de la population mondiale.

Autre facteur, la chute des pays de l'Est laquelle a enfanté une pénétration capitaliste sans précédent de la part de l'impérialisme occidental, en donnant de l'espace à de nouvelles

possibilités de marché. Lesquelles seront principalement soutenues par les pays de la CEE à travers des prêts, joint-venture, etc, un investissement massif de capitaux.

Pour avoir une idée de la vague de capitaux qui a investi les pays centre orientaux européens, il suffit de penser à la seule Allemagne, laquelle, en plus que d'avoir déboursé cent milliards de dollars à l'URSS, enregistre une dépense de cent-vingts milliards de dollars pour le TAKE-OVER de l'ex RDA. Et assurément il en faudrait au moins autant sinon plus, pour le restructurer en fonction du profit capitaliste. Les effets de cette pénétration, la coupe presque totale de nombreux secteurs productifs et la dévastation du tissu économique précédent, ont secoué les équilibres déjà précaires enfantant une explosion sociale générale.

La complexité de l'affrontement social, économique et politique, interne à chacun des pays de l'Est européen, URSS comprise, se configure comme une véritable guerre civile lacérante et donne la mesure de quelle réalité et avec quel degré d'intensité et de contradictions que devront affronter les visées expansionnistes de l'impérialisme occidental et européen.

La régulation, la coordination des flux de capitaux et la gestion du conflit social poussent les pays de la CEE en direction d'une intégration ultérieure. Mais certaines contradictions internes à la CEE ont été exacerbées par la chute des pays de l'Est. Le spectre d'une nouvelle "Grande Allemagne" indépendante et détachée des dynamiques communautaires, a secoué l'Europe entière et surtout l'axe franco-allemand qui ne s'est que successivement recomposé dans une perspective commune.

Les lignes impérialistes d'intervention dans les pays de l'Europe orientale suivent des critères et des choix visant au démentèlement de quelque



"droit" qui ne soit celui du libre marché et de la démocratie bourgeoise. Exactement comme ce qui advient dans l'ex RDA et que les camarades de la RAF ont ainsi synthétisé dans la revendication de l'action contre Rohwedder :

"En ce moment ce n'est pas opérer une grande restructuration économique dans l'ex RDA qui guide l'action des groupes multinationaux. Les quelques secteurs dont, ils se sont emparés à ce jour, doivent garantir, avant tout, les positions de monopole en certaines branches déterminées. Du reste, l'infrastructure est démantelée - depuis belle lurette les multinationales se sont tout réparti, depuis le réseau téléphonique jusqu'à l'approvisionnement en énergie - et surveillée, tant que la Treuhand n'aura pas tout massacré, pour ensuite reconstruire ce qui est source de profit pour le marché mondial".

Cet état de crise dans lequel bascule le système impérialiste occidental tout entier, à commencer par les USA, a comme résultat et matérialisation la guerre impérialiste dans le Moyen Orient (MO).

La crise d'hégémonie US et les déséquilibres causés par l'incapacité de contenir le rôle du Japon comme puissance économique-financière et de l'EUROPE (avec la Grande Allemagne) comme pôle économique dans le marché mondial, a servi de toile de fond au choix des USA de pousser la crise avec l'Irak jusqu'à la guerre. Avec la guerre les USA avait comme but non seulement de reconquérir le plein contrôle des matières premières (redimensionnant toute hypothèse nationaliste, anti-impérialiste et de classe) en imposant leur contrôle politique sur l'aire moyen orientale toute entière. Mais aussi de redimensionner ultérieurement

l'influence de l'URSS dans l'aire afin de s'affirmer comme sujet central de la reconstruction d'un Nouvel Ordre Mondial.

Les USA ont été appuyés dans ce choix par les Etats impérialistes européens - après une attitude attentiste initiale - lesquels ne pouvaient risquer d'être relégués à un rôle marginal dans la redéfinition des équilibres de pouvoir à l'échelle mondiale.

Nonobstant quelques contradictions initiales entre les différents Etats européens, la guerre contre l'Irak a poussé à l'unification des Forces Armées de ces Etats en un commandement unique dans la sphère UEO (sous le commandement général des USA). Pour la première fois cette "structure défensive" européenne s'est trouvée à opérer en dehors de son aire, en première ligne dans le massacre des peuples irakiens et kurdes. Mais le rôle des Etats européens n'a pas été exclusivement militaire. La Troïka de la CEE, déboursant des millions de dollars, a opéré en direction des pays du Maghreb et du MO afin qu'une partie d'entre eux se plaça aux côtés de la "coalition occidentale" et que d'autres maintiennent une position de neutralité. L'activisme politique européen a permis non seulement la sauvegarde de leurs intérêts, en amortissant les effets létaux de la guerre dans le monde arabe, mais a contribué à renforcer le poids politique dans la redéfinition des équilibres et d'influence de leur pouvoir dans l'aire.

Au cours de la guerre l'Europe entière a mis en action et expérimenté un dispositif militaire intégré pour le contrôle intérieur. Ce que l'on baptise modèle de "lutte contre le terrorisme international" a été déployé à travers la coordination des forces de police et des appareils anti-guérilla des différents Etats, militarisant toutes les sphères sociales des métropoles européennes. Ce qui a signifié une action répressive constante à



l'égard des mouvements de masse contre la guerre afin de bloquer toute poussée révolutionnaire. Mais a signifié surtout une véritable chasse aux combattants anti-impérialistes moyen orientaux et une violente oeuvre de criminalisation raciste à l'égard des arabes en général. En cela, les mass-médias ont joué un rôle de premier plan et ont été un instrument actif de la contre-révolution préventive.

Un autre aspect mis en évidence dans ce conflit est combien la politique américaine est impliquée dans les affaires européennes.

Tout au long de la crise du Golfe, l'administration Bush a essayé de formuler de nouvelles justifications de l'OTAN, en faisant référence à un nouveau système mondial de "sécurité collective", lequel émergeant de la coalition, conférerait légitimité à l'interventionnisme américain : à savoir, les USA comme pays dirigeant du Nouvel Ordre Mondial.

Comme Woerner le souligne, toute tentative de l'Europe d'avoir un avis plus indépendant dans sa politique propre de défense ne doit pas affaiblir l'OTAN. Et, c'est précisément par rapport à ces nécessités, qui ont émergé avec plus de violence durant le conflit, que s'est affirmé toujours plus crûment l'exigence de redéfinir l'organisation de l'OTAN. Cette réorganisation doit répondre à trois critères de fond : multinationnalité des forces, leur mobilité, Flexibilité d'emploi. Ce à quoi répond l'accord récemment atteint quant au projet de création d'une "FORCE DE REACTION RAPIDE", avec 70.000 militaires européens (90 à 100.000 si l'on ajoute les américains) sous commandement presque certainement britannique et basé pour l'essentiel sur le territoire allemand.

2) Un nouveau point important dans la construction européenne est déterminé par les nombreuses décisions en cours, de

l'union politique à la monnaie unique. Comment concrètement ce processus est-il en train de se développer ?

Ce qui est décrit au dessus est le cadre dans lequel se situent les nouvelles étapes et échéances de la construction européenne.

Avec le sommet des Chefs d'Etat - qui s'est tenu à Rome en décembre 1990 - l'on marque un passage important de l'avancement dans la construction du "bloc européen". La décision politique de procéder de manière unitaire en direction de la réalisation d'une UNION POLITIQUE et MONETAIRE, d'une politique étrangère et de sécurité commune, en centralisant les compétences dans certains secteurs clé tels la Justice et le Ministère de l'Intérieur, montre que le processus de construction du "bloc européen" est désormais arrivé à un tournant déterminant.

Le processus d'intégration européenne (monnaie unique, union monétaire, union politique, marché unique...) n'est en rien linéaire et, présente de nombreuses contradictions qui ponctuellement en ralentissent le cours. Il doit non seulement se mesurer avec le développement atteint par la crise capitaliste générale investissant y compris les pays européens, mais aussi avec la nécessité de réadapter le modèle politico-économique-militaire né des cendres de la Seconde Guerre Mondiale. Une réalité dans laquelle les intérêts particuliers, de capitaux, de gouvernements, d'Etats nationaux doivent par la force des choses se mesurer aux orientations politiques et aux choix économiques supranationaux ; en déterminant de profondes déchirures interbourgeoises et une plus grande exacerbation des contradictions de classe internes à chacun des pays. L'affrontement de pouvoir qui s'est développé au cours des vingt dernières années entre certains pays et qui a pour protagonistes l'An-



gleterre thatchérienne (sur le thème désormais de la banque centrale et de la monnaie unique, sur l'union politique) démontre combien le processus d'unification européenne est infiniment vulnérable. Mais, simultanément, la conviction qu'il s'agit d'un parcours obligatoire auquel l'impérialisme européen ne pourra se soustraire.

Et ce tandis que l'intégration européenne procède à une vitesse toujours plus soutenue et se diffuse bien au-delà des questions légales et économiques inhérentes à la réalisation du marché intérieur.

La construction du MARCHE UNIQUE entre les douze pays CEE est déjà une réalité. Le programme établi avec l'Acte Unique de 1986 est parvenu à déterminer une impulsion bien plus puissante que ce que l'on aurait pu penser à l'examen de ses simples dispositions. Les pas spécifiques nécessaires à son accomplissement pour la fin 1992 se sont vu concrétisés avec la ratification de plus de deux-cents normes sur les deux-cent-quatre-vingt-deux prévues par l'Acte Unique.

Un des passages décisifs et centraux de l'intégration européenne est constitué par la construction de l'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE. Sur lui a été concentré nombre des activités communautaires. La nécessité d'une nouvelle assiette monétaire a déjà conduit à la concrétisation d'une première phase avancée de travaux laquelle prévoit l'abolition des contrôles sur les changes, l'adhésion de tous les membres au mécanisme du taux de change (ERM), en plus que l'entrée de l'Espagne et de l'Angleterre dans le SME. Cela implique pour les douze une coordination toujours plus étroite des politiques monétaires. Et requiert aussi de nouvelles responsabilités de la part de tous les Etats singuliers eu égard aux conséquences que la nouvelle monnaie impliquera en termes de souveraineté nationale.

A la phase suivante il faudra que corresponde la création d'une BANQUE EUROPEENNE fédérée (EUROFED) qui devra servir d'agent favorisant la fusion des douze valeurs et l'émergence d'une MONNAIE UNIQUE (ECU) flanquant une politique monétaire intégrée.

Le marché intérieur comme l'Union Monétaire, ensemble forment un programme d'intégration et transformation européenne, mais, l'autre passage fondamental sur lequel les conférences intergouvernementales travaillent, c'est l'UNION POLITIQUE. Le renforcement progressif de certaines structures et organismes supranationaux est une donnée tangible des dernières années.

A l'origine l'axe franco-allemand a eu comme fin un renforcement substantiel des structures politiques communautaires à partir de leur coeur politique, le CONSEIL des MINISTRES.

Ensuite, la chute des pays de l'Est et l'annexion de la RDA par la RFA, a accéléré ultérieurement ce processus dans le but aussi de contre-balancer le potentiel nationaliste économique et politique de la "Grande Allemagne".

Enfin, avec la Conférence intergouvernementale de la fin 1990 s'est manifesté le renforcement non seulement du Conseil des Ministres, mais aussi de la Commission CEE, laquelle devra jouer un rôle toujours plus central dans la coordination de la politique étrangère et de sécurité communautaire.

Combien l'Europe, à la date d'aujourd'hui, a accompli de pas notables dans le renforcement de son rôle de SUJET POLITIQUE sur la scène internationale, est démontré par l'activisme économique et politique dont elle fait preuve dans la pénétration des pays de l'Est, mais aussi par ses efforts à se présenter comme l'un des trois grands promoteurs, avec les USA et l'URSS de la "Conférence Internationale de Paix pour le MO". Son appui aux plans US a comme but d'influer



dans la construction d'un NOUVEL ORDRE IMPERIALISTE MONDIAL, en se redécoupant une aire d'influence dans ce qu'elle considère être "le flanc moyen oriental, l'ouverture méditerranéenne" qui va du Maghreb au Moyen Orient.

3) Comment se situe l'Italie dans le processus de construction européenne, avec quels conditions et passages spécifiques ?

Les passages de l'Italie au sein du processus d'unification européenne présentent certaines caractéristiques. Bien qu'elle ait toujours lié ses intérêts au développement de l'axe Paris-Bonn, elle n'a adhéré aux accords de Schengen qu'à l'automne 1990. Ce retard peut être mis au compte de divers facteurs, d'ordre économique, comme politique ou administratif. Dans les faits, l'Italie, bien que maintenant ses intérêts stratégiques en Europe, s'est taillée depuis toujours, pour ses affaires économiques et politiques, un espace notable d'intervention en direction des pays du rivage méditerranéen.

En Italie, au début des années 1990, a été mise en oeuvre une restructuration économique féroce et une attaque sans précédent aux conditions ouvrières et prolétaires de vie. Ce qui a jeté les bases pour la relance de l'accumulation capitaliste, qui durant les années 1984-1986 s'est concrétisée par une forte croissance de la concentration et internationalisation de capitaux et dans une pénétration capitaliste plus grande en direction des pays du Maghreb. S'en est suivi un afflux notable de prolétaires d'Afrique du Nord en Italie, lequel a gonflé jusqu'à la démesure le marché de la force de travail, abaissant le coût de celle-ci et augmentant le nombre de poches de travail au noir. Conjoncturellement ces choix ont favorisé de manière notable les capitaux italiens, leur permettant de récupérer partiellement certaines posi-

tions et de devenir compétitifs vis à vis de ceux du nord de l'Europe. Et c'est grâce à la planification de milliers de licenciements et de l'augmentation bestiale de l'exploitation qu'a pu être réalisée cette avancée de l'Italie dans le classement des pays riches.

Le flux continu de "clandestins" et la gestion de cette force de travail immigré advient en complète absence d'une politique de vues et de règles. Ce qui place l'Italie en conditions de ne pouvoir adhérer aux accords de Schengen (qui voit associés à l'abolition des frontières intérieures un renforcement de celles extérieures -contrôle des flux d'immigration et législation commune en la matière-, une plus grande coopération entre les forces de police, la coopération dans le domaine judiciaire et la centralisation des Banques de données).

Les résultats dévastateurs de cette politique économique et sociale très tôt ont été mis en évidence avec l'exacerbation d'un affrontement social et racial de dimension incontrôlable et avec l'afflux "d'immigrés clandestins" qui échappe à tout type de contrôle par l'Etat. Avec l'arrivée de l'échéance du marché libre de la fin 1992, l'Etat italien a été contraint d'adopter, avec la "loi Martelli" (que nous examinerons ensuite), les mesures nécessaires pour se mettre à l'unisson des directives de Schengen.

L'échéance de 1992 fait apparaître avec plus de clarté encore le fait que dans la politique des Etats ce qui devient prépondérant c'est leur intérêt général à ce que l'on appelle la DEFENSE de la SECURITE. C'est un modèle global d'intervention sur la population d'une aire donnée qui utilise pour ce faire une série de mesures diversifiées, toutes orientées en direction d'une croissance du contrôle social et de la militarisation des Etats particuliers



et en perspective de la communauté européenne toute entière.

En cela les stratégies de contre-révolution préventive -destinées à contrer l'antagonisme prolétarien et en particulier l'activité révolutionnaire-, constituent l'aspect le plus en pointe.

Avec comme donnée qui émerge au premier chef, l'institutionnalisation d'un réseau international de DEFENSE de la SECURITE utilisant des organismes désormais bien assis tel INTERPOL et des institutions allant se renforçant en vue de l'échéance de 1992, du groupe TREVI jusqu'à SCHENGEN.

4) L'intégration européenne n'est pas la somme des parties la composant, à preuve les différences qui apparaissent au fil de son développement. Cela vaut-il aussi pour l'Italie dans le cours des importantes mutations institutionnelles qu'actuellement elle connaît ?

L'intégration européenne, précisément parce qu'elle n'est pas l'addition tout court des différentes parties la composant, comporte une transformation profonde et substantielle de chaque Etat national singulier, y compris du point de vue institutionnel.

L'unification européenne, en plus qu'approfondir l'inégalité du développement par pôles, détermine un processus de concurrence accentuée lequel se déploie sur l'ensemble du tissu social, accroît la compétitivité structurelle définie comme la capacité d'un pays à assumer des taux élevés de croissance dans le marché international. Elle est définie par l'intégration étroite entre structure économique et structure politico-sociale du système.

La direction, et complexité de ce mouvement restructurant, est guidée par la qualité nouvelle émergeant de la fusion-contradiction de capitaux et im-

pose la création et/ou la restructuration d'un système politico-social adapté à la régulation de ce scénario allant s'affirmant.

Au cours des dernières années le processus d'intégration européenne a déterminé un déplacement de nombreuses fonctions cardinales du pouvoir politique bourgeois de l'Etat national à d'autres organismes économico-politiques supranationaux. Et plus s'approfondit cette dynamique, plus la nécessité de réadapter l'appareil institutionnel se fraye un chemin.

Le projet de Réforme Institutionnelle est la partie visible d'une tendance à la refondation de l'Etat impérialiste. Laquelle tendance trouve son moteur dans l'intégration supranationale progressive de l'économie capitaliste et a des répercussions dans tous les rapports fondamentaux de la formation sociale.

Réforme Institutionnelle veut dire réarticulation verticale des pouvoirs de l'Etat à partir des centres de commandement les plus importants, en premier lieu l'Exécutif. En ce sens, les modifications de l'Etat italien qui sont en cours sont à rapprocher de celles advenues ou qui vont advenir durant ces années, dans d'autres Etats impérialistes européens.

Il s'agit pour l'Etat, de diriger le processus d'intégration internationale de l'économie italienne. C'est à dire d'une concentration sélective dans laquelle les industries publiques et privées établissent de nouveaux rapports et se dotent des dimensions indispensables pour oeuvrer dans un marché mondial. Cela signifie en particulier devoir réussir à garantir les conditions nécessaires à l'intégration européenne dans tous ses aspects, comme réponse de la bourgeoisie à la crise. Et, dans le même temps, réadapter ses structures de domination pour réguler et gérer les contradictions que ce processus déchargera sur le



prolétariat.

Dans ce contexte, la Réforme Institutionnelle ainsi que la totalité du programme de réorganisation de l'Etat italien assument une importance décisive.

Ce thème de la Réforme Institutionnelle refait régulièrement surface en Italie depuis le début des années soixante-dix. Tout au long de celles-ci différentes tentatives centrées autour de ce thème ont été consommées par un personnel politique bourgeois au centre duquel la Démocratie Chrétienne a été l'élément de pointe. Tentatives rendues contradictoires, et contre-carrées tant par la précision de l'attaque de la guérilla, que par l'instabilité des rapports entre les diverses composantes bourgeoises, lesquelles, durant longtemps, n'ont pas exprimé une fraction impérialiste suffisamment homogène et intégrée au niveau supranational.

Les divers gouvernements de coalition qui se sont succédés durant ces années, à partir des rapports de force établis dans le redimensionnement de l'affrontement révolutionnaire, ont mené à accomplissement certains des aspects fondamentaux de la refondation étatique et de la centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif ( *esecutivizzazione* ) poursuivies durant ces vingt dernières années.

En particulier, au cours des cinq dernières années, les Réformes Institutionnelles ont assumé un poids plus important vis à vis de l'approche des échéances liées à l'intégration européenne. C'est autour de ces dernières qu'on a réalisé certains passages importants:

- la "loi sur la régionalisation" interprète en effet une des nécessités de l'unification Européenne et des directives communautaires. C'est à dire l'exigence, à côté de l' *"esecutivizzazione"* et centralisation des décisions politiques principales, de décentraliser les pouvoirs tant en termes de dépense

que de gestion et articulation des décisions politiques vers l'élimination des mécanismes bureaucratiques et conflictuels qui ont toujours ralenti l'action des gouvernements en Italie.

- la "Réforme du code de Procédure Pénale" outre rapprocher la politique pénale italienne du modèle législatif nord européen, sanctionne en faveur de la bourgeoisie les nouveaux rapports de force issus de cette décennie de violentissime attaque à la classe et aux avant-gardes révolutionnaires. En effet, elle incarne en substance tous les pré-supposés de l'esprit de ce que l'on appelle "législation d'urgence", c'est à dire, la nécessité pour la bourgeoisie italienne de forcer à chaque fois son cadre juridique afin de la rendre fonctionnel à la gestion des contradictions de l'époque traversée.

- la redéfinition des lignes de réglementation du rapport capital travail est un élément non secondaire de l'ensemble des initiatives qui rentrent dans les Réformes Institutionnelles. L'objectif est de fixer une structure politique bien plus stable et flexible de régulation des rapports sociaux, de contrôle et affaiblissement des conflits. Il suffit de penser à la réglementation du "DROIT de GREVE". Pour le droit bourgeois il devient illégal de faire grève sans l'autorisation des Confédérations Syndicales nationales reconnues par l'Etat!

C'est précisément autour de la nécessité de réformer les institutions que sont en cours depuis le début des années quatre-vingts une lutte politique et un affrontement impliquant entièrement les forces du régime, politiques et économiques. En définitive, ce sont quarante ans de régime démocrate chrétien qui sont en discussion, ainsi qu'une myriade d'intérêts économiques particuliers influençant et con-



ditionnant les temps et les modalités de la refondation de l'Etat et de la nouvelle disposition de pouvoir. Nonobstant son cours contradictoire, le thème de la Réforme Institutionnelle, pour le personnel politique impérialiste italien, est un terrain constant d'engagement et d'initiative politique mais qui a dû historiquement aussi compter avec l'initia-

tive révolutionnaire des Brigate Rosse. L'attaque aux projets dominants et de refondation de l'Etat, a été un des axes centraux sur lequel la guérilla en Italie s'est toujours mesurée, et qui comme cela s'est produit avec l'action Ruffilli a considérablement élargi les contradictions interbourgeoises et affaibli le cadre institutionnel tout entier.



Avec la guerre dans le Golfe -laquelle voit la pleine participation de l'Italie- a grandement été mis en évidence le caractère inadéquat de l'appareil institutionnel et politique, et l'on a vu reproposée avec force la nécessité de refonctionnaliser les structures et le rôle de l'Etat en fonction des exigences du grand capital multinational et européen, et de tenue du système impérialiste global.

A l'intérieur de ce cadre de redéfinition globale, il faut aussi situer à plein titre le débat sur la Réforme des forces Armées, qui est en train de traverser le panorama politique institutionnel italien dans sa totalité. Au centre, il y a la nécessité de créer un "nouveau modèle de défense" qui réponde au changement d'exigences dans le domaine de la coopération pour la sécurité en articulation intégrée UEO-OTAN. Le noeud focal en est le renforcement du système de défense et la création d'une armée aussi de spécialistes et volontaires. C'est à dire d'une armée réduite au plan numérique eu égard à celle que nous connaissons actuellement, mais plus spécialisée, professionnelle, mobile et prête à intervenir rapidement.

dans toutes les situations de crise en dehors de l'aire OTAN. Comme points de force de la restructuration, il y aura une plus grande capacité militaire graduée et flexible; une capacité réelle de mener des opérations d'intervention militaire à travers le renforcement de l'aéronautique et de la marine; l'accentuation plus encore de l'intégration opérationnelle et stratégique inter-Forces avec les forces aéro-navales de l'OTAN, dans la Méditerranée et la participation (avec sa propre Force d'Intervention Rapide) à la nouvelle née FIR-OTAN. Le tout dans le but de renforcer ultérieurement le flanc Sud de l'OTAN, pour être à la hauteur du rôle et des nouvelles tâches qui sont assignées à la bourgeoisie impérialiste italienne à l'intérieur du système impérialiste.

Outre cela, multiples sont les exigences issues dans l'après-guerre. En effet s'est encreée dans la classe politique une conflictualité sans précédent, tant est qu'elle a conduit le Président de la République à forcer, à travers de multiples initiatives, les dynamiques institutionnelles en direction de ce qu'ils ont déjà préfiguré comme Seconde République.



5) Quelle est la spécificité des législatives communautaires dans ce processus de grandes mutations institutionnelles: comment cette spécificité s'articule-t-elle en Italie ?

Depuis les traités de Rome jusqu'à l'ACTE UNIQUE, jusqu'à aujourd'hui, nous sommes en train d'assister à la construction d'une législation communautaire à laquelle chaque Etat singulier ou institution nationale progressivement est en train de se conformer. Une réadéquation qui passe par le déplacement de nombreux instruments politiques, juridiques et législatifs, considérés désormais comme obsolètes pour gérer la crise/développement du capital monopoliste de notre époque, ainsi que le cadre de contradictions de classe qu'elle engendre.

Le processus d'unification européenne a toujours plus besoin d'une législation communautaire capable de la conforter, en harmonisant et centralisant les différentes législations des douze pays CEE. Et c'est à cette exigence d'intégration que répond le rapport entre ordonnement communautaire et ordonnement national. Le premier s'est affermi au cours des années comme dominant à l'égard des ordonnements singuliers, dans le sens qu'il rend inopérante quelque norme nationale que ce soit qui lui serait contraire. Cela signifie qu'un Etat membre ne pourra plus appliquer de manière incomplète et sélective un règlement, en paralysant ce qu'il considère comme en opposition avec certains de ses intérêts nationaux.

En Italie, au cours des dernières années, il y a eu une forte poussée à la réadéquation de la législation intérieure. Par le biais de décrets-lois, ont été adoptés en bloc de nombreuses directives CEE concernant la production industrielle et la force de travail; l'instruction et la formation professionnelle; la Santé; les contrats des services ur-

bains; les télécommunications; les normes sur le droit de séjour et beaucoup d'autres encore.

L'articulation en Italie de la législation communautaire est en train de contribuer à la réécriture d'un nouveau scénario social, économique et politique pour tout cadre de classe. Pour la bourgeoisie impérialiste il s'agit de remodeler et de plier le prolétariat aux nouvelles conditions de domination et exploitation imposées par l'intégration européenne. Qui se traduit par une attaque impliquant en premier lieu la classe et chacune de ses représentations autonomes, avec l'intensification de l'exploitation, de la mobilité et des licenciements, et avec l'abolition du droit de grève et de l'échelle mobile. Un exemple concret en est la "loi communautaire pour les régions les moins développées" (ou pour celles entièrement dévastées par la restructuration CEE, dans le cours des années quatre-vingt, dans le secteur sidérurgique) qui, outre signifier une quantité d'aides en matières fiscales et de subventions CEE, permet une marge ultérieure d'exploitation de la force de travail mettant en discussion le "Statut des Travailleurs" lui-même et nombre de contrats nationaux. C'est le cas de la FIAT, laquelle avec sa nouvelle implantation industrielle dans une région du Sud de l'Italie (parmi les plus pauvres d'Europe) a imposé les embauches par appel individuel et l'organisation de trois tours de travail, en cycle continu et pour les sept jours de la semaine.

Une autre donnée indicative est constituée par les normes CEE en matière d'universités. La "loi Ruberti", récemment approuvée, s'est inspirée d'une directive communautaire selon laquelle la formation et les orientations de la recherche scientifique doivent être fortement liées à la logique du profit et à la compétitivité du grand capital monopoliste.

Pour la bourgeoisie



impérialiste italienne il s'agit de former les futurs cadres dirigeants de l'appareil industriel et de préparer le monde du travail au "grand rendez-vous de quatre-vingt-douze". Dans cette optique elle a ouvert ultérieurement les portes des Universités au grand capital, les privatisant en partie et subordonnant au susdit les différentes branches d'instruction et la presque totalité des plans de la "Recherche Scientifique".

La "Réforme Universitaire" développe ultérieurement le processus d'intégration avec la participation des différentes universités européennes aux plans de "Recherche et développement" EUREKA etc. Et comporte une restructuration profonde qui transforme les universités en lieux de formation d'une élite spécialisée au service des multinationales.

6) Le groupe TREVI d'abord et Schengen ensuite, ont été le produit d'une accélération de la construction contre-révolutionnaire européenne. Tant l'un que l'autre constituent une tentative de résolution institutionnelle des fronts de lutte : "ennemi intérieur"/"ennemi étranger" (réfugiés politiques, révolutions du Tricontinent, immigrés...).

Comment cela se développe-t'il en Italie ?

Avant toute chose, une donnée de caractère général. Durant les quinze dernières années s'est développée une tendance concrète, c'est à dire l'effort de la part des Etats CEE et euro-occidentaux d'affirmer et de renforcer une intégration toujours plus grande des Politiques Contre-révolutionnaires particulières. Cela a eu un résultat de caractère Politique Général. En effet, la contre-révolution se meut à l'intérieur de l'affrontement sur une ligne directrice politique stratégiquement orientée par rapport à des contenus de principe général et sur laquelle les Etats européens n'ont aucun problème ni contradictions particuliers!

contradictions particuliers!

Problèmes et contradictions jaillissent au moment où au cours des dernières années les Etats CEE et européens ont cherché/cherchent à porter sur un plan concret et d'articulation ces lignes générales de principe.

L'on peut dire que le GROUPE TREVI après 1993 commencera à assumer les fonctions d'un "Ministère de l'Intérieur" euro-occidental, de la même manière l'ACCORD de SCHENGEN peut être considéré, aujourd'hui, comme un projet pilote pour la politique intérieure européenne, qui a déjà des retombées au plan national en de nombreux aspects significatifs.

Tous les deux représentent les piliers d'une politique anti-prolétarienne et contre-révolutionnaire intégrée au niveau continental. Ils constituent dans les faits les premières tentatives de réaliser l'un des objectifs fondamentaux de l'ACTE UNIQUE de 1986, c'est à dire une structure intégrée et centralisée au niveau CEE en matière de "DÉFENSE de la SECURITE".

L'apport de chaque Etat singulier à la construction réactionnaire européenne se module toujours sur la base d'expériences concrètes qui se sont déterminées historiquement sur le plan de cet affrontement de classe et révolutionnaire qui s'est affirmé sur un arc pluridécennal, c'est à dire, en relation avec le rapport d'affrontement entre révolution et contre-révolution lequel marque, matériellement, le devenir du processus révolutionnaire au niveau national, continental et du globe.

La nécessité d'affronter ce plan complexe d'affrontement a imposé et impose à la bourgeoisie impérialiste de rechercher les instruments les plus adéquats pour garantir la tenue de son système dans son ensemble. TREVI, déjà opérant depuis plus de quinze ans, et Schengen, sont dans les faits une réponse à cette nécessité.

L'Italie est parmi les



pays qui sont majoritairement en train de contribuer à la mise en action et opération d'un système de sûreté sociale et un modèle de contre-révolution impérialiste à l'échelle continentale. Son rôle s'est mû sur deux lignes directrices interagissantes. La première donnée de l'expérience complexe de contre-révolution quantitative et qualitative acquise sur un arc de deux décennies durant lesquelles a été atteint un très haut niveau d'affrontement du fait de la présence en Italie d'un mouvement révolutionnaire fort et interne à la classe et la guérilla qui a assumé des "proportions" quantitatives et qualitatives très élevées pour un pays du centre impérialiste. La seconde est que cette "expérience" a servi à l'Etat italien pour se redécouper un espace et une reconnaissance consistante à l'intérieur tant du Conseil Européen que dans les différents organismes contre-révolutionnaires, et à mettre en oeuvre une vertigineuse campagne d'accords bilatéraux et à avoir un rôle moteur dans le pôle européen de l'initiative contre-révolutionnaire et dans son organisme le plus représentatif TREVI. De surcroît, elle a été une force de traction pour l'étude et l'expérimentation de "Solution Politique" -attaque par lignes internes au Mouvement Révolutionnaire et à la guérilla; chose qui pour la spécificité italienne est un des éléments internes au processus de redéfinition institutionnelle.

L'adhésion au groupe des pays de Schengen n'a pas été en soi un facteur déterminant de virage radical de l'appareil contre-révolutionnaire italien. Elle a cependant marqué une "étape de mise en ordre" et de concrétisation du nouveau niveau atteint.

Précédemment nous avons rappelé les passages fondamentaux ayant caractérisé la phase de "contradiction des conditions" pour accéder au groupe de Schengen. Cette phase a culminé avec l'approbation de ce qui est

connu sous le nom de "loi Martelli", instrument normatif de caractère anti-prolétarien et raciste pour la réglementation du flux d'immigrés provenant des pays dits "extra-communautaires" (n'y entrant pas la Suisse ou les USA bien entendu!), c'est-à-dire, dans le but de contrôler systématiquement et de manière rigide le flux d'entrée et, d'en programmer la taille sur la base des nécessités économiques et des problèmes liés à la sécurité. Dans la pratique cela s'est traduit par une oeuvre paranoïaque de fichage policier capillaire (avec comme prétexte la "régularisation des permis de séjour"), contrôles, expulsions, démembrement des communautés et expulsions violentes des structures occupées par des immigrés provenant essentiellement de l'Afrique du Nord et du Centre.

Mais ceci n'est que l'un des aspects de la question. Les "retombées" sur le plan intérieur sont étroitement liées à l'activation de nouveaux niveaux de contrôle préventif et de répression de toutes les expressions de l'autonomie de classe et révolutionnaire.

Dans ce cadre, la guerre du Golfe a marqué un point de non retour en matière d'activité de la contre-révolution. Les mesures de sécurité fourbement définies comme "urgence Golfe", liées aux répercussions possibles en Europe Occidentale de la Guerre du Golfe, sont devenues une donnée stable qui sanctionne le niveau nouveau atteint par l'affrontement. Ils ont ainsi mobilisé l'armée, qui a été utilisée partout pour la protection militaire des points considérés comme "sensibles", (usines, ports, aéroports... écoles, cinémas, etc.), mais le degré de coopération entre polices et services de sécurité (avec l'utilisation de la collaboration offerte par les "nouveaux" services des pays de l'Est), l'accélération ultérieure des échanges d'informations, les contrôles croisés aux frontières, les ac-



cords pour pouvoir opérer y compris en dehors de ses frontières propres...sont tous des résultats (et des mesures concrètes) qui restent en vigueur.

Tout cela n'est pas le fruit du hasard. L'intériorité et la pleine activation de l'Italie dans les organismes supranationaux contre-révolutionnaires (TREVI, Club de Vienne, Club de Berne...) sont de longue date, et se mesurent quotidiennement sur le terrain de l'affrontement de classe. L'intégration toujours plus étroite au niveau européen en matière de politiques préventives et répressives de contrôle social, a permis à l'Italie de jouer un rôle plus fortement anti-prolétarien et contre-révolutionnaire à l'égard des expériences intérieures et internationales (surtout celles moyen orientales).

Deux exemples. Suite au fort redimensionnement subi par le mouvement révolutionnaire à partir de la très dure attaque à la guérilla au début des années quatre-vingts, l'Etat a agi au cours des dernières années essentiellement sur un terrain préventif, mais non moins dévastateur pour tout le tissu de classe.

En substance, tout l'arsenal répressif contre-révolutionnaire de lois, structures, guerre idéologique, aujourd'hui trouve sa synthèse et développement organique dans la politique contre-révolutionnaire de prévention de l'Etat. Toute l'oeuvre du gouvernement est tournée vers le maintien et développement de la capacité de dissuasion et de prévention mûrie au cours de ces vingt années d'affrontement de classe. La nécessité d'une "base arrière pacifiée" pour pouvoir imposer les coûts féroces de la restructuration capitaliste, a conduit à concevoir une intervention anti-prolétarienne qui se veut à partir de toute expression authentiquement de classe qui soit, immédiatement, en termes d'attaque. Un ensemble d'initiatives qui matérialisent une ligne

étendue de contrôle et une attaque sélective pour prévenir l'avancée et la maturation d'un nouveau processus d'unification des luttes prolétariennes et de reconstruction d'un tissu d'avant-garde révolutionnaire autour de la lutte armée et de la dimension nouvelle de lutte unitaire en Europe.

Isolement -dépolitisation- "ricompatibilizzazione" ... cela est valide non seulement pour les prisonniers révolutionnaires mais aussi pour toutes les expressions qui cherchent à construire pour les luttes un espace de faisabilité. Ainsi il en a été pour les manifestations contre la guerre, contre la "Seconde République", contre la restructuration...contenus qui n'ont JAMAIS été très éloignés les uns des autres dans leur progression. Autre domaine, de substance identique: depuis quelques années le rôle actif de la magistrature italienne pour juger et condamner les militants révolutionnaires combattants palestiniens et arabes, est joué désormais sans pudeur pour le compte et au nom des intérêts de l'entité sioniste et des USA. La demande d'extradition d'un militant du FLP, arrêté en Grèce pour le détournement de l'Achille Lauro, présentée récemment par l'Italie sur sollicitation des USA n'est que la dernière d'une série d'initiatives démontrant quels sont la nature et les intérêts réels de l'Etat italien, de ce point de vue-là aussi.

L'activisme politico-policier et l'institutionnalisation de moult accords bilatéraux avec les Etats réactionnaires de l'aire méditerranéenne/moyen orientale reflètent la caractéristique due à sa position géopolitique et les tâches spécifiques qu'il doit assumer à l'intérieur de la CEE, en matière de "sécurité", à l'égard des luttes anti-impérialistes et des combattants arabo-palestiniens. L'élargissement de la "sécurité européenne" à l'aire méditerranéenne



dans sa globalité témoigne du caractère inséparable des intérêts de la bourgeoisie européenne à la contention des contradictions traversant cette aire.

Il est un autre passage important à rappeler:

Le saut qualitatif qu'il y a eu en Italie durant la guerre dans l'activation de la stratégie contre-révolutionnaire préventive est, dans le même temps, produit et exigence des nouvelles conditions qui se sont déterminées.

Aujourd'hui, nous parlons de tout cela à la lumière d'une situation générale en mutation, en premier lieu, face à la tentative impérialiste de fonder un "nouvel ordre mondial" sur la peau des peuples du Tricontinent et des prolétaires des métropoles, qui approfondit et modifie les termes de l'affrontement révolutionnaire. Donc, toute tentative ancienne ou nouvelle de contenir les tensions du conflit de classe à travers des interventions scientifiques et sélectives qui permettent d'en gouverner le cours doivent répondre exactement à ces exigences et se mesurer avec un cadre de contradictions toujours plus complexes.

Pour le système impérialiste dans son ensemble les nécessités globales sous-tendant le "nouvel ordre mondial", de même que les actions contre la guerre qui ont surgi dans le monde entier, ont rendu plus évidente l'impossibilité de congeler/contenir l'antagonisme révolutionnaire. Cela a imposé la redéfinition et le repositionnement de la doctrine du "roll back", à partir de ce qui avait été sédimenté précédemment et sanctionné ensuite avec la guerre d'agression impérialiste du Golfe.

(Avec "roll back", nous faisons référence à la stratégie US qui, à partir des gouvernements Carter et Reagan, avait comme objectif non seulement de "contenir" mais de "faire retourner en arrière", c'est à dire d'effacer les expériences et

gouvernements révolutionnaires, à travers des interventions militaires progressivement toujours plus dévastatrices, depuis le soutien dans les conflits à basse intensité en Amérique Centrale, jusqu'aux interventions directes à Grenade, Panama, et le "saut" avec l'Irak).

Les coordonnées de ce modèle contre-révolutionnaire ne résident plus seulement dans l'établissement d'un lien mécanique entre processus révolutionnaires et luttes de libération nationale et le bloc de l'Est, mais se transforment en nouvelles "causes justes", telles la "défense du droit international", l'instauration et/ou l'affirmation du modèle de "démocratie" de label occidental, la "guerre au trafic de drogue", etc., ordonnées sur la base de leur importance, eu égard aux intérêts impérialistes, avec en tête ceux des USA.

Un modèle complexe par conséquent qui s'adapte parfaitement au soutien de la phase qui se profile de militarisation du conflit Nord/Sud, selon le module des agressions à haute "intensité", qui avec la guerre déchaînée contre l'Irak a montré toute l'étendue de sa "puissance" destructrice.

Les critères politiques qui guident cette doctrine, sont assumés aussi sur le front intérieur, et déversés en termes de stratégie globale d'attaque contre toutes les réalités de classe et révolutionnaire qui se placent sur un terrain, d'affrontement ouvert, d'affrontement avec l'impérialisme.

Dans cette stratégie, l'Europe Occidentale est un sujet actif, tant avec les institutions dont elle s'est dotée (TREVI, UEO, SCHENGEN,...), que dans le cadre OTAN. Une confirmation nous est fournie par l'orientation qui mène la restructuration de l'OTAN.

Le problème de fond demeure, comment "gérer" une situation qui se charge toujours plus de contradictions et qui voit l'impérialisme occidental



guidé par les USA, agrégé en un seul bloc contre les prolétaires des métropoles et les peuples du Tricontinent.

A cette agrégation compacte l'Italie contribue de manière substantielle, avec son implication active sur différents fronts, surtout par rapport à l'aire méditerranée-moyen orientale, où elle a établi un réseau dense d'accords bilatéraux de coopération contre les expériences révolutionnaires et de libération. Mais ne manque pas de se faire complice des politiques anti-prolétariennes et anti-révolutionnaires en d'autres aires telles l'Amérique Centrale et du Sud en couvrant les politiques de rapine des multinationales.

"Ennemi intérieur" et "ennemi extérieur" deviennent toujours plus un front unique, combattu sur des plans différents mais étroitement liés entre eux. A la militarisation du conflit Nord/Sud correspond, sur le plan intérieur, une intensification toujours plus grande de l'exploitation et de la répression des réalités qui sont produits direct de ce conflit (immigrés, réfugiés politiques, révolutionnaires du Tricontinent. Et, dans le même temps, le plan d'intervention contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne s'affine ultérieurement devant les contradictions toujours moins gouvernables. Tout ceci engendre conscience et lutte.

Au cours des dernières années, nous avons vu s'exprimer des niveaux différents de politisation, une qualité différente de la lutte et des tensions de classe. Un des effets de la guerre, par rapport à la lutte révolutionnaire et de classe au niveau intérieur et international, est d'accélérer ces processus, tant dans le "centre" que dans la "périphérie". Les connexions objectives entre la lutte ici, et dans le Tricontinent existaient déjà depuis longtemps, de par leur caractère unitaire global et leur ennemi commun à combattre. Le processus qui s'est hissé à un ni-

veau différent est de "connexion subjective", laquelle s'est exprimée de manière encore embryonnaire mais, tangible.

Ce n'est pas un hasard que les appareils contre-révolutionnaires se soient mis à brillonner avant, pendant et après la guerre du Golfe : l'enjeu et la qualité qui ont été établis étaient tous deux très élevés.

7) Dans le contexte de mutation de la domination de classe, comment se redétermine le lien entre les caractéristiques des rapports de domination/exploitation et celles de leur critique ? Et comment se développent en Italie les dynamiques d'autonomie prolétarienne et d'autodétermination y compris eu égard à celles développées dans le contexte des années soixante/soixante-dix ?

Le processus d'unification de l'Europe Occidentale et le réordonnement des Etats constituent un saut de qualité de la domination bourgeoise, dont les caractéristiques anti-prolétariennes et contre-révolutionnaires apparaissent évidentes. Les caractéristiques essentielles qui guident le développement des processus révolutionnaires dans toutes les aires du monde, dans tous les pays, ne peuvent que répondre aux formes qu'assume la domination bourgeoise. Les modifications de ces dernières en Europe Occidentale durant les années qui viennent de s'écouler, nous conduisent à réfléchir, donc, sur une question commune à toutes les forces révolutionnaires du continent: les caractéristiques essentielles de la politique-révolutionnaire-lutte, organisation, stratégie- adaptée à cette phase dans les pays européens.

Le point central de tout cela demeure toujours unique: la nécessité de fracturer de nouveau, en quelque endroit, les rapports de pouvoir et les rapports de force, c'est à dire créer



une nouvelle brèche dans la ligne de redéploiement impérialiste.

Tel est l'enseignement de vingt années de lutte armée contre l'Etat et contre l'impérialisme, pour nous, en Europe. C'est ce qu'apprend quiconque lutte contre l'impérialisme pour vaincre aujourd'hui, d'autant plus dans les nouvelles conditions. Voici ce qu'écrivent des camarades de Palestine: "Bush dit que la faillite du communisme se manifeste de manière généralisée et que pour cette raison il convient d'ouvrir le feu sur les valeurs communistes et d'augmenter les aides à toutes les forces réactionnaires; au contraire, l'effort courageux que sont en train d'accomplir les combattants Palestiniens vise à un rééquilibrage des forces que les impérialistes doivent être contraints à reconnaître et à accepter".

C'est une donnée historique que la désagrégation de ce système impérialiste est l'horizon historique des forces révolutionnaires à notre époque. L'unité des forces révolutionnaires dans le Front et l'organisation de la lutte de classe internationale sont la force politique et sociale à même de produire une poussée du processus d'émancipation et révolution sociale en cette époque de mutations.

Aujourd'hui, la lutte anti-impérialiste contre le génocide des peuples et contre la "nouvelle colonisation" du Moyen Orient et du Sud du monde doit devenir partie intégrante de la lutte de tous les prolétaires en Europe. Doit devenir une conquête de la conscience prolétarienne, comme l'est devenue l'autonomie de classe et l'organisation autodéterminée des luttes. L'unité des luttes du prolétariat des métropoles du centre avec celui du Tricontinent du Sud peut constituer la base de classe sur laquelle construire la force pour accélérer l'agonie du système impérialiste.

L'élément politique fondamental pour le début de la

crise d'hégémonie US et du système de domination occidentale issu de Yalta fut la poussée révolutionnaire qui mis en discussion les rapports de pouvoir en de nombreux pays et aires du centre et de la périphérie. La victoire de la longue lutte du peuple Vietnamien en fut le catalyseur, parce qu'elle ouvrit une brèche dans le système de domination impérialiste et dans le même temps fut le détonateur politique d'une vaste croissance de conscience anti-impérialiste, qui conduisit à l'organisation de la lutte pour le pouvoir en de nombreuses parties du monde, des frontières de la Palestine occupée au coeur de l'Europe Occidentale.

La guerre anti-impérialiste au Vietnam enseignait aux prolétaires et aux peuples du monde que défaire l'impérialisme US était possible et aussi indiquait la route à suivre dans les nouvelles conditions imposées par l'impérialisme issues de Yalta et Postdam.

Combien fût efficace cette route nous est indiqué par le poids que le développement des expériences et organisations révolutionnaires, guérilleras et de classe ont assumé à partir de cette époque, lequel a eu et a une importance particulière en Europe Occidentale.

La crise générale historique du modèle de développement social qui a dominé durant quarante-cinq ans, a interagi sur la composition de classe tant dans les aires du "centre" impérialiste que de la "périphérie" et a poussé le prolétariat international à la critique pratique et à la politisation.

Avec la fin de la co-gestion sociale convenue entre les gouvernements des "démocraties" occidentales issues de l'affrontement mondial et les partis révisionnistes, par la pacification des conflits et le "Welfare-State", et la légalisation de l'opposition, ont été épuisées les perspectives de pa-



cification de longue durée pour la bourgeoisie. La gestion de la crise aujourd'hui, la croissance des contradictions sociales, l'instabilité politique sont effet de cet épuisement progressif. Car l'affrontement qui s'est ouvert depuis la fin des années soixante, lequel est irréversible, aujourd'hui constitue les prémisses pour la nouvelle phase : l'ordre européen a déjà changé et, l'instabilité des équilibres de Yalta qui s'est manifestée depuis plus de vingt ans s'est transformée en une crise permanente de la division internationale, dont la guerre du Golfe constitue une étape et un effet.

La ré-organisation politico-militaire du système impérialiste à travers la guerre et la répression, selon une ligne globale pour l'imposition de son pouvoir, est aussi une réponse à sa crise de domination, à cette brèche ouverte dans le système par la lutte révolutionnaire depuis déjà vingt ans, et à laquelle continuent de travailler les forces révolutionnaires et de classe qui ont grandi dans l'affrontement que la gestion contre-révolutionnaire de la crise de la bourgeoisie a contribué à exacerber.

En ce sens, c'est la CONTINUITE D'UN PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE, né dans un contexte historique très différent, qui émerge. Le fondement commun à toute l'expérience révolutionnaire internationale, c'est que la guérilla a été dès le départ l'axe de la reconstruction de la politique prolétarienne au niveau International, dans lequel moyen et but sont connexes du début à la fin, à travers le "développement et la construction de l'organisation dans le cours des actions politico-militaires (contre l'Etat et les formes que celui-ci assume), et correspond au niveau exprimé sur lequel elles se meuvent.

Tout cela vise au "sujet révolutionnaire" (Jan Karl Raspe - Das Info).

La lutte armée comme expression directe du mouvement de classe, c'est notre expérience, la réalité d'où nous provenons. Depuis le mouvement de classe qui s'était développé dans l'affrontement social du courant des années soixante, la lutte armée constitue, dès le départ, son point d'unification le plus haut, sa demande de pouvoir. Depuis le processus de politisation du mouvement prolétarien antagoniste dans son ensemble, la lutte armée devient la ligne autour de laquelle se coagule le saut de qualité, l'attaque au pouvoir, ici en Italie, est partie intégrante de la ligne d'attaque au pouvoir impérialiste dans le monde entier.

Les modifications que nous avons connu dans les années quatre-vingts - intégration impérialiste supranationale plus étroite et, en elle, processus de construction du bloc européen, évolution des Etats dans le sens d'un renforcement plus marqué de l'exécutif du pouvoir, un approfondissement de la dictature de classe et des politiques contre-révolutionnaires - portent à maturation de nouvelles nécessités pour la politique révolutionnaire dans les métropoles européennes.

Dans ces notes ne figure pas l'objectif d'entrer dans le mérite de ce que tout ceci entraîne pour les avant-gardes communistes et prolétariennes aujourd'hui, mais il nous intéresse de signaler certains éléments de caractère général qui nous semblent d'importance commune pour tous les révolutionnaires d'Europe Occidentale luttant dans les nouvelles conditions.

Nous avons appelé NOUVEL INTERNATIONALISME l'adaptation nécessaire pour les forces d'avant-garde révolutionnaire de leur perspective de lutte internationale pour le communisme à partir des nouveaux traits caractéristiques de l'époque que nous avons à connaître. Assurément la révolution internationale ne peut être conçue que comme lutte contre les formes concrètes que



La domination impérialiste assume, mais certes pas comme un acte volontariste coupé du contexte réel;

Comme révolutionnaires européens nous nous sentons engagés dans la contribution au renforcement/développement du Front Révolutionnaire Anti-impérialiste en Europe Occidentale, non seulement comme adéquation de la stratégie révolutionnaire aux formes assumées par la domination impérialiste, mais aussi comme partie du plus large déploiement révolutionnaire qui s'oppose à l'impérialisme, ayant comme nécessité d'unir ses forces dans le monde du "centre" au Tricontinent, pour mettre la main à une stratégie consciente de la guerre de classe internationale de longue durée.

Une nécessité qui nous semble plus vivante que jamais aujourd'hui, est que face à tous se trouve l'impossibilité de considérer le bloc de l'Est (URSS) comme partie du camp anti-impérialiste sur lequel "s'appuyer". Les prolétaires et les peuples du monde doivent construire en ne comptant que sur leurs propres forces, et ensemble l'authentique internationalisme de l'époque actuelle.

La voie entreprise par les organisations Action Directe-Rote Armee Fraktion partie du mouvement révolutionnaire européen à partir de la moitié des années quatre-vingts, avec la constitution du Front Anti-impérialiste Révolutionnaire en Europe Occidentale, qui a eu un de ses développements dans la déclaration conjointe Brigade Rosse per il Partito Comunista Combattente/Rote Armee Fraktion en quatre-vingt-huit, sont pour nous le saut nécessaire en direction d'une stratégie visant à combattre le pouvoir impérialiste en Europe Occidentale, et un point de référence politique pour tous les révolutionnaires du continent.

Durant cette phase, extrêmement contradictoire, il y a eu des choses politiquement importantes du côté révolutionnaire.

Même confrontée à une

pause dans l'initiative conjointe du Front et de l'activité des forces révolutionnaires en différents pays européens, la RAF a maintenu l'initiative et relancé la lutte contre certains terrains canaux de l'unification européenne.

Ses initiatives combattantes ont avec évidence fait émerger la connexité entre le saut du pouvoir impérialiste à la recherche d'une stabilisation intérieure nouvelle en Europe Occidentale et sa projection extérieure, avec le rôle assumé dans l'annexion des peuples de l'Est et dans l'agression/normalisation impérialiste dans le Tricontinent - en particulier dans l'aire moyen orientale -. Elles se sont consciemment situées comme partie de la guerre de classe internationale et comme pôle actif et autorisé dans la construction d'un mouvement révolutionnaire international unitaire contre l'impérialisme.

L'un des aspects importants que nous voulons considérer, c'est la lutte s'étant exprimée dans différentes parties du monde contre la guerre et le "nouvel ordre impérialiste". Sans entrer ici dans le mérite de la guerre, des perspectives de contradictions de l'initiative impérialiste, ou des limites que cette lutte a exprimé, il nous semble cependant important de souligner un fait: il a été déployé un front anti-impérialiste mondial, de forces révolutionnaires et mouvements. A tous est apparu comment les initiatives impérialistes avaient un objectif spécifique, mais aussi une projection globale dirigée contre les prolétaires et les peuples du monde entier.

Maintenant nous pensons que cette réalité représente une donnée politique importante en elle-même, parce qu'elle exprime avec force une nécessité: celle d'un pas en avant en direction de l'union des forces révolutionnaires anti-impérialistes sur une lutte et une stratégie commune.



En Italie l'autonomie prolétarienne fut le contenu unifiant des luttes des différents secteurs de classes et couches sociales qui rendit possible le saut de qualité de la lutte de classe à la fin des années soixante.

La véritable poussée ne provenait pas de la volonté de "récupérer" ce que le pacte social géré par le néo-révisionnisme "tigliattien" (néologisme dérivé du nom de Togliatti, dirigeant historique du PCI -Ndt) avait exproprié et vendu (ce qui est une thèse chère au révisionnisme "moderne" né au sein de la gauche des années soixante-dix), mais de la compréhension et conviction que l'autonomie prolétarienne naissante était le fruit de l'affrontement de classe dans les conditions nouvelles, et que de ces nouvelles conditions il fallait partir d'une manière nouvelle pour aller de l'avant, de manière différente dès le départ. Telle fut la base de développement de la lutte révolutionnaire ici...comme ailleurs sans les métropoles européennes. Il s'agissait de commencer une lutte de longue durée.

En ce sens, l'expérience révolutionnaire dont nous provenons est une réalité matérialisée dans l'affrontement de classe en Italie: autonomie prolétarienne -auto-organisation- lutte pour le pouvoir prolétarien. Dans le sens d'une réalité incluant la conscience de cette expérience, qui renvoie donc à une subjectivité consciente.

L'autonomie prolétarienne n'a jamais cessé en ce pays de s'exprimer, s'organiser, lutter, y compris dans les conditions les plus difficiles.

La contre-révolution des années quatre-vingts, les rapports de force défavorables que la bourgeoisie a imposé au cours des dix dernières années, suite aux défaites subies par la guérilla et par le mouvement révolutionnaire, ici, en Italie et par le lourd redimensionnement politique

et social du prolétariat, marquent le contexte dans lequel les luttes autonomes du prolétariat se sont manifestées et nous permettent d'évidencier les caractéristiques politiques essentielles qu'elles ont eu au cours des dernières années.

Le mouvement de classe a assumé fondamentalement un rôle de résistance, de défense des espaces politiques et sociaux conquis durant les années soixante et soixante-dix. Même si sa force est apparue notablement, il a connu des moments d'affrontement politique très durs et importants, et s'est opposé dans les termes qui lui étaient possibles aux tentatives de pacification imposée par l'Etat (à travers laquelle ce dernier entendait construire les passages vers un nouvel ordre institutionnel plus conforme aux nouvelles exigences impérialistes) et à la violente restructuration capitaliste menée par les grands groupes multinationaux, avec en première ligne FIAT.

Il y a eu des moments de lutte importants: l'affrontement contre la coupe de "l'échelle mobile" et le pacte Etat/Confindustria (l'organisation patronale italienne -Ndt-)/syndicat en quatre-vingt-quatre/quatre-vingt-cinq, mené par le mouvement des ouvriers auto-convoqués; le mouvement de lutte contre la privatisation et la rationalisation capitaliste du secteur public, pour la défense du droit de grève et en général contre le virage autoritaire de l'Etat avec une puissante critique du monopole verticaliste des bureaucraties syndicales de régime (organiques au processus de réordonnement institutionnel et subalternes aux exigences capitalistes) qui a eu son point culminant dans les COBAS (comités de base -Ndt-) de la Fonction Publique. Et, au cours des dernières années, la lutte des étudiants universitaires -la Pantera- qui à côté de ses intérêts spécifiques de lutte à la restructuration de l'université, a eu



une importance politique pour la critique au modèle capitaliste des années quatre-vingts, représentant une inversion de tendance et un signal de reprise de l'antagonisme en ce pays; et les luttes ouvrières pour le contrat avec la prolifération et forte présence dans les grandes usines d'organisations autonomes et de luttes auto-organisées, avec de grosses mobilisations.

D'un côté, la reconstruction d'un tissu de lutte dans les conditions nouvelles, avec la nouvelle composition de classe de la plus grande partie des métropoles impérialistes y compris ici en Italie: précarité des jeunes et des femmes et force de travail de la périphérie, plus fonctionnelles à la mobilité et à meilleur marché. De l'autre côté, la "vieille" résistance prolétarienne contre la restructuration qui n'a jamais cessé et qui reprend vigueur dans la situation nouvelle d'affrontement social.

Tout cela constitue une prémisse pour un nouveau développement du processus de politisation que la guerre dans le Golfe a contribué à accélérer. En février, en Italie, une grève générale de toutes les catégories de travailleurs a été organisée, par le mouvement de classe. Malgré l'issue évidemment minoritaire (quelques dizaines de milliers de personnes globalement en certains des principaux pôles ouvriers et prolétaires d'Italie) il est nécessaire de spécifier que ce fut là, la première grève politique depuis longtemps et qu'elle a été organisée en opposition aux organisations syndicales. Et cette rupture qui s'est produite à l'occasion de la guerre est en train de faire la démonstration qu'elle constitue un point de non retour.

Ici en Europe il y a des centaines et des centaines de militants prisonniers qui appartiennent aux différentes expériences du processus révolutionnaire de ces deux dernières décennies (tant de la guérilla en

Europe Occidentale que de la lutte de libération ici en Europe Occidentale, qu'en Palestine et au Liban). Dans le monde entier, les prisonniers révolutionnaires existent comme produit du processus révolutionnaire, comme produit de la lutte entre révolution et contre-révolution. Par conséquent, les prisonniers révolutionnaires sont partie intégrante de cet affrontement. Telle est l'expérience historique du mouvement révolutionnaire international: leur contribution politique, leur lutte contre l'anéantissement dans les prisons, a toujours renforcé le processus révolutionnaire.

Comme prisonniers, en Italie, nous avons un bagage d'expériences de lutte dans les prisons de très haute sécurité et en unité avec les luttes des prisonniers sociaux. La naissance des "carceri speciali" (prisons spéciales -NdT-) en 1977 ouvrit la voie à un tournant tant par rapport à la politique de répression que par rapport à la lutte dans les prisons. La lutte dans les prisons était le reflet de la lutte de classe en Italie durant cette période. Les tensions sociales qui traversaient les prisons depuis la fin des années soixante et leur transformation en un processus de politisation étaient le résultat de la croissance des contradictions sociales ensemble à la politique révolutionnaire.

Les années quatre-vingts ont été une décennie de contre-révolution à tous les effets. La "counterinsurgency" avec les blindés devant les prisons et les "pogromes" à l'intérieur, furent la réponse non seulement contre la lutte dans et autour de la prison, mais aussi contre l'attaque plus générale de la guérilla. Il y eut un autre tournant, aussi dans un sens politique, car les événements qui se sont produits durant les années quatre-vingts incluent de nombreuses questions comme l'affaiblissement de la ligne de masse dans la politique révolutionnaire. Un de nos objectifs depuis le début, a été



de donner une réponse politique à la ligne contre-révolutionnaire qui avait pris pied après la défaite et les arrestations subies par les organisations guerilleras en 1982, en particulier en Italie.

Les gouvernements capitalistes sont en train de tenter de mettre fin à la lutte et à la résistance des prisonniers révolutionnaires en Europe, de quelque manière, pour transformer cette attaque en une arme à pointer contre la perspective communiste et la lutte anti-impérialiste, à jouer contre les organisations combattantes.

Nous avons exposé schématiquement quelles sont les conditions de l'affrontement de classe en ce pays aujourd'hui. Dans cette situation - en particulier en relation à l'actuel ralentissement de l'initiative révolutionnaire d'avant-garde - la contribution des prisonniers révolutionnaires assume des connotations différentes de celles des années précédentes, mais aussi une importance spécifique. Des secteurs du mouvement antagoniste, lequel comme nous avons dit recommence à briser la chape forcée de la trêve sociale et reprend l'initiative à partir de la base, recherchent une confrontation en termes de perspective, du débouché des luttes. Recommencement à s'interroger sur la stratégie révolutionnaire du prolétariat dans les nouvelles conditions.

La dépolitisation est partie fondamentale de l'attaque ici, en Italie. C'est la piste que sont en train de tailler certaines forces politiques après l'épuisement des différentes formules de "solution politique" de la lutte armée, et après que le tabassage des camarades de Novara, l'année dernière, ait mis en évidence que la lutte pour l'identité et pour la collectivité est encore un terrain d'affrontement ici, en prison.

La ligne contre-révolutionnaire contre les prisonniers est une réalité commune à tous les Etats européens, aussi la

lutte des prisonniers révolutionnaires et le mouvement de solidarité doivent se mouvoir et développer comme une réalité commune et unitaire. Ce ne sont pas une chose différente et distincte de la solidarité internationaliste.

En ce sens aussi l'expérience de lutte développée par les camarades prisonniers de la RAF et de la résistance en RFA a été très importante. Et nous en avons été solidaires. De même que de la lutte des camarades prisonniers d'AD et du PCE(r) et GRAPO pour le regroupement. Nous voulons ajouter que dans les prisons italiennes il y a différents prisonniers arabes et palestiniens et qu'au cours des dernières années nous avons fait de nombreuses initiatives de solidarité avec eux contre l'isolement auquel ils étaient soumis.

Nous sommes conscients qu'en cette phase de poussée en direction du "roll back" et d'attaque contre les expériences de la guérilla, nous constituons une des contradictions que la bourgeoisie voudrait clore en sa faveur.

Dans ce contexte, à cause aussi de la situation d'affrontement global qui s'est modifiée, les initiatives des révolutionnaires prisonniers ne sont pas parvenues à ouvrir une brèche dans la ligne dure des Etats impérialistes, et depuis longtemps c'est une situation de pause qui s'est déterminée.

Nous voulons dire deux choses à ce propos, qui reflètent aussi la manière dont nous affrontons politiquement cette situation :

Est nécessaire une vision d'ensemble eu égard à ce qui se joue autour de cette lutte de la part de l'Etat et de l'impérialisme, et en conséquence pour les révolutionnaires. La criminalisation et la répression dérivent de l'objectif du pouvoir de contribuer à la destruction de tout ce qui a été conquis en vingt années d'affrontement avec l'Etat et avec l'impérialisme ici



en Europe. Nous sommes conscients que la nouvelle étape à laquelle est arrivé le mouvement révolutionnaire dans toute l'Europe comprend aussi notre expérience et que notre identité doit être à l'intérieur du processus de construction de ces nouvelles bases.

Il y a la nécessité d'une vision d'ensemble et d'une réflexion plus profonde pour ce qui concerne la situation européenne en ce moment politique particulier. En de nombreux pays européens qui ont une position clé dans le processus d'intégration

européenne, un changement "d'équilibre" est en train d'advenir entre pouvoir de la bourgeoisie et aussi forces d'opposition, et forces antagonistes. Cela signifie évaluer la possibilité de développement des luttes des prisonniers révolutionnaires en ce contexte et comprendre donc qu'il faut des "jambes politiques" avec lesquelles marcher, différentes et plus solides. Nous pensons que la discussion sur la lutte doit être orientée dans cette direction.



#### **GUERRE CONTRE LE «TERRORISME INTERNATIONAL» ET CONTRE-RÉVOLUTION PRÉVENTIVE.**

3. Chaque camarade doit aujourd'hui se demander ce qu'il y a de nouveau dans le processus historique de la lutte de classe et de la révolution prolétarienne. Quels changements sont advenus eu égard aux périodes précédentes.

Les obtus contemplent en permanence et seulement ce qui s'en est allé, jamais ce qui a surgi.

Et ainsi nombreux sont ceux qui restent bouche bée devant le visage télégraphique de Gorbatchev, ou face aux "yeux larmoyants de Mr Arafat" ou les pleurs des prisonniers désormais complètement flippés.

Et qui ne regardent pas l'unicité de sens exprimé par la résistance du peuple contre Pinochet, par les luttes anti-impérialistes en Corée du Sud, par la révolte en Palestine occupée, par les manifs contre le FMI à Berlin. Pour les révolutionnaires, la nouvelle donnée est sans aucun doute constituée par le développement universel de la contradiction prolétariat/bourgeoisie.

Avec beaucoup de force d'expression certains prisonniers de la RAF ont dit au récent procès de Stammheim : "La situation dans les métropoles et dans les 3 continents doit être comprise dans son essence comme situation homogène, et partant de cela, il faut penser et agir".

Nous disons que les processus révolutionnaires dans le monde aujourd'hui ont beaucoup en commun,

subjectivement dans certains de leurs objectifs et objectivement à cause de l'extension supranationale des structures économiques, politiques, militaires de l'impérialisme.

La conscience qu'il n'y a pas de futur dans le capitalisme, dans le système impérialiste, affleure avec une fréquence toujours plus grande dans les situations de lutte les plus variées.

Durant cette crise peu à peu nombre d'illusions sont parties en fumée, de même que nombre de conceptions erronées, et le caractère oppressif et déshumanisant de l'impérialisme métropolitain marque la vie de milliards de femmes et d'hommes prolétaires. Pour eux, la réalisation d'une existence libérée des rapports mercantilisés du travail-profit devient toujours plus pressante.

Dans un interview au journal des sandinistes BARRICADA, un révolutionnaire du MIR chilien a dit : "Le peuple chilien vit aujourd'hui dans une autre réalité économique, il y a une classe ouvrière et un secteur agricole différents, et la jeunesse est une autre, elle travaille avec les ordinateurs, elle visionne la télé qui la fait par l'intermédiaire du satellite entrer en relation, en temps réel, avec tout le reste du monde et rend amorphe. Nous devons nous approprier les concepts à la pratique différente qui existe, à nouvelle réalité sociale, non seulement au Chili, mais dans



toute l'Amérique Latine. Il s'agit de libérer l'homme en tant qu'être humain". (octobre 88)

En somme, il devient possible d'assumer comme donnée de départ pour la perspective révolutionnaire l'homogénéité dans les conditions de la lutte prolétarienne, dans les métropoles du centre et dans celles des 3 continents du Sud du monde. Sans amplification et en ayant bien présent à l'esprit, ce qui les différencie et continuera d'exister.

L'attaque à l'impérialisme dans sa dimension concrète de système économique-politique-militaire planétaire réalise l'intérêt direct de millions et de millions de prolétaires dans le monde entier.

Paradoxalement, l'internationalisme devient "NOUVEAU", réacquérant le sens originel qui lui avait été donné par Marx et par les communistes de la 1ère Internationale ; prolétaires du monde entier, unis contre le capitalisme et sa barbarie, pour conquérir une dimension de vie pleinement humaine.

Lequel sens originel a été progressivement altéré par le révisionisme qui face à "l'immaturité des conditions objectives" leurs a mécaniquement subordonnées la perspective révolutionnaire. A soutenu la priorité du développement capitaliste dans les aires non industrielles (d'Amérique du Sud comme de l'Europe du Sud), et la mentalité corporatiste et chauviniste dans les aires les plus développées ; a divisé "structurellement" les exploités et a nié la possibilité et la nécessité du communisme.

Aujourd'hui toutes les conceptions qui renvoient la transformation révolutionnaire de la subjectivité prolétarienne au temps de l'après-révolution, qui réduisent le pouvoir prolétarien à une gestion plus efficiente des forces productives existantes et qui reproposent dans les rapports internationalistes entre les expériences révolutionnaires la hiérarchie sédimentée par la division internationale de la production capitaliste, ne peuvent développer une stratégie révolutionnaire, ne peuvent réunifier et orienter les tensions émancipatrices que proposent les luttes dans le monde. Ne peuvent faire progresser le communisme.

Il est évident que la révolution mondiale n'est pas une unique poussée explosant simultanément, mais un processus qui avance planétairement, avec de nombreux passages particuliers en son sein, avec des contradictions et des différences concrètes, des ruptures politiques en qui se matérialise le rapport continu entre affaiblissement du pouvoir impérialiste et avancement des luttes révolutionnaires et des situations de pouvoir prolétarien.

Où que la transformation révolutionnaire investit tous les rapports sociaux fondamentaux, soutenue par l'ensemble des luttes et des sujets qui fracturent les conditions imposées par

l'impérialisme. Mais ne se réalise pas pleinement d'un coup ; c'est un processus historiquement contradictoire dans lequel les conquêtes immédiates sont continuellement dépassées par l'avancement du processus révolutionnaire planétaire.

Comme encore plus évident est que l'identité des buts de la révolution mondiale ne vit consciemment que dans le boulot de certaines organisations et collectifs révolutionnaires, et que la possibilité du déploiement d'une pratique offensive qui exprime pleinement cette qualité, dépend de conditions subjectives internationales et nationales complexes que nous voyons aujourd'hui sourdre lentement.

Mais tout cela justifie-t'il de demeurer archiboutés à la définition idéologique de l'énoncé d'éléments de distinction entre les divers processus révolutionnaires ? Non ! La révolution est un processus réel et non un modèle plus ou moins pur et complet.

Le point de départ est toujours la lutte des classes. Et c'est le développement historique concret de la lutte des classes qui a déterminé le seuil définissant les avant-gardes communistes, leur pratique et projectualité ; faisant aussi localement primer la globalité (qualité et extension) de la lutte pour le communisme.

La guérilla métropolitaine doit conférer un sens historique et stratégique aux exigences de changement révolutionnaire global du prolétariat, à la nécessité de transformation de l'ensemble des conditions impérialistes réelles, c'est dans cette dialectique que le prolétariat étend la conscience de ses possibilités et nécessités, sa maturité politique.

"La guérilla est le sujet de la reconstruction de la politique prolétarienne au niveau international" (Brigade Rosse DS 78).

L'expérience du Vietnam et la suite ont démontré que toute désarticulation de la domination politique, économique et militaire de l'impérialisme accomplie par la lutte du mouvement et par la guérilla dans une aire, tout déplacement des rapports de force internationaux en résultant, interagit immédiatement sur les rapports de force dans les autres aires du monde en les déplaçant. Ainsi aujourd'hui se meut la dialectique de l'affrontement, en lui devient possible l'affaiblissement du système tout entier.

"Le capitalisme est une sangsue à deux ventouses : l'une suce le prolétariat métropolitain et l'autre le prolétariat des colonies. Si vous voulez tuer ce monstre, vous devez trancher les deux ventouses. Si vous n'en coupez qu'une, l'autre continuera à sucer le sang du prolétariat, l'animal continuera à vivre."

Les lignes impérialistes de gestion de la crise ont pour objet la tenue de la globalité du système guidé par les USA, lequel est soumis à de très



fortes tensions désagréables. Accentuées par l'enlèvement de l'offensive impérialiste des années 80.

Tel est l'aspect dominant dans la détermination des conditions concrètes d'où part toute expérience révolutionnaire, au Nord comme au Sud. Tout processus révolutionnaire qui veut se développer pleinement et stratégiquement et avancer sur ses objectifs de phase, doit aussi se mesurer directement au niveau d'affaiblissement de l'assiette globale du système.

La crise historique du système impérialiste ayant comme chef de file les USA est animée par la contradiction principale et nécessaire du capitalisme international entre accumulation démesurée de richesse d'un côté et limitation des possibilités de vie des masses de l'autre.

Cette contradiction ne peut être résolue qu'avec la révolution, la lutte des prolétaires dans le monde.

"Il n'existe pas de voies nationales au communisme, parce qu'il n'existe pas à notre époque de possibilité de se soustraire au singulier du système de domination impérialiste" (Brigade Rosse DS 75).

L'unité internationaliste dans la ligne du Front est la voie pour bloquer la porte de sortie de la crise du système impérialiste.

L'aggravation de cette crise ouvre une époque de nouveaux processus de libération et d'émancipation prolétarienne dans toutes les aires du monde, sous des formes historiques déterminées par les conditions subjectives et objectives réelles.

Les difficultés dans la détermination de l'unité politique consciente sur le terrain stratégique doivent être comblées par l'implication subjective pour faire murir dans les passages nécessaires, l'horizon d'une lutte universelle directe contre le système impérialiste ayant des buts révolutionnaires universels : pas uniquement pour combattre la misère économique, en ce qu'il s'agit d'une lutte qui vise à affirmer une nouvelle identité universelle, sociale et politique du prolétariat.

"Le système impérialiste a perdu pour toujours la force politique pour extirper des têtes et des coeurs des hommes la lutte pour la libération, la rupture révolutionnaire comme unique perspective pour une vie privée d'exploitation et d'oppression" (Rote Armée Fraktion, juillet 86).

#### GUERRE AU "TERRORISME INTERNATIONAL" - CONTRE-REVOLUTION PREVENTIVE

1. Depuis la fin des années 70 et face à l'intensification de l'affrontement révolutionnaire et le fait que s'affirme de manière stable des organisations de guérillas dans les principaux pays européens, les lignes de

contre-révolution ont progressivement assumé des formes et une qualité notablement différentes du passé.

On ne peut assurément pas faire remonter l'origine de cette nouvelle qualité aux seules dynamiques spécifiques de chaque pays particulier.

Et d'autant moins, on ne peut l'analyser comme le seul fruit de la coordination des polices européennes.

Il serait idéaliste de sous-évaluer les transformations qualitatives qui adviennent dans les stratégies et structures contre-révolutionnaires aux différents plans dans lesquels elles s'objectivent, national, continental et au niveau du système planétaire.

Le processus révolutionnaire se développe dans un rapport d'affrontement constant avec la contre-révolution.

L'expérience de ces années a démontré que la lutte révolutionnaire qui s'exprime dans une situation spécifique s'affronte progressivement avec une contre-révolution qui renferme les éléments quantitatifs accumulés par le système impérialiste tout entier.

C'est ce que veut dire F. Gonzales lorsqu'il affirme : "il faut combattre le terrorisme avec tous les moyens déjà employés en Europe" (été 87). C'est de là qu'il faut partir si l'on veut contrecarrer les formes spécifiques qu'assume la contre-révolution.

C'est cette donnée qui détermine l'évolution de l'affrontement entre révolution et contre-révolution dans chaque aire.

2. Le modèle contre-révolutionnaire qui guide et coordonne l'initiative répressive dans le système impérialiste a, ces 20 dernières années, subi d'importants changements.

Cela parce qu'on profondément changé le cadre des priorités, intérêts et prospectives qui concourent à la définir.

Le système des relations entre les Etats et les rapports de forces entre les classes sont marqués, lors des 20 années faisant suite à la 2<sup>nd</sup> Guerre Mondiale, par une expansion, qui semblait illimitée, de la puissance économique, politique et militaire des USA, dans un "Nouvel Ordre impérialiste mondial".

A l'intérieur du bloc occidental, le superpouvoir américain est absolu et ses ambitions explicites. La défense de leurs intérêts propres pousse l'administration US à élaborer un véritable et propre modèle de contre-révolution mondiale qui finira par peser sur la régulation des rapports de classe, à l'intérieur du bloc occidental tout entier.

Ce modèle identifie l'URSS comme l'obstacle fondamental qui empêche l'extension du "LIBRE MARCHE" -c'est à dire le système impérial USA- au monde entier et il relie à l'URSS, au système



d'Etats et au réseau de partis communistes qui y font référence, toute expression de lutte de classe.

Aussi bien la lutte politique du prolétariat européen ou nord-américain que les mouvements anticoloniaux en AFRIQUE, ASIE et AMERIQUE LATINE. L'OTAN est le dispositif stratégique pour la guerre intérieure et extérieure, fondée sur le monopole nucléaire et le déploiement militaire US planétaire.

Ce qui par contre s'ouvre à la fin des années 60, c'est la crise d'hégémonie mondiale des USA : crise de caractère économique, politique et militaire.

Tel qu'il est historiquement déterminé, le système impérialiste US devient totalement incapable de régir le niveau d'expansion du capital qui s'est déterminé à l'échelle mondiale.

Pour plus de clarté, il doit être précisé que l'évolution de cette contradiction caractérise historiquement cette phase d'affrontement que nous traversons. Dans le sens où la désagrégation de ce système impérialiste est l'horizon historique des forces révolutionnaires de l'époque présente, qui permettra une considérable avancée d'émancipation et de révolution sociale, de même que la liquidation de l'impérialisme anglais l'a été au début de ce siècle.

Cette crise d'hégémonie US a vu l'émergence au niveau international de nouveaux centres de pouvoir bourgeois comme la CEE et le Japon, mais aussi de fractions d'une nouvelle bourgeoisie au Moyen-Orient, en Afrique, Amérique Latine, Asie. Elle a coïncidé avec l'atteinte de la parité stratégique par l'URSS et le vol en éclats définitif de la séparation rigide entre pays d'origine socialiste et marché capitaliste occidental. Certes pas de leur caractère contradictoire entre eux.

Tout cela a rendu encore plus complexe le cadre des contradictions interimpérialistes et, sans éloigner beaucoup le péril de la guerre, a rendu totalement vaine la possibilité de résoudre, à l'intérieur du vieux modèle contre-révolutionnaire, l'affrontement avec le prolétariat et les processus révolutionnaires dans le monde.

Cela a rendu perceptible l'émergence d'un sujet antagoniste avec des caractéristiques nouvelles comme acteur principal de la lutte anti-impérialiste.

Face à tous ces éléments, le contenu du modèle général de contre-révolution impérialiste en arrive, au fur et à mesure, à assumer une qualité nouvelle par la dimension désormais stable et mondiale de la lutte anti-impérialiste et par la qualité des contradictions sociales qui l'engendrent.

Ce changement s'est imposé du fait de l'étroitesse des marges d'absorption et de flexibilité

du système planétaire impérialiste, compte tenu de l'étroite interconnexion qui le caractérise et des niveaux toujours plus grands d'homogénéité objective et subjective des processus de libération.

C'est ce qu'ils entendent lorsqu'ils disent être "obligés de cohabiter avec le terrorisme".

Dans l'exigence de définir un modèle d'intervention capable de se mesurer avec cette nouvelle dimension d'affrontement, la culture et la politique de la "LUTTE CONTRE LE TERRORISME INTERNATIONAL" et la stratégie opérative contre les "conflits de basse intensité" ont acquis poids et centralité dans la stratégie contre-révolutionnaire.

3. L'ampleur et la profondeur de la crise ont restreint structurellement les espaces de manoeuvre des stratégies économiques et politiques des Etats dans la totalité du monde capitaliste.

Socialement, ces stratégies se sont traduites par une violente pression sur les niveaux de vie du prolétariat, tant industriel qu'en général.

Une pression qui, à partir de la fin des années 80, s'est affrontée avec un processus de maturation d'expériences et d'organisations politiques de classe, révolutionnaires et guérilleras qui, par leurs luttes, ont avec des formes et des intensités différentes eu une incidence sur les rapports de pouvoir.

Processus qui a eu et a une particulière continuité et importance en Europe Occidentale.

Il s'est imposée une progressive autant que substantielle redéfinition, tant des intruments de réglementation et contrôle social que de la définition même d'"intérêt général" de la société. Et par conséquent du rôle et de la fonction de l'Etat tel qu'ils avaient été définis dans la "constitution matérielle" de la "société démocratique" capitaliste qui s'était affirmée dans l'immédiat après-guerre.

Le fait que, dans la politique des Etats, ce que l'on baptise la "LA DEFENSE DE LA SECURITE" devienne prépondérante comme projection première de l'"intérêt général", signifie qu'est advenue une restriction notable des espaces de représentation unitaire de la société.

Le cadre social, la "communauté illusoire" (la "société civile") elle-même est désormais profondément mise en pièce et lacérée.

C'est la forme historique de la contradiction entre rapports de production et croissance des forces productives.

Le fossé entre propriété de la richesse socialement produite et extension du rapport de travail salarié ou d'un travail fonctionnel à l'accumulation se creuse à un rythme toujours plus rapide.

Poussant à l'individualisme, au profit, au bien-être, les messages sociaux eux-mêmes



fortement élitistes et sélectifs accroissent la polarisation sociale.

L'Etat véhicule toujours moins les intérêts bourgeois en les modulant à travers des politiques d'intérêt général (services massifiés, réformes sociales), il les impose toujours plus à travers des politiques de contrôle et répression sociale, au nom du primat du profit et de l'efficacité.

L'Etat ne peut plus chercher de légitimation dans l'affirmation de modèles de consensus collectif. Sa légitimité se base sur la diffusion à tous les niveaux du rapport d'identification individu-Etat et sur les formes de consensus réalisées à travers la participation passive aux représentations du système des médias.

Ce que l'on appelle la "RE-TOTALISATION DU POUVOIR" est effectivement une tendance objective de la société métropolitaine. Elle se rencontre, tant dans le degré de militarisation de l'organisation institutionnelle de la société, que dans la facilité avec laquelle sont véhiculés, à travers les médias, des messages suscitant des états émotifs et paranoïaques, véritable manipulation psychologique.

4. Le modèle de la CONTRE-REVOLUTION PREVENTIVE est la forme politique à travers laquelle la bourgeoisie réagit à la crise sur le terrain des rapports de pouvoir avec l'antagonisme prolétarien.

Aucune lutte ne doit réussir à exprimer de manière stable les intérêts généraux du prolétariat opposés aux intérêts généraux de la bourgeoisie.

En ce sens projeter ce modèle contre toute expression de la lutte politique de pouvoir de classe signifie avant tout prévenir et empêcher que, à quelque niveau que ce soit, se manifeste son avancement.

Les nécessités d'intervention à partir desquelles la bourgeoisie affronte une lutte révolutionnaire sont :

- circonscrire l'"ennemi" pour éliminer de manière "chirurgicale" en évitant que l'affrontement ne s'élargisse et s'approfondisse en termes militaires,

- l'isoler socialement à travers des campagnes de "mobilisation sociale" selon les techniques de la guerre psychologique,

- proposer un modèle de réabsorption, immédiate ou future, qui quoi qu'il en soit permette de montrer une capacité de "désintensification" du conflit.

Au centre de ce modèle, sa conception stratégique est la réduction de toute pratique de lutte, de résistance dirigée vers la modification des ordonnements de pouvoir existants, tant au niveau international que national, à la catégorie "terrorisme". Un dispositif de "dé-politisation" de l'affrontement en fonction de l'anéantissement et du contrôle de l'antagonisme prolétarien, rendu

possible par le degré de militarisation et de diffusion des systèmes de communication mass-médiatisée propres aux sociétés capitalistes métropolitaines.

Ce modèle ne doit pas être réduit à des formes conjoncturelles et aux intensités différentes avec lesquelles il se réalise au cours des différentes situations, car il s'est consolidé dans l'arc de ces deux dernières décennies en un processus continu d'élaboration et d'expérimentation.

La "GUERRE AU TERRORISME INTERNATIONAL" constitue au niveau atteint par les contradictions qui traversent le système planétaire impérialiste, la pleine évolution historique du modèle et des dispositifs de la contre-révolution préventive.

Il n'est plus possible de contenir les processus révolutionnaires en les affrontant seulement pays par pays, non pas tant du fait d'une extension qualitative qui pourrait dépasser les frontières, mais parce que leur simultanéité, continuité et homogénéité de fond les enrichit d'une nouvelle qualité désarticulante.

D'un côté, l'interdépendance des Etats insérés à divers niveaux dans le système impérialiste est accrue ; de l'autre, la présence guérillera dans les processus révolutionnaires établit une continuité qui fait échouer les tentatives de congeler l'antagonisme.

Tout cela affaiblit les lignes de gestion de la crise qui traversent le système dans sa globalité, portant l'affrontement de pouvoir entre prolétariat et bourgeoisie aussi à ce niveau.

5. La "GUERRE AU TERRORISME INTERNATIONAL" est une stratégie de contre-révolution préventive sur une échelle planétaire dont l'élaboration et imposition a eu son principal centre, depuis son commencement, dans le National Security Council du gouvernement US et dans les think-tank de "stratèges" qui lui sont liés.

Au cours des années 70, sa reconnaissance comme modèle contre-révolutionnaire intégré de la part de l'ensemble des Etats occidentaux a mûri. En outre par une série d'accords internationaux, elle a été fixée dans l'implication directe dans les initiatives US, donnant vie en conséquence à une plus grande intégration de l'initiative contre-révolutionnaire conjointe des Etats impérialistes. Ce modèle s'est traduit dans le dispositif opératif de la "GUERRE DANS LES CONFLITS DE BASSE INTENSITE" que synthétise l'expérience antiguérilla accumulée dans la lutte contre les mouvements de libération anticoloniaux des impérialistes britanniques (les SAS furent fondées dans les années 50 pour détruire les communistes malais) comme dans la guerre d'anéantissement du terrorisme sioniste en Palestine occupée et dans le monde et aussi ensuite par les français en Algérie et au Vietnam,



par les USA, etc...

Aujourd'hui, il exprime le point de vue des USA comme centre névralgique du système impérialiste, c'est la tentative d'établir une hiérarchie entre les contradictions et les conflits mondiaux en les ordonnant sur la base de leur importance eu égard aux "intérêts vitaux" des USA.

Après la défaite au Vietnam, les USA ne peuvent plus se permettre pour chaque contradiction une escalade militaire dans laquelle ils seraient directement impliqués pour une longue période.

Cette évaluation de fond guide le déploiement de l'attaque militaire des US qui est l'instrument central de la stratégie de la bourgeoisie impérialiste contre la lutte anti-impérialiste internationale.

La première tâche stratégique qui a servi de fondement à ce modèle est la VISION INTEGREE des processus révolutionnaires et des phénomènes politiques antagonistes dans toutes les aires du monde. Cela signifie que toute initiative US, lorsqu'elle se concentre sur un point, n'est jamais finalisée au seul recul des forces révolutionnaires en ce pôle, mais veut et doit se refléter sur toutes les autres aires de l'affrontement, y compris le territoire social nord-américain lui-même. L'objectif est toujours le recul du camp de la lutte anti-impérialiste tout entier. Sans oublier d'exercer simultanément des pressions sur les autres forces bourgeoises et impérialistes (en particulier sur l'Europe).

La seconde tâche est d'INTEGRER LES DIFFERENTS TERRAINS DE GUERRE A L'INTERIEUR D'UNE UNIQUE STRATEGIE ET INITIATIVE. Ainsi, nous voyons que la guerre d'anéantissement qui assume toujours plus la forme de GUERRE MENSONGE avance de concert avec la GUERRE PSYCHOLOGIQUE D'EROSION de la base sociale des processus révolutionnaires, la MANIPULATION DU CONSENSUS au niveau mondial, le SABOTAGE ECONOMIQUE. Le National Security Council et en son sein le CRISE MANAGEMENT STAFF (ainsi que l'expliquait à merveille le colonel North) centralise dans sa structure tous ces plans d'intervention, les articulent dans les différentes aires, et c'est à lui que servent de têtes-chercheuses toutes les institutions qui président à la politique étrangère des USA, du DEPARTEMENT D'ETAT à l'INTERNATIONAL DEVELOPEMENT AGENCY, à la CIA, à la NSA (service d'espionnage électronique), au DEPARTEMENT POUR LE COMMERCE, au PENTAGONE, à l'OTAN.

Ce modèle et cette structure ont acquis un pouvoir maximal avec l'avènement du staff reaganien et avec sa proposition de déchaîner la contre-révolution sur une échelle planétaire, une véritable "GUERRE INTEGRALE".

Seul ce type de contre-offensive pouvait permettre, dans les "conflits de basse intensité" de faire valoir la prédominance technologique US de manière à restabiliser sa force militaire et

politique sans devoir recourir à une escalade militaire de longue durée. Nul n'ignore les moments à travers lesquels cette contre-offensive s'est concrétisée et s'est développée. Du Salvador à la Libye, de Grenade au Liban, du Nicaragua à l'Angola, des Philippines à l'Europe, on retrouve les étapes de son développement qui, en même temps, marquent le rythme de sa faillite substantielle.

Nonobstant la puissance dévastatrice de ses attaques militaires et le pilonnage de messages terroristes et triomphalistes, cette contre-offensive s'est trouvée devoir faire les comptes avec un élargissement de l'affrontement dans les principaux pôles révolutionnaires, voyant devenir vain l'objectif pour lequel elle était née.

La multiplication de projets de solution politique régionale (ce qu'on appelle les "plans de paix") dont les USA sont, soit directement participants, ou quoi qu'il en soit dans l'attente, témoigne de l'épuisement de la poussée principale qui animait cette contre-offensive. L'appui des USA à certains de ces "plans de paix" (et plus encore à la confrontation au niveau du globe USA-URSS sur les crises régionales) ne nie pas le maintien du modèle de la "guerre dans les conflits de basse intensité" qui demeure le seul, répondant aux caractéristiques objectives de la crise du système et de l'affrontement de pouvoir en son sein. C'est uniquement la stratégie politique qui en guide la réalisation qui, en ce moment, est soumise à une profonde redéfinition, ce qui n'a pas empêché, au début de cette année, d'attaquer de nouveau la Libye.

6. A partir des caractéristiques de l'affrontement révolutionnaire s'étant développé dans les années 70 dans les Etats d'Europe Occidentale, un virage a été rendu nécessaire dans les conceptions stratégiques et les politiques contre-révolutionnaires afin de rendre adéquates les lignes d'intervention des différents Etats aux exigences impérialistes plus générales.

Ce tournant s'est concrétisé dans la "CONVENTION EUROPEENNE POUR LA REPRESSION DU TERRORISME" (présentée au Conseil de l'Europe le 27.01.77.).

Cette convention est particulièrement significative par la position qui la guide et par l'importance qu'elle a eu quant à l'alignement des différents Etats sur les principes et modules opératifs déjà expérimentés par les Etats impérialistes guides (USA-GB-RFA), au delà des différents délais dans lesquels elle a été approuvée par les divers parlements et est devenue loi nationale (en Italie en 86).

Elle est extrêmement explicite dans le positionnement comme référence générale pour l'attaque à la lutte de classe dans son ensemble sur la ligne de la dépolitisation (ou



"criminalisation") de la lutte politique révolutionnaire.

Dans l'impossibilité de définir la catégorie "terrorisme", elle y supplée avec l'énonciation de tous les comportements politiques de classe considérés comme des "délits" contre l'Etat et le système d'Etats impérialistes.

Elle dit : "Nous vivons en démocratie, en Etat de droit où tous peuvent se défendre à travers les institutions, pour cette raison il n'y a pas de dissidents politiques et tout type de violence est injustifiée".

De cette manière, hors du cadre du système institutionnel, tout devient TERRORISME dans les "démocraties européennes". Du point de vue de sa qualité, cette stratégie de dé-politisation de l'affrontement de classe et de contre-révolution continentale marque une modification notable du système législatif de l'Etat bourgeois. C'est une crise du système politique libéral-démocrate et de certains fondements de l'"Etat-nation" qui surgit sans une redéfinition accomplie du caractère général, sans un positionnement des différents problèmes. La nécessité de s'ouvrir à un exercice supranational de la contre-révolution ajoutée à l'annulation du caractère politique de l'affrontement de classe reflètent partiellement cette crise. Ces deux éléments renvoient au plan plus général de réduction de la fonction de l'Etat au terrain de la "SECURITE" et donc, à sa perte de légitimité et capacité de recomposer le cadre unitaire de la société.

Par là, se vérifie aussi comment la difficulté des formes politiques classiques de la domination bourgeoise à affronter de manière stable les contradictions de la formation sociale est une manifestation de la crise plus générale du mode de production capitaliste.

La "Convention" a été le cadre au sein duquel, dans tous les Etats d'Europe Occidentale, se sont développées, ces douzes dernières années, des "législation spéciales anti-terrorisme", contre les BR, la RAF, les GRAPO, AD, l'IRA et l'ETA ; les accords bilatéraux et multilatéraux entre les différents Etats, le système d'extraditions (qui, ces dernières années ont crû de 400 % en Italie) ; la construction de la coordination opérative des polices et des services secrets.

Un processus qui en se développant autour de l'axe OTAN a vu garantir son intégration aux nécessités et aux exigences, exprimés tour à tour, dans l'initiative contre-révolutionnaire US.

"L'OTAN en plus de fournir sa collaboration en mettant à disposition des différents Etats son réseau d'informations, ses moyens logistiques, ses appareils, se charge de la coordination internationale de la lutte contre le mouvement révolutionnaire en Europe. Dans ce but précis, elle a créée en son sein le COMITE DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME" (prisonniers GRAPO, 85).

Mais pour affronter la particularité de l'affrontement révolutionnaire en Europe, un instrument politique opérationnel, tel le GROUPE T.R.E.V.I. (Terrorisme Radicalisme Extrémisme Violence Internationale) constitué à Rome en 76, est devenu indispensable.

Cet organisme qui se réunit, tous les six mois, de manière stable au niveau des Ministres de l'Intérieur, en plus d'avoir une série de commissions stables de travail spécifique qui garantissent continuité et homogénéité, intègre certaines autres sphères qui président à la contre-révolution sur le plan européen tels : le "GROUPE BERNE" opérant depuis 71 et dont font partie les chefs des Services de Sécurité, le "GROUPE DE TRAVAIL TERRORISME", institué en 86 et qui a pour but d'"établir une politique commune à la lumière des informations mises en oeuvre par le GROUPE TREVI" et qui a été finalisé à la confrontation directe avec la politique révolutionnaire du "Front européen de la guérilla".

Les priorités politiques que doit affronter cette intégration dans sa mise en oeuvre sont définies par le réseau d'accords entre les Etats européens. Multilatéraux pour ce qui concerne le cadre immédiatement continental. Bilatéraux pour les spécificités les plus importantes, ainsi que le démontrent les coopérations FRANCO-ESPAGNOLE, ITALO-FRANCAISE, FRANCO-ALLEMANDE, ITALO-ESPAGNOLE.

Mais cette intégration a un verso opératoire tout aussi important dans l'implication des Etats les plus immédiatement philo-impérialistes de l'aire méditerranéenne. Les récents accords établis avec l'Egypte, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie sur la définition d'objectifs communs dans la politique contre-révolutionnaire sont à comptabiliser à côté d'autres plus anciens et éprouvés avec la Turquie et plus encore avec "Israël".

L'élargissement de la "SECURITE EUROPEENNE" à l'aire méditerranéenne dans son ensemble témoigne de l'inséparabilité des intérêts des bourgeoisies européennes du fait des contradictions qui traversent cette aire.

Mais de plus, elle définit la qualité globale de l'intégration des politiques contre-révolutionnaires en vigueur en Europe comme élément de base de la formation du BLOC EUROPEEN en tant que pôle impérialiste unitaire.

7. Dans la lutte et le débat révolutionnaire en Italie, la conscience de la qualité continentale des principaux lignes et choix contre-révolutionnaires de l'Etat remonte maintenant à de nombreuses années.

Dans la DS 75, les Brigade Rosse disaient :

"Face à la revendication de pouvoir qui est à la base des mouvements des forces communistes sur le continent européen, la contre-révolution



impérialiste n'assume une spécificité différente que par ses formes et intensités, non par sa qualité".

Ces dernières années, il est évident combien cette conscience a vécu de façon contradictoire dans le sens où, même si la dimension supranationale des politiques contre-révolutionnaires, avec lesquelles s'affrontaient la guérilla et les luttes révolutionnaires, devenait encore plus visible (et très nombreux sont les exemples qui le démontrent), il est ardu de saisir les implications que comporte cette donnée politique dans le concret de l'affrontement de classe.

Une confusion qui, en de nombreuses composantes du mouvement révolutionnaire et de classe, a fait avancer l'évaluation selon laquelle la qualité atteinte par la contre-révolution est principalement réductible à des formes de "répression urgente" en voie de dépassement !

Au cours des vingt dernières années, l'attaque contre-révolutionnaire directe à la lutte révolutionnaire n'a jamais cessé de croître dans la totalité des pays d'Europe Occidentale. Et il ne s'est jamais seulement agi de réponses conjoncturelles destinées à affronter telle ou telle urgence, mais d'une donnée permanente, un véritable processus qui s'est développé avec les formes et les passages imposés par la croissance des mouvements de lutte et de l'initiative de la guérilla dans chaque pays.

En Italie, il en a été ainsi.

Avec l'offensive que l'Etat a mis en exécution dans le courant de l'Automne chaud 69-70, qui à travers la campagne de massacres, d'arrestations de masse, de destruction de nombreuses avant-gardes avait comme finalité de mettre en déroute et de faire reculer ces mouvements de lutte, sur l'axe politico-institutionnel du renforcement de l'Etat à travers ce qu'on appelle le "golpisme blanc".

De la même manière, durant la seconde moitié des années soixante-dix, avec l'occupation militaire des villes (qui se traduisait par les généraux des CC (carabinieri -Ndt) dans les préfectures et les blindés aux carrefours), avec l'oeuvre de délation capillaire réalisée par le PCI et le syndicat, avec la loi Cossiga et les premières incitations institutionnelles à la collaboration, les prisons spéciales que l'Etat impose pour faire front à un mouvement de masse offensif et à une guérilla qui mettait en forte crise son pouvoir en bloquant l'intégration supranationale et la transformation de l'exécutif vers un renforcement de celui-ci que devait garantir le "gouvernement de solidarité nationale".

Et de même aujourd'hui, avec la ligne de contrôle déployé et d'attaque sélective pour prévenir l'avancée et la maturation d'un nouveau processus d'unification des luttes prolétariennes et de reconstruction d'un tissu d'avant-garde autour de

la guérilla qui commence à être tangible et qui trouve une perspective politique stratégique dans le Front révolutionnaire combattant en Europe Occidentale ; une ligne contre-révolutionnaire étroitement liée à la refondation institutionnelle de l'Etat et à l'intégration économique et politique de l'Europe.

Derrière ces passages, il n'y a jamais eu aucune solution drastique de continuité, aucun niveau qualitatif de cette initiative n'a jamais été abondonné, au contraire s'ajoutant et s'intégrant l'un à l'autre : de l'instrument des massacres à celui des blindés dans les rues, de la torture à l'isolement en prison... jamais le processus de militarisation de l'affrontement n'a fait de substantiels pas en arrière. Si ce n'est dans ses formes les plus apparentes.

Dans son activité, la contre-révolution ne replie jamais les instruments militaires et politiques qu'elle réussit à mettre en place au cours des différentes phases : elle en synthétise toujours la qualité dans son agir face aux nouveaux phénomènes révolutionnaires.

Derrière les bavardages et les mystifications des marionnettes ventriloques d'Etat sur la "fin de l'urgence", sur la "nouvelle pacification", l'initiative d'anéantissement n'a jamais cessé de se développer.

Si ces dernières années, la machine n'a pas atteint une "visibilité" correspondant à sa dimension réelle, c'est parce que la conjoncture particulière traversée par l'affrontement ici lui a permis de maintenir un "profil bas", de se mouvoir surtout sur le terrain préventif, tout autant dévastateur pour le tissu de classe.

En effet, ces deux dernières années, des camarades ont été arrêtés par centaines, les attaques aux structures du mouvement ont été incessantes ; il suffit de penser aux opérations contre les camarades du "Bolletino", du Kamo, contre divers centres sociaux et aussi contre des groupes informels de militants, et les opérations contre la guérilla. Une initiative constante qui a acquis de plus en plus de capacité de pénétration, tant par le degré d'intégration supranationale que par l'interconnexion plus fonctionnelle entre les forces anti-guérillas sous la direction des services secrets.

L'attaque directe à la lutte révolutionnaire ne peut s'arrêter, ne peut permettre que se consolident de nouvelles expériences antagonistes, ne peut permettre que les éléments de perspective atteints trouvent vérification et renforcement dans les luttes, les usines et les quartiers.

Le message réitéré sans relâche doit toujours être le même : hors des institutions, c'est l'anéantissement.

L'attaque aux stratégies contre-révolutionnaire est une ligne d'intervention politique et pratique qui est nécessairement présente dans le processus



révolutionnaire tout entier.

La clandestinité est une acquisition stratégique qui doit enrichir l'expérience pratique de l'organisation prolétarienne et communiste à tous ses niveaux d'expression. C'est elle qui garantit la possibilité de la continuité et l'avancement du processus révolutionnaires en ces conditions historiques et en cette qualité d'affrontement entre révolution et contre-révolution.

8. Durant ces années, nous avons aussi appris qu'il est nécessaire de se mesurer avec un autre élément constitutif de la qualité contre-révolutionnaire : l'attaque politique par lignes internes à la guérilla et au mouvement de classe.

Comme nous vu, la dimension "directe", militaire, de l'initiative contre-révolutionnaire doit s'exprimer par une pression à la recherche d'effets toujours plus dévastateurs. Progressivement cette dimension doit cependant être nécessairement intégrée par des dispositifs politiques qui servent à en renforcer et en multiplier les effets parmi les rangs révolutionnaires. L'initiative "militaire" a des limites historiquement déterminées, celles-ci une fois passées, elle risque d'étendre les contradictions, en polarisant et renouvelant l'affrontement là où il semble qu'elle soit en train de l'étouffer.

Pour être incisifs, ces dispositifs politiques doivent refléter les caractéristiques des sujets révolutionnaires qu'ils doivent neutraliser.

C'est une véritable loi de l'affrontement entre révolution et contre-révolution dans la métropole. La contre-révolution ne peut plus attaquer la guérilla sur le plan exclusivement militaire, c'est là l'origine des diverses opérations à travers lesquelles l'Etat donne une importance politique à toutes les formes de défection qui se manifestent dans le camp révolutionnaire.

C'est l'unique moyen pour définir un terrain politique sur lequel chercher à circonscrire et à affaiblir stratégiquement la guérilla, là où le modèle de la dé-politisation n'a plus d'effet.

L'affrontement révolutionnaire n'est pas une avancée linéaire et progressive. Il est fait de flux et de reflux. L'expérience enseigne que la guerre de longue durée dans la métropole traverse des phases différentes avec de fortes

transformations dans la subjectivité révolutionnaire qui est investie par toutes les tensions et contradictions qui s'échappent de l'alternance de ces phases. Il n'existe pas de conscience révolutionnaire statique, ni de capacité donnée une fois pour toute à être éléments propulsifs de l'affrontement. Il se crée des conditions de faiblesse dans lesquelles certains militants se posent comme individus, hors de l'identité collective

L'Etat cherche "lucidement" à utiliser cette dynamique afin d'assécher la continuité, pour miner la crédibilité et pour empêcher le développement futur de la guérilla.

C'est dans cet affrontement que les "opérations de solution politique" dépassent la limite de la "réflexion individuelle" ou de l'"éloignement des tâches trop lourdes de militance révolutionnaire" et deviennent inévitablement pratiques de collaboration, encouragées et rétribuées par l'Etat.

Par dessus tout, l'Etat métropolitain cherche toujours de nouvelles formes de légitimation et donc à plus forte raison, à attirer dans ses rangs qui l'a frontalement combattu.

Dans le IIIème livre du Capital (chapitre 3), Marx lui-même disait déjà :

"Plus une classe dominante est à même d'absorber les hommes les mieux dotés des classes dominés, plus solide est sa prédominance".

LA SOLUTION POLITIQUE CONSTITUE L'AUTRE FACE DE L'OFFENSIVE MILITAIRE D'ANEANTISSEMENT, contribue à la construire, s'intègre à elle et en est, à son tour, relancée.

C'est une figure constante d'intervention qui se concrétise ensuite en opérations spécifiques d'intensité différente chaque fois que s'en présente la possibilité. Des opérations qui ne sont pas seulement le fruit des nouvelles conditions conjoncturelles et qui, pour cette raison, se vérifient dans tous les Etats d'Europe. Il est évident que le terrain dominant pour faire front à ces attaques est celui du renforcement, en termes projectuels et de lutte, du choix collectif à la base de l'agir révolutionnaire.

La continuité de la guérilla dépend de la capacité de mouvoir à nouveau et renforcer continuellement la subjectivité dans les conditions de l'affrontement.

Camarades avec lesquels il est possible de correspondre en français:

Lorenzo Calzone  
Carcere Via Spozesca  
28100 NOVARA

Natalia Ligas  
Caterina Spano  
Maria Pia Vianale  
Via Aspromonte 100  
04100 LATINA

Giovanni Gentile Schiavone  
Michele Pegna  
Carcere Via S. Biago 6  
81030 Carinola (Caserta)



# Schengen, le laboratoire européen.

## IMMIGRATION, EXTRADITION, CONTROLE DE POPULATION...

L'accord de Schengen, signé en juin 85 et ratifié par l'assemblée française au début de l'été 91, concrétise un pas décisif dans la formation d'un centre impérialiste sur le continent européen, une étape clef dans les multiples projets communautaires à leur phase ultime. Ainsi pour les gouvernements et en particulier ceux français et allemand, Schengen n'était pas "une enclave à l'intérieur des frontières de la Communauté Européenne. C'est un laboratoire dans lequel sont expérimentées des solutions aux problèmes que devront résoudre les Douze pour atteindre l'objectif fixé par l'Acte Unique. Ainsi l'action menée à cinq facilitera et accélérera les travaux des Douze..." (texte du Ministère des Affaires étrangères).

Faciliter et accélérer la construction de la communauté, telles sont bien les bases historiques de ce traité.

Lors de la crise économique et de la grande récession de 80-82, et dans l'imposition du redéploiement impérialiste, la dynamique pour la constitution d'un centre capitaliste concurrentiel sur le continent entra en contradiction irrésolvable avec l'antérieure démarche progressive reposant essentiellement sur une notion de libre échange; et donc sur des concepts économiques et commerciaux d'internationalisation issus de l'après-guerre et de la division sociale capitaliste du travail qu'elle avait établie.

La tendance à la monopolisation dans les grandes manoeuvres industrielles et financières accentuées au tournant des années 80, loin de créer une harmonie entre les forces impérialistes, produisit plus encore de contradictions et de luttes entre les diverses fractions du Capital au niveau mondial, dans chaque zone géo-politique et bien évidemment dans chaque pays. Ainsi dans les contradictions à la construction européenne, il est possible de saisir, au delà des conséquences immédiates de la concentration et de l'accélération des développements inégaux du Capital dans les diverses parties du continent, une phase essentielle de lutte de classe, interne à la domination bourgeoise.

D'un côté, essentiellement une fraction de la bourgeoisie interne ou liée à la partie du capital monopoliste affaiblie par la crise et expulsée du bond technologique qui cherchait encore un illusoire répit dans une solution nationale. Mais de fait, cette vaine conservation accentua encore plus sa dissolution comme capital et à terme,

comme nous le voyons aujourd'hui, sa perte totale de force politique d'influence.

De l'autre, la bourgeoisie monopoliste qui a étendu sa puissance économique et politique dans la phase de monopolisation et qui, dans la constitution communautaire, perçoit davantage encore une possibilité d'asseoir réellement son pouvoir par une véritable dimension concurrentielle au coeur du bloc impérialiste (USA, Japon, Europe).

Ainsi à tous les niveaux du processus de construction européenne, il est possible de constater clairement qu'il n'est pas la constitution pacifique et rationnelle d'un club d'Etats pour le progrès, mais bien le produit d'une lutte de classe acharnée, lutte qu'il renforce à chaque bond en avant de sa réalisation. C'est-à-dire, l'extension de la lutte des deux principales classes en présence, Proletariat et bourgeoisie, mais aussi aggravation des contradictions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, aux niveaux international et interne.

Pour le processus communautaire, l'année 83 est cruciale. La rivalité interne entre Etats et intérêts est arrivée à son paroxysme, les uns poussant vers le saut de l'unité, les autres freinant des "quatre fers"; du sommet d'Athènes au réaménagement monétaire et au budget commun, tout va mal et la crise communautaire s'étend.

Mais dans la coulisse, le premier clan a durci ses positions en réactivant le maître d'oeuvre européen: l'axe Paris-Bonn.

En effet, l'interaction des deux Etats est au centre du processus communautaire depuis sa formation; parfois extrêmement contradictoire, elle fut pourtant toujours le moteur décisif des accords nouveaux, de la CECA (Communauté Charbon Acier) au Traité de Rome.

C'est précisément autour des cérémonies du 20ème anniversaire d'un traité essentiel à la marche continentale, le Traité de Paris entre Adenauer et De Gaulle en janvier 63, que se forment les nouvelles stratégies du couple franco-allemand; Et malgré la persistance de la crise communautaire, dès la présidence française du Conseil, au sommet de Fontainebleau (juin 84), le principe de levée des frontières devient un objectif à moyen terme pour l'ensemble des partenaires.

Dès le mois suivant, la France et la RFA signent le Traité de Sarrebruck, instituant tant la suppression des frontières que la mise en place de "mesures de coopération" en matière de sécurité publique. Traité qui un an plus tard voit son extension dans l'adhésion du Bénélux, à Schengen.



Cette marche forcée franco-allemande dynamisa l'ensemble des processus d'intégration, tant politiques qu'économiques, tant militaires que financiers. Le virage est irrémédiable. Par exemple, au cours de l'année 85, le Conseil brise la résistance de l'Europe du Sud en projetant les "programmes intégrés méditerranéens" qui permettent l'inclusion du Portugal et de l'Espagne (juin 85) il constitue également l'Europe technologique avec Eureka... Mais surtout cette dynamique portée par l'axe Paris-Bonn permet l'étude et le vote de l'Acte Unique.

Dès ce moment là, Schengen précèdera toutes les grandes décisions communautaires dans les domaines d'espace commun et de coopération sécuritaire, telle l'adoption par la CEE (juin 90) de la Convention sur les demandes d'asile dans la communauté, un texte largement inspiré de l'accord des 5. Cette convention et divers accords en matière de justice et de police permettront l'élargissement de Schengen à l'Italie (automne 90), à l'Espagne et au Portugal quelques mois plus tard.

Liée à la création d'un marché intérieur et d'une unité monétaire prochaine, l'intégration de Schengen poursuit une logique de formation étatique; en instituant une frontière extérieure, immédiatement renforcée, et en homogénéisant l'action judiciaire, policière et administrative interne. Cette logique étatique se retrouve bien évidemment dans l'interpénétration des "souverainetés" et des rapports de pouvoir. Ainsi "puisque les contrôles internes sont reportés aux frontières extérieures, la convention détermine un cadre dans lequel la coopération des services chargés de veiller à la sécurité publique pourra se développer. Afin qu'une police puisse exercer un contrôle commun au nom de plusieurs Etats et prend en compte les intérêts des 5 pays en n'importe quel endroit des frontières extérieures... (texte à propos de la convention complémentaire, Ministère des Affaires étrangères).

Mais au delà, la sécurité de chaque pays est aussi partagée avec les autres signataires en ce que le monopole de la violence publique (un des piliers essentiel de l'Etat souverain) est exercé en continu par les polices des différents territoires. En effet, le traité institue la possibilité de poursuite, la possibilité de procéder à des arrestations et la possibilité de faire usage des armes (Art 41: alinéa "e", même condition fondamentale que la police française), mais surtout la possibilité de développer un contrôle informatique de la population des 5 pays, et de surveiller ou de neutraliser des activités pouvant remettre en cause la sécurité de l'ensemble des pays signataires...

Comme nous le voyons, Schengen ne peut être résumé à un projet d'exclusion et de rejet dans le renforcement des frontières extérieures, et dans la subordination des étrangers immigrés ou en transit même si ce point est, pour l'heure, le plus immédiatement et le plus dramatiquement perceptible. Sécurité extérieure et sécurité intérieure sont dans les rapports d'imposition, un seul et même mouvement. Et ce traité en est caractéristique.

Schengen inscrit les frontières extérieures et par là, la nouvelle qualité de l'habitant-sujet et celle de son contraire, le non-résident.

Les premiers articles codifient ainsi le franchissement des limites extérieures, le droit de séjour et le contrôle permanent des personnes admises comme résidents sous condition, et bien sûr, si nécessaire les sanctions aggravées et étendues; par exemple: "instaurer des sanctions appropriées à l'encontre de quiconque aide ou tente d'aider... un étranger à pénétrer et à séjourner sur le territoire d'une partie contractante" Art.27, suit une réglementation stricte des demandes d'asile politique et leur traitement intégré.

Une des constante de toute formation spatiale capitaliste est, bien sûr, celle de la simultanéité de sa constitution à l'uniformisation-polissage interne de ce territoire délimité; et cela jusqu'au paroxysme qu'ont pu représenter les formations de l'Etat turc de Kemal Atatürk ou de la Grande Allemagne hitlérienne avec l'orchestration des génocides des peuples arménien, juif, kurde, tzigane... Une tendance d'autant plus étendue et aggravée que tout bond à l'Etat se réalise dans une période de contradictions extrêmes et de crise -comme partie de la résolution-, c'est-à-dire, également une phase d'intense lutte de classe et de concurrence entre les différentes fractions et groupes, entraînant inmanquablement chauvinisme, réaction et racisme.

Des problématiques ô combien actuelles, illustrées ici par les expulsions de masse et le retour à la "politique des charters"; ou encore d'un droit d'asile toujours plus accordé au compte-goutte (en 1990, l'OFPRA a rejeté 92% des dossiers).

Des problématiques qui ne pourront que s'intensifier avec la subordination constituée par les actes et interprétations locales du traité scélérat.

Et c'est pour cela que des luttes comme celles des "déboutés" ou de la "double peine" sont, dans la période, essentielles pour briser la marche du projet étatique. Depuis ce printemps, en France, le combat des "déboutés" s'enracine et se développe; en Avril, des réfugiés kurdes et turcs ont engagé une grève de la faim à Bordeaux avec comme



# **FRONT**



**de la guerre révolutionnaire**



revendication unitaire "des papiers pour tous les déboutés", une grève qui s'est étendue à Fameck, Strasbourg, Mulhouse, St. Dizier, Paris... jusqu'à la grande manif du 25 mai. Et partout sur le territoire de Schengen, on peut voir combien cette lutte est commune à tous les réfugiés en situation de plus en plus précaire. Cette lutte matérialise et renforce la résistance populaire à l'intégration réactionnaire du Capital en Europe occidentale, et elle doit être un des axes essentiels de l'unité de classe sur le continent, une unité dans le combat et la solidarité.

Une unité contre le chauvinisme, le fascisme et le racisme.

Une unité contre le flicage et la terreur policière.

C'est-à-dire, une véritable détermination à s'armer de son auto-organisation contre l'oppression et la ségrégation, et pour la défense des quartiers populaires.

Schengen est le produit -dans la logique- de l'interdépendance d'une phase intense de fusion des capitaux -cartellisation- sur le continent avec une extension de la lutte des classes; ainsi à partir de ce procès, le traité reflète et matérialise une nouvelle qualité de la domination de classe.

Il n'est donc pas uniquement rapport inclusion-exclusion, car sa logique étatique se fonde, au delà du seul économique, sur la délimitation de l'espace mais aussi sur son homogénéisation interne et la subordination qu'elle instaure.

De fait, cette détermination de pouvoir réalise l'unité des habitants, dans le même temps où elle forge leur contrôle dans l'isolement social -l'individualisation- et la répression.

L'espace dans sa constitution institutionnelle -qu'est sans aucun doute Schengen comme signification de la transétatisation européenne- est le produit du processus territorial de la lutte de classe. Et en conséquence, l'unité des individus-sujets de Schengen est aussi leur division irréconciliable dans la guerre civile de classe.

Le traité ne peut être que le reflet de ce procès de lutte de classe et il est la tentative de résolution réactionnaire, dans un degré supérieur, des politiques de contrôle social et de contre-révolution. Tel est le sens des articles sur l'entraide judiciaire et la coopération policière, avec des procédures telles qu'entre autres, les enquêtes et poursuites "supra-nationales" et les extraditions automatiques; ou une sur-réglementation de la possession d'armes (pas moins de 15 articles soit 1/10ème de l'ensemble du texte!).

Schengen se trouve également articulé au quadrillage de la population et à la surveillance des comportements politiques et sociaux antagonistes, avec la création du Système Informatique de Schengen; le SIS est un contrôle informatisé permettant la centralisation et la diffusion de toutes les données en matière de sécurité interne. Ce système s'inscrit dans le mouvement actuel des législations sur l'identification, le contrôle et assignation permanente des habitants-sujets isolés socialement et résignés à être catégorisés. Mais au delà, dans les phases de crises aigües, ce système est utilisable en connexion directe et permanente, comme ce fut le cas lors des opérations militaro-policières en Europe occidentale durant la guerre du Golfe.

La mise en place des conditions d'application du traité de Schengen a considérablement accéléré et orienté, sur tout le territoire européen, le processus réactionnaire d'intégration et d'homogénéisation des institutions et appareils étatiques, des politiques et des législations de l'ensemble des Douze, et de plus d'un pays quémendeur. Une accélération et une perspective réactionnaire car Schengen matérialise la logique étatique actuelle, autoritaire et ségrégationniste; une qualité fondée dans la polarisation extrême de la division sociale du travail impérialiste. C'est-à-dire de fait, la ligne de domination de la bourgeoisie face au Sud et face au prolétariat et aux opprimés du monde entier.

Dans chaque territoire européen, la généralisation de ses applications ne sanctionne que le procès de conditions de sécurité les rendant possibles. Ainsi par exemple, l'Italie a adopté la loi Martelli et l'Espagne de même avec une loi sur l'immigration et une autre sur la Sécurité Publique, avant d'accéder au rang de partenaires agréés. Ou plus récent encore, le projet espagnol de présenter la "Ley de Datos informaticos" rendant compatible son système de contrôle et surveillance informatique avec le SIS. Dès qu'un pays des Douze acquiert la qualité de contrôle et répression requis sur les deux fronts, tant celui de la pacification intérieure que celui de la protection vis-à-vis de l'extérieur, il rejoint Schengen, dernière station avant l'unité de la CEE.

A part quelques luttes sporadiques contre ses applications particulières et locales, la marche du traité n'a rencontré que peu de résistance. Une nouvelle fois encore, Schengen démontre la difficulté pour la résistance et l'antagonisme du prolétariat à agir et à s'organiser au niveau correspondant à l'enjeu réel de l'époque et du projet de domination qu'est la construction de la



CEE comme pôle impérialiste. Mais si cette intégration réactionnaire de la bourgeoisie continentale révèle bel et bien la faiblesse politique et pratique de la gauche révolutionnaire, elle

établit simultanément, avec un caractère décisif, un espace nouveau et une trame de conditions objectives régissant une nouvelle et indispensable unité de classe et sa réalisation dans un combat déterminant.

---

27 MARS 1991, EXTRAIT DU COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES.

**"L'action internationale du Ministère de la Justice.**

1. Dans le domaine pénal, le Ministère de la Justice a la volonté de développer l'entraide judiciaire et de contribuer activement à la promotion internationale des Droits de l'Homme.

Le développement de l'entraide judiciaire pénale est nécessaire pour lutter contre la criminalité organisée... L'entraide judiciaire sera particulièrement renforcée avec les Etats européens signataires de l'accord de Schengen, supprimant les contrôles des personnes aux frontières entre ces Etats.

2. En matière civile et commerciale, l'action du Ministère visera essentiellement au rapprochement des législations, à la mise au point des conventions d'entraide et au développement du droit à la communauté économique européenne...

3. Dans le domaine de la coopération juridique et judiciaire, le Ministère de la Justice renforcera sa coopération avec les pays d'Afrique et l'étendra aux pays d'Europe Centrale et Orientale.

... Pour faire face à l'ensemble de ces missions, un service des affaires internationales et communautaires sera créé à l'administration centrale."



**DÉCLARATION DU GROUPE ANTIFASCISTE DE FRANKFURT**

Le 26.4.1990, le deutsche Bundestag (assemblée fédérale) vota la nouvelle loi sur l'immigration et le 11.5.1990., le Bundesrat (conseil fédéral, équivalent du Sénat) la ratifia. Cette loi est entrée en exercice le 1.1.1991.

Depuis à peu près dix ans, les différents gouvernements avaient essayé de promulguer/d'imposer une nouvelle loi sur l'immigration, sans résultat cependant. Le refus des différents groupes sociaux ayant été trop étendu.

Ce ne fut seulement que dans l'excitation de "l'unité allemande" que les conditions attendues depuis fort longtemps, se trouvèrent enfin réunies. Ain-

**EXTRAITS D'UNE INTERVENTION, LORS D'UN MEETING CONTRE LA NOUVELLE LEGISLATION SUR L'IMMIGRATION.**

si, à part quelques protestations-alibi, le tout est passé dans un laps de temps relativement bref et sans résistance sérieuse. Car après l'écroulement du mur, la disponibilité de l'opposition parlementaire à coopérer à l'édification du "nouveau mur" -la loi sur l'immigration- a fait un véritable bond en avant. Le nouveau mur est la garantie que la forteresse européenne pourra se protéger contre tout ce qui vient de l'extérieur.

La loi qui existait jusqu'alors datait de 1965. celle-ci prolongeait elle-même la tradition national-socialiste de la réglementation policière allemande.



de de l'année 1938.

Et c'est justement cette législation qui a été renforcée aujourd'hui !

D'une part, elle sert à mettre une force de travail plus couteuse et sans droit à la disposition du capital allemand.

De l'autre, les foyers de l'âme populaire allemande sont également alimentés des clichés racistes et nationalistes, longuement expérimentés.

Le 31.1.1982, 11 professeurs réactionnaires avaient publié le dénommé "manifeste d'Heidelberg". Pour la première fois à l'époque fut propagée publiquement la défense d'un intérêt populaire et raciste fondé contre les non-allemands : une demande essentielle de cette clique de professeurs était la jonction de la revendication de la réunification avec une loi politique sur l'immigration : "de même, nous ne reculons pas en rappelant que le préambule de la constitution concernant comme un devoir le but donné de la réunification, pourrait être mis en danger au plus haut niveau par la politique d'immigration en vigueur. Quelle est la réunification qui pourra être possible, si des parties du territoire deviennent ethniquement étrangère ?". Ce qui à l'époque était dénoncé comme fascistoïde, est aujourd'hui la politique étatique réelle !

La politique de l'immigration repose sur le concept raciste du "peuple allemand" : "appartient au peuple allemand, celui qui s'est déclaré dans son foyer pour l'esprit populaire allemand (volkstum), pourvu que cette reconnaissance soit confirmée par des signes particuliers tels que l'origine, la langue, l'éducation, la culture" (Loi fédérale sur l'expulsion). La définition de 1937 était exactement la même, avec pour seule différence, qu'elle était plus longue d'une ligne : "appartenant au peuple allemand est celui qui se déclare comme membre du peuple allemand, pourvu que cette reconnaissance soit confirmée par certains faits, tels que la langue, l'éducation, la culture, etc. Les personnes d'origine sanguine étrangère, en particulier juive, ne sont jamais membre du peuple allemand, même si elles se sont déclarées telles jusqu'à présent."

L'Etat allemand trie les êtres humains en différents groupes avec différents droits.

A la première place de cette hiérarchie se trouve l'homme allemand et derrière lui l'homme européen. Suit la femme européenne, dans la mesure où elle lui apparaît assez blanche. En dessous se trouvent les hommes extra-européens, qui ne proviennent pas de métropole capitaliste, donc du "Tiers-Monde", à un niveau encore plus bas, c'est à dire respectivement la femme toujours à une échelle moindre dans cette hiérarchie, le demandeur d'asile se trouve tout à fait en bas de l'échelle.

Citation d'une partie de la motivation de la nouvelle loi sur les immigrés "Pour la République Fédérale Allemande existe du reste d'amples et divers devoirs d'admission, qui sont supposés dans la réglementation du droit général à l'immigration, et dont l'exécution ne doit pas être entravée par l'afflux d'autres populations provenant d'Etats n'appartenant pas à la Communauté Européenne.

En premier lieu est à désigner le devoir d'admission d'Allemands".

Le ticket d'entrée en R.F.A. pour les gens qui ne sont pas en possession de papiers allemands (ou qui ne peuvent justifier d'ancêtres S.S.), relève du tampon "apte au service du Capital et de la politique".

A une époque il était déjà question dans le programme des "Républicains" (équivalent au F.N.) de la revendication : "l'interdiction d'embauche existant est à conserver. L'admission seulement avec des contrats à temps déterminé,

selon le principe de rotation en vigueur en Suisse". C'est cette revendication qui a été aujourd'hui admise.

Puisque cette nouvelle loi sur l'immigration différencie encore plus les titres de séjours, ainsi le gouvernement fédéral se donne un fondement légal pour se procurer ou rejeter des immigrés selon ses besoins exclusivement. Ceci est particulièrement évident avec le statut de "permis de séjour à temps déterminé" dernièrement promulgué, qui est lié à une fonction précise et délivré pour deux années tout au plus. Au-delà, les travailleurs saisonniers ainsi recrutés peuvent se voir soumis à toutes restrictions de circulation et de séjour et se trouver fixer dans certaines professions déterminées.

Le statut de ce permis de séjour à "temps déterminé" est d'évidence un statut pour travailleur(se)s astreints aux travaux forcés (un statut d'esclavage), qui est - pour ainsi dire - délivré d'après le critère de l'"appartenance sanguine".

Les femmes sont alors estampillées comme aptes, lorsqu'elles se présentent comme travailleuses potentiellement exploitables à moindre coût et sans droit ou lorsqu'elles sont prêtes, à soigner en tant que femmes au foyer la force de travail masculine utilisée par l'économie allemande. Si elles refusaient ces fonctions qui leur sont imparties, alors l'Etat fédéral ne verra en elles plus aucune utilité, et elles n'auront plus rien à faire ici. A cette fin, la garantie est établie par les paragraphes 17 et 19 des statuts de séjours qui lient le "regroupement familial", à la soi-disant "préservation de la communauté familiale" et, dans le paragraphe 19, à la "communauté de vie conjugale". Ce sont des paragraphes pour les femmes : car pour 95 % des cas, ce sont les femmes qui sont concernées par ce regroupement familial. Et le contenu de cet enchaînement à la "communauté de vie conjugale" est bien connu pour ses implications. Par exemple, une femme qui se réfugie dans une "maison pour femme" avant la fin de la prescription des 4 ans, court immédiatement le risque d'être expulsée.

L'Etat constitue en outre avec le paragraphe 17, un instrument de direction de sa politique démographique : car le permis de séjour est lié à la justification d'un logement satisfaisant. Et au fait que tous les enfants sont dès l'âge de six mois astreints à la possession d'un titre de séjour ; dès leur deuxième année, le domicile est en outre régulièrement contrôlé et à chaque nouvel enfant, le titre de séjour se trouve ainsi remis en question. En cela, les femmes "non-allemandes" sont astreintes à un contrôle démographique, étatique réglementé.

S'ajoute à cela, que dans la loi sur l'immigration est spécifié que : "L'étranger a le devoir de s'intégrer à l'ordre juridique, social et économique de la R.F.A., de respecter les valeurs conceptuelles politiques et culturelles existantes ici et de ne pas s'exclure de l'environnement allemand qu'il a librement rejoint en tant qu'étranger. De même, la volonté à la préservation de l'identité culturelle de l'intéressé, ne doit pas servir de prétexte à une auto-isolation, à une attitude de refus négatif contre les influences culturelles allemandes."

Quelles sont donc ces valeurs que nous devons représenter ?

Devons nous commencer à aimer cet Etat ?

Devons nous être intérieurement au garde-à-vous, lorsque les flics nous demandent les papiers d'identité ?

Devons nous nous laisser imposer la même mentalité de concurrence telle que celle qui fonctionne quotidiennement ?



Opprimer ceux qui sont plus bas et courber l'échine devant ceux qui sont plus haut ?

Ou nous habituer à cet ordre et à cette propreté, qui fonctionnent aussi bien dans la récupération séparée des ordures ménagères que pour la production de gaz chimique ? ou est-ce que c'est vers les influx des émissions télévisées de délation d'X et Y que nous avons à nous orienter ?

Et pour les immigrés qui ne suivent pas ces préceptes, ou pire encore : qui ont quelque chose contre, alors la loi sur l'immigration s'occupe d'eux :  
"Un étranger peut être expulsé, lorsque son séjour porte préjudice aux intérêts pertinents de la R.F.A. L'activité politique peut être restreinte ou interdite à un étranger, lorsqu'il porte préjudice ou met en danger la volonté de la R.F.A."

Nous devons donc respecter le fait d'être traité en tant que sous-humain, et en outre, nous laisser interdire un droit de résistance à cette situation. C'est ainsi que sont consolidées des conditions fascistoïdes pour une partie de la population en R.F.A.

La loi ne s'arrête même pas devant les enfants immigrés : car "les enfants ou adolescents sont également expulsés,

a) lorsqu'une cause d'expulsion relevant de leur attitude personnelle, est établie (§26),

b) lorsque dans les trois dernières années, ils ont été condamnés à une amende équivalente à 180 jours d'emprisonnement ou à une peine d'emprisonnement d'au moins 6 mois."

C'est à dire, que l'importance d'une condamnation pourra être différenciée et aggravée par le juge qui décidera simultanément indirectement de l'expulsion d'enfants ou d'adolescents.

Et quand l'on connaît la continuité national-socialiste de l'appareil judiciaire, l'on peut déjà imaginer qu'elle sera l'importance des condamnations!

Cependant, afin d'être juste et équilibré dans notre critique à la loi sur l'immigration, nous devons reconnaître qu'il y a un point qui a été repris exactement, tel qu'il était inscrit dans l'ancienne loi, sans être pour autant durci : ce sont les instructions de surveillance relevant des paragraphes 75 et 76. Conformément à ces paragraphes, toutes les administrations et les autorités doivent d'elles-mêmes informer l'administration chargée de l'immigration, quand à l'attitude des résidents étrangers, de ceux qui peuvent être considérés comme déviants sociaux et relèvent ainsi d'une cause d'expulsion. Elles doivent aussi répondre à ces instructions, lorsque leurs propres tâches pédagogiques, d'assistances sociales et d'orientations sont mises en danger. Par là, il devient clair ainsi que la législation sur la protection des données informatiques ne valent rien pour les non-allemands. Au contraire, ces données sont entièrement livrées à la rage de l'observation et de la dénonciation qui habite l'Institution et les appareils de répression.

A Cologne, le registre central de l'immigration a une banque de plus de 10 millions de données enregistrées. Il fut installé en 1955 aux fins d'une surveillance renforcée des immigrés. Les fournisseurs et les destinataires de ces informations sont toutes les Institutions relevantes de la R.F.A. (administration des finances, administration de la jeunesse, les services de la protection de la Constitution, le B.K.A., les Offices criminels régionaux (L.K.A.), les autorités judiciaires, etc...)

Pour cette raison, la tentative de l'administration multiculturelle (dirigée par Cohn-bendit, l'ancien 68 ards) de Frankfurt afin de rassembler et de valoriser les données ayant traités aux Gitans et aux Tziganes, ne fut ni un scandale ni un "glissement", mais bien une normalité actuelle.

Parce que n'est pas inscrit mot à mot : "tous les non-Aryens qui profitent du R.M.I., dehors !" dans la loi sur l'immigration, quelques représentants de l'opposition parlementaire, telle l'ancienne députée Vert Antje Vollmer, en profitent pour réclamer que l'Etat républicain fédéral est devenu "civilisé" avec sa population.

Alors que le quotidien dans cette société "civilisée" : c'est par exemple, un samedi, lors d'une émission familiale à la télévision allemande... l'animateur demande au candidat d'un jeu : "Quel pourcentage d'allemands prennent quotidiennement un bain ?", et le candidat, fonctionnaire berlinois, demande en retour : "avec ou sans immigré ?"... suscitant alors, applaudissement et hilarité générale dans le public.

Deux jours après l'expulsion violente des squats de la Mainzerstrasse à Berlin-Est, à l'émission télévisée "Im Landerspiegel", questions aux passants quant à leurs opinions sur les derniers événements. Un vieux monsieur laisse libre cours à son irascibilité : "il faut leur tirer dessus des toits. Simplement leur tirer dessus !". L'on peut remarquer à l'expression de son visage, qu'il sait de quoi il parle. Pratiqué des millions de fois, la méthode la plus sûre a toujours eu son effet sur les non-aryens. Car cette haine à l'encontre de tous ce qui ne pue pas assez d'allemand, concerne tout autant le mouvement d'émancipation que les immigrés.

Et n'est-ce pas du racisme dans la plus pure des traditions, quand est inscrit dans la loi sur l'immigration : "en ce qui concerne la circulation ou le séjour sur le territoire fédéral, les étrangers ne sont pas égaux aux allemands, ni d'après la Constitution, ni d'après le Droit des peuples". En comparaison : dans la loi raciale de Nuremberg datant de 1934 : "ne peut être citoyen que celui qui a du sang allemand...qui n'est pas citoyen, ne peut vivre en Allemagne qu'en tant qu'invité et doit relever de la législation sur les étrangers."

Dans les villes d'Allemagne de l'Est, les nazis manifestent et personne n'intervient contre eux. Le 3.10.1990, jour de la "réunification", le lumpen de droite attaqua des bus polonais à la frontière. Dans les transports publics, les immigrés sont astreints à céder les places assises aux allemands. Dans le Bade-Wurtemberg, les cimetières juifs sont à nouveau dévastés. Dans la ville voisine d'ici, Wiesbaden et ailleurs, le "sport" préféré des nazis est entretemps devenu les attentats contre les foyers d'immigrés. Ce sont des lois comme cette loi sur l'immigration qui livrent justement la justification pour de tels actes.

Partout il y a des antisémites, des fascistes, des racistes, des xénophobes. En France comme en Italie, en Espagne comme en Grèce. Mais ce qu'il y a de particulier dans ce pays, c'est la vivacité du passé.

(...)

La loi sur l'immigration appliquée aujourd'hui est raciste, nationaliste, eurocentriste, sexiste et criminalise tous les soi-disant non-allemands, donc les personnes qui n'ont pas la citoyenneté allemande.

Si le proverbe "apprendre du passé" est exact, alors il ne reste à chacun de nous rien d'autre à faire, que de faire primer la légitimité sur la légalité et agir en conséquence.

(...)

Une gauche radicale qui se permet de ne pas considérer ce problème comme tenant une place centrale, se rend complice de ce qui se passe ici. Car le racisme dans cette société est un problème structurel. Les conflits sociaux qui ne sont pas abordés dans leurs aspects simultanément anti-racistes et anti-nationaliste, n'ont aucune chance d'être fondamentalement résolu !

Pour la libre circulation !



## Des militantes des BR-PCC incarcérées à Paris

Simonetta Giorgeri, Carla Vendetti, militantes des BRIGADES ROUGES pour la construction du PARTI COMMUNISTE COMBATTANT, ainsi que Nicola Bertone et Gino Guinti ont été arrêtés par la police française à la fin de l'été 89.

Déférés devant le Bunker anti-terroriste, ils sont encore détenus à l'heure actuelle dans les prisons de La Santé et de Fresnes.

Depuis près de deux ans, la magistrature italienne a été dans l'incapacité de produire un dossier de demande d'extradition "présentable" pour la Cour d'Appel (fait extraordinaire quant on connaît les "largesses expéditives" de cette Cour en la matière). Alors, dans le pur style "lettre de cachet" que représente l'inculpation saisissant les tribunaux d'exception, les quatre militants révolutionnaires sont sous mandat de dépôt pour "association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste". Accusation ne reposant sur aucun élément, hors celui d'une extension territoriale de cette loi aux activités révolutionnaires dans la péninsule italienne. Et en effet, ces quatre camarades sont bien poursuivis pour leur seule participation à la lutte prolétarienne dans leur pays.

Il est clair que cette opération politico-juridique, et cela dès la coopération policière qui la rendit possible, concentre de nombreux caractères de la nouvelle qualité contre-révolutionnaire qui se développe avec l'intégration réactionnaire des Etats européens. Une nouvelle qualité qui est le fer de lance et la garantie de ce mouvement.

Alors que les Sections Spéciales ne peuvent repousser sans fin la tenue d'un procès, aussi

formel et indigne soit-il, les militants révolutionnaires ici doivent se mobiliser dans la solidarité avec ces camarades italiens, diffuser leurs prises de parole et au delà, étendre les initiatives et les luttes contre les politiques contre-révolutionnaires intégrées.

Les camarades Giorgeri, Vendetti, Bertone et Guinti revendiquent avec conséquence leur militance révolutionnaire. Ils n'ont rien à voir avec les multiples dissociés, repentis, canailles et "donneurs de leçons" transalpins qui, dans notre pays, encombrant périodiquement les gazettes pontifiantes et les "soirées libérées" entre deux rencontres informelles avec les représentants de l'Etat-PS. Ceux qui, dans les "salons où l'on cause" appellent à la "valorisation du patrimoine de la lutte armée" et n'aspirent qu'à en être les fossoyeurs zélés dans l'éternel retour aux groupusculisme gauchiste et aux mini bureaucraties routinières.

Alors que les quatre camarades assument depuis leur arrestation, avec constance et opiniâtreté, le soutien, la représentation et la revendication complexe de l'activité révolutionnaire en Italie, c'est-à-dire, la ligne politique stratégique des BR-PCC, la plus avancée de la direction du combat de classe et la synthèse politico-militaire de vingt années d'affrontement révolutionnaire dans ce pays.

Aujourd'hui, nous publions trois de leurs textes, deux déclarations collectives devant la Chambre d'Accusation de Paris et un texte de Simonetta Giorgeri adressé au Parquet de Genova.

### DÉCLARATION LUE À LA COUR D'APPEL DE PARIS, PREMIÈRE CHAMBRE D'ACCUSATION,

Si on considère cette instruction dans ces termes spécifiques, déliée du contexte général où elle est située, ce qui ressort le plus est le fait apparemment anormal, que l'Etat français se pose le problème (et en assume la charge) de juger l'activité révolutionnaires des B.R pour la construction du P.C.C, organisation Communiste Combattante italienne.

Mais cette instruction (et tout ce qui l'a précédé en termes de coopération entre les appareils anti-guérillas italien et français) prend une toute autre dimension et manifeste toute sa cohérence et son caractère fonctionnel, si on la lit telle quelle est: conséquence et manifestation concrète du processus de cohésion et de collabo-

ration sur le plan contre-révolutionnaire qui évolue en cette phase, en Europe de l'Ouest en particulier; donc elle exprime aussi les données actuelles du rapport Révolution/contre-révolution, anti-impérialisme/impérialisme.

Ce processus de cohésion traduit, de son côté, par des termes concrets la prise en charge d'un point de vue supranational et de la part des instances politiques du "problème guérilla", en tant que problème commun qui engage avec la même intensité tous les pays impérialistes d'Europe de l'Ouest. C'est-à-dire que la poursuite des lignes générales opérationnelles communes et coordonnées, dans les sièges politiques, s'impose en tant que reflet sur le plan politico-militaire d'un intérêt général commun qui s'affirme sur ce terrain. L'étroite collaboration des corps anti-guerilla et des services secrets des différents pays n'est



ou'un aspect; un autre aspect est la tendance à la création d'une espace européen qui, par exemple, aborde d'un autre côté la question des extraditions en la réglant à un niveau plus haut et unitaire où chaque pays se charge d'administrer la justice aussi pour le compte des autres. (Et ceci suppose une unanimité d'idées, de mesures, de positions judiciaires-militaires, conformes dans leur substance à des intérêts et des buts communs); un autre aspect encore, à plus long terme et avec un caractère purement politique, concerne les projets de "solution politique" pour la guérilla qui, même si c'est avec des apparences différentes et suivant des parcours différents, avancent en Italie tout comme en Allemagne, en Espagne, etc... Déjà, par ces lignes d'intervention, apparaît clairement que le but d'entraver la guérilla est assumé dans sa substance, de la même manière par les pays impérialistes européens, avec un égal niveau tendanciel de participation, de responsabilité et d'implication (de moyens, de structures et surtout de volonté politique centralisée).

Mais cette donnée-ci doit être elle aussi située dans un contexte plus global où les mesures contre-révolutionnaires fixées d'un commun accord ne représentent qu'une des lignes directrices sur lesquelles se mesurent et avancent les politiques de cohésion, visant à rassembler les pays d'Europe de l'Ouest à l'intérieur des intérêts du bloc impérialiste.

C'est à partir de l'aggravation de la crise économique et dans le cadre général de la tendance à la guerre que les choix et les politiques de la chaîne impérialiste s'avèrent être conséquence et approfondissement du processus d'harmonisation et de responsabilisation des pays qui la composent (même si dans les différences de rôle et aux différents degrés auxquels la crise se manifeste), à l'intérieur des finalités générales de renforcement de la chaîne elle-même et de modification des équilibres de l'aménagement de l'après guerre. Dans ce contexte, l'Europe de l'Ouest manifeste son rôle central et le caractère hautement dynamique de ces processus de cohésion politique, économique et militaire, même si on tient compte des poussées contradictoires qui découlent de la dialectique - concurrence/intégration. La discontinuité qui en ressort n'empêche pas en fait que se succèdent des actes concrets de coopération et de coordination efficaces et durables, ni que des ententes (sur le plan politique, économique et militaire) soient sanctionnées, au fur et à mesure, en tant que résultantes de la concomitance des intérêts réciproques et avec l'intérêt général du bloc impérialiste.

La collaboration et les accords qui font avancer ce processus sur le plan contre-révolutionnaire sont peut-être la donnée la plus linéaire, la

moins contradictoire par rapport à ce qui se produit sur les autres plans de la cohésion européenne, les plus sujets à des intérêts contrastants dans le domaine inter-bourgeois, justement parce que l'individuation de l'intérêt commun qui, sur ce plan, implique tous les pays du bloc occidental, est plus nette. En même temps, l'expérience que la bourgeoisie impérialiste a acquise par rapport à l'importance politique et stratégique de la guérilla, soit dans le centre, soit dans la zone méditerranéenne-proche-orientale en constitue le fil conducteur et qualitatif qui donne un caractère concret, non seulement aux finalités mais aussi aux moyens pour les poursuivre. En termes généraux, il en découle que les échanges, les contacts, les actes politiques concrets complètent et déplacent, à un plus haut niveau, l'activité de contre-guérilla des différents Etats impérialistes occidentaux, en généralisant l'approfondissement du rapport révolution/contre-révolution: en même temps, ils modifient l'approche de chacun de ces pays avec l'activité anti-impérialiste des forces révolutionnaires (soit du centre, soit de la périphérie) en influant sur les données du rapport impérialisme/anti-impérialisme.

En effet, il est évident que le renforcement et la stabilité politique de chaque pays de la chaîne sont importants et conditionnent les étapes du cours de la stratégie impérialiste et donc, combattre et réduire toute expression de l'activité de la guérilla, soit "de classe", soit "nationaliste", devient un intérêt général du bloc occidental. D'autre part, celui-ci a la pleine conscience du fait qu'entre les différentes forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme émerge, de plus en plus évidente, l'existence d'un intérêt commun qui clairement dessine les bornes d'un front objectif.

De plus et en particulier, le saut qualitatif inhérent à la construction/affermisssement du front Combattant Anti-impérialiste, qui a pour but de serrer, dans l'attaque pratique, l'unité réalisable entre les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans la zone géo-politique, amplifie la menace concrète que représente la guérilla pour l'impérialisme dans la mesure où, non seulement l'efficacité de l'attaque augmente, mais elle pose ainsi les termes pour poursuivre subjectivement l'unité qui, sur le terrain de l'anti-impérialisme, existe déjà objectivement entre les forces révolutionnaires, en particulier dans la zone de crise maximum européenne, méditerranéenne, proche-orientale.

En conséquence, les lignes politiques se resserrent encore plus, les processus s'accélèrent, s'intensifient les échanges et la coopération surtout au niveau politique (qui ensuite oriente l'activité de la contre-guérilla).



En résumé, ceci sont les termes qui, à l'heure actuelle, montrent l'approfondissement des conditions où se déroule le processus révolutionnaire.

Alors, et on en revient à cette instruction, il est évident combien elle est entièrement interne au plan de la guerre contre-révolutionnaire, dont elle représente un moment (même s'il est peu significatif): un plan qui met en évidence sa nature de classe et contre-révolutionnaire, et d'autre part qui qualifie notre actuelle condition de prisonniers politiques.

Le 20 09 90

Les militantes des B.R. pour la construction du P.C.C.: Simonetta Giorgeri, Carla Vendetti, le militant révolutionnaire: Nicola Bertone s'associe le militant révolutionnaire: Gino Giunti

### **DÉCLARATION LUE À LA COUR D'APPEL DE PARIS, PREMIÈRE CHAMBRE D'ACCUSATION, LE 15 MAI 1991**

En tant que militantes des BRIGADES ROUGES - PARTI COMMUNISTE COMBATTANT et militants révolutionnaires, nous manifestons notre pleine adhésion à l'initiative combattante menée par la ROTE ARMEE FRAKTION contre Ditlev Rohwedder, dirigeant et responsable de la Treuhandanstalt. Cette gigantesque institution économique-politique développe un rôle de premier plan dans l'opération de pénétration du capital financier occidental dans l'Est de l'Allemagne, de "colonisation" et de liquidation de sa capacité productive, de "restructuration" de son tissu économique et industriel, selon les lois et les règles de l'impérialisme. Et si d'un côté, cela se traduit par une attaque, sur tous les plans, économiques et politiques, à la classe ouvrière et au prolétariat de cette "Allemagne de 2ème classe", d'un autre côté, l'orientation expressément donnée aux incursions spéculatives et hautement profitables des capitaux occidentaux accélère la formation et le renforcement des associations monopoleuses (allemandes et inter-européennes) et pousse en avant le processus de cohésion/formation économique et politique de l'Europe occidentale, en renforçant en son sein le rôle de l'Allemagne, fer de lance du dynamisme européen dans cette phase. La phase économique actuelle de crises/récessions de plus en plus aiguës, l'accumulation des contradictions qui a mûri pendant ces années de "reaganéconomie", d'économie dopée, d'un éphémère boom des profits et d'une réelle désindustrialisation, rendent de plus en plus nécessaire et urgent de serrer les pays de la chaîne vers une cohésion et une responsabilisation plus importante, que ce soit sur le plan économique ou celui politique et militaire, dans l'objectif stratégique de renforcer l'impérialisme et de viser à la redéfinition des équilibres sanctionnés dans l'après guerre entre EST

et OUEST. Dans ce processus complexe et contradictoire, la "Grande Allemagne" développe un rôle prééminent, en forçant et pilotant dans les étapes successives de l'intégration européenne. Le poids économique et politique plus important acquis, à partir de la "réunification" et dans le déroulement des opérations d'absorption/pillage de l'ex-RDA, lui permet de faire encore plus sentir son poids sur les termes concrets de la progression de la cohésion/formation de l'Europe Occidentale; de développer avec plus de force un rôle d'orientation politique en fonction des intérêts et des nécessités du grand capital financier et industriel; de pousser vers un plus haut niveau de coordination et d'harmonie les politiques économiques de tous les pays européens du bloc impérialiste; de diriger les flux financiers et de contrôler les fusions entre les grands monopoles européens, tout comme le cours des marchés; de piloter les investissements affectés aux pays de l'EST, l'URSS en tête, avec TOUT ce que cela entraîne en termes de pressions politiques; de recoudre, en dernier ressort, vers l'intérêt général de la chaîne, les déchirures provoquées par les fortes poussées contradictoires d'une concurrence inter-monopoliste de plus en plus féroce. Une complexité d'intervention qui se traduisent, entre autres, en une centralité allemande plus importante (par rapport à ses partenaires européens) dans les opérations sur l'axe de l'équilibre EST/OUEST. En effet, si les dynamiques qui impliquent l'ex-RDA s'affirment vis-à-vis d'un cadre d'instabilité et de modification des rapports de force sur les lignes directrices EST/OUEST dont elles sont une expression concrète, en même temps, elles font pression sur les équilibres existants, en forçant sur le plan économique et politique. L'ordonnement des intérêts impérialiste qui, au fur à mesure, s'affirme par la concomitance des intérêts réciproques éclaircit le rôle de l'Europe Occidentale, et en son sein, celui de l'Allemagne ne se situe pas en antagonisme avec les finalités des Etats-Unis, mais au contraire, tous deux concurrent à approcher le même objectif:

la co-rupture de l'ancien aménagement d'après guerre pour sa redéfinition mondiale. Un processus qui, dans le cadre de la tendance à la guerre, marche sur des plans différents.

Au-delà des campagnes démagogiques de "désarmement et détente", ce sont les processus réels de réarmement et d'agression qui marquent les étapes du déroulement de la tendance à la guerre, dont un passage essentiel a été marquée par l'attaque impérialiste contre l'Irak. Cette guerre d'agression, et la conséquente présence militaire, massive et directe de l'impérialisme, a déterminé la rupture des équilibres politiques précédents dans la zone, en ratifiant et imposant des



rapports de force plus favorables au bloc occidental dans le cadre de la contradiction EST/OUEST, des rapports de forces changés qui, par ricochet, ont traversé le plan de la contradiction NORD/SUD: dans ce cadre-ci, l'Europe occidentale est impliquée pour assumer pleinement le rôle actif qui lui est propre, dans une géo-politique qui est sa zone d'influence "naturelle". En même temps, cette guerre a affirmé, au niveau supérieur, l'intérêt général de la chaîne, en ajustant une plus grande cohésion/rassemblement de l'ensemble du système intégré et hiérarchique avec les Etats-Unis en position dominante, vis à vis des nécessités actuelles dictées par le développement/crise de l'impérialisme. Donc il est clair comme même ce niveau d'intervention dans la zone a une incidence sur la contradiction PROLETARIAT/BOURGEOISIE sur le plan international. Mais la "PAX" meurtrière souhaitée par l'impérialisme est loin d'être réalisée et l'Occident a mis à nu, aux yeux des révolutionnaires et des exploités partout dans le monde, sa faiblesse stratégique, sa nature de "tigre de papier". En effet, la détermination révolutionnaire du peuple palestinien, la résistance et l'antagonisme opposés par le peuple arabe, en général, la vitalité et le tranchant exprimés par la guérilla, au Moyen-Orient comme dans le Centre impérialiste, démontrent par les faits qu'il est possible de résister, qu'il est possible de combattre, qu'il est possible de vaincre. De plus, ces faits démontrent aussi qu'il existe un haut niveau réel d'unité objective entre les différents processus révolutionnaires du centre et la "périphérie". Par là, s'affirment dans toutes leurs matérialités, la nécessité et la possibilité d'opérer pour construire/renforcer le Front Combattant Anti-Impérialiste; l'objectif d'attaquer l'impérialisme dans ses politiques centrales pour l'affaiblir et le réduire dans la zone géopolitique (Europe occidentale-Méditerranée-Moyen-Orient) atteint, dans cette politique d'alliance son plus haut niveau de réalisation, en dépassant les positions de l'anti-impérialisme en tant que solidarité, et en redéfinissant, dans les termes actuels, la théorie/praxis léniniste de l'Internation

nalisme Prolétarien. Construire la force politique et pratique pour mener des attaques conscientes et ciblées contre le pouvoir impérialiste, est un parcours concret qui a vu notre Organisation activement engagée pour serrer, par des passages successifs concrets, l'unité réalisable dans l'attaque pratique, avec toutes les forces révolutionnaires qui, dans la zone, combattent l'impérialisme. A partir de la conscience du fait que les différences historiques de développement et des lignes directrices de la politiques de chaque organisation ne doivent pas et ne peuvent pas faire obstacle à la nécessaire unification de l'activité anti-impérialiste des forces combattantes; les BR-PCC ont contribué et contribuent à la construction/affermisssement du Front Combattant Anti-impérialiste, en tant que terme adéquate à se heurter avec les politiques centrales de l'impérialisme; de cette façon, on poursuit subjectivement l'unité dialectique qui doit vivre dans les offensives communes, et qui existe déjà objectivement entre les forces et les parcours révolutionnaires, soit du centre, soit de la "périphérie". Etant bien entendu que pour les BR-PCC, l'anti-impérialisme dans la politique du Front est un axe de programme qui vit en dialectique avec l'attaque au coeur de l'Etat, le premier point de programme, celui sur lequel on construit les termes de la guerre de classe.

- ATTAQUER LES PROJETS IMPERIALISTES DE LA COHESION POLITIQUE EUROPEENNE ET DE "NORMALISATION" DE LA ZONE MOYEN-ORIENTALE.
- CONSTRUIRE L'UNITE DES FORCES COMBATTANTES SUR L'ATTAQUE: ORGANISER LE FRONT.
- COMBATTRE ENSEMBLE.
- TRANSFORMER LA GUERRE IMPERIALISTE EN REVOLUTION PROLETARIENNE.

Carla Vendetti, Simonetta Giorgieri, militantes emprisonnées des BR-PCC.

Nicola Bertone, Gino Guinti, militants révolutionnaires emprisonnés.

Pour écrire à ces camarades: Gino Guinti  
238967 X . 213  
42 rue de la Santé  
75674 Paris Cedex 14

Simonetta Giorgieri  
800505 G . MAF  
Allée des Thuyas  
94261 Fresnes Cedex

Carla Vendetti  
800506 H . MAF



## CONSTRUIRE ET ORGANISER LES TERMES ACTUELS DE LA LUTTE DE CLASSE

En 84, sur le plan du rapport révolution/contre-révolution, émergeaient deux dynamiques opposées qui s'influençaient réciproquement. D'une part étant ouverte la phase de la Retraite Stratégique, les BR per il PCC cheminaient plus avant, en particulier, dans la rédefinition de certains termes de l'implantation politique, y compris au milieu de contradictions, fruits de la confrontation avec la contre-révolution, et démontraient dans la praxis révolutionnaire et dans le spécifique, avec les initiatives combattantes contre Gino Giugni et Leamon Hunt, être l'unique force révolutionnaire en Italie à même de reconstruire ce que la contre-révolution avait mis en pièces et dispersé, se reproposant comme référent révolutionnaire autorisé pour agréger et recomposer ces éléments révolutionnaires et prolétariens non disposés à renier ce qui avait été sédimenté en 14 années d'affrontement révolutionnaire, ni à se rendre. D'autre part après la phase la plus élevée de déploiement de l'offensive, l'Etat opérait sur tous les plans pour réguler les rapports de force déterminés par la dynamique contre-révolutionnaire. A l'intérieur de la donnée générale de la modification du caractère de la médiation politique entre les classes dont on régulait certains passages (dans le spécifique le "pacte social néocorporatiste"), on précisait et affinait une activité contre-guérillera essentiellement destinée à prévenir la réagrégation des forces et leur réorganisation autour de la proposition politique et stratégique des BR avec des interventions ciblées et sélectives, des actes de dissuasion, des "admonestations" et des pressions de tout type. Deux dynamiques parallèles, du moment où le processus de réagrégation était en cours et portait ses fruits, comme les initiatives combattantes sont là pour en témoigner, et d'autre part, l'Etat bien conscient dans la tentative de l'endiguer et le contrecarrer. L'"étude" sur laquelle l'on basait ce processus a été "accouchée" dans ce contexte, où il faut le situer pour ce qu'il est: un acte politique à caractère et avec des finalités contre-révolutionnaires. Le saut de qualité, mûri successivement par les BR avec le dépassement de l'optique défensive, a démontré dans les faits combien la tentative de l'Etat était velléitaire; en particulier, la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire a permis aux BR de "peser" sur l'affrontement de classe, en déterminant un plus grand approfondissement de l'affrontement révolutionnaire et en fournissant la mesure de la vitalité de la proposition politique et stratégique des BR et de leur

capacité de reconstruction et de reproduction, y compris dans les conditions les plus dures de l'affrontement. L'activité révolutionnaire, déployée par les BR durant les dernières années, qui fournit sa substance au processus de réadéquation globale, a jusqu'ici mis en oeuvre et ouvre des perspectives politiques concrètes, tant sur le terrain classe/Etat que sur celui de l'anti-impérialisme; la capacité démontrée de se dialectiser (à partir de l'attaque) en termes de construction/organisation/direction avec les instances les plus matures de l'autonomie de classe, et dans le même temps de pratiquer (à partir de l'activité contrainte déployée sur le terrain de l'anti-impérialisme) une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géo-politique (Europe Occidentale, Méditerranée, Moyen-Orient), en donnant un apport actif à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste; tels sont les termes actuels autour desquels se définit aujourd'hui le rapport révolution/contre-révolution, et se détermine le déplacement vers l'avant du plan d'affrontement révolutionnaire.

Comme militante des BR per la costruzione del PCC, j'entends avant tout réaffirmer la valeur politique et le caractère propulsif de la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire opérée par les BR à l'intérieur de la phase de Retraite Stratégique qui, étant donné les perspectives politiques qu'elle a ouvertes tant sur le terrain du rapport classe/Etat que sur celui de l'anti-impérialisme, s'est traduite dans l'approfondissement du plan d'affrontement révolutionnaire. Une dynamique produite et calibrée consciemment, eu égard aux rapports de force généraux entre les classes et au rapport impérialisme/anti-impérialisme, dont le poids politique et l'incisivité concrets s'évidencient dans le déploiement de l'activité révolutionnaire, tant par la capacité d'activer, à partir de l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement de classe, la dialectique avec les instances les plus matures du prolétariat, oeuvrant pour catalyser autour des stratégies, ligne politique et programme des BR, les composantes révolutionnaires et prolétariennes vives du pays, en les organisant et les dirigeant dans l'affrontement prolongé contre l'Etat, tant sur le terrain de l'anti-impérialisme avec la contribution à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste, véritable saut de qualité, au sens propre, dans la lutte prolétarienne et révolutionnaire, dans la pratique une politique d'alliance avec les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans l'aire géo-politique Europe Occidentale/Méditerranée/Moyen-Orient, pose à un niveau plus



adéquate et mature la nécessité et praticabilité de l'attaque à l'impérialisme, pour l'affaiblir et le redimensionner dans l'aire. A ce propos, en tant que militante des BR per il PCC, force révolutionnaire opérant activement dans le cadre de la politique d'alliance du Front Combattant Anti-impérialiste, je revendique la récente initiative combattante de la RAF contre Alfred Herrhausen. L'attaque au "patron/chef" de la Deutsche Bank vise à désarticuler un des noeuds principaux du pouvoir économique et politique assumé par la banque allemande, en mettant en évidence le rôle qu'elle a joué dans la gestion/orientation des processus de concentration économique et financière en Europe Occidentale; une position de pouvoir qui est actuellement rampe de lancement pour la pénétration économique et politique dans les pays de l'Est européen et dans les pays en voie de développement, contraints de se soumettre au diktat et à la logique de l'exploitation capitaliste.

"La qualité du processus de réadéquation globale entrepris par les BR est substantiellement le fruit de la rencontre de deux facteurs (demeurant ferme le patrimoine d'expériences enraciné dans le tissu prolétarien qui caractérise la sphère de référence et de reproduction de la guérilla): d'une part avoir su maintenir avec fermeté, sans concession au révisionnisme, les discriminants de fond, l'unité du politique et du militaire comme principe stratégique caractérisant la guérilla, en réaffirmant la nécessité et la praticabilité du terrain de la guerre et l'actualité de la question du pouvoir; de l'autre avoir tiré, dans le choc de la contre-révolution des années 80 et dans la pratique des premières années de Retraite Stratégique, ces enseignements relatifs au caractère de l'affrontement révolutionnaire et à la nature de ses contradictions qui ont permis aux BR d'approfondir certains termes de la guerre de classe de longue durée, en replaçant au centre son caractère non linéaire, et ensuite en clarifiant contenus, dynamiques et objectifs de la phase révolutionnaire ouverte (en précisant, entre autres, le positionnement tactique en termes de disposition des forces), et les objectifs de programme dans la phase politique intérieure et internationale actuelle. La capacité renouvelée de se mesurer avec le caractère et le niveau de l'affrontement révolutionnaire, que la qualité de la réadéquation exprime, s'est traduite dans la relance des termes globaux de l'activité révolutionnaire. La continuité et la cohérence démontrées par les BR dans la poursuite des directions stratégiques n'a rien à voir avec le "continuismo" idéologique et dogmatique mécanique et "irréductible", mais tire ses racines

essentiellement des raisons de fond qui président et définissent la lutte armée comme avancement et adéquation de la politique révolutionnaire aux formes de domination de la bourgeoisie impérialiste. L'affirmation de la lutte armée comme stratégie pour tout le prolétariat, plan systématique d'action et de disposition des forces, qui oriente et caractérise le processus révolutionnaire du début à la fin, est donnée par les conditions historiques et politiques, économiques et sociales qui ont été déterminées avec la seconde guerre mondiale. Le niveau de maturation atteint par l'impérialisme dans cette phase posait comme dominants, dans le cadre économique du bloc occidental, des processus d'internationalisation et d'interdépendance des économies; une donnée qui d'une part, se reflétait sur le développement de niveaux toujours plus élevés d'intégration politique et militaire entre les pays de la chaîne impérialiste (qui, le moment venu, se traduisait entre autres dans le déploiement de la "contre-révolution impérialiste", destinée à "normaliser" les pays du bloc occidental de manière à les rendre idoines au recouvrement de leur propre rôle dans la division internationale du travail et des marchés qui allait se dessinant, et à se charger des intérêts globaux de la chaîne); d'autre part une donnée qui voyait s'affirmer une fraction dominante de bourgeoisie impérialiste agglomérée au capital financier US, comme point le plus avancé du monde occidental et tractant les mouvements économiques du monde occidental et, dans le même temps, le prolétariat métropolitain, expression du processus de polarisation entre les classes et, en découlant, prolétarianisation de larges couches de la société. Comme reflet structurel à la formation de fractions de bourgeoisie impérialiste et du prolétariat métropolitain (et donc en général, au niveau de développement atteint par le capitalisme) la démocratie parlementaire moderne assume le rôle de représenter et mener en avant les intérêts et les nécessités de la bourgeoisie impérialiste et en particulier, de sa fraction dominante. Du point de vue économique (étant donné la connaissance acquise), s'affine la capacité de gestion et de gouvernement de l'économie à travers des politiques économiques de support qui, dans la phase de crise générale (de valorisation), assument un caractère de contre-tendance, intervenant pour atténuer les effets négatifs de la crise, du moment où elles ne peuvent agir sur ses causes (qui sont structurelles). Du point de vue politique, on exalte encore plus le rôle que l'Etat assume en référence à l'antagonisme inconciliable entre les classes. A partir des rapports de force généraux entre les classes qui caractérisaient le cadre d'affrontement dans l'après-guerre



A l'intérieur du rapport existant entre processus révolutionnaire dirigé par la guérilla et contre-révolution de l'Etat, la contre-révolution des années 80 doit être lue comme produit et approfondissement du processus révolutionnaire, ainsi que des conditions générales des rapports politiques entre les classes. Par les temps et modalités avec lesquels elle s'est déployée, par les proportions atteintes et les termes employés, elle est la manifestation de la conscience atteinte par l'Etat de la valeur stratégique et du poids politique de la lutte armée, réponse conséquente à l'avancement du plan d'affrontement révolutionnaire et, dans le même temps, cause de son approfondissement ultérieur. D'autre part, le cadre des rapports politiques entre les classes est redéterminé et le caractère de la contre-révolution préventive qui s'affirme incorpore et cristallise la substance de la contre-révolution déployée durant ces années, à travers des passages successifs, chacun d'entre eux est un temps-étape de réglage "institutionnel" (en des termes donc constants et intégrés au mode de gouverner le conflit de classe) des rapports de force généraux atteints et point de départ pour des forçages successifs dans les rapports politiques entre les classes. Le "pacte social néo-corporatif", les modifications institutionnelles, tendant à une plus grande centralisation des pouvoirs dans l'Exécutif, jusqu'ici opérées et le projet plus général de refonctionnalisation des pouvoirs et des institutions de l'Etat, dans lequel elles s'insèrent, sont autant de moments de ce processus, autant de ratifications des rapports de force généraux produits par la contre-révolution. Il ne s'agit donc pas d'une involution du système démocratique, d'une régression vers la restauration de l'"Etat autoritaire", mais au contraire, de passages vers un approfondissement sensible de la démocratie représentative, de sa capacité de gouvernement du conflit de classe et de gestion de l'économie. Une dynamique qui évolue vers le maximum de la démocratie formelle, hors et contre le contexte de classe du pays, où les choix de l'exécutif, dans le répondre aux exigences de la fraction dominante de la bourgeoisie impérialiste (détentrice du pouvoir réel, substantiel), doivent s'affirmer en temps réels, détachés au plus haut degré des poussées antagonistes qui se produisent dans le tissu prolétarien. Ce processus, tendant à aligner la démocratie italienne sur les démocraties d'Europe les plus matures, a cependant clairement un cours discontinu, devant toujours faire les comptes avec les résistances exprimées par la classe et avec la capacité de la guérilla à prendre en charge le niveau atteint par l'affrontement (en plus d'avec la poursuite d'échéances imposées par l'évolution/crise de

l'impérialisme, raison structurelle du réordonnement des Etats). Du côté guérillera, la contre-révolution des années 80 a représenté la vérification matérielle du caractère non linéaire de la guerre de classe, sujette par sa nature même à des avancées et des reculs, sapant avec brutalité toute conception mécanique et simpliste du processus révolutionnaire, signant la condamnation de toutes ces forces et organisations combattantes qui n'ont pas su lire le caractère et le sens concrèt des dynamiques en cours et dont les réponses se sont révélées inadéquates (lorsqu'il ne s'est pas agit d'une véritable reddition inconditionnelle au sens propre). Seules les BR per il PCC ont été en état de se mesurer avec les lois de l'affrontement contre-révolutionnaire et, en ouvrant la phase de la Retraite Stratégique, de donner l'unique réponse possible et positive à la situation qui était en train de se déterminer. Le heurt avec la contre-révolution a ouvert la voie (et fournit certains termes) à la compréhension du caractère de l'affrontement révolutionnaire, faisant justice au schématisme avec lequel durant la phase précédente, l'affrontement avait été mené et avaient été conduites les phases révolutionnaires. Il s'agissait d'un positionnement, fruit de la jeunesse et expérience guérillera, qui réduisait le processus révolutionnaire à une phase d'accumulation linéaire de capital révolutionnaire, de force disponibles à la lutte armée de manière générique qui dans la phase suivante seraient déployées dans la guerre civile. D'une part de fait, on réduisait le caractère de longue durée de la guerre de classe, avec tout ce que cela entraîne en termes de disposition des forces pour leur relance; d'autre part il en dérivait une vision schématique de l'Etat comme une somme d'appareils séparés entre eux et mis sur le même plan.

Due et nécessaire, la Retraite Stratégique a apporté avec elle un premier plan de reconnaissance d'erreurs et de contradictions, en recouvrant entre autres la centralité de programme de l'attaque au coeur de l'Etat, centralité qui découle du fait que la plan classe/Etat est l'axe principal sur lequel se construisent les termes de la guerre de classe (l'Etat étant le siège politique des rapports entre bourgeoisie et prolétariat), et d'autre part que l'Etat centralise sur le plan politique le caractère fonctionnel de ses appareils. Mais la valeur politique déterminante de la Retraite Stratégique réside dans son sens concrèt de loi fondamentale de la guerre révolutionnaire, expression du caractère non linéaire de la guerre elle-même, et c'est-à-dire, de repli de positions qui de fait se démontrent inadéquates et non réellement avancées, comme réponse nécessaire face à l'impossibilité de se mesurer "à égalité"



(après les ruptures opérées par la contre-révolution impérialiste), la "démocratie représentative" s'organisa de manière à se charger du contrôle et du gouvernement du conflit de classe, en dépassant le caractère essentiellement répressif qui l'avait orientée -par exemple, l'Etat fasciste d'avant-guerre-, pour se servir des institutions démocratiques comme sphère politique en qui faire converger et rendre compatibles les poussées et les tensions antagonistes qui se produisent dans le pays, lesquelles canalisées à l'intérieur des "carcans institutionnels" sont vidées de tout contenu destabilisant. Partis, syndicats, organisations politiques sont délégués pour "représenter" la classe et deviennent l'unique "contre-partie" légitime en ce que structurelle et loyale aux institutions démocratiques et donc sensible et respectueuse des intérêts de la bourgeoisie impérialiste. Le contrôle et le gouvernement du conflit de classe passe donc par son "institutionnalisation" afin de prévenir la rencontre entre l'antagonisme prolétarien et la projectualité révolutionnaire. Le sens concret de la contre-révolution apparaît alors évident, âme de la démocratie représentative, il lui est structurellement connexe; politique continue et constante, propre aux Etats capitalistes matures, insérée dans les instruments et dans les organismes "démocratiques", indépendamment de la présence ou non d'un processus révolutionnaire. Le caractère de médiation politique qui s'affirme incorpore les termes de contre-révolution préventive, mûris et mis en règle dans le rapport d'affrontement entre les classes. Il ne s'agit pas d'une donnée statique mais dynamique qui se redétermine en relation (au-delà de la donnée structurelle, et c'est-à-dire, aux niveaux de développement de l'impérialisme et des nécessités qui en découlent) avec les modifications des termes de l'affrontement et en particulier, avec celles du rapport révolution/contre-révolution. Ce saut de qualité clarifie la nature politique de l'affrontement de classe dans les pays capitalistes matures et son degré d'approfondissement, et il pose le facteur de l'augmentation de la subjectivité comme une question dont on ne peut faire abstraction si l'on veut intervenir dans les dynamiques de l'affrontement. Du côté prolétarien et révolutionnaire, influencer sur le cadre d'affrontement s'étant affirmé dans l'après-guerre comporte nécessairement une réadéquation substantielle de la stratégie pour la prise de pouvoir. En effet, la donnée de la contre-révolution préventive rend dépassée, impraticable, inefficace, la "politique des deux temps" qui en octobre 1917, avait porté au pouvoir le prolétariat soviétique et que la Troisième Internationale avait placé à la base de

la stratégie révolutionnaire. C'est-à-dire, n'est plus sûr un processus d'accumulation de force sur le terrain politique, à employer en termes militaires contre l'Etat lorsque seront mûres toutes les conditions, objectives et subjectives, pour l'insurrection. Le processus révolutionnaire reprend un caractère concret et redevient praticable, parcontre dans la mesure où la marche de l'affrontement advient globalement, ce qui signifie, dès le début, intervenir (y compris en situation non révolutionnaire) sur tous les termes de l'affrontement en opérant simultanément sur les deux plans, politique et militaire. La stratégie de la lutte armée rend donc explicite le rapport de guerre en vigueur dans l'affrontement de classe. Une guerre qui manifeste des caractéristiques particulières et dont les lois générales font référence à son caractère de classe qui implique les deux classes antagoniques: la bourgeoisie y intervient pour maintenir son pouvoir mais ne peut détruire le prolétariat, clef de voûte du mode de production capitaliste, en ce que facteur unique de création de plus-value; le prolétariat révolutionnaire, au contraire, y intervient pour prendre le pouvoir et ce processus vit et se développe dans l'objectif d'anéantir la bourgeoisie comme classe. Dans ce contexte, les dynamiques du rapport de guerre ne peuvent faire abstraction des caractéristiques politiques particulières de la guerre elle-même, c'est-à-dire, du niveau défini de la médiation politique classe/Etat. Placée dans ce cadre, même si c'est comme aspect "exceptionnel" (en ce sens que ce n'est pas la règle) et limité dans le temps, l'intervention contre-révolutionnaire de l'Etat, ainsi que nous avons pu le constater dans les années 80, apparaît comme ciblée et sélective, elle n'est pas massifiée, ni prolongée au-delà d'un certain seuil. L'orientation poursuivie est de frapper au niveau de l'avant-garde pour ensuite en répercuter et en déployer les effets politiques sur la classe toute entière, de rompre la dynamique de croissance et d'enracinement mise en marche par la guérilla et l'isoler de son terrain de reproduction, d'éloigner la classe du point de référence politico-militaire de direction de l'affrontement révolutionnaire. Et en fin de compte d'imposer un climat politique en termes de rapports de force qui permette à l'Etat d'organiser à son avantage un cadre différent du rapport classe/Etat, en modifiant le caractère même de la médiation politique entre les classes, de manière à restaurer le contrôle des dynamiques antagoniques et à mettre le gouvernement du conflit en conformité avec les nouveaux termes posés par le niveau de développement et d'approfondissement de la crise du mode de production capitaliste (gouvernement de l'économie).



avec l'ennemi de classe. Par conséquent, loi dynamique qui ouvre une phase générale non résolvable dans le seul repositionnement d'un corps de thèses mais qui, au-delà de l'adéquation du dispositif organisationnel, investit surtout la manière par laquelle on construit les termes politico-militaires de la guerre elle-même. La Retraite Stratégique, fruit du caractère et du niveau de l'affrontement révolutionnaire, en détermine, dans le même temps, l'approfondissement dans la mesure où elle place correctement le revers subi en termes de défaite tactique et ouvre une phase révolutionnaire centrée, dans ses finalités et dans la disposition tactique des forces en conséquence, autour du problème de construire les conditions politico-militaires nécessaires pour inverser l'état actuel des rapports de force.

Un processus dynamique au cours discontinu et contradictoire, qui dans la phase initiale a pu faire les comptes avec les marques laissées par l'offensive de l'Etat: l'incompréhension qui s'était produite du niveau réel d'affrontement alimentait un plan de contradictions qui réduisait de fait la Retraite Stratégique à un acte défensif et par conséquent, conduisait à subir l'initiative de l'Etat et à la consommation des forces, dont la disposition non adéquate limitait le caractère fonctionnel eu égard aux nécessités dictées par la phase révolutionnaire elle-même. C'est-à-dire, la logique défensive se démontrait incapable, face aux nécessités imposées par le niveau d'affrontement, s'empêtrant dans le possible entendu, de manière limitée, aux conditions matérielles du moment. Dans cette dynamique ont trouvé de l'espace des positions qui, lorsqu'elle se sont clairement dessinées dans le débat interne, ont été expulsées de l'organisation pour ce qu'elles étaient: des positions liquidatrices qui "intérieurisaient" la défaite et portant à l'extrême la logique défensive, "jetaient le bébé avec l'eau du bain", c'est-à-dire, révisaient la lutte armée à un instrument de lutte, se soustrayant de ce fait au niveau de l'affrontement. Le dépassement de l'optique défensive, mûri par les BR dans la praxis révolutionnaire, a marqué une étape importante pour le développement de la phase de Retraite Stratégique, car il a signifié saisir et dépasser une contradiction qui conduisait à éluder certaines lois de la guerre révolutionnaire et à ne pas se placer dans l'affrontement d'une manière adaptée à son niveau. Ce passage s'est traduit par un saut en avant dans la mesure où il s'est réfléchi dans une praxis révolutionnaire qui donnait une réponse aux attentes posées par le rapport politique actuel entre les classes, tant

sur le plan classe/Etat que sur le terrain de l'anti-impérialisme, permettant ainsi de faire front aux échéances politiques. La récupération du sens politique profond de la Retraite Stratégique comme loi dynamique de la guérilla et la mesure acquise des nécessités, qui se mettaient en évidence en son sein, ont permis aux BR d'impulser les termes et les objectifs de la phase révolutionnaire actuelle, identifiée comme "phase de reconstruction des forces prolétariennes et révolutionnaires et de construction des instruments politiques et organisationnels, destinés à équiper le camp prolétarien dans l'affrontement prolongé contre l'Etat". Objectifs qui sont poursuivis en dialectique avec (et à partir de) l'initiative combattante sur les autres points du programme. Il s'agit d'une phase interne à celle plus générale de Retraite Stratégique, au caractère de laquelle elle est conditionnée, mais par ses modes, substance et temps politiques, elle ne peut être considérée comme un moment conjoncturel, mais comme une phase révolutionnaire véritable au sens propre, finalisée à la modification et au déplacement vers l'avant du plan révolutionnaire et en conséquence, des positions de force du camp prolétarien. Par un autre aspect, avec la reconnaissance de la condition générale en qui vit la guérilla dans les pays capitalistes avancés comme condition d'encerclement stratégique dans lequel il ne peut y avoir de "zones libérées" où se replier et d'où repartir pour lancer des offensives, avec la conscience, à un niveau plus mature, du fait que la guérilla vit et opère en territoire ennemi, côte à côte avec l'ennemi de classe, et demeurant ferme la nature essentiellement politique de l'affrontement de classe, ce sont les implications émanant de l'opérer dans l'unité du politique et du militaire, en relation à tous les termes de l'affrontement de classe qui se sont mieux précisées. Concrètement, affirmer que la conduite de l'affrontement advient globalement et que l'unité des deux plans se reproduit en chaque aspect de l'activité révolutionnaire des BR signifie que l'Etat, à travers l'action militaire, est frappé dans ses aspects politiques centraux; le cadre d'affrontement ainsi ouvert présente un avantage momentané favorable au camp prolétarien, avantage, qui pour ne pas être réabsorbé et dispersé par les mesures mises en champ par l'Etat pour récupérer le terrain perdu, doit se traduire en organisation de classe sur le terrain de la lutte armée, calibrée dans ses formes et dans ses modes à la phase révolutionnaire et au niveau de l'affrontement. Tel est le sens concret de "travail de masse" à l'intérieur de la stratégie de la lutte armée comme proposition politique pour



la classe toute entière; de cette manière, il est possible de préparer le camp prolétarien pour l'affrontement prolongé contre l'Etat. Plus concrètement encore, cela signifie organiser les fragments les plus matures de l'autonomie de classes activés par l'intervention révolutionnaire qui influe sur l'équilibre entre les classes, en organismes armés et clandestins de la classe. Dans ces structures politico-militaires, les camarades révolutionnaires sont organisés selon les mêmes critères fondamentaux et la méthode de travail qui orientent et régulent l'Organisation dans son complexe, en tenant évidemment compte des différentes fonctions et rôles qu'ils ont dans l'affrontement et du cadre de conscience exprimé. A l'intérieur des instances révolutionnaires et des réseaux prolétariens eux-mêmes se reproduit l'organisation et, à partir de cet élément de fond et dans la pratique concrète du travail politique révolutionnaire nécessaire, les forces sont formées et préparées à soutenir l'affrontement. Dans le même temps, ces structures politico-militaires sont disposées et dirigées par l'Organisation dans l'affrontement en fonction de l'activité révolutionnaire globale des BR, qui à un moment les activent en leur indiquant les limites et les termes du travail politique révolutionnaire et en centralisant chaque aspect de leur activité. L'axe stratégique, auquel elles adhèrent et dont elles reproduisent les termes, est incompatible avec une conception de la formation des forces type "école de cadres" ou du même genre; au contraire, il ne peut s'agir que d'organismes politico-militaires qui dès le début se rendent fonctionnels au plan de travail général dans la mesure où leur activité est d'une part centralisée par l'Organisation, de l'autre en conformité avec l'activité globale de l'Organisation. En synthèse, formation/organisation des forces advient à l'intérieur et à partir d'un cadre organisé, clandestin et compartimenté, calibré à la phase révolutionnaire et aux rapports de force généraux, dans les formes qu'il assume et dans les modalités par lesquels il interagit avec l'affrontement; elle advient dans le travail révolutionnaire concret et calibré au niveau de conscience exprimé et au rôle de la structure dans l'ensemble du plan général de disposition des forces mises en champ par l'organisation; travail nécessaire et fonctionnel à l'activité globale, centralisé à partir des indications et sous la direction de l'Organisation. Cette activité de formation/organisation des forces se meut parallèlement au processus de reconstruction, dans le milieu ouvrier et prolétarien, des conditions politiques et matérielles endommagées et dispersées par la contre-révolution, pour un équilibre politique et

de forces favorable au camp prolétarien; un processus qui mûrit en référence à l'initiative de la guérilla destinée à rompre les équilibres politiques généraux se formant entre classe et Etat, au sein duquel s'évidencie et s'affirme la contradiction dominante en antagonisme entre la classe et l'Etat. L'intervention sur ce plan, avec l'attaque au point le plus élevé de l'affrontement, pèse sur les équilibres de l'affrontement lui-même et se répercute, en conséquence, sur l'ensemble du panorama des rapports entre les classes, jusqu'au plan capital/travail, mettant en mouvement des dynamiques dans le tissu prolétarien et dans les composantes les plus mûres de l'autonomie de classe en particulier, d'où il est possible de "libérer" l'énergie prolétarienne qui doit être formée, organisée et disposée de manière adéquate pour être en mesure de soutenir le niveau d'affrontement et se rendre fonctionnelle à l'approfondissement de la guerre de classe.

Reconstruction et formation/organisation constituent le rail sur lequel se concrétise la nécessaire dialectique guérilla/autonomie de classe. Poursuivre cette dialectique entraîne de se mesurer avec les conditions politiques générales du rapport classe/Etat, et, c'est-à-dire, pour en définir l'attaque et toute l'activité révolutionnaire, de se référer au caractère de la médiation politique qui s'affirme et se consolide; au projet politique qui émerge comme dominant dans une conjoncture intérieure (référence aux exigences de la bourgeoisie impérialiste de notre pays) et internationale (référence au rôle de l'Italie dans le contexte de la chaîne impérialiste et en particulier en Europe Occidentale) donnée; au niveau d'approfondissement démontré face aux dynamiques Révolution/contre-révolution. Eu égard à ce dernier aspect s'évidencie, en synthèse, l'intervention constante et globale d'un appareil antiguérilla dont les finalités, essentiellement politiques, visent à contrecarrer les effets et la valeur de la proposition politique des B.R, en tenant sous pression et en intervenant en termes de dissuasion sur les composantes prolétariennes et révolutionnaires qui expriment de l'antagonisme contre l'Etat.

Cet aspect s'interpénètre avec le caractère de la médiation politique entre les classes, en donnant vie à un ensemble réticulaire d'actes politiques et matériels contrecarrant le milieu même de formation des avant-gardes dans la tentative d'empêcher à l'autonomie de classe de s'exprimer. La dialectique guérilla/autonomie de classe qu'il est possible et nécessaire à partir de ce cadre d'affrontement de développer, présupposé la formation et l'organisation des forces militantes en un module politique et organisationnel organique qui soit non seulement cohérent avec le principe de



l'unité du politique et du militaire, mais à l'intérieur duquel les cadres militants se forment et se positionnent tactiquement de manière à être en mesure d'exprimer la direction et l'organisation adéquate des forces, à partir de la voie duale de reconstruction/formation, à l'intérieur de la projectualité actuelle et en syntonie avec les objectifs de la phase révolutionnaire.

Le projet politico-organisationnel qui, historiquement, s'est révélé le plus adéquat, est celui auquel le statut des B.R fait référence (cf. la Résolution de la direction Stratégique n°2). Son absence ne peut que provoquer un appauvrissement et un affaiblissement de l'entité militante, privée de moyen et de l'outil pour intervenir dans l'affrontement au niveau nécessaire. Proposer de nouveau ce dispositif dans ses principes généraux a constitué un point d'appui du processus de redéfinition, à un moment donné, de vérification du processus en cours et de l'instrument politico-militaire, afin de lui donner un nouvel élan, pour qu'il permette d'amener les forces révolutionnaires au niveau politique nécessaire, en faisant vivre et en exploitant au maximum la capacité des individus dans le collectif. Un tel dispositif a, dans ses présupposés généraux, un caractère stratégique et il ne peut se transformer au gré des phases révolutionnaires.

Il est fondé sur le critère du centralisme démocratique, selon lequel les instances horizontales et verticales sont structurées. La totalité du travail révolutionnaire est centralisée et se situe à l'intérieur du plan de travail général élaboré par l'instance dirigeante. Il va de soi qu'il opère à l'intérieur des principes stratégiques de la clandestinité et de la compartimentation, principes de base qui reflètent l'unité du politique et du militaire et qui orientent chaque aspect de l'activité révolutionnaire. Ils répondent aux lois de la guerre révolutionnaire en ce qu'ils permettent de rendre explicite le caractère offensif de la guérilla, en limitant dans le même temps les pertes qui sont toujours élevées dans la guérilla. Ces principes parcourent horizontalement et verticalement toute l'organisation et les forces qu'elle organise et déploie.

En particulier, la clandestinité est un choix offensif, à caractère stratégique, qui permet aux révolutionnaires de se situer au coeur de l'affrontement dans les meilleures conditions - les seules qui soient adéquates - pour porter l'attaque et approfondir la guerre de classe. La structuration en cellules, unités de base du dispositif politico-organisationnel des B.R, permet de

manière générale la reproduction de l'organisation dans la mesure où, en son sein, se reproduisent les critères généraux du dispositif et le patrimoine politique de l'organisation.

A partir du dispositif général des forces de l'organisation, on précise tactiquement, en fonction des objectifs de la phase révolutionnaires, la disposition des structures politico-militaires elles-mêmes, et donc des cellules qui, dans cette phase, doit être fonctionnelle à la construction, à l'organisation et à la direction des forces, en faisant vivre la dialectique guérilla/autonomie de classe, parce qu'elles visent dans leur activité à atteindre les lignes d'attaque, c'est-à-dire les objectifs de programme.

La matrice stratégique étant immuable, la position tactique est fonction de chaque phase du processus révolutionnaire afin de répondre aux finalités de chacune de ces phases, et elle influe sur la disposition tactique des forces en présence qui, de toute façon, a toujours un caractère dynamique en regard des caractéristiques politiques de l'affrontement.

Toutes les forces ainsi organisées et conduites deviennent fonctionnelles à l'attaque de manière à influencer au plus haut degré et à se disposer positivement dans l'affrontement. Dans ce processus de construction, d'organisation et de direction, les B.R s'affirment comme un parti en précisant et en pratiquant le rôle de direction de l'affrontement. Les B.R, comme force révolutionnaire qui agit en "armée révolutionnaire", se situent donc dans la pratique comme noyau fondateur du parti et de là, elles travaillent à concrétiser le mot d'ordre de l'unité des communistes.

En conclusion, les étapes de la réadaptation parcourues jusque-là et la relance qui en découle constituent la donnée politique centrale dans la dialectique actuelle entre la révolution et la contre-révolution. Les mesures que l'Etat a promulguées face à cela, qui déterminent l'activité de la contre-guérilla directement orientée par l'Exécutif, visent surtout à "congeler" les attentes créées par l'intervention révolutionnaire dans la classe. Par exemple, les attaques contre la guérilla qui sont un aspect évidemment intrinsèque à tout contexte de guerre révolutionnaire, sont utilisés pour peser sur le tissu prolétarien, d'où elles sont balayées du fait de l'épuisement des conditions du processus révolutionnaire.

Mais s'il est évident que l'approfondissement des conditions dans lesquelles se déroule le processus révolutionnaire, influence le cours de la phase



actuelle de reconstruction, ce qui influe de manière centrale sur les perspectives de la phase révolutionnaire, c'est son positionnement dans une phase politique générale lourde de contradictions et, dans le même temps -mais non comme conséquence mécanique-, de potentialités favorables à l'approfondissement de la guerre de classe.

Dans le camp prolétarien, en effet, la "stérilisation" du tissu de luttes, ouvrier et prolétarien, n'est en effet pas donnée, ni non plus l'annulation des dynamiques qui reproduisent l'autonomie de classe. Mais, au contraire, une large résistance ouvrière et prolétarienne au coût de la crise et aux effets de la réforme des pouvoirs de l'Etat se manifeste comme élément constant, d'où émergent, en particulier, des luttes qui tendent à briser les carcans et les filtres des relations industrielles, qui sont le reflet, sur le plan du rapport capital/travail, des modifications des équilibres politiques généraux, ratifiées au niveau institutionnel dans les nouvelles "règles du jeu" de la démocratie représentative, pour exprimer des instances de lutte autonomes.

Dans des formes et des manières qui sont le fruit du cadre de transformé des rapports politiques entre les classes, elles représentent cependant la continuité de la tradition d'autonomie de classe qui s'est déterminée historiquement en Italie.

D'autre part et parallèlement, le plan d'intervention global dans l'affrontement que la guérilla a fait mûrir et les perspectives politiques ouvertes sur le terrain de l'affrontement entre la classe et l'Etat, et sur celui de l'anti-impérialisme -en conservant le patrimoine que vingt années de pratique révolutionnaire ont consolidé dans le tissu prolétarien et qui donne sa substance à ce fil organique qui relie, aujourd'hui encore, les B.R à ce tissu-, permet aux B.R d'agir dans l'affrontement et en concordance avec les échéances politiques dictées par les conditions politiques générales du rapport entre la classe et l'Etat.

Gênes, le 15 février 1990.

Simonetta Giorgieri, militante des Brigate Rosse per la costruzione del Partito Comunista Combattente.

Dans la mesure où l'initiative de la guérilla influe sur les barrières et les filtres de la médiation politique, à partir des niveaux d'agrégation ouvrière et prolétarienne évoqués ci-dessus, une énergie révolutionnaire émerge qui peut et doit être organisée, formée et dirigée sur le terrain de la guerre révolutionnaire, pour aller de l'avant. Par conséquent, en tenant compte comme il se doit de l'approfondissement du plan d'affrontement révolutionnaire actuel, c'est aux dynamiques qui se développent à partir de la dialectique entre ces deux facteurs, guérilla et autonomie de classe, que les B.R font référence lorsqu'elles procèdent à la reconstruction des instruments politiques et organisationnels qui permettent de doter le camp prolétarien des moyens de soutenir l'affrontement et de poursuivre les lignes d'attaques inhérentes aux points de programme.

- ATTAQUER ET DESARTICULER LE PROJET ANTI-PROLETARIEN ET CONTRE-REVOLUTIONNAIRE DE REFORME DES POUVOIRS DE L'ETAT.
- CONSTRUIRE ET ORGANISER LES TERMES ACTUELS DE LA GUERRE DE CLASSE.
- ATTAQUER LES LIGNES CENTRALES DE LA COHESION POLITIQUE DE L'EUROPE OCCIDENTALE DANS LE SPECIFIQUE ET LES PROJETS IMPERIALISTES DE NORMALISATION AU MOYEN-ORIENT QUI SE FONT SUR LE DOS DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS.
- TRAVAILLER AUX ALLIANCES NECESSAIRES A LA CONSTRUCTION ET A LA CONSOLIDATION DU FRONT COMBATTANT ANTI-IMPERIALISTE, POUR AFFAIBLIR ET REPOUSSER L'IMPERIALISME DANS L'AIRE GEOPOLITIQUE EUROPE OCCIDENTALE/MEDITERRANEE/MOYEN-ORIENT.
- HONNEUR AU CAMARADE UMBERTO CATABIANI "ANDREA", ABATTU EN MAI 1982.
- HONNEUR A TOUS LES CAMARADES REVOLUTIONNAIRES ANTI-IMPERIALISTES MORTS AU COMBAT.





## A propos du paragraphe 129 et 129a en RFA

Au cours des deux dernières décennies, la lutte révolutionnaire de la guérilla en RFA a révélé la nature des articles 129 - et 129a du Code Pénal et celle de l'usage permanent qu'en faisait l'Etat fédéral comme fonction de la contre-révolution dans ce pays. Des grands procès de Stammheim dans les années 70 à l'extension de la législation, tout d'abord en 76 puis en 87, tout cela est fort bien connu et ceci dans toute l'Europe, et souvent l'objet même de campagne de mobilisation et de lutte dans les différents pays suite aux procès et aux extraditions des militants et des sympathisants de la RAF ; pour la France, on se souvient de l'extradition de l'avocat Klaus Croissant et de celle de quatre militantes arrêtées à Paris en 1980.

Donc aujourd'hui, nous tenons à aborder les articles 129 et 129a par deux aspects moins publicités, correspondants à leur utilisation contre l'opposition dans les luttes de base et dans la communication politique.

- La législation spéciale et la liberté d'expression tout d'abord avec un appel de différents collectifs de la presse militante qui synthétise parfaitement le rapport actuel de la répression politique et de la problématique de la censure/auto-censure de l'information et du débat aujourd'hui.

- La criminalisation de la solidarité avec un texte qui est de fait la seconde déclaration du procès, de Stefan Feiffel. Lors de la grève de la faim

des prisonniers de la RAF et de la résistance en 1989, un groupe de manifestants incendia la salle informatique de la Bourse de Francfort en soutien à leur lutte contre l'isolement et pour le regroupement.

Trois militants furent arrêtés peu après, Gabi HanKa, Sven Schmid et Sigrid Happe. Stefan Feiffel lui fut inculqué 2 mois plus tard sur la seule base de son action dans le groupe de l'Info-Buro - comité de lutte pour l'information sur la grève - et de son lien personnel avec les trois autres militants arrêtés.

Le montage juridique et l'évidence de la falsification des preuves, utilisés pour incarcérer Stefan, furent si évidents que la Haute Cour de Justice de Francfort dû dissocier les différentes procédures. De leur côté Gabi, Sven et Sigrid ont été condamnés à 7 ans. Et malgré la révélation des méthodes de fabrication des preuves par la Sûreté de l'Etat, l'autre procès entraîna une condamnation identique pour Stefan. Une condamnation qui vise à criminaliser et terroriser les militants qui se solidarisent avec les prisonniers en lutte, et qui s'organisent effectivement pour cela. Mais au delà, c'est une claire révélation de la décision toujours plus administrative dans la justice que l'autoritarisme et la bureaucratie de l'Etat utilisent dans la résolution des problèmes politiques antagoniques. La formalité du 129-129a.

### LA NOTION D'"HOSTILITE A L'ETAT" ET LA LIBERTE D'EXPRESSION POLITIQUE.

Black-out de l'information par ordonnance ou auto-censure est devenue une habitude dans le paysage médiatique de la RFA.

Nous, c'est à dire tous ceux qui en tant que producteurs, éditeurs et diffuseurs de contre-informations sommes concernés directement, indirectement ou qui le seront de toutes façons à l'avenir. Pour cette raison, nous voulons revenir encore une fois sur les articles 129 et 129a et sur leurs répercussions.

Nous entendons continuer à nous engager afin que les bases nécessaires à toutes discussions soient publiées.

Nous entendons nous opposer à l'intimidation et à la dissuasion exercées à l'aide des articles élastiques 129a et 130a, en étant solidaires entre nous et solidaires avec tous ceux contre lesquels l'Etat engage l'arsenal bien connu de ses mesures d'oppressions.

Voici plus de 100 ans...

L'article 129 fut inscrit au code de Procédure Pénale du Reich à côté de l'adoption d'autres "articles pour la sûreté de l'Etat". A l'époque, leurs préconisateurs expliquèrent qu'ils correspondaient aux nécessités de la lutte contre "la criminalité organisée relevant de délits de droit commun". Par l'adoption de ces articles, adjoints aux "lois contre les socialistes", en particulier à la loi visant à contrer "les efforts menaçants de la social-démocratie à l'égard de l'ordre public" (1878), furent ainsi créées les bases juridiques pour criminaliser les opposants politiques, mais également pour opprimer la diffusion d'écrits ou même seulement les discussions ayant un "contenu hostile à l'Etat". C'est ainsi qu'en 1885 de nombreux participants à un congrès socialistes à Copenhague furent condamnés par la cour de jus-

ice du Reich. L'article 129, survivant à la Constitution de la République de Weimar, fut durant cette période essentiellement utilisé dans la chasse au K.P.D. qui se vit même interdire quelques temps.

L'ampliation pratiquée jusqu'à l'extrême du concept d'"hostilité à l'Etat" permit la constitution d'un droit pénal sans frein à l'égard de la liberté d'opinion : éditeurs, rédacteurs, auteurs, imprimeurs et compositeurs de littérature poursuivies et condamnées pour "haute trahison littéraire".

L'organisation de soutien aux prisonniers, le "secours rouge", était elle-même considérée comme "coordination hostile à l'Etat" et ses membres tout aussi impitoyablement poursuivis, ses réunions publiques strictement interdites.

En 1951, avec l'adoption du "nouveau Code de sûreté de l'Etat", l'article 129 fut renforcé, et dès lors le soutien à une association "criminelle" fut mis sous le joug de cette loi. Soutien signifiant selon son interprétation par la Cour de justice fédérale : "complicité conduisant à un acte condamnable par sa propre autonomisation", c'est à dire que même des actes de solidarité pratique entièrement légaux avec des membres d'organisations illégales sont poursuivies par l'article 129.

Ainsi, en 1954, par exemple, des sympathisants du K.P.D. furent condamnés uniquement parce qu'ils s'étaient déclarés prêts à faire enregistrer les inscriptions des participants à la 2<sup>ème</sup> rencontre nationale de la F.D.J. (organisation de jeunesse du K.P.D.) à l'occasion de la pentecôte. Ce qui à pour implication que la seule et simple disponibilité pour un acte de "médiatisation" en faveur d'une organisation illégale est largement suffisant pour être considéré comme un acte de soutien, et tomber ainsi sous le coup de l'article 129.



Après la désorganisation du K.P.D. ( 1956), l'article 129 fut dépouillé de son domaine d'exercice original, à savoir la chasse aux communistes.

Et puis...

L'article 129 "pour la sûreté de l'Etat", retrouva une nouvelle signification avec l'éclosion de nouvelles structures organisationnelles au sein de la gauche à la fin des années 60, qui avaient été dynamisées dans les confrontations contre la hiérarchie et l'autorité. Par sa réactualisation il s'agissait pour l'Etat, d'une part, de faire tomber de plus en plus souvent sous le coup de procès certaines parties de la résistance qui n'étaient ni pacifiables ni intégrables. Et d'autre part, l'interprétation spongieuse que permet le 129, le révélait comme l'instrument idéal pour compenser le manque souvent catastrophique de preuve dans les premiers procès qui furent engagés contre la résistance armée anti-impérialiste.

Dans cette phase généralisée de "chasse aux terroristes", grandement caricaturé par la presse bourgeoise, fut adoptée le 129a. Le terme "criminel" fut remplacé par celui de "terroriste" ouvrant le champ des possibilités à la justification de toutes "mesures" pour anéantir l'opposant politique (torture par l'isolement, etc...). Au nouvel inventaire des infractions instituées fut donc ajouté à celles de soutien et membre, également le fait de "médiatisation"... "informer, dans le sens du 129a, n'implique pas que cela soit fait en tant que membre, mais en tant qu'expression de sympathie comme propagande..." (Rebmann, Procureur fédéral principal, septembre 1979).

Cette interprétation visait, d'une part, à empêcher la publication de communiqués d'actions et de textes dans les journaux, de l'autre, elle visait les groupes qui protestaient face à la situation faite aux prisonniers dans les taules. En outre, il y eut des procès contre des parents et des avocats de prisonniers, parce qu'ils avaient critiqué les conditions de détention ou avaient fait publier des déclarations de prisonniers. Ainsi, le seul fait, par exemple, de "bomber" sur un mur le sigle R.A.F. pouvait entraîner une incarcération de plusieurs mois en détention préventive. Durant la grève de la faim de 81, des militants qui avaient distribués des tracts furent condamnés à 1 an et demi de prison, sans aucun sursis.

Entretemps, c'est également de manière accrue que la "sûreté de l'Etat" s'intéresse toujours plus précisément aux nouvelles initiatives de luttes qui apparaissaient, comme les occupations de maisons, celles liées à la lutte contre la piste d'envol à l'ouest de l'Aéroport de Francfort, les initiatives contre les transports de munitions, ou anti-nucléaires, comme à Wendland, Wackersdorf, Erockdorf, entre autres - c'est à dire, partout où la résistance s'est depuis radicalisée et où elle trouve un large consensus dans son intervention militante.

A la fin 86/début 87, face à cela, la réponse de l'Etat fut un nouvel élargissement du catalogue des infractions tombant sous le coup du 129a, comme par exemple, la poursuite pour délits d'"interventions dangereuses dans la circulation aérienne, fluviale et ferroviaire", "de perturbations d'entreprises publiques" et de "destruction de moyen de travail important". C'est ainsi que scier des pylones à haute tension ou le blocage des voies ferrées n'étaient plus seulement considérés comme des actes de destruction matérielles, mais purent dès lors être poursuivis et condamnés en tant qu'"infractions terroristes". Simultanément, l'Etat s'était ainsi préventivement appropriés les moyens pour intervenir contre les actions ayant lieu dans le contexte de grèves et de blocage des voies d'accès aux entreprises (par exemple, Rheinhausen - ndt, en 87,

cette ville de la Ruhr et ses environs furent entièrement paralysés par le blocage des carrefours qu'élevèrent les familles et les travailleurs en solidarité avec une grève, dont l'objet était d'empêcher la fermeture des usines sidérurgiques et par là, des milliers de licenciements):

Cette nouvelle extension conduisit donc à un nouveau flux d'instructions pénales préliminaires selon le 129a, bien qu'elles n'entraînèrent par la suite que très peu de condamnations (entre 1982 et 1985, selon les statistiques criminelles de source policière, 94 % des instructions pénales préliminaires ne conduisirent à aucune inculpation), mais le 129a atteint au moins son effet dans l'intimidation et la division du mouvement.

Et de fait, il s'est avéré que le 129a, à côté des fonctions démontrées jusqu'à là, doit avoir en particulier un effet préventif. Par cet instrument, c'est l'intériorisation de la répression qui doit être favorisée - l'auto-censure doit être utilisée avant que les "administrations de la sûreté de l'Etat" n'aient seulement besoin d'intervenir. Ainsi, ce qui doit être neutralisé en cela, c'est en tout premier lieu la discussion sur les buts et les contenus de la résistance armée et les formes d'actions militantes. Ainsi, la sûreté de l'Etat tente de rendre impossible les confrontations essentielles au sein de la gauche, qu'elles se déroulent sous formes de réunions publiques ou par l'impression et la diffusion des textes. Et de fait, ce sont précisément les journaux, revues et livres qui prennent justement en compte ces confrontations comme thèmes de leurs contenus, qui sont attaqués.

Entretemps, l'un des nombreux exemples....

Comme... à Hambourg, l'attaque contre des camarades au moyen du 129a, est une nouvelle tentative de criminalisation et d'intimidation, de même que le sont les procédures pénales individuelles contre ceux qui seraient "impliqués" dans la revue le "Sabot" (journal de contre-information à Hambourg).

Dirigée contre les "rédacteurs, les imprimeurs et les diffuseurs inconnus...", "ainsi... que les responsables". L'attaque vise par là, en tout premier lieu (et en définitive) le "Sabot" lui-même, afin d'atteindre nos structures de communication. De l'autre, elle se veut un moyen de division. Ainsi, ce sont certains thèmes particuliers (comme par exemple le regroupement des prisonniers politiques) qui sont pris comme motifs de procédure d'instruction préliminaire. Elle est donc la tentative d'introduire en conséquence son propre "ciseau dans la tête" en raison du danger, et d'amener à prendre ainsi ses distances à l'égard de certaines publications. La non-publication recherchée des thèmes visés ayant pour objet de mener à une désolidarisation.

Le troisième niveau de leur attaque contre nos structures est la criminalisation qui touche les librairies et les imprimeries. Et dans celles-ci se sont alors tous les textes, les imprimés, les livres, etc... qui se trouvent à l'index (censure), qui sont pris comme prétextes. Ce qui conduit sans cesse à la répression, aux perquisitions et aux saisies.

Dans le contexte des poursuites contre le "Sabot", diverses procédures sont engagées contre des responsables de librairies, ainsi que des individus en particuliers : la librairie des femmes de la Bismarckstrasse, ainsi que l'appartement privé qui est en rapport avec la librairie, furent perquisitionnés. Il y eut même, deux perquisitions chez Fritz Storim, qui est aujourd'hui condamné. Les librairies "Gegenwind" et "Schwarzmarkt" furent aussi perquisitionnées. Des procédures sont également engagées contre les librairies "Osters-



trasse" et le "Café und Buch".

...en ce qui concerne les librairies, les procédures d'instructions préliminaires prennent pour cible à chaque fois un numéro différent du journal censuré.

C'est ainsi, par exemple, qu'à cause du numéro 20, une procédure a été ouverte contre la librairie "Gegenwind", procédure qui depuis a été classée. Mais en compensation, c'est maintenant au tour de la librairie "Café und Buch" d'être sous le coup d'une procédure en raison de ce même numéro 20 (trouvé par hasard lors d'une perquisition reliée au journal "E-colibri n°4).

Pour la librairie féministe, c'est le numéro 14 du "Sabot" qui est le prétexte à la procédure engagée, à la librairie "Osterstrasse" le numéro 22, au "Schwarzmarkt" le numéro 21...

Toutefois, il faudra attendre que les procédures et les procès respectifs contre les responsables des librairies ou des journaux, etc...puissent être analysés, pour arriver à faire une évaluation globale de ce que tout cela signifie. La criminalisation produit sans cesse de nouvelles possibilités de répression auxquelles nous devons nous opposer. Le "Sabot" ne représentant à ce propos que le moyen au but d'oppression recherchée.

A la fin 1987/début 1988, ce furent les concepts de criminalisation des "thèmes relevant d'attentats" qui ont été élaborés. Ces thèmes englobent tout les domaines autour desquels des attentats se sont produits ou pourraient se produire (comme sur la question de la politique du droit d'asile, celle sur la technologie génétique, le tourisme sexuel...). C'est ainsi que le simple intérêt à l'égard de l'un de ces thèmes, peut valoir à celui qui le développe une présomption de culpabilité...

La liberté de l'écrit et de la parole n'est pas garantie, elle doit être conquise.

## LE 129a. LOI DES "SUSPECTS"

### DECLARATION DE PROCES

### D'UN MILITANT DE LA RESISTANCE.

Un jour, Ingrid Strobl a dit : "les militants politiques, opposants et tous ceux qui sont considérés comme tels, ne sont plus des hommes mais les objets d'une soi-disante politique de sécurité qui prétend l'argument de la sûreté pour pouvoir se permettre tous les arbitraires."

Dans son réquisitoire du 30.4.90., le procureur fédéral a livré la meilleure démonstration matérielle de cette réalité ; également du fait, que le Parquet fédéral se trouve pris dans un vide juridique entre l'Etat de droit bourgeois constitué et la fascisme évident de l'Etat d'urgence, pour criminaliser et éliminer l'opposant politique. Le Parquet fédéral n'agit pas en tant que dispositif qui est soumis et assermenté à un Droit quelconque, mais il est une Institution dans une confrontation politique et le pilier sur lequel repose l'édification de son pouvoir, est aussi bien historiquement que concrètement, justice spéciale et état d'exception institutionnalisés.

Et alors...

Ainsi, le 129a est engagé en tout premier lieu comme article de loi pour la censure contre la presse et l'info de gauche. Bien qu'aucune "censure" d'écrits hostiles à l'Etat "n'ai lieu" (directement), par contre, la fabrication et la diffusion de ces écrits sont considérés comme des actes de "médiatisation de sympathie en tant que propagande" et tombent ainsi sous le coup de la loi. En cela l'article 129a permet une interprétation tellement spongieuse et large, qu'il est utilisable sans aucune limite comme instrument de censure contre n'importe quelle édition indésirable. Si hier seuls les diffuseurs de communiqués de groupes de lutte armée pouvaient être poursuivis, aujourd'hui ce sont déjà les publications comportant des "thèmes relevant d'attentats" qui doivent être condamnables. Ce sont donc tous ceux qui entretiennent un rapport critique à l'Etat et à la société qui se verront de plus en plus confrontés au 129a. Et la censure au moyen du 129a sera d'autant plus effective, quand ceux qui sont concernés, s'auto-censureront, c'est à dire, laisseront remettre en cause le Droit d'écrire, de composer, d'imprimer et de diffuser en toute liberté, ce qui est vrai et doit être publiés.

Nous déclarons qu'avec les moyens dont nous disposons, nous continuerons à livrer aussi à la discussion publique tous les thèmes et les contenus importants. Nous ne nous laisserons ni criminaliser ni pousser à l'illégalité sans résistance.

Nous demandons à tous les médias de nous rejoindre dans une large campagne contre les articles 129, 129a et 130a.

Rassemblons nous dans cette lutte !

Appel lancé et signé par différents éditeurs, producteurs et diffuseurs en R.F.A.

Les critères que le Parquet fédéral et en sa compagnie la Cour de sûreté de l'Etat opposent politiquement et juridiquement à ceux qui rejettent le monopole de la violence de cet Etat, évidence que la politique de cette machine de la sûreté de l'Etat représente le cœur politique de la RFA : éliminer toute opposition fondamentale à la politique de puissance du Capital.

Je reviendrais plus tard sur ce sujet. Tout d'abord je tiens à m'expliquer à propos des points spécifiques que le procureur présente ici comme de soi-disantes "preuves", qui selon lui devraient suffire à la condamnation :

1. Les relations des inculpés entre eux sont désignées par le procureur fédéral comme "indices". Dans les procédures contre les kurdes, contre les ca-



marades de Keifernstrasse, à Duisburg, contre Ingrid Strobl...et de nombreux autres, ceci est devenu aujourd'hui le point central des procédures liées au 129a et le moyen pour les condamnations dures, le point qui fonctionne pratiquement comme "principes d'une culpabilité par contact" (1). Le Parquet ne recherche que la désolidarisation, l'individualisation dépolitisée. Au sommet, pour l'appareil, ce qui se forme à la base dans les relations solidaires, ce qui se soustrait à l'attitude prescrite du "seul contre tous" et l'attaque politiquement, devient déjà une présomption. Un appareil qui est incapable de comprendre que son principe d'une "honnête soumission à l'Etat" ne relève d'aucune conformité à l'ordre des choses et au cours de la vie, ni que celles-ci ne sont calculables par les codes digitaux et leurs appareils de surveillance.

2. Le Procureur fédéral me reproche d'avoir travaillé au groupe d'information sur la grève de la faim (des prisonniers politiques de la RAF et de la résistance en 89). Nous avons déjà dit ici, ce dont il s'agissait pour nous, c'est à dire, la création et l'approfondissement de rapports entre les gens pour une politique révolutionnaire autodéterminée à la base, des gens qui ne veulent pas d'une politique d'intégration forcée à ce système et qui rejettent une pénétration totale des intérêts capitalistes à tous les domaines de la vie.

Ainsi, la recherche ensemble de tels rapports, les germes de cette manière de vivre et de relations, les uns avec les autres contre les catégories associées et abrutissantes de ce système, et la tâche pour l'imposition du regroupement des prisonniers de la RAF et de la Résistance, sont criminalisés et combattus par le 129a en tant que faits considérés comme contraire au droit pénal.

L'affirmation du Parquet : "un cercle limité de personnes activement engagées du bureau d'information sur la grève de la faim constitue le groupe des auteurs" est avec une certitude le fruit d'un montage des services secrets. Nous savons que les Services de la Protection de la Constitution (ndt : V.S., équivalent des R.G.) surveillent en permanence le bureau, suivent les gens et écoutent tout ; ce qui nous fut d'ailleurs directement confirmé par les députés Verts.

Et dans cette procédure, c'est exactement là que se trouve le centre de gravité de la construction, à partir du 129a, comme dans l'ensemble des autres aussi, comme par exemple celle à propos de l'"unité combattante Kiefernstrasse" (2), celle à propos de "membres de la RAF à la Hafenstrasse" (3). Des procédures relevant des décisions politiques des appareils des services secrets et de la sûreté de l'Etat, qui ont été instituées entre le parquet fédéral, les VS, le BKA (Office Criminelle Fédérale) dans la coopération pour l'établissement des lignes directrices dans les années 70, et plus tard avec d'autres services de sûreté des Etats au sein de l'OTAN et de la CEE. Décisions qui ne prennent en considération que les intérêts de la lutte anti-insurrectionnelle et l'étouffement de tous les embryons de politiques révolutionnaires sociales et anti-impérialistes ; et c'est la boulot du Parquet de la Cour de Sûreté de l'Etat qui lui est lié, de construire de n'importe quelle manière et avec tous les moyens possibles la démonstration de l'accusation.

C'est là la base de chacune de leur "démonstration" qui ne relève de plus aucune rationalité, c'est exactement à partir de cette contrainte que "connexion de vie" et "modes de vie", et la nécessité d'éliminer la vérité et de nous envoyer pour de longues années en prison

Là où ils ne peuvent plus imposer leur réalpolitik dans les intérêts capitalistes, se dresse le Parquet fédéral ; quand, par exemple, ils arrivent plus à faire disparaître la Hafenstrasse (squatt à Hambourg, ndt), malgré des années de guerre d'usure, le parquet fédéral envoie 3 000 flics "pour perquisitionner", quand il n'y a aucune raison rationnelle contre notre regroupement et la liberté des prisonniers malades, quand la liberté des prisonniers politiques est à l'ordre du jour, le Parquet fédéral est de suite présent avec des affirmations comme quoi, les prisonniers assureraient la fonction de "comité central et de direction de la guérilla à partir de la prison", il soumet les prisonniers à un statut d'otages, après chaque action de la guérilla, nos cellules sont prises d'assaut, parce qu'ils ne savent, bien sûr, pas où ils doivent courir, afin de démontrer leur pouvoir... et tout ce qui s'en suit.

Mais revenons à ce procès : tout ce qu'ils ont appris grâce à la surveillance du bureau de la grève de la faim par les services secrets, tout cela nous l'avons également formulé publiquement au cours d'une dizaine de conférences de presse : nous voulions appuyer la grève de la faim en coordination avec d'autres bureaux engagés dans le soutien à cette lutte et imposer ensemble les revendications des prisonniers.

3. Ensuite, c'est à nouveau la question de la "grande taille" (d'un des suspects) qui est mise en avant par le Parquet fédéral comme "indice". Ce qui rend la méthode une fois de plus évidente : face à ce qui est, depuis la début, une poursuite politique, une caractéristique d'identification des plus générales possibles est présentée afin d'en arriver à une identification manipulée, tandis qu'un témoin qualifie lui-même toute la procédure de démonstration théâtrale.

Vu que le Parquet ne peut pas s'engager dans les faits de la confrontation politique, qu'il ne veuille même pas les nommer une seule fois, les faits doivent alors justement être créés de toute pièce selon leur pseudo criminalistique employée par leurs services et appareils, et ensuite simplement imposée en face à chaque contradiction, même la plus évidente.

Le fait que le Parquet fédéral, en tant qu'arme politique du système, démontre, dans son effort obligé pour maintenir cette apparence de réalité, plus d'idéologie de l'Etat de droit que ne le pourraient quelques interprétations de notre cru, rend à vrai dire d'autant plus évident aussi le caractère du Parquet fédéral et de ce procès ;

mais simultanément, cela donne aussi à comprendre qu'un travail contre ce procès doit toujours être relié à la politique révolutionnaire contre la politique d'imposition du Capital. Dans l'entrave systématique à toute défense réelle, qui se base bien évidemment sur la Constitution, sur leurs lois, ils devient clair que la logique accomplie par le Parquet est celle du Capital, une logique qui doit même empêcher la traduction dans la réalité de leur propre Constitution, parce qu'ils ne sont pas intéressés à des solutions politiques réelles pour les gens.

4. Le parquet fédéral criminalise aussi le fait que je n'habitais pas à l'adresse où j'étais officiellement enregistré.

Naturellement, le Parquet fédéral ne dit pas un mot des méthodes criminelles des banques et des Trusts, auxquels appartiennent aujourd'hui des quartiers quasiment entiers, y introduisant de superloyers de 1000 DM au m<sup>2</sup> dans cette "métropole des services" qu'est Francfort et provoquant par là, toujours plus de spéculation, etc...qui rend tout loyer inabordable.



Au lieu de cela, le fait que, dans ces conditions, je n'ai trouvé aucun appartement durant un an et que nous ne logeons pas, comme les bonnets, seuls dans des palais, avec cette fierté du propriétaire avant, ce fait est devenu le plus haut de preuve. La réalité est, qu'en raison de la menace permanente de voir son bail résilié, l'on ne peut pas se faire enregistrer là où l'on habite ; à partir de cela, le procureur essaye de suggérer que je me sois pratiquement retiré de la circulation et que j'aurai "plongé dans la clandestinité".

S'ajoute à cela, que nous avons dû faire des dizaines de fois l'expérience de comment les flics de la sûreté de l'Etat alimentent de manière très ciblée les administrations, les propriétaires et les bureaux de l'assistance sociale, à l'aide d'informations qu'ils avaient recueillies lors des observations, faire l'expérience de la rapidité avec laquelle ils joignent les propriétaires, afin de déverser leurs saletés, comme les propos dans le genre "des terroristes veulent louer l'appartement", etc...bien avant que l'on n'ait pu faire soi-même la moindre tentative sérieuse.

Car ce qui ne doit pas être ne peut pas être, les conditions de vie défavorisées sont perverties comme autant de "caractéristiques de l'hostilité", la réalité que leur système crée pour les gens à la base, n'intéresse en aucune manière ceux qui se tiennent au sommet. Une réalité que le Parquet connaît cependant très bien, parce que c'est justement son boulot, de cacher les causes, comme le manque d'appartement, et de faire un suspect potentiel de celui qui n'entend pas danser en l'honneur de la vache sacrée qu'est la propriété privée.

5. Ici, dans la procédure, c'est la censure du courrier qui est utilisée contre nous, non pas parce qu'il y aurait la possibilité d'y trouver ce serait-ce la trace d'un quelconque "indice", mais bien en raison de son contenu politique et personnel. A chaque élan d'humanité, ils bavent une coltre faite de persécutions et font de cet élan l'objet de leur criminalisation, afin de démontrer leur pouvoir d'enrégimentation totale et la compétence du Parquet fédéral. Tel que le 129a doit être imposé ici, à l'aide de mots et de bouts de phrases déchiquetées et soutirées au hasard de la correspondance, se décline ainsi déjà pratiquement une extension de leur interdiction de communiquer, parce que les finalités politiques et personnelles sont retournées comme étant des "intrigues criminelles".

6. Puis est introduit comme indice : "...le curriculum vitae personnel et policier auquel il a lui-même souscrit et par là, la procédure d'instruction y correspondant..."

En tant qu'appareil séparé, complètement à côté du développement social réel, qui ne peut considérer le peuple qu'à travers des hallucinations sociales "hygiéniques" de mauvaises augures, le développement des individus ne peut obligatoirement que se dérouler policièrement. Même si, lors de la lecture de ma précédente déclaration, le procureur n'entendit peut-être d'un développement politique que celui personnel, pour moi il ne s'agissait pas de faire la description de quelque chose de personnel, mais d'exposer en partie l'histoire des poursuites en RFA ces dernières années. En cela, il n'y avait certainement pas question d'une "confrontation privée", individualisée avec ce système, mais par là c'est une partie de la confrontation politique qui se reflétait, le développement des luttes et la polarisation sociale en RFA. Nous ne pouvons pas être séparés de cette histoire et elle fait partie de notre mémoire collective dans la lutte pour un monde nouveau. Et s'il est un fait révélé entretemps, c'est bien qu'il n'y a de changements et l'espoir d'un bouleverse-

ment contre leur statu-quo morne et abrutissant, que par les diverses initiatives de la résistance révolutionnaire, dont nous faisons partie, même s'ils essayent de le masquer depuis toujours avec leur individualisation et leur criminalisation.

D'autre part, le Parquet fédéral représente la continuité de l'Institution centralisée dans la chasse aux opposants politiques, et ce depuis la chasse aux socialistes sous Bismarck, en passant par la Cour de Justice populaire sous le national-socialisme, et fonctionnant aujourd'hui avec les lois d'exception issues des lois martiales d'après guerre.

Depuis l'existence de la RFA, il est le fer de lance : engagé tout d'abord dans la "guerre froide" pour imposer l'interdiction du K.P.D. à l'aide de 7 000 condamnations et à peu près 12 000 procédures d'instructions pénales préliminaires, selon les articles 129 et 90a (infraction à l'Ordre Constitutionnel), et il a ainsi participé pour une grande part au processus de restauration du Capital allemand après la seconde guerre mondiale. L'objectif déclaré visait à éliminer tous ceux qui se trouvaient sur le chemin du réarmement de la RFA, de celui d'une continuité à la politique des Konzerns, des responsables d'Auschwitz et de l'intégration à l'OTAN.

Puis, à travers la législation d'exception, cela a continué avec la répression du mouvement étudiant, les procès de Stammheim, l'introduction de l'isolement en tant que programme, 77, les assassinats à Stammheim ; contre les révoltes au début des années 80, contre la mobilisation anti-OTAN et le surarmement, contre la mobilisation contre le Complexe Militaro-Industriel, contre la résistance qui s'est développée à l'encontre de la formation euro-péenne, ainsi que contre les différentes mobilisations internationales dirigées contre le FMI et la Banque Mondiale, pour les mouvements de libération sur les Trois Continents, contre les technologies génétiques et reproductives, contre la suppression du droit d'asile...(et la liste est encore longue...)

Le parquet fédéral a toujours combattu les opposants politiques, directement ou indirectement, avec l'état d'exception plus ou moins légalisé, pour la protection du système existant et par là, pour enchaîner dans un statu-quo les processus d'émancipation et la conscience sociale. Dans la réaction, tous les moyens sont bons : partout où s'ouvriraient des espaces pour la libération, où la solidarité et l'émancipation se concrétisaient, des milliers de militants furent ensevelis sous des procédures d'instructions pénales, condamnés, les médias manipulées, l'isolement, le coup de "grâce" introduit comme programme...

Par son verbiage de "développement personnel et politique", le Parquet fédéral veut se débarrasser de sa responsabilité et de sa participation aux causes de la confrontation politique. Il représente conséquemment par là, la logique de l'oppression mondiale :

Le coupable n'est pas celui qui torture mais celui qui est torturé.

Le coupable n'est pas celui qui fait mourir de faim mais celui qui meurt de faim.

7. En dernier lieu, le reproche m'est fait de ne pas m'être encore dissocié.

Aussi longtemps qu'il voit l'opposant politique, le Parquet fédéral ne veut pas voir les faits, qui ont été entretemps amplement développés et conclus dans deux requêtes de levée d'incarcération.

A l'époque de l'impérialisme, les dispositions du Code pénal bourgeois



ne valent guère plus que le papier sur lequel elles sont imprimées. L'impérialisme, et le Parquet fédéral en tant que son agence, ne connaissent que le "Droit" à la soumission, ils ne peuvent admettre aucun autre droit différent. Le Parquet fédéral sait que de leurs preuves, il n'y a rien qui soit vrai, il n'y a même pas besoin de le leur dire. Au contraire, avec l'interdiction de faire des déclarations, c'est bien la discussion sur leur manipulation qui est interdite aujourd'hui.

Le programme des conditions de détentions d'exception et leur idéologie de la domination absolue, ont pour fonction de contraindre celui qui y est soumis, à éliminer son identité politique, son expérience et son histoire individuelle, ainsi l'amener à collaborer ; dans ce traitement, est constamment brandie la tentative de séparer, de scissionner, de "cuire à point" comme le formula Buback (4) une fois. La volonté d'élimination de l'opposant politique et la loi sur le repentir surgissent d'une seule et même logique, elles sont les deux faces de la même médaille ; comme cela apparaît actuellement simplement dans la réalité : les représentants de l'Etat crient ici "réconciliation", tandis que tout est engagé contre nous et tous les prisonniers politiques en Europe de l'Ouest, afin de nous éliminer politiquement et en tant qu'êtres humains.

Donc, alors que le Parquet fédéral, par sa demande de dissociation, exprime quasiment une solution de vérité provenant tout droit des formules de l'inquisition moyennageuse, des militants du mouvement refusent pour leur part de venir déposer, justement à partir de leurs expériences à l'égard du "129a, l'arme de tous les usages" ; ils le font dans la campagne telle que "Arthur ferme ta gueule" (5), ou face aux réquisitions de force pour témoignages. Un refus qui est conséquence logique et consciente, tant à partir du fait que notre présence ici - comme cela est perceptible ici - n'a de fin qu'à nous réduire à de simples objets ; qu'à partir de la réalité que le Parquet fédéral tente de faire condamner le plus durement possible les camarades, à l'aide de témoins et d'expertises manipulées.

Ainsi, même si ce n'est pas si simple sur ce terrain, d'après moi c'est en rejetant leurs catégories et leurs prétentions qu'il est possible pour nous d'être sujet, face à la procédure.

En tout premier lieu, c'est dans la négation radicale que se forme la possibilité de briser la machine hermétiquement close, cette coquille de pouvoirs légalisés de sûreté de l'Etat, pour conquérir notre liberté par l'effort commun entre l'intérieur et l'extérieur.

Voilà pour conclure à propos des points particuliers que le Parquet fédéral a mis en avant, après avoir dû lui-même constater la déficience à soutenir contre moi ses "preuves" originelles. Elles seules devaient permettre une condamnation montée selon les préceptes surgis de leurs attributions exceptionnelles dans la chasse aux opposants politiques et la lutte anti-insurrectionnelle.

Mais je tiens à dire brièvement quelques mots sur la situation actuelle.

Mener le combat contre cette machinerie du 129a comme une lutte sectorielle, quasiment gauchiste - comme lutte contre la prison et la répression, n'est en rien suffisant et ne vise pas tout à fait juste.

Avec le contexte de l'annexion de la RDA, nous vivons l'accélération de ce qui fut constitutif de la puissance politique de la RFA depuis sa fondation comme bastion dans la guerre froide jusqu'à aujourd'hui : l'anti-communisme, la sûreté de l'Etat et l'exclusion de toute véritable opposition fondamentale.

C'est le programme de tout Etat impérialiste et antérieurement comme aujourd'hui, il ne fut pas une réaction à l'égard de la politique des Etats socialistes, des organisations socialistes et du K.P.D., même si par là, ils en visaient en première ligne les membres individuellement.

C'est pour cette raison que les services de la sûreté de l'Etat à l'Ouest et leurs appareils et ses critères sont devenus le centre politique de la future puissance, bien avant que l'union économique et monétaire avec la RDA n'existe. De même qu'au niveau de la CEE, l'espace judiciaire unifié et la doctrine de la lutte anti-terroriste et la réalité d'une Europe comme forteresse verrouillée face à l'extérieur, sont établis, bien avant que ne se profile une "union politique monétaire".

Dans l'ancien bloc de l'Est, la reprise inconditionnelle de leur concept de lutte anti-insurrectionnelle, en particulier les modalités de la conduite de la guerre idéologique dans le cadre de la lutte anti-terroriste, devient également l'indice de qualification pour l'intégration respective à l'OTAN et à la CEE.

L'espoir d'un bouleversement révolutionnaire social à l'échelle mondiale ne doit pas exister seules l'avidité des profits et la monumentale paralysie sociale ont droit d'existence.

Les prisonniers politiques qui représentent l'espoir d'un tel bouleversement avec leurs différents projets révolutionnaires, du fait qu'ils ne se soumettent pas à cette idéologie, se trouvent en première ligne face à cette doctrine du pouvoir avec leur lutte et leur présence politique, comme cela est justement perceptible de la manière la plus brutale actuellement en Espagne.

Ce dont il s'agit pour les Etats, est de combattre immédiatement le côté révolutionnaire des contradictions qui se forment à partir de la violente offensive du Capital occidental, donc d'intervenir préventivement avec leurs provocations anti-terroristes et par l'installation de leur appareil anti-insurrectionnel.

Le Parquet et l'Office Criminel fédéral sont là, justement aux premiers rangs : Boge et Stümper installent déjà depuis le début 1990 l'appareil anti-terroriste, tandis que le Parquet fédéral martèle son filet de mensonges les plus éhontés quant à une conspiration entre la Stasi et la RAF, par la plume et la voie de la clique du GSG-9 (ndt, équivalent du GIGN) qu'ils ont montée, est déjà engagée et les provocations anti-terroristes doivent surpasser en vacarme et en terreur l'effroi qu'à soulevé l'irruption du Capital occidental dans la réalité de la vie des gens. Simultanément, la population est fichée en masse dans les ordinateurs des services secrets, avec la collaboration des fonctionnaires de la Stasi retournés et des informations récupérées dans les dossiers de cette même Stasi, afin que chacun soit le plus largement possible contrôlé politiquement et soialement.

Malgré la défaite lors de la seconde guerre mondiale, ils propagent l'effectivité de leur victoire et dans leur anti-communisme, ils renforcent une idéologie qui vise à abattre les mouvements d'émancipation.

Les impulsions créatrices du mouvement en RDA, les intérêts légitimes à l'émancipation des gens là-bas, doivent être de nouveau enchaînés à la longue des valeurs du système capitaliste. Tous ce qui est fonctionnel pour la subordination à leur valorisation du Capital est repris, la concurrence en tant que seul rapport entre les êtres humains, entre les hommes et les femmes, est établie comme l'idéal de la rééducation en tant que principe d'apprentissage de la conduite à avoir dans une économie de marché. Et ceux qui n'acceptent pas cette logique de la restauration capitaliste, deviennent les "ennemis de la Constitution", toute conviction doit être achetable, sinon elle devient un délit.



Sur la base des fondements de la doctrine de la Sureté de l'Etat dominante ici, il y a en préparation déjà un nouveau décret sur les radicaux/extrémistes, et les interdictions professionnelles sont déjà à l'ordre du jour. La législation d'exception sera de toutes façons exportée dans le cadre de l'annexion, selon le paragraphe 23 de la Constitution.

Ou autrement dit, ce qui se passe là, est en condensé la synthèse de ce que l'élite politique a appris durant des siècles de pratique colonialiste, de technique, de tactique et de subordination.

Imposer une résistance à la fondation de cette doctrine de la Sureté de l'Etat, signifie donc bien plus qu'intervenir seulement contre la prison et la répression, parce qu'avec l'imposition de nos buts politiques, il s'agit de la réalisation d'une opposition fondamentale pour la constitution d'un espace politique, qui est seule solution primordiale afin que des changements puissent être possibles.

Ils entendent utiliser l'effondrement du "socialisme réel" afin d'étanchéiser chaque espace politique qui se constitue en faveur de réels changements ; c'est pour cette raison que ceux qui ne se sont pas subordonnés à la glaciation mortelle lors de la guerre de tranchée entre l'Ouest et l'Est, que ceux qui ont continué à combattre pour un monde humain derrière la paralysie instaurée par la menace de l'enfer nucléaire et qui ne se sont pas soumis à la logique de la guerre froide et à sa valorisation propagandistique, continuent d'être combattus maintenant comme ils l'étaient auparavant.

Pour nous il ne s'agit pas de remplacer un système par un autre et la confrontation ne se déroule certainement plus dans les mêmes rails et selon les anciens schémas idéologiques. Quotidiennement, une vérité devient nettement évidente dans les journaux et les médias : la confrontation oppose l'homme et l'impérialisme - non seulement ici mais mondialement.

Brièvement résumé, les intérêts des hommes et les idéaux émancipateurs contre la guerre et la faim : situe l'homme au centre de toute la problématique, le situe à un nouveau niveau de la ligne de rupture dans la confrontation sociale. Pour nous, l'exaltation quant à la victoire de la "communauté des valeurs occidentales" n'a aucun sens, parce que la réalité qu'ils ont produit en quelques décennies, constitue une même menace essentielle - exactement telle que nous comprenons la question du bouleversement révolutionnaire et le dépassement de cette formation de puissance impérialiste, comme tout aussi essentielle.

Nous avons connaissance des génocides systématiques, de la misère qu'a provoquée leur "modèle de développement capitaliste" et qui a historiquement échoué dans le Tiers Monde. Aujourd'hui, 20 ans après que Brandt ait inauguré la soi-disante "décade du développement", 50 pays sont devenus encore plus pauvres qu'ils ne l'étaient à l'époque. Si l'exportation de ce "modèle de développement" n'est justement pas empêché, alors il ne produira que des conséquences similaires. Le décollage qu'effectueront quelques pays, principalement au détriment des pays des Trois Continents, et les nouveaux "consensus" avec les élites politiques à l'Est, auront pour fonction de respectivement renforcer la vampérisation et le découplage des régions les plus pauvres du monde. Le marché mondial dominé par le Nord se trouve de plus en plus transformé en un champ de bataille impitoyable, sur lequel les plus forts déterminent la détermination.

De fait après les expériences que la gauche a dû faire depuis 45, et sa défaite, la chance qu'il peut y avoir est la cristallisation et le dépassement dans

une nouvelle détermination de la politique révolutionnaire. Ainsi la politique de bouleversement doit s'orienter vers les gens et se concevoir comme internationaliste. Tout ce qui ne se rattache pas à ces caractères fondamentaux, laisse la capacité au système de transférer les contradictions sur d'autres continents, dans d'autres régions - ce qui a depuis toujours, pour une grande part, permet la constitution d'une base matérielle au désengagement et à l'ignorance dont la gauche fait preuve-, ou encore de dépasser ici ces contradictions à l'aide des capacités répressives High-Tech ; moyens qui ont depuis toujours anticipé sa défaite historique.

Le système capitaliste, aussi bien en Europe que mondialement, a trouvé un langage commun et entend condenser et écraser dans une paralysie mortelle tout ce qui se soulève de la base, comme émancipation politique et sociale contre leur enrégimentation de la vie autour de la seule consommation, alors qu'en partie la gauche est désarmée dans le néo-nationalisme et le chauvinisme eurocentriste.

Nous refusons de nous moquer de la colonisation à l'aide de blagues sur les Trabants et la banane, parce que cela signifie aussi une attitude décadente typique à considérer le peuple pour idiot et corrompible.

Nous ne pouvons pas regarder le peuple de haut en le traitant d'idiot, parce que nous savons combien il est difficile de rompre avec sa propre colonisation, précisément ici dans la métropole ; même si l'attitude de moquerie est certainement plus facile que de mettre quelque chose sur pied face aux conditions, dans lesquelles ils essayent de présenter médiatiquement cette vaste escroquerie rigidement financée comme un "nouveau début", ou encore de la marteler dans la tête des gens comme la "fin de l'histoire", et même plus facile aussi que d'intervenir avant tout contre un appareil anti-insurrectionnel procédant de la manière la plus différenciée et sélective, et plus facile également que d'intervenir contre son idéologie répressive. Le fait est tout simplement vrai, le bavardage diffusé au sommet avec la complicité de son appareil médiatique exterminateur de toute conscience, sur ce que les gens doivent penser et pour qu'ils intériorisent la menace de se voir considéré et traité comme un "ennemi de l'Etat", ce bavardage vise à les habituer à se soumettre aux pistolets mitrailleurs que brandissent les flics, tout comme ils payent leurs impôts, comme cela se passe ici en RFA.

De même, le développement dans cette situation dépend uniquement de la question, dans quelle mesure la logique de la doctrine de la Sureté de l'Etat et de son appareil sera-t-elle brisée, non pas dans le sens d'une bataille matérielle mais politique, en tant que constitution d'un mouvement antagoniste, orienté vers les intérêts des individus à la base. Comme force vivante, capable d'agir contre ce centre du pouvoir politique, qui se révèle avec le plus d'acuité dans la machinerie du 129a.

Nous n'entendons pas la lutte contre ce centre comme lutte sectorielle, de même que la lutte pour le regroupement et la lutte pour notre liberté ne le sont pas. Nous menons cette lutte avec ceux qui sont avec nous à partir de la conscience que des changements réels sont liés au dépassement de ce pouvoir politique mortel ; de même qu'inversement, chaque changement se laisse aussi constater dans le changement de notre situation dans les prisons.

Dans ces conditions, même notre liberté est immédiatement liée à la percée. Un exemple, à la question de savoir s'il s'agit effectivement de la fin de la guerre froide, ou encore s'ils sont en position de faire de l'OTAN une puissance mondiale à un niveau plus élevé, se mesureront les changements réels.

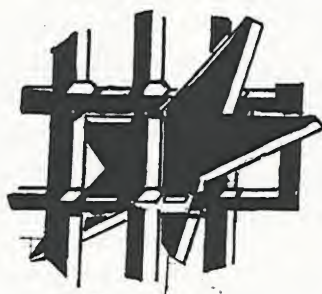


Si c'était le cas, cela signifierait la fin du Parquet fédéral, et notre liberté, pour la raison que la position du Parquet fédéral dans la politique intérieure, ce répond à celles qu'occupent presque sans aucune comparaison les autres institutions dans la politique impérialiste extérieure jusqu'au jour d'aujourd'hui à savoir une position qui garantit la guerre et le pillage, en toute correspondance avec l'application de la "sécurité intérieure".

C'est de cela dépend leur possibilité à asseoir le modèle Deutschland comme puissance/hégémonique dans toute l'Europe, en tant que "vainqueur définitif" de la seconde guerre mondiale, ils arriveront à le hisser comme centre n°1 de puissance mondiale - ou alors ce modèle sera brisé dans un mouvement de solidarité internationale.

3.7.1990.

Stefan FEIFFEL.



#### Notes :

1 : en France dans l'affaire Besse, par exemple, le réquisitoire de renvoi devant la Juridiction Spéciale, faute de preuves impliquant une participation individuelle, introduit la culpabilité collective dans les termes : "ils faisaient tout ensemble", et ainsi le fait, d'être lié personnellement ou politiquement devenait et est devenu la preuve de complicité directe.

2 : Kiefernstrasse, rue de Dusseldorf où se trouvent plusieurs squatts et où s'est développé dans les années 80 un mouvement alternatif important. En août 86, Eva Haule, militante de la RAF, était arrêtée en compagnie de deux militants légaux, Christian Kluth et Luitgard Hornstein, résidants dans ces squatts.

Le parquet fédéral, le BKA et le VS organisèrent à partir de cela toute une campagne médiatique qui eut pour objet la construction d'une "unité combattante Kiefernstrasse". A l'intimidation recherchée, s'ajouta rapidement un but de criminalisation de deux autres militants proches de Christian et de Luitgard, Andréa Sievering et Rico Prauss, et ce selon justement le fameux principe de la "culpabilité par contact".

Les 4 furent accusés d'un attentat contre Dornier (industrie-aéronautique-militaire) ayant eu lieu lors de l'offensive de 86, en juillet. trois d'entre eux furent respectivement condamnés à des peines allant de 9 et 10 ans d'emprisonnement, sur la base du montage policier réalisé autour de cet attentat

a quatrième, Luitgard, condamnée une première fois pour association de malfaiteurs, fut réinculpée par la suite pour l'action contre Dornier. Et récondamnée à 9 ans d'emprisonnement alors que sa première peine se terminait.

3 : Hafenstrasse, rue de Hambourg où se trouve également plusieurs squatts et qui est devenu entretemps un symbole de la résistance. Et c'est plus ou moins selon le même scénario que les forces de répression et les médias essayent depuis 89 -après l'action de la RAF contre Herrhausen -, de construire une "culpabilité de contact" entre les militants légaux qui vivent dans ces squatts et les militants de la RAF. Et ce, aussi bien à des fins de criminalisation, d'intimidation d'une part, que de l'autre, afin de maquiller leur peu de résultat dans la chasse à la RAF.

4 : Buback, procureur fédéral principal dans les années 70, exécuté le 7.4.77 par le Commando Ulrike Meinhof de la RAF. Il était selon les termes mêmes du Commando, le responsable direct dans les assassinats de Holger Meins, Siegfried Hausner et Ulrike Meinhof.

5 : Une campagne lancée pour répondre aux arrestations et à la contusion dans le mouvement qu'avait suscitée la répression à la suite de la fusillade à la piste d'envol de l'Ouest de Francfort, qui causa la mort de deux Nies le 2.11.87.



## - Sur la situation en grèce

Actuellement, en Grèce, dans le contexte d'une restructuration suivant les modèles européens-occidentaux, le capital lance une offensive généralisée contre les couches sociales exploitées : ouvriers, travailleurs, chômeurs, retraités et étudiants.

Le gouvernement actuel, poursuivant sur la même voie que ces prédécesseurs et jouant du large consensus social que ceux-ci avaient acquis, fruit de la politique du Pasok et du Sinapismos (gauche parlementaire), impose une politique de sacrifice, réduisant les salaires et les pensions, augmentant le prix des biens de premières nécessités, abrogeant également toute apparence d'assistance sociale !

Sur l'autel de "l'assainissement" de l'économie, les patrons ont licencié par dizaines de milliers, les cadences et la discipline dans les ateliers ont été intensifiées, et le chômage augmente ainsi que le sous-emploi.

Simultanément, le travail des sbires se développe et la terreur policière se répand, voilà quels sont les nouveaux boulots que l'Etat promet ! Les luttes ouvrières sont réprimées (comme l'ont été la grève de l'Olympic Katering ou le partage alimentaire de l'Olympic Airways), mais aussi, l'ensemble du mouvement social.

Deux nouveaux projets de loi contre toute forme de résistance prolétarienne sont sur le point d'être votées : la loi anti-grève et la loi anti-terroriste.

Dans ce contexte de restructuration capitaliste, l'Etat grec cherche à redéfinir également le rôle d'une de ses institutions fondamentale, qui depuis toujours est fonctionnalisée à la reproduction d'un système peu démocratique et pas mal fasciste : l'enseignement.

Le nouveau projet de loi a pour objectif de contraindre les étudiants, depuis l'école primaire, à un système de "discipline maxima", de rythmes intensifiés, de contrôle, d'individualisme, imposant le salut au drapeau et la prière, abrogeant les festivités, prolongeant l'année scolaire, punissant les absences... instaurant un système de contrôle disciplinaire, le dénommé "pointsystem", sur la base duquel tout comportement considéré comme "irrespectueux" et "indiscipliné" par les proviseurs et les profs, a une incidence sur les résultats de l'étudiant.

Par les mêmes méthodes avec lesquelles l'Etat grec veut discipliner et soumettre les étudiants, il cherche à contrôler l'entière spontanéité de la jeunesse pour dresser des sujets obéissants, toujours prêts à satisfaire les exigences de l'Europe unie du Capital.

Dans les universités et les IUT, le nouveau projet de loi avance toujours plus vite. Déjà depuis longtemps et sans dissimuler en aucune sorte, l'objectif d'accroître les profits de la classe dominante, de nombreux établissements privés ont été reconnus, fournissant leurs facilités qui les rendent concurrentiels, et jouant sur les "mauvais fonctionnements" du public. Ces mauvais fonctionnements sont dûs en vérité à un système éducatif basé sur la méritocratie, qui au contraire se consolide davantage encore avec la vente au privé de nombreux établissements supérieurs et universitaires.

Avec les séminaires payants, l'obligation d'acquiescer les livres, l'abrogation du service gratuit qui était accordé jusqu'à aujourd'hui dans les restaurants universitaires, la disparition des réductions pour les transports ; et enfin, avec la fermeture des dernières maisons de l'étudiant, le capital répond à ses nécessités sur le dos des étudiants prolétaires, en augmentant leur exploitation ou en les expulsant définitivement.

En outre, le nouveau projet de loi universitaire est également une tentative de marginalisation du mouvement étudiant, en éloignant les facultés des centres des villes ; un projet, qui a débuté du temps du Pasok et, qui est aujourd'hui publicisé dans des spots de propagande montrant de séduisantes structures universitaires noyées dans la verdure campagnarde... Enfin, l'institution de l'"asylum" est sur le point d'être révoquée, elle interdisait jusqu'à ce jour l'entrée des facultés aux flics et aux unités anti-émeutes, cette remise en cause doit permettre la répression des luttes quand celles-ci dépassent les limites de la légalité bourgeoise.

Ceci évidence, une fois de plus, que pour s'imposer dans tous les secteurs de l'activité sociale et dans chaque moment collectif, et afin de transformer en terrain favorable ses propres investissements à l'école et à l'université comme à l'usine, le capital nécessite un contrôle absolu.



Dans ce climat de contrôle et d'attaque pour garantir la restructuration capitaliste, les organismes dirigeants universitaires sont cooptés ; en conséquence, ils ont fait pression pour l'expulsion et la répression de l'occupation de la rue Lella Karagianis.

Le recteur Stathopoulos à la "sensibilité démocratique" que nous avons pû vérifier lors de l'évacuation de la fac de chimie en 85, pousse à l'expulsion de cette maison occupée sous le prétexte de sa transformation en foyer étudiant, alors que ceux qui existent aujourd'hui sont vendus au privé ou offerts aux partis institutionnels.

Face à l'offensive de l'Etat et du Capital, les occupants des maisons se sont organisés dans la

pratique de l'autogestion et de l'action directe pour la satisfaction de leurs besoins primaires et sociaux, et ils sont, par leur situation prolétarienne et par leur intériorité au mouvement de classe, une barrière à l'expansion capitaliste et à l'appauvrissement qu'elle crée.

En outre, le gouvernement grec doit obéir aux directives communautaires, il impose ainsi une série de projets de lois anti-ouvrières, comme la loi sur la sécurité sociale ou la loi anti-grève, qui ajoutant à la politique de rigueur ont avivé la lutte des ouvriers, enseignants et travailleurs ; dans cette résistance, il s'est vérifié une recomposition de diverses strates d'exploités, en dehors de toute directive de parti et de syndicat



A Athènes, le 18 octobre 1991, lors d'une manifestation étudiante.



institutionnels et avec la capacité d'affronter la répression étatique et des forces de l'ordre pratiquant la répression de masse.

A la lumière de tout ceci, l'invocation de Misotakis (président du parti de droite "Nouvelle Démocratie") aux policiers : "vous êtes l'Etat", est très significative. Dans le même temps également, le renouvellement des concessions pour les bases de l'OTAN en Crète a mobilisé de larges masses contre la militarisation de l'île et sa transformation en base centrale du contrôle impérialiste en Méditerranée orientale.

Les forces de police ont immédiatement tenté de réprimer cette résistance par tous les moyens, envoyant de nombreuses personnes à l'hôpital et procédant à des arrestations parmi les camarades ; et ce n'est pas un hasard si tout cela s'est déroulé durant la guerre du Golfe.

Mais ce mouvement de résistance a dépassé la répression de l'appareil et il a mené toute une série d'action directe (barrages, occupations, sabotages... ) contre des objectifs étatiques et des centres de la bourgeoisie impérialiste.

Par la suite, avec le mot d'ordre "Nous, nous résistons aux mensonges, vous, vous portez votre seule vérité : la mort", éclate la révolte des 18 prisonniers sociaux et politiques condamnés à perpétuité et emprisonnés dans une prison spéciale, immédiatement reprise par un grand nombre de détenus dans tous les établissements grecs, contre la torture, contre l'isolement et pour de meilleures conditions de survie.

A la même époque, le gouvernement prépare un projet de loi anti-terroriste sous la direction du groupe de TREVI, copiant ainsi fidèlement les lois italiennes et allemandes équivalentes.

Cette loi est appliquée avant même d'être votée. Les 75 perquisitions du mois de novembre de l'année passée à Athènes, et l'arrestation des camarades Mazokopos, Buketsidis, Kogionis et Berzner (1), sont des exemples concrets de

l'application anticipée de la loi avant toute promulgation officielle. Face à cette situation, les facs ont été occupées, tout comme se sont levées les luttes lycéennes et celles des autres secteurs de classe frappés par l'offensive de l'Etat grec, articulation de l'impérialisme occidental et européen.

Cette offensive répressive s'est développée avec l'évacuation des lycées occupés, avec la répression de la lutte dans son ensemble, avec l'assassinat d'un professeur, par l'attaque directe et violente des forces spéciales de police qui dans la tentative de réprimer totalement le mouvement, ont entraîné la mort de 4 manifestants ainsi que de nombreux blessés, et tout le centre d'Athènes fut immergé dans les gaz lacrymogènes (2).

La presse bourgeoise, les partis et la télévision se sont prêtés à fond à la criminalisation de cette lutte, en parlant d'actions "terroristes" de la part des manifestants, manipulant ainsi la signification de ce qui est une authentique lutte de classe, conduite par les prolétaires contre la restructuration "démocratique" que l'Etat grec tente d'imposer.

Nous tenons à exprimer, en tant que militants grecs et non-grecs, notre solidarité avec les 8 camarades arrêtés en novembre, avec les camarades Bardis Churis et Manolis Chinarakis emprisonnés pour leur lutte contre les bases de l'OTAN en Crète. Leur lutte était et est notre lutte.

Nous exprimons également notre solidarité avec le camarade palestinien Hamidam détenu en Grèce depuis plus de 2 ans et avec tous les immigrés arabes que la classe bourgeoise veut expulser de notre pays.

Un groupe de camarades grecs et napolitains.  
Mars 91.

#### Notes :

(1) : Le 20 novembre, suite à la perquisition du domicile de Kiriakos Mazokopos, grièvement blessé dans une tentative d'attentat, la police a capturé Jannis Bouketsids et Spiros Kojannis et lancé un mandat d'arrêt contre Georgos Balfas pour sa participation à l'organisation armée "Lutte contre l'Etat" et à une fusillade avec la police (trois flics ont été abattus). Le 27 du même mois, Rosina Berkner, militante connue et déjà emprisonnée

précédemment est également arrêtée.

(2) : Le 8 janvier 91, un enseignant de gauche est assassiné par un commando d'extrême droite. Le 10, une manifestation est convoquée à Athènes, rapidement elle se transforme en émeute populaire et tout le centre de la ville tombe aux mains des manifestants. La police mettra plusieurs heures à reprendre les barricades, une répression féroce suivra avec comme bilan : 4 morts et plusieurs centaines de blessés graves.



# Droit bourgeois et légalité prolétarienne

« Quel est le contenu de l'illusion juridique, quelle est la fin de cette fin? Quelle est sa substance? Le majorat, le superlatif de la propriété privée, la propriété privée souveraine... Quelle est, par conséquent, la puissance de l'Etat politique sur la propriété privée? La propre puissance de la propriété privée » (Karl Marx).

## Front des résistances et des luttes contre la justice de classe et la prison.

En construisant dans le combat, l'orientation politique et pratique du Front des résistances et des luttes contre la justice de classe et la prison, nous entendons nous situer et nous inscrire selon nos forces dans l'antagonisme de classe contre la loi et le droit bourgeois, contre la codification et la normalisation qu'ils fondent comme ordre capitaliste.

Ouvrir ce front de lutte répond tant à l'analyse actualisée de la domination de classe, de son unité avec les pouvoirs étatiques, qu'au rôle que la justice -comme appareil répressif et idéologique- assure dans la soumission de masse, dans la codification de l'assignation sociale. C'est à dire, l'assujettissement des individus -isolés- à la place et fonction qu'ils doivent réaliser, dans les rapports de production capitaliste et dans la division sociale et internationale du travail, pour la reproduction élargie du système.

Le rôle central de cet appareil étatique se renforce dans son intervention de relégitimation permanente de l'Etat et dans la délimitation, par conséquent, des formes, moyens et du champ des luttes sociales et politiques - leur restriction.

Codifiant la "légitimité" de la dictature de classe et la subordination de masses, le droit se représente toujours plus comme la matérialisation et la condensation du rapport de force entre les classes - pour l'imposition de l'ordre capitaliste...

L'appareil de justice n'est que l'instrument de ce rapport de force.

Dans l'affrontement des classes qui ébranle l'édifice, en permanence et à chaque niveau, l'Etat actuel est le résumé bourgeois de la superstructure juridico-politique qui se dresse sur la base concrète de la structure économique.

Une base comme ensemble des moyens et des rapports de production - ou plus précisément, ce qui n'en est que l'expression juridique : les rapports de propriété -, de la division sociale du travail.

Aujourd'hui, dans la construction du Front des résistances et des luttes contre la justice de classe et la prison, nous déterminons, avec d'autres composantes du mouvement révolutionnaire, l'espace politique d'une nouvelle expression de la solidarité et de l'unité de classe.

Solidarité et unité d'autant plus nécessaire au moment crucial que nous vivons, alors que la lutte des classes se déchaîne avec une force nouvelle, que la bourgeoisie impose ainsi aux masses la dégradation de leurs conditions d'existence et de travail ; qu'elle leur retire la dignité dans la précarité, la dualité sociale, la concurrence et dans l'assistanat. Et qu'elle dérègle au profit des monopoles le droit de grève, le droit au travail, mais aussi le droit politique.

Construire le Front de la solidarité et de l'unité de classe contre la justice et la dictature bourgeoise de classe qu'elle matérialise, c'est établir les fondations -mêmes embryonnaires- de leur renversement, et c'est donc les diffuser dans l'ensemble du réseau du mouvement antagoniste, en tant que pratique immédiate et collective.

## 1. RAPPORTS DE PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET DROIT

Toute mutation du procès de travail, de ces formes, de ces moyens ou de la situation des rapports qu'il ordonne, détermine la mutation concomitante du Droit.

Il y a donc permanence de cette détermination par les rapports de production et de leur reproduction élargie, à la nature et à la finalité des lois, ainsi qu'à la constitution des appareils qui la réalise et l'étend dans les rapports sociaux.

Tout comme l'Etat, la loi et le Droit se périodisent. Et leur unité dans l'appareil judiciaire évolue suivant les rôles et fonctions qu'ils assurent dans le processus de production et de reproduction du Capital.

La loi et le Droit se périodisent dans l'Institution qu'ils homogénéisent ; tout d'abord intérieurement. Car le Droit est déjà à l'origine d'un principe la codification administrative-bureaucratique qui consacre l'unité étatique des appareils, leurs relations, leurs autonomies, leur hiérarchie... Et cela, dans le même mouvement de l'imposition de ces appareils comme ordonnement des rapports de pouvoirs sur les classes.

Ils fondent l'Institution étatique, sa légalité structurelle et d'action.



Une Institution garante de la cohésion et de la perpétuation de la formation sociale, qui est précisément le lieu de la reproduction du mode de production, aujourd'hui capitaliste.

Cette Institution surgit de la lutte acharnée entre les classes, pour préserver et être médiation des rapports de propriété, au moyen de la mobilisation permanente des appareils d'Etat ; qu'ils soient répressifs ou idéologiques, mais encore et toujours plus politiques et économiques (armée, police, école, médias...).

Dans la concentration et la centralisation des rapports de pouvoir réel, l'Institution est le coeur de la réaction politique. Une réaction qu'elle militarise par et dans l'appareil judiciaire qu'elle constitue autour du monopole de la violence.

Un monopole de la violence publique en tant que rapport "essentiel" de pouvoir - pour sa pérennité. Monopole que la loi organise et codifie.

Il n'y a pas de violence sans loi, car également, il ne peut y avoir de loi sans violence.

"Force doit rester à la loi". Ce qui signifie concrètement, la force doit rester du côté de la classe qui accapare -dans l'exploitation- le pouvoir économique et le pouvoir politique correspondant.

Platon décrivait déjà la servitude de la loi à la domination d'une caste sur le peuple. La loi la servait, et plus, elle était présente dans la constitution de son essence comme domination.

L'Etat primitif, les Etats esclavagistes de Rome et d'Athènes, l'Etat féodal... tous ont reposé sur le socle d'un Droit, et autour de l'organisation juridique correspondante. Le plus inhumain et le plus sanguinaire s'est représenté et a été consacré comme expression du Droit. Toujours le sien. Celui de son imposition murie dans les combats. Codification de l'unité intérieure et barrière des limites extérieures. Unité des sujets dominés et rejet des étrangers/ennemis, dans un rapport continu et changeant de soumission et de guerre.

C'est le rôle historique du Droit.

Les lois ne sont pas immuables. Elles se périodisent selon les contours du rapport de force : dominants/dominés, pays forts/pays plus faibles.

De tous temps, les dominants ont arquéboute leur réaction politique autour de la conservation du Droit. Leur Droit.

Droit qu'ils légitimaient en le proclamant "naturel" (élément naturel comme la pluie et le vent !), ou Divin. Ou bien encore, d'un éternel et idyllique droit des hommes. Mais toujours comme

Droit n'ayant qu'un et unique but : renforcer et

perpétuer l'accaparement de la propriété de richesses ou de privilèges, et de sanctionner les déshérités dans l'exploitation et l'esclavage.

La loi n'est modifiée par les dominants qu'en rapport avec ce but.

La société est vivante, elle se transforme en permanence dans la production du quotidien et du nécessaire matériel des êtres humains ; la loi assurant la continuité et la stabilité des rapports pour cette production, pour la reproduction du rapport social dominant - aujourd'hui le Capital.

Lorsque dans les contradictions et les luttes, les conditions se modifient, que le système de production acquiert de nouveaux contours, s'étend, les rapports sociaux se modifient simultanément et alors la loi doit évoluer et suivre ce mouvement ou céder sa place à une autre.

L'exemple le plus frappant, mais également bien sur, le plus central, est celui du rapport des lois aux droits de propriété. Au cours des temps, les règlements se transformèrent avec la sédentarité, et puis lorsque le travail s'établit comme activité principale de la société, quand les produits acquièrent de plus en plus une valeur marchande et qu'en conséquence, leur commercialisation devenait le mode essentiel de la production.

Ainsi, de même qu'à une époque déterminée, les paysans qui s'étaient attachés à la culture d'une parcelle de terre en revendiquèrent la propriété, les artisans entendirent disposer de leurs moyens de production et des fruits de leur labeur. Les gens désiraient rester propriétaires de leur travail, du profit de leurs efforts réels et ainsi assurer leur indépendance.

"La propriété privée devint de cette façon la loi fondamentale d'une société fondée sur des unités de travail de faible dimension". Et ainsi, de fait, la propriété privée des moyens de production se révélait comme le propre du petit producteur et du petit commerce, c'était-là son complément juridique nécessaire.

Quand le Capital s'imposa comme maître d'industrie, il le fit dans le cadre juridique élémentaire de cette propriété privée.

La privatisation des moyens de production se généralisa dans une intensification de l'exploitation des travailleurs. Ainsi, privatisation bourgeoise (propriété privée des machines, des ateliers, de la production...) et dépossession des ouvriers étaient la conséquence sociale du caractère classiste, de la dualité du système et de l'Institution. Plus encore, elles devenaient la source de l'accumulation toujours plus croissante du Capital.

Accumulation qui déterminait plus de propriété



comme propriété privée capitaliste, plus de pouvoir dans une domination de classe au caractère nouveau. Cette propriété capitaliste permit à ce pouvoir économique-politique de renforcer la productivité -dans toujours plus d'exploitation, de dépossession, de paupérisation et de destruction- et ainsi, d'étendre le rapport social dominant.

Le Capital, destructurant les relations primitives et moins développées, constituant le marché mondial et effectuant son partage, imposa son institution juridique comme universelle.

Mais cette "universalité" représentait aussi une limite en soi, la limite historique de l'espace de la production et du commerce ; alors que ceux-ci se développaient, muent par la dynamique accumulative. Ainsi redoublait la concurrence entre les capitaux. Les capitaux forts, liés le plus souvent à l'apparition de nouveaux procès de production, absorbèrent les plus faibles, ainsi des Trusts apparurent. Monopoles d'abord par branches et par secteurs avant de devenir des complexes d'industrie.

Les monopoles et les procès économiques qu'ils généralisaient, entraînèrent une plus grande division sociale et internationale du travail, dominée par le partage du monde entre les pays capitalistes les plus développés.

Cette phase détermine une modification essentielle du cadre juridique : à l'identification capitaliste, c'est à dire, à l'unité de la propriété juridique et de la propriété économique du capitalisme individuel, succéda la dissociation monopoliste, entre propriété économique (sociétés par actions...) et propriété juridique.

Ainsi, la scission entre la fonction de direction de la production et le fait d'empocher les bénéfices du travail, est le visage impérialiste, celui de Janus, de la propriété capitaliste. Avec les sociétés par actions ("la tonte des coupons", selon la célèbre formule de Lénine), les véritables propriétaires se retirent du procès de production direct. Ils s'en dissocient. Et dans la fusion du capital bancaire et du capital industriel, ils constituent l'oligarchie financière.

Dans le système impérialiste, l'exportation des capitaux acquiert une importance décisive face à l'exportation des marchandises, et l'actionnaire n'entretient plus de liens directs et immédiats avec le travail. Imposer son contrôle et sa propriété par l'intervention extérieure devient un impératif décisif dans le rapport social. La garantie de tirer sa part des profits de l'exploitation, l'assurance de la stabilité et de la progression de la valeur réelle des coupons, résident ainsi de plus en plus dans l'action de l'Etat et de son appareil de force : la loi.

Ainsi, parallèlement à la mutation de la loi sur la propriété correspondante au nouveau procès d'accumulation du capital et de dépossession des travailleurs, l'Etat et en particulier son appareil juridique acquièrent un poids plus déterminant (et qui ira en s'accroissant) dans la reproduction sociale. Il s'agit là du mouvement de centralisation et de concentration de la garantie directe des profits. De fait, graduellement et par ruptures, de fonction sociale, la loi de la propriété privée a abouti à son contraire absolu. **Loin d'assurer la possession du travail, elle est la régulation de sa dépossession.** Elle prive les travailleurs -la masse des êtres humains- de l'utilisation des instruments de production.

Le conflit entre le régime de la production et le régime de la propriété privée s'aiguise dans l'internationalisation et la socialisation -capitaliste- des forces productives, restreintes et atomisées dans les formes de la production -de la propriété- restées individuelles. A ce conflit correspond, dans un mouvement interactif, l'accélération de la lutte des classes, et l'accroissement considérable des appareils d'Etat et du militarisme.

La lutte des classes parcourt et détermine centralement l'amplication des fonctions et de l'intervention des appareils de pouvoir, ce qui implique un processus de centralisation, afin de garantir le cadre du régime de la propriété capitaliste et la domination qui la fonde.

Dans ce mouvement, l'Etat capitaliste rompt avec les contours des Etats précapitalistes, en centralisant toujours plus et en devant perpétuellement s'approprier le monopole de la violence et, bien sur, en tout premier lieu, celui de la violence "suprême" : la guerre.

La loi est le code de la violence publique, centralisée et organisée par l'Etat, tant à l'intérieur des frontières, comme garantie à l'exploitation et à la soumission, qu'à l'extérieur comme garantie du partage et des profits impérialistes.

## 2. LA LOI ORGANISE LA DEPOSSESSION

Acquérant sa légitimité comme pouvoir surgit des luttes, l'Etat bourgeois s'impose ainsi en centralisant et en concentrant la violence et la force organisées.

"La machine de guerre nationale contre le travail".

Et cette "légitimité" de force se mue en Raison légale, consacrée et rationalisée dans la Loi. Ainsi, graduellement, la monopolisation et l'amplication des formes et des moyens de



contrainte s'harmonisent en un caractère d'"Etat de droit" et son institutionnalisation. Cette "harmonie", dans la dictature des appareils, induit sa reproduction par le consentement - et donc, dans les rôles spécifiques d'appareils attachés à créer et à maintenir la soumission extorquée -.

Comme pour toute superstructure, il est possible de saisir la spécificité de la Loi et du Droit bourgeois actuels dans leur rapport à la base économique, à la division sociale du travail et aux rapports de production. Ce sont eux qui assignent au monopole de la violence sublimée en Droit, sa place et son intervention.

Cette violence capitaliste, bien que n'étant pas directement visible dans le procès de production, y est représentée en Droit comme l'inscription de la dépossession des travailleurs directs de tout moyen de production et ainsi, du même coup, comme leur réduction et seule inscription à une condition de salariés en droit. Ce Droit capitaliste intervient ainsi comme inscription de la violence sur la base économique et sociale, sur le déroulement du processus de production. Car il n'est plus seulement le produit du rapport de force entre les classes, il se fonctionnalise à lui comme l'instrument de la domination de classe.

Ainsi, si le rôle du Droit s'avère essentiel dans le rapport de pouvoir en régissant la répression, **il ne s'y limite pas.**

Le rôle et l'intervention de la loi se complexifient au fur et à mesure de l'extension de la fonction des appareils de l'Etat, de leur place dans la lutte des classes.

La loi organise les relations internes à la domination. Elle régit la lutte dans le rapport de conciliation entre les différentes fractions bourgeoises pour dominer. Mais au-delà, elle doit sanctionner et retranscrire les compromis concrets que cette domination doit passer avec les classes opprimées. Droits du travail, droits politiques... compromis que la classe ouvrière arrache dans les luttes.

Ainsi le Droit tient une place centrale dans la cohésion sociale, et par là dans la constitution matérielle du consentement. C'est aussi lui qui la délimite, en contenant le côté de la Loi et de l'autre, le côté où il ne s'impose que par la terreur légale, la frontière entre les deux n'est pas aussi inamovible que voudrait le faire croire la mystification du Droit, puisque clairement régit dans l'affrontement de classe.

Par ailleurs, l'Etat, ses appareils idéologiques tentent perpétuellement de renverser l'équation en projetant sur les "perturbateurs" un message de terreur. Au delà de l'Ordre et de l'Etat de droit existerait uniquement un *no man's*

land de terreur et de violence, règne noir des terroristes, de la classe dangereuse... Cette tentative permanente est à la mesure de la tension entre la légalité bourgeoise que l'Etat doit traduire et imposer en termes de légitimité de son monopole de la violence, et la nécessité d'expulsion de l'espace du Droit de toute remise en cause, d'attaque à l'ordre social.

Et l'Etat de droit définit la règle. Soit il y a consentement, une subordination extorquée ou récompensée qui trouve sa place légalisée dans l'Institution, ou alors, il y a refus et résistance, antagonisme. La limite est franchie, l'Etat répond par la criminalisation. Sont criminels tous ceux qui refusent et mettent en pratique ce refus de la dépossession sociale et de l'Ordre de l'exploitation.

L'Etat en matérialisant le monopole de la violence au nom de la propriété capitaliste projette l'espace de l'Institution, délimitant ce qui est légal ou illégal, donc ce qui est à valoriser dans l'activité sociale, économique, politique, culturelle, militaire... pour la (re)production ; permettant ainsi l'aménagement et l'expansion de cette propriété capitaliste.

C'est par cette projection de l'espace de l'Institution que l'Etat assure également la cohésion de la formation sociale, sa cohérence dans l'unité territoriale et l'unité des "résidents" ; la loi consacre cette mise en place de la formation sociale, instituant ces "résidents" en individus juridico-politiques.

Ainsi, le Droit n'est pas seulement limite et barrière à l'exclusion. Dans l'action de division-différenciation des sujets juridico-politiques individualisés, il assume également la détermination de référence collective et d'assignation.

Assignation du rôle et de la place de chacun dans la hiérarchie de l'Ordre social.

Dans un même mouvement, la loi contribue à instaurer, à consacrer et à perpétuer la **différence** -différence de classes et différence des sujets- et, elle s'érige, en parcourant les rapports de pouvoir, comme système de cohésion et d'organisation de **l'unité-homogénéisation** des différences.

Au cours de la lutte des classes et du procès de production, elle est l'arme de l'Etat dans l'action déterminante de la dépossession et de la soumission, **l'individualisation.**

Isoler-individualiser les sujets pour organiser la pacification d'un système uniforme et intégré de soumission de masse, et déposséder les masses pour le profit de quelqu'uns. Dans l'expansion et la pénétration des rapports de pouvoir à l'ensemble du corps social (de par la réification des rapports sociaux toujours plus assujettis à la



reproduction capitaliste), la loi acquiert et concentre un complexe de fonctions répressives, politiques, économiques et idéologiques toujours plus essentielles.

### 3. RENSERER LA LOI, IMPOSER LA JUSTICE

Dans un mode de production capitaliste qui consacre l'exploitation de masse et l'individualisation -la productivité et le "bonheur privé"- l'idéologie a perdu son rôle dominant ; l'ancienne collectivité autour des valeurs spirituelles et de la religion a fait place aux mécanismes et aux rapports de production fondant l'Economie dans un rôle primordial.

Et la spécificité centrale de ce rôle fonctionnalise la loi en tant que lien idéologique. Ainsi, "l'idéologie juridique tracée dans la loi devient la région dominante de l'idéologie dans un mode de production où l'idéologie n'a plus le rôle dominant".

A l'époque de l'impérialisme, la loi bourgeoise représente la trame idéologique essentielle de l'exploitation intensive du travail, de la dépossession et de la soumission des prolétaires individualisés ; isolés et pressés dans ce contrôle social et idéologique, ainsi que face à la codification et à la norme de la propriété capitaliste.

Cette spécificité de la loi et du système juridique n'est autre que l'ampliation de leurs fonctions dans la "soumission réelle du Travail au Capital", et le cloisonnement relatif de ces places et de leurs agents, dans le rapport classes dominantes/classes dominées.

Et cela dans le Centre, mais au delà, aussi, dans les relations impérialistes à l'égard des masses du Sud, dans la pression du pillage, et jusqu'aux interventions militaires toujours justifiées au nom de quelques droits internationaux (1)... ou, même comme intervention "humanitaire", selon la conception occidentale et capitaliste des "droits de l'homme", sanctifiant et ouvrant la voie à l'exploitation et à l'individualisation pour la valorisation du Capital.

Le Droit est donc bien au coeur des rapports de pouvoir, centralisés et concentrés dans l'Etat impérialiste, dans leur oeuvre de catégorisation, d'assignation sociale et de répression permanente intériorisée ou brutale. Ainsi ce droit -toujours au coeur de l'Etat- se conforme en permanence à l'action des appareils pour garantir la prédominance et la reproduction élargie de la propriété capitaliste -sa circulation et son expansion- dans le combat qu'ils doivent livrer

contre les opprimés et les exploités.

En ordonnant la dictature des appareils, le Droit et l'idéologie juridique qu'il matérialise ainsi, tentent de dissimuler la réalité de guerre civile que revêt le combat de classe(s). Ils essayent de la "civiliser" en la codifiant pour et dans l'Institution. Elle ne serait plus guerre civile de classes permanente, elle s'institutionnaliserait pour disparaître dans le mythe tenace de l'alternance, de sa possibilité normalisée ; c'est à dire, une voie pacifique au socialisme.

Un mythe entretenu tant par la bourgeoisie, bien sur, que par les multiples tenants de l'opportunisme et de la révision. De fait, la domination imposée et acceptée, reproduite dans la réforme et la démocratie toujours plus formelle, toujours plus éloignée des prolétaires, des classes opprimées... ad vitam aeternam.

La loi définit alors dans la lutte des classes, le front de la guerre civile. D'un côté, la règle interne dans l'institutionnalisation "perpétuelle" au service de la puissance surgie et accumulée dans l'accaparement de la propriété privée ; de l'autre, l'exclusion -totale ou partielle-, la répression, la criminalisation, l'élimination des forces politiques qui combattent pour une profonde et radicale transformation sociale, les forces révolutionnaires du socialisme.

Le Droit bourgeois s'oppose à la socialisation et donc à la répartition équitable des fruits du Travail. Il n'est pas justice, il est permanente injustice sociale.

Plus le Droit capitaliste devient l'arme de la bourgeoisie impérialiste, et qu'il est ainsi monopolisé comme moyen d'oppression nationale et internationale -comme code de l'exploitation et de l'extorsion des profits-, plus il se révèle dans cette essence permanente ; que ce soit dans la pression qu'il exerce et les interventions militaires menées au Sud, que ce soit dans les affaires politico-financières et dans la répression de masse, qu'il ordonne ici dans les métropoles. Et en cela, il se trouve toujours plus au coeur de la contradiction exploités/exploiteurs, bourgeoisie impérialiste/Prolétariat International.

Alors que la lutte pour l'autodétermination et le partage réel élève le droit et la justice véritable. Dans son développement comme réappropriation du pouvoir à la base, cette lutte détruit la dépossession et la soumission ordonnées par le Droit bourgeois. Et elle renverse l'individualisation dans la solidarité et l'unité de classe, seules capables d'assurer la liberté par la libération de tous et de chacun.



Ainsi, la justice et le droit nouveau jalonne la marche vers le socialisme. Les travailleurs doivent se rendre maître de l'aménagement et du contrôle de la production, une auto-organisation affirmant la propriété collective, **la Révolution du Droit**.

L'actualité de cette révolution de la loi sur la propriété s'accroît jusqu'à l'urgence, à cette époque de l'affirmation internationale des monopoles, de la complexification et de la délocalisation de la production -sa division extrême-, des technologies nouvelles de production et de communication, de la plus grande diffusion des sciences et de la connaissance, de l'horizontalisation des capacités et des savoirs...

Plus que jamais l'autodétermination de classe est indispensable pour briser l'extension de l'exploitation intensive du travail, sa répercussion dans la réification et l'isolement social. Et seule la solidarité et la collectivité de classe forgées dans la lutte pour le socialisme permettront de rompre l'atomisation et l'individualisation, en dressant l'unité des exploités et des opprimés contre la domination des monopoles, contre la loi et l'Etat bourgeois.

Ainsi s'affirmera la révolution du droit des hommes à libérer et à organiser le travail et la vie selon leur volonté collective d'émancipation.

Cette collectivisation correspond à de nouveaux rapports sociaux radicalement différents des anciens, et alors la loi de la propriété qui leur sera liée, aura été considérablement transformée en tant que :

**loi de la propriété commune des travailleurs.**

Les révisionnistes et les réformistes prétendent "socialistes" ont entretenu avec soin tout au long de ce siècle, la confusion entre propriété commune des travailleurs et propriété publique ; une propriété publique concentrée dans l'Etat ou dans un appareil spécifique.

Selon eux, la "collectivisation" ne serait plus qu'une longue marche régulatrice de la production, dans une succession de nationalisations industrielles, du crédit et des banques, déposant les travailleurs de tous moyens et de tous pouvoirs.

Nous avons vu ce que donnait une telle méthode ici, dans le centre, où nous n'avons constaté qu'un va-et-vient entre propriété privée et propriété publique au service des monopoles transnationaux et de la rentabilisation à tout prix ; allant aujourd'hui, jusqu'à la dénationalisation des services publics, sociaux, culturels... au détriment des travailleurs et de la classe entière.

De même, dans la transition socialiste interrompue en URSS, il a été possible de saisir une erreur fondamentale, quand la propriété publique étatisée a progressivement repris les acquis de la collectivisation réelle. Dans des rapports de production et une division sociale du travail, conservant des aspects capitalistes et déposant les travailleurs de tout pouvoir, l'Etat bureaucratique est devenu hégémonique dans tous les rapports sociaux, et cela au détriment des Soviets et du contrôle ouvrier. Transformant ainsi la voie socialiste soviétique en impasse du socialisme bureaucratique d'Etat.

L'autodétermination dans la propriété commune ne devra et ne pourra reposer -si elle veut réussir- que sur une collectivisation retransmise socialement dans le pouvoir des Conseils-Soviets. Pouvoir à la base dans des rapports révolutionnés afin que "le gouvernement des personnes -fasse-place à l'administration des choses et à la direction des opérations de production".

La révolution du mode de production et la révolution du droit ne font qu'une : **la voie pour une société sans classe ni Etat.**

#### 4. DROITS ET CONTRADICTIONS

Dès le XVI<sup>ème</sup> siècle, le pouvoir en place, confronté aux guerres privées qui alors minaient son autorité, imposa "la paix" dans la monopolisation de la guerre et l'organisation de ses moyens, comme violence publique légale. L'Etat devient dorénavant le seul à la détenir en Droit. Elle est ainsi cette présupposition du processus brutal d'accumulation et de reproduction élargie du Capital.

Tandis que d'autre part, dans sa réalisation, ce procès a introduit dès le niveau du processus de production, la nécessité d'une systématisation de principes et de règles chargés d'assurer la prévision et un minimum de stabilité aux calculs stratégiques des investisseurs de capitaux.

Un système de cadre généraux et spécifiques et une action normative faite de statuts et de règlements qui garantissent -en la perpétuant- la cohérence de la formation sociale capitaliste.

Ainsi, le système juridique, tout en constituant l'expression du rapport de force entre les classes, ouvre aux classes dominantes un calcul politique stratégique qui leur permet d'intégrer, dans l'imposition des conditions de la conservation du pouvoir, le facteur de résistance et de lutte des classes dominées.

La loi capitaliste a pour ainsi dire une fonction d'amortisseur et de canalisateur des contradictions économiques et des crises



politiques afin d'en circonscrire les répercussions. Elle est présente dans la régulation des effets les plus sauvages de la concurrence et de la concentration en étant la règle de cohésion générale. Une cohésion qui s'étend à l'articulation institutionnelle du rapport entre les différentes fractions bourgeoises pour le pouvoir politique. Ainsi, également comme organe de cohérence des rapports de pouvoir, elle atténue les tensions internes aux divers appareils.

Au cours de cette action, l'objet de la loi n'a jamais été d'intervenir contre la violence initiale de l'Etat mais bien, par une fonction d'organisation de l'exercice de cette violence, allant du procès de production aux règles constitutionnelles, de prendre en compte la résistance et la lutte populaire pour les résoudre dans la reproduction élargie du Capital.

Prendre en compte signifie primordialement (et articulé aux antagonismes), régir la structuration des concessions aux classes exploitées. Donc, l'ensemble des mesures sociales, économiques, démocratiques qui permettent d'organiser et de développer idéologiquement le consentement de masse. Et qui simultanément sont censées répondre aux luttes, en les encadrant et les détournant. Une opération de médiation modératrice sachant aussi imposer la nécessité de ce consentement aux diverses fractions bourgeoises. Tâche essentielle quand on sait combien les concessions et plus largement l'attitude face aux classes dominées sont un des points chaud permanents de l'instabilité politique interne à la domination de classe.

L'Institution a par exemple été contrainte d'imposer les lois sociales (8 heures, les retraites, sécurité sociale, etc...) contre la conscience immédiate et réactionnaire de certaines fractions de la bourgeoisie. De fait, ces réglementations favorisaient l'intégration au système et sa reproduction.

Autre exemple, la loi anti-Trusts est une concession, un répis légiféré au petit capital et au capital non-monopoliste face au mouvement transnational de concentration. A une époque maintenant en révolution, cette concession faisait partie de mesures qui articulaient ces divers capitaux non-monopolistes déclinants et faibles à l'hégémonie interne des monopoles sur la production, dans une formation nationale spécifique et avec une domination politique correspondante.

La loi, fonction de la propriété capitaliste, fonde ainsi, dès le niveau du procès de production, la dépossession des travailleurs et simultanément, elle organise, en tenant compte du rapport de force entre les classes, l'ordonnement de la domination d'une classe et le consentement des prolétaires -isolés- à vendre leur force de travail.

Durant les années 60, s'ouvre une nouvelle phase dans le mouvement de concurrence, de monopolisation et de division sociale du travail comme contre-tendance à la baisse du taux moyen de profit, relancée par la pression accentuée de la lutte des classes internationalement et de la crise de dominance du Capital US. ; ;

Le bouleversement considérable dans les rapports de production et dans les rapports sociaux ainsi déchainé, allait induire toujours plus de concentration économique, industrielle, financière, de développement des forces productives et, toujours plus de centralisation des pouvoirs politiques réels.

Il ne faut pas saisir ce mouvement comme uniquement propulsé par l'infrastructure économique vers la superstructure politique et juridique le restreignant - mais bien comme celui de **leur mutation interdépendante et interactive contradictoire** dirigée par la lutte que les classes se livrent pour la résolution de leurs intérêts antagonistes dans la société.

Cette compréhension essentielle permet de situer la fonction du Droit et de l'appareil juridique à leur juste place dans l'Etat et dans ses interventions.

L'action de l'appareil juridique ne relève d'aucun plan machiavélique ou seulement mécaniste. Elle est cette intervention de l'Etat dans le rapport de force entre les classes. Une intervention, comme nous l'avons vu, par la codification et l'assignation/individualisation des classes dominées à une place dans la division sociale capitaliste du travail et dans les rapports de production et simultanément, pour la formation d'une classe dominante en fonction de la reproduction élargie du Capital.

L'appareil juridique est au coeur de toute contradiction du système comme régulateur-amortisseur ou comme force brutale d'imposition. Dans la crise, sa place s'est trouvée renforcée et simultanément fonctionnalisée à son intervention pour créer l'espace propice aux capitaux et aux Trusts les plus performants, en leur permettant de réunir les capacités et les moyens indispensables à leur développement et à leur extension dans les nouvelles productions et technologies face à l'internationalisation.

Dans ce mouvement, la centralité de l'extraction de la plus-value a été accentuée par les restructurations, les concentrations, la division sociale du travail et la diversification/délocalisation... Et cela, afin d'élever la productivité et de baisser les coûts de production.

Le bond en avant dans la monopolisation qui s'est produit à la fin des années 70 et au début



de la décennie 80, comme tous les précédents au cours de ce siècle, a été étroitement lié à l'extension de l'exploitation intensive du travail dans une nouvelle division sociale capitaliste et internationale de ce travail.

Le système capitaliste, dans ses formes économiques, financières, industrielles, culturelles, etc... est d'une violence extrême par la destruction et les guerres, par l'accaparement, la dépossession, les inégalités qu'il crée, par sa nature de classe. Ses contradictions auraient dû le détruire depuis bien longtemps, si elles n'étaient pas amorties, codifiées, régularisées et légalisées. Et si ce n'est pas entièrement, ce fut cependant assez pour en limiter, en briser le déchainement révolutionnaire. De fait, plus le processus de monopolisation avance et s'accroît, plus il constitue de terribles conditions de vie et de travail, plus il est contradictoire et lutte des classes, plus la loi -au niveau international et national- acquiert une place déterminante et une fonction idéologique essentielle, pour constituer et maintenir la formation et la domination de classe de la bourgeoisie.

De plus en plus interne et rigide, comme imposition du monopole dans les processus économiques, la Loi se présente en tant qu'unité des pouvoirs de l'Institution étatique ; elle permet de légiférer toujours plus autonomement dans la jurisprudence et l'application, elle rend exécutive ses décisions. Elle est idéologie matérialisant la violence étatique, mais plus encore, elle se présente aujourd'hui ainsi en tant qu'idéologie politique de l'Etat technocratique autoritaire issu de la phase de concentration capitaliste.

De décrets en lois cochées, de statuts en circulaires, la Loi matérialise la dominance exclusive des appareils étatiques. Elle est le langage bureaucratique de ces appareils. La Loi ne perd pas de son autorité, car elle devient elle-même administrative dans la fusion des appareils.

Il n'est pas un jour, où nous n'entendons pas un crédo rageur ou larmoyant à propos de l'indépendance de la Justice ou sur une prétendue séparation des pouvoirs... Balivernes et mystifications à une époque où justement l'appareil juridique lie et centralise la condensation des rapports de pouvoir. Et où il est devenu, dans l'Etat, le noeud tant de la résolution des contradictions que de leurs perpétuations.

Alors que l'appareil juridique concentre d'avantage encore de fonctions économiques, sociales, politiques, militarisées et idéologiques, et cela dans une relation

interactive à la pression des monopoles sur les classes et toute la société, il se voudrait indépendant, un pouvoir "libre, neutre et idéalement juste".

Une pantalonade qui n'est que le masque sinistre de la lutte entre les fractions bourgeoises, dans leur commune volonté et acharnement à s'approprier cet appareil réactionnaire et technocratique pour dominer et se jeter à l'assaut des derniers remparts du contrôle populaire et démocratique. Si ce contrôle était entaché de formalisme, de réductions et de symbolisme, acquis des luttes historiques, il restait une entrave aux décisions technocratiques.

Une "indépendance" et des "droits de l'homme", alors que si toutes les structures juridiques paradent déjà sous ce nouveau masque détourné et trompeur, elles n'en sont que plus inféodées aux monopoles et aux logiques réactionnaires des inégalités et de la privatisation.

"Droits de l'homme" ? Quand les asiles de fous et les soupes populaires sont chaque hiver, les "urgences du contrôle humanitaire" des métropoles.

"Indépendance de la justice" ? Quand pour ceux qui trouvent encore du travail, c'est quotidiennement toujours plus d'exploitation et d'oppression, alors qu'ils sont maintenus sous la pression du chantage exercé par une armée de réserve enchaînée au chômage et aux petits boulots ; et que les accapareurs se vautrent dans la basse besogne boursière, faisant et défaisant les entreprises au gré de coups spéculatifs, d'ajustements à la rationalité du marché... tout en engorgeant les profits.

"Droits de l'homme" ? Quand les sociétés occidentales, qui en portent l'étendard comme celui de leur monopole en vertu civilisatrice, démontrent chaque jour leur incapacité à assurer une vie digne pour les hommes et les femmes toujours plus nombreux, qui subissent les effets de leur développement structurellement inégalitaire ; pas de boulots, pas de logements, une santé au rabais, etc... pendant que l'arrogance et l'autoritarisme des dominants affirment leurs droits à voler et à spolier impunément les masses.

"Indépendance de la justice" ? Quand les prisons se remplissent de jeunes et de pauvres pour des délits sans envergure, alors que les oiseaux de proie, margoulins de la finance et de la politique, restructurateurs et corsaires d'industrie, rois de la spéculation et du détournement de fonds déploient leurs ailes et se pavanent sous les sunlights des larbins médiatiques ; quand le moindre refus de cette



dépossession organisée provoque les foudres de la répression et que la clémence ne se réveille dans les prétoires que lorsque sonne l'heure des assassins de jeunes et d'immigrés.

La crise économique et les mutations qu'elle provoque, ont créé une instabilité hégémonique -souterraine et permanente- qui affaiblit considérablement l'ensemble de la domination en une crise de l'Etat - une crise de représentativité de tous ses appareils, une crise de la justice.

Cette crise de la justice, qui fait aussi florès dans le spectacle médiatico-politique et qui, est le reflet déformé de la réalité d'instabilité consubstancielle que provoque cette crise de représentativité et ainsi, elle traduit une dimension réelle de la crise de légitimité de l'Etat.

La loi et l'appareil juridique qui parcourt transversalement dans leurs interventions les rapports de domination de classe, les ont graduellement centralisés en un ordonnement toujours plus enrégimenté par l'hégémonie des Monopoles.

Devenant la matérialisation du rapport de force entre les classes, dans les contradictions et comme contradiction. La loi et l'appareil organisent le cadre politique créé autour des structures institutionnelles et de leur politique de "représentation"/conciliation de classes. Comme les Partis et les syndicats fonctionnalisés à l'Institution et à sa défense, en véritable "chien de garde" - tant dans la "légitimité" de façade qu'ils lui procurent, que dans les limites et les protections pour sa sauvegarde qu'ils établissent dans les luttes à la base. Ils sont ainsi les agents directement liés au "jeu du consentement"



En juin 1986, à Hambourg, pendant douze heures...



et à la contre-révolution préventive et permanente qu'il fonde avec ou sans conscience, mais avec constance.

Sa place dans l'économie, dans l'Etat, dans la cohésion de la formation sociale, sa fonction idéologique et son rôle central de garant et simultanément d'amortisseur/canalisateur dans la reproduction élargie du Capital, transforment l'appareil juridique en amplificateur de la crise des rapports sociaux, de leur reproduction.

Le Droit et l'appareil juridique révèlent d'autant plus l'état réel des contradictions qu'ils y sont aujourd'hui centraux. Ils en sont la caisse de résonance et la matérialisation immédiate.

##### 5. CRISE DE L'ETAT, CRISE POLITIQUE ET CRISE DE LA JUSTICE

La nouvelle qualité du Capitalisme Monopoliste d'Etat (C.M.E.), correspondant à la phase de concentration, a pour fondement essentiel d'assurer la permanence de la cohésion et de la cohérence d'une formation sociale capitaliste bouleversée par le développement des forces productives et le basculement des phénomènes complexes de dissolution-conservation des modes de production et des formations sociales nationales qui les matérialisent.

La qualité du C.M.E. est donc primordialement déterminée par une hégémonie plus grande et plus rigoureuse des monopoles sur toutes autres formes de production et de propriété, et en conséquence, elle développe les caractéristiques d'une telle concentration et centralisation : technocratie et autoritarisme.

D'autre part, du fait même de cette suprématie monopoliste, elle tend à constituer une formation sociale impérialiste continentale. La nature technocratique et autoritaire de l'Etat actuel s'assoie sur cette constitution communautaire. Une transétatisation qui unifie les rapports de pouvoir de classe du monopole et cela, des politiques de cohésion et de partage impérialiste qu'ordonne et diffuse la bureaucratie de la Commission CEE, jusqu'aux politiques de régionalisation -qui représente pour l'essentiel la crise de disfonctionnement de l'Etat national, et la pénétration des monopoles, de leur mode de production et de leur pouvoir politique, au plus profond des sociétés-.

Cette mutation n'est, comme tout processus surgit du mouvement de concentration, ni homogène, ni unilinéaire - elle se comprend comme rupture, une rupture épocale dans les équilibres généraux. Le C.M.E. actuel n'est pas le résultat

d'évolutions conjuguées et dirigées (même mécaniquement) par la base infrastructurelle. Il est la matérialisation des rapports conflictuels de classes au niveau mondial et local, de leur rupture et de leur situation nouvelle.

**La monopolisation est un phénomène contradictoire et inégalitaire qui accélère et accentue ses propres contradictions fondamentales dans un équilibre toujours plus précaire.**

Cet équilibre instable est donc régie par : la **crise larvée de l'hégémonie** ; et il faut bien affirmer, en effet, que l'Etat technocratique et autoritaire n'est autre que l'Etat de cette crise hégémonique, de la crise de l'Etat monopoliste.

Dans la crise économique et la monopolisation déchainée qui en resulta, les équilibres antérieurs explosèrent en une crise générale de domination. Crise de l'impérialisme sous dominance des USA, crise de la cohésion des différents capitaux et donc, des différentes factions politiques bourgeoises et une lutte de classes généralisée.

La dominance de l'Etat s'en est trouvée encore accrue, dans les résolutions et les nouvelles interventions qu'il tentait d'ériger et de mettre en oeuvre, face aux luttes et à la résistances des masses populaires et face au désagrègement sauvage du modèle.

Ainsi, il y eu un et même mouvement de renforcement et affaiblissement de l'Etat.

Dans cette lutte des classes acharnée, cet Etat modèla sa forme actuelle, tout comme il modèla la loi qui régit son action et articule l'Institution politique.

Cette domination politique de classe se dresse alors de fait sur les ruines de l'Etat interventioniste dans sa forme de "conciliation recherchée" antérieure, comme "Etat protecteur" ou du "Welfare", ainsi qu'il était couramment dénommé.

Et elle a signifié une mutation et une ampliation de la prépondérance et de la pression de la loi et des appareils juridiques au service de l'ordre social des monopoles, dans la guerre de classes et en particulier, dans l'extension internationale et en profondeur de l'exploitation intensive du travail.

La centralité du Droit bourgeois n'est plus à démontrer dans sa fonction de codification du nouveau partage et des relations mondiales d'échanges. Et bien davantage encore, dans le renversement des régimes progressistes et populaires au Sud, sous le dictat de la Dette et des organismes qui lui sont liés ; des transformations forcées qui s'étendent mêmes aux régimes néo-coloniaux des bourgeoisies locales restées "fidèles", par la mise en place de



gouvernements et d'Institutions assistés et dirigés par des appareils -subsidiaries- directement affiliés aux instances impérialistes (FMI, Banque Mondiale, ...). Cette pression du Droit bourgeois international permet et dynamise les embargos, les agressions indirectes et directes... Parce qu'il s'institue comme base politico-idéologique de l'actuelle dominance sur les peuples et le Prolétariat International.

Mais aussi dominance des appareils étatiques et prépondérance de la loi au sein des rapports sociaux, comme moyens de restriction des effets bouleversants du développement des forces productives dans les pays impérialistes. Ainsi, un "Etat de droit" qui, dans la soumission à la seule fraction hégémonique monopoliste, établit une fracture nette entre le pouvoir réel et l'ensemble des pouvoirs formels. La décision technocratique et le déficit démocratique primaire qu'elle représente, sont le produit de cette soumission et de la fracture de pouvoir qu'elle a créée.

Des politiques de rigueur et d'austérité répétées, des restructurations, de l'élimination pure et simple de secteurs productifs... nous avons gardé en mémoire les décisions judiciaires contre les sidérurgistes lorrains, les ouvriers de Renault, les ordonnances de fermetures d'ateliers, d'expulsions et de condamnations de grèves comme illégales... Nous nous souvenons aussi des plans-décrets de l'aménagement industriel régional ou de l'aide juridique à l'action de la DATAR et de la Safer dans les déstructurations de l'outil de production et de l'agriculture.

Toutes ces décisions ne furent que technocratie autoritaire. Et au delà, l'espace de l'émergence du personnel et des managers technocratiques, dans le rapport direct CEE et appareil étatique local comme pouvoir immédiat et réel. Un pouvoir qui, institué aux confins extrêmes des convergences toujours plus étroites de l'économie et de l'Etat, dissout dans le formalisme, les représentations des autres classes en présence, les partis, le débat politique, les instances sociales de concertation, le parlement, etc...

La fracture entre pouvoirs réels et pouvoirs formels fait tomber les masques des termes "service public", "intérêt général"... qui ornaient l'idéologie politique retranscrite et diffusée dans l'appareil juridique, pour faire apparaître la sainte-trinité de la technologie, efficacité et loi du marché qui s'inscrit comme voie obligatoire de la nécessité "sociale" - la Raison technocratique, l'idéologie de l'autoritarisme dans l'étatisation et la bureaucratie.

C'est dans cette fracture et par la "Raison technocratique" que les pouvoirs réels se concentrent davantage encore, en cimentant les actions -uniformes- des trois pouvoirs intégrés (exécutif, législatif et judiciaire) et leur liaison à "la claque" manipulatrice des médias -eux aussi fortement dépendants de la pression monopoliste-.

Ainsi l'étatisation et la centralité de la loi s'étendent et pénètrent en profondeur le corps social, en une réorganisation plus centralisée et avec de nouvelles techniques de contrôle et d'autorité.

Mais alors que les appareils investissent les rapports sociaux - comme jamais il ne l'avaient fait auparavant-, ils deviennent inatteignables au travers de l'exclusion et de la division des classes dominées qu'ils ont enrégimentées et aggravées. L'éloignement des appareils et l'exclusion des masses dynamisant l'autoritarisme de la décision politique et l'embrigadement de l'oppression -uniformisation des exploités et des "assistés" dans un isolement social brutal et manipulé-.

La dominance de l'Etat et sa pression permanente aggravée sur les rapports sociaux, révèlent sa véritable nature en tant qu'appareil de la dictature de classe. Une révélation qui accélère l'instabilité de l'Institution et du cadre général de cohésion politique et qui par conséquent approfondit la crise de l'Etat.

L'Etat actuel ne répond pas seulement à la crise économique, à la crise larvée de domination, il en est un élément constitutif et de plus, il est responsable de sa permanente aggravation. Quand l'appareil bureaucratique met en oeuvre l'ensemble des contre-tendances à la crise économique, comme centralement l'aplanissement de l'exploitation du travail, il crée les facteurs d'approfondissement de la crise d'hégémonie au delà du seul niveau économique.

Et les luttes ouvrières et populaires, toujours plus directement confrontées aux appareils d'Etat, portent de ce fait une politisation spontanée qui simultanément accentue la crise politique de chaque appareil débordé par cet antagonisme.

Ce qui exige de l'Institution juridique une intervention spécifique et politique renforcée.

Plus la crise politique du système s'étend socialement, plus l'appareil juridique doit accroître tant l'action de relégitimation de l'Institution que celle de la délimitation stricte de la légalité - étendre et intensifier la monopolisation de la violence publique par l'Etat.



Le quadrillage de la légalité et de ses règles se renforce dans la répression des insoumissions et de l'antagonisme révolutionnaire. Et alors que les conditions d'exploitation s'aggravent, la loi intervient pour accompagner et soutenir de ses statuts, règlements et décisions, la réalité réactionnaire et autoritaire du système.

Détermination des "bons comportements" ou des "mauvais sujets", celle des populations suspectes, des individus à risques, réduction générale des "possibles" entre les punitions... et encore, le renforcement du contrôle social, dans la réglementation et la sériation informatisée de masse ; mais aussi, la légalisation de la militarisation sociale, la généralisation des milices, patronales, municipales et privées, le flicage et la surveillance bureaucratisée ; ou encore, les tribunaux d'exception, la redéfinition des délits et crimes politiques, la réécriture des Codes de Procédure Pénale...

Dans toute la force brutale ou la manipulation qu'ils ordonnent, les appareils juridiques tentent de contrôler et de gérer la crise larvée de l'hégémonie. Une crise qui pourtant se perpétue dans le retrécissement de la base sociale et politique que le Capitalisme Monopoliste d'Etat détermine -et dont il dispose- dans sa constitution et la subordination de masse qu'il génère et accentue.

## **6. LE DROIT EST OBJET DE CONFLIT ENTRE LES CLASSES**

Dans ce texte nous avons posé de diverses manières comment la loi est le front qu'érige la bourgeoisie contre les prolétaires et leurs légitimes aspirations révolutionnaires. Le Droit est ainsi la matérialisation permanente du rapport de force entre les classes, l'instrument de l'imposition d'une classe et la ligne d'affrontement entre la Révolution et la contre-révolution.

### **Le Droit est un rapport de guerre.**

Nous écrivions, également, que les luttes pour la Justice et le droit nouveau, jalonnent la marche vers le socialisme et par là, nous voulions insister sur la permanence de ce combat, sur l'unité entre les conquêtes immédiates et le but à atteindre.

Comment ce but projette la nécessité et la possibilité de ces conquêtes, et comment celles-ci tracent, anticipent la réalisation et la nécessité du combat pour ce but - unité qui est la voie et la dynamique du processus socialiste dans les luttes des classes.

Face au culte de la légalité existante, comme vain idéalisme de la réaction bourgeoise à se concevoir a-temporelle et hors d'atteinte, le prolétariat oppose sa résistance et son antagonisme, son ingéniosité pour arracher plus de droit politique, plus de droit dans le travail, plus de partage... Il conquiert ces concessions et ainsi impose des transformations de la loi en vigueur. Dans cette conquête, il prend conscience d'un droit et d'une légalité nouvelle qu'il projette dans ses luttes.

Cette légalité prolétarienne s'est toujours opposée et s'opposera encore à la légalité bourgeoise. Elle sera toujours criminalisée, poursuivie et réprimée, tant qu'elle n'aura pas définitivement vaincu et réduit l'actuelle légalité à l'illégalité.

Au cours de ce siècle, la journée de 8 heures, par exemple, a été une revendication criminalisée, qui a coûté la vie à des centaines de manifestants, des camarades ont connu les Cours d'Assises et le bagne, avant que ce droit minimum ne soit conquis. De même, il fut un temps, où tout à fait légalement, les patrons pouvaient exploiter un enfant de 10 ans au fond d'une mine, aujourd'hui c'est un délit du moins dans les pays impérialistes... Et droits du travail ou droits démocratiques, comme le droit de vote, le droit de presse... ou encore, le droit des femmes avec le droit à l'égalité ou pour l'avortement... sont, ici, aujourd'hui grâce aux luttes et aux résistances populaires des droits pour tous.

Mais comme le Droit est essentiellement donc l'état du rapport de force entre les classes, et la légalité une question de pouvoir, aucun de ses aspects n'est jamais définitivement acquis. Dès que le rapport de force change, alors la réaction reprend les conquêtes en réimposant ses intérêts et sa conception légale dans l'exploitation, la domination politique et la morale. Dès que le front de classe cède du terrain dans sa résistance, les restrictions soutenues par les lois s'étendent à nouveau.

Lors de cette décennie 80, nous avons pu le voir dans la lutte des classes déchainée par la crise, avec la remise en cause des droits sociaux et ceux du travail, l'affaiblissement du droit de grève et parfois sa remise en cause par l'intervention des tribunaux, ou la levée de l'accord préalable de licenciement par exemple, ou bien encore, tout aussi significative, la possibilité d'expulsion des logements étendue à la période hivernale selon la décision de la CEF.



Certains droits politiques sont aussi remis en cause dans la concentration et la centralisation des pouvoirs réels, et dans la formalisation des régimes "démocratiques", caractérisée au quotidien par l'interdiction ou la criminalisation des opinions politiques non conformes à la norme établie. La guerre du Golfe et son cortège de pressions plus ou moins occultes quant au droit à la parole publique et médiatique, de limitations réelles de droits acquis comme celui de manifester, d'atteintes aux droits d'expression syndicale, etc... est un bon révélateur de cela, qui est en conséquence ensuite généralisé comme multiplication des atteintes actuelles aux droits d'expression, l'interdiction des radios libres politiques ou des télé pirates comme "TV free DOM" à la Réunion... et la pure et simple suppression du droit d'expression avec la notion de crime politique collectif, d'instigation, "d'association de malfaiteurs et de terroristes" étendue aux exclus et aux opprimés qui osent se rebeller et lutter.

Au fil de ce siècle, chaque progrès a été arraché au monopole de la violence et de l'exploitation capitaliste dans un combat acharné de tous ceux qui se regroupaient autour du prolétariat révolutionnaire. Un combat qui trouve sa légitimité dans l'aspiration humaine à l'émancipation. Une lutte permanente contre la bourgeoisie et son Etat pour la conquête d'espace de collectivité réelle et comme moteur du progrès social et universel face à la stagnation de la réaction.

Ce combat est l'oeuvre de base des luttes sociales et démocratiques vers le droit nouveau.

Si la loi signifie l'inconciliabilité des intérêts et des aspirations des deux principales classes en présence, la marche pour le droit nouveau établit en cela une autre fracture essentielle, l'affrontement entre l'opportunisme réformiste et révisionniste d'une part et de l'autre, les forces vives de la Révolution.

En étant donc centralement le moyen de la subordination et du consentement dans la monopolisation de la violence publique et son Institution, le Droit ouvre, avec la démocratie bourgeoise qu'il délimite et régie, la voie aux expressions opportunistes dans la classe qui ainsi soutiennent la dictature du Capital et sa reproduction élargie assurée par l'Etat.

Ainsi, c'est la question de cette reproduction élargie et donc de l'Etat, qui constitue la ligne de fracture entre l'opportunisme et la politique révolutionnaire.

Alors que, pour les opportunistes, le but politique et les pratiques sont déterminés par le dénominateur commun de la prise de possession des

appareils étatiques, afin d'en assumer une gestion plus ou moins "populiste", en fonction des contradictions immédiates d'intérêts et de la perpétuation du mode de production existant. C'est à dire, ils garantissent la dépossession et l'oppression dans un régime légal de propriété privée et/ou publique.

A l'inverse, l'unité des luttes pour les revendications transitoires et le but socialiste est indispensable comme politique révolutionnaire, elle est **destruction des appareils étatiques bourgeois**, leur subversion jusqu'à la révolution violente des masses, dans **la construction de l'autodétermination de classe**, afin de dresser le **véritable pouvoir prolétarien** sur la propriété collective des moyens de production.

Mais l'opposition irréductible entre les opportunistes et les révolutionnaires ne se situe pas seulement quant aux buts divergents, elle se dessine déjà forcément dans le mouvement et dans la forme de la réalisation socialiste, dans la pratique immédiate, dans la stratégie.

**Opposition de principe à la voie de la Réforme du Capitalisme**, dont les errements, les concessions, les abandons et les falsifications de la théorie de la lutte du prolétariat inscrite par Marx, se sont synthétisés à l'orée du 20<sup>ème</sup> siècle dans la II<sup>ème</sup> Internationale, substituant à la détermination essentielle du but à atteindre, de son projet dans le combat pour l'émancipation, une primauté du mouvement graduel qui, linéairement et mécaniquement, serait source du progrès de l'humanité.

Par ce reniement du socialisme et cette rupture de son unité dialectique au mouvement de sa conquête, à la lutte de classe permanente qu'il signifie, la social-démocratie dessinait la voie nouvelle de la subordination, de sa pérénnité ; elle forgeait ainsi un nouvel instrument de la dépossession politique et sociale du Prolétariat. Niant la lutte de classe et sa finalité, elle réduisit le mouvement à une pression interne à l'Institution, à une action de conciliation perpétuelle pour les espaces de "contrat" politique et social.

Dépossédée de l'orientation essentielle de son combat, la classe voit nier la conscience de sa fonction historique, son identité internationale, sa capacité à l'autonomie. Les chants guerriers du social-chauvinisme, l'embrigadement de masse dans des partis et syndicats comme autant de succursales de la subordination politiques et fabriques à "électeurs sans pouvoir" pour le parlementarisme bourgeois, encadrent le renoncement à ses intérêts véritables, comme autant d'outils de dépossession et d'exploitation.



Aujourd'hui, la voie réformiste des sociaux-opportunistes trouve sa finalité véritable, son expression toujours plus évidente, dans l'inégalité en ampliation constante mise en oeuvre par le P.S. en France, le S.P.D. en RFA ou le PSOE en Espagne, et le développement de la lutte des classes sous la férule d'un parti unique de la réaction, qui impose l'exclusion organisée.

Contrairement à la social-démocratie, c'est dans le travers inverse que la bureaucratie révisionniste a opéré la rupture de l'indispensable action révolutionnaire immédiate avec le but du socialisme, transcendant ce dernier au détriment du mouvement réel dans la vie des prolétaires, de leur action propre.

Ainsi, de la conscience à la combativité spontanée des ouvriers, tout a été essentiellement ordonné, enrégimenté à la sacralisation d'un 'communisme', "image d'Epinal" de sa transcendance. Et cette idéalisation était d'autant plus stérile que, dans le combat quotidien de la classe, le but restait remis aux calendes grecques. Tant dans les Etats socialistes bureaucratiques que dans tous les partis des bureaucraties révisionnistes, la liturgie du but, de l'objectif idéal se fit ainsi codification nouvelle ; dans celle-ci, l'objectif et son détournement devenaient l'outil de la dépossession des travailleurs, instituant un monopole du droit à défendre et à réaliser le socialisme, par l'Etat ou le parti en question, par la seule bureaucratie.

De pensée et d'action alimentées aux sources de la vie, on passe à un modèle idéalisé. Le matérialisme dialectique n'est plus la pierre angulaire que les socialistes doivent pousser plus loin dans toutes les directions, s'ils ne veulent se laisser distancer par la vie, dont parlait Lénine, mais il devient lénifiant commentaire de texte par exégètes accrédités.

Au coeur de cette paralysie en oeuvre, c'est l'autonomie de la classe qui est enserrée et taillée en coupes par les partis révisionnistes et les syndicats, usinant des slogans et des recettes, tels des filiales d'une 'maison-mère' omnisciente. Au nom d'un intérêt supérieur que serait une hagiographie bornée de la "Patrie du Socialisme" et dans le cortège de faux modèles et fausses solutions qui y sont plus ou moins liés, il y a concomitance entre le processus de bureaucratisation à l'oeuvre en URSS et celui des "partis-frères". Ceux-ci, une fois dépouillé des oripeaux d'une Internationale Communiste, qui n'avait plus grand chose à voir avec l'élan de sa fondation, se réfugieront d'une façon encore plus visible dans un national-possibilisme, dont une bonne caricature peut être le P.C. français.

Inscrite dans ce même développement du révisionnisme comme nouvelle impasse pour le projet socialiste, est la dynamique d'institutionnalisation avec son cortège à elle ; celui des ostracismes et des condamnations virulentes à l'égard des activités de la classe qui ne respecteraient pas la légalité bourgeoise, de concurrence "démocratique" (course à la démagogie électoraliste et aux alliances du même type), etc... Une institutionnalisation forcément au service de leur bourgeoisie nationale, avant de passer à une vitesse supérieure dans l'intégration communautaire européenne qu'aujourd'hui, les magouilles serviles de l'ex-PCI représentent dignement.

Avec autant de force que la social-démocratie, quoique différemment, la soumission idéologique et politique à l'institution des prolétaires a été une fonction de la bureaucratie révisionniste dans les pays impérialistes.

En garantissant la politique de coexistence pacifique et en assoyant sa domination et son despotisme sur le mouvement ouvrier, elle acquérait une représentativité et un rôle institutionnel, agent actif de la dépossession, mise en forme d'une soi-disant possible délégation de l'affrontement prolétarien et de la résistance populaire face à la dictature de classe de la bourgeoisie.

Sans compter que cette transcendance du "but socialiste", son irréalité dans l'activité quotidienne, le détachement qu'elle produisait avec le mouvement réel des luttes, renforça une dynamique qui, engendrant dans l'abstraction des chapelles, des sectarismes, des divisions dans la classe, instituait une dichotomie permanente entre objectif et moyens ; la mise en oeuvre de ces derniers, toujours plus repoussée à un avenir meilleur que seuls bureaucrates, fonctionnaires et autres petits chefs auto-proclamés pouvaient détecter dans leurs boules de cristal...

Ces dernières décennies ont vérifié combien la lutte contre l'opportunisme réformiste et révisionniste est l'un des points essentiels pour une affirmation de la légalité prolétarienne nouvelle. Ainsi, aujourd'hui, elle ne peut plus se résumer à une lutte contre les syndicats et partis de l'Institution. Ou plus exactement, elle doit viser le champ élargi de leurs relais plus ou moins visibles en tant que tels. Si elle doit s'accroître en profondeur contre ces ennemis irréductibles de l'autonomie de classe, elle ne peut s'y limiter. Car il faut attaquer et atteindre l'ensemble des groupuscules et des nouvelles expressions du réformisme. Comme ces pseudos alternatives qu'elles soient vertes ou rouges, les groupuscules institutionnels sont les



expressions d'un même réformisme sans avenir, si ce n'est le leur en tant que nouvelles bureaucraties du carriérisme politique. N'aspirant qu'à rivaliser avec leurs aînées sur le terrain de l'Institution, à s'y lover pour de nouveaux apostats dans la défiance permanente de la lutte des masses.

Blanqui affirmait déjà que l'organisation révolutionnaire était naturellement un crime politique aussi longtemps que l'ordre ancien - celui de la propriété bourgeoise privée des moyens de production qui fait de nous des criminels - n'aura pas été remplacé par un nouvel ordre, celui de l'appropriation par la société de l'ensemble des moyens de production et de leur collectivisation pour la production sociale.

A chaque époque, la lutte pour le droit nouveau sera criminalisée/exclue de l'Institution, et combattue par l'Etat. Mais aussi par l'ensemble du petit personnel politique de cette Institution, les bureaucrates, les protestataires officiels, les canailles fonctionnarisées des syndicats et des groupuscules. Alternative interne à l'Institution, ils sont bien évidemment les premiers à défendre ses codes et ses limites.

Ils hurlent avec les loups de la presse bourgeoise contre les terroristes et les casseurs, contre les "provocateurs" et les "aventuristes"... et ils se constituent en permanence comme les champions hystériques de la loi et de l'ordre en vigueur.

Ils sont le rituel protestataire, fossoyeur de l'action révolutionnaire, détournant la question du pouvoir prolétarien. Et ainsi, ils sont les principaux relais et soutien à la bourgeoisie contre la lutte des opprimés, pour l'intégrer au programme de prédominance du Capital, pour la limiter à ce possible de réformes.

Du plus petit groupe aux structures éléphantesques, ils sont dopés à la reconnaissance, à l'officialité et à la représentativité artificielle, confortée dans un prosélytisme au rabais (voir comment il est possible d'obtenir une carte d'adhésion au PC avec le magazine "PIF", lors de la fête de "l'humanité", ou celle accompagnée de la photo dédicacée d'Arlette à la fête de "Lutte Ouvrière").

Leur but se résume à l'ascension dans l'Institution. Ils y sont la caricature de gauche à l'extrême et l'éternel garant de la soumission. Ils ne rivalisent entre eux que dans le contrôle des luttes, dans un racket pour leur propre institutionnalisation, et ils font front commun

dans la lutte contre la véritable gauche révolutionnaire, contre les luttes sauvages, les luttes radicales des prolétaires et des militants communistes.

Ils sont les dignes tenants de leur rôle **directement structurel à la contre-révolution bourgeoise**, dans l'intégration des luttes et dans leur limitation permanente.

En tant qu'alternative étatiste, les opportunistes réformistes et révisionistes reproduisent un modèle bureaucratique et donc, la division capitaliste des tâches. Une structuration qui est déjà restriction et limitation du pouvoir réel des prolétaires et une méfiance de leur action.

Depuis longtemps à l'oeuvre, ces appareils ont créé et entretenu, au delà de la simple bourgeoisie d'encadrement toujours plus inféodée et intégrée aux divers appareils et rapports de pouvoir étatiques, parlementaires, élus locaux, délégués permanents, experts, fonctionnaires,... membres encravés de ci ou de ça, intellos et gratte papiers, produits et producteurs de cette division capitalistes des tâches.

Acteurs de la déresponsabilisation, en s'imposant grand-manitôus en politique, en économie, en social, outre que d'alimenter la parcellisation des tâches et en même temps, les officines à concertation qui y sont liées. Ils sont facteurs du sentiment d'impuissance et d'oppression.

Après les "bonzes" d'antan, voici la "technocratie du travail", le high tech de la conciliation et de la subordination. Du syndicat au Parti jusqu'à l'Etat, la migration épocale de ces rapâces de la circulaire et du règlement n'est plus à démontrer. C'est Bérégovoy, le syndicaliste, aujourd'hui adulé par les instances impérialistes (FMI, Banque Mondiale, ...), pour ses politiques d'austérité et la déréglementation sociale qu'il a dirigée. Mais comment ne pas citer Cherèque, comme autre exemple de cette technocratie "ouvrière". Délégué des sidérurgistes Lorrains, au plus fort de la lutte, il fut nommé préfet "extraordinaire" devant mettre fin à la lutte de ceux qui l'avaient élu délégué. Il continua par la suite à faire de la graisse sur la molesquine des canapés ministériels au gré de ses promotions anti-ouvrières.

Les syndicats et les partis opportunistes ensèrennent l'activité des masses dans le mythe d'une graduelle transformation de la société. Une



fonction dominée par des concepts bourgeois et servit en bouillon légaliste de l'éternel asservissement. Tant comme technocrates "ouvriers" clamant la légende de la voie pacifique des réformes (coeur antique de l'union au sommet des appareils bureaucratiques). Qu'en s'affirmant les plus virulents partisans des "logiques de guerre" et de la défense de la Patrie-impérialiste pour les uns, ou du pacifisme pleurnichard et castré pour les autres.

**Non seulement les opportunistes "roses, rouges et verts" reproduisent l'idéologie politique juridique impérialiste dans les masses, où ils sont les principaux relais à la dictature de classe dans la formalité renouvelée de la démocratie bourgeoise. Mais ils sont de fait, le perpétuel obstacle à l'émergence et à l'extension de la conscience et de l'auto-organisation prolétarienne pour le Droit nouveau.**

De même, des expéditions néo-coloniales aux guerres impérialistes, des condamnations symboliques aux protestations de principe, de la trahison des luttes aux fausses alternatives, ces canailles s'acharnent dans le national-possibilisme, non comme seul chauvinisme impérialiste, révision du principe "les prolétaires n'ont pas de patrie", mais bien comme la base de leur intégration à l'Institution, de la reconnaissance/reproduction de l'idéologie politique juridique et de leur participation à la course pour le contrôle et l'asservissement du Prolétariat International, affaibli et divisé.

Lutter contre ces canailles est donc une tâche permanente et essentielle, une ligne politique d'affrontement qui parcourt toutes les réalités du Mouvement Révolutionnaire et de la classe.

Certains camarades demanderont pourquoi lutter contre eux puisque notre tâche principale est d'organiser et d'orienter la résistance et la lutte contre l'Etat et la bourgeoisie impérialiste. Justement, il est indispensable de lutter avec une férocité sans borne contre les opportunistes et par dessus tout, contre ceux qui sont au coeur ou qui hante la périphérie du Mouvement Révolutionnaire. Car ils constituent l'ame de la bourgeoisie et des appareils de pouvoir contre la classe, son unité et contre le développement de ses perspectives et de son action émancipatrice. Précisément, ils sont les organisateurs de la division, de la subordination et de la déresponsabilisation dans cette résistance.

Mener profondément cette lutte dans la classe et de manière toujours plus stricte dans le combat, permettra aux forces révolutionnaires de gagner la confiance des prolétaires et en la menant jusqu'au bout de renforcer le mouvement politique de la classe dans l'auto-détermination.

Oui! nous sommes sectaires et autoritaires face aux opportunistes et aux divers gauchistes, car c'est l'unique voie pour être en capacité de confrontation réelle avec les forces authentiques du Mouvement Révolutionnaire prolétarien et anti-impérialiste en marche dans le processus de libération.

Ainsi nous renversons les pratiques politiques des "ML, Mao, Trotskistes...", de ces groupes qui ont toujours la main tendue vers le pouvoir et la social-démocratie, de tables rondes en manifs unitaires et humanitaires. Toujours plus conciliants avec le PS et le révisionnisme, mais qui dans leurs chapelles et face aux masses se transforment en apparachik d'opérette, reproduisant hiérarchie et magouille, utilisation et complot, en véritable "contremaitres" protestataires.

Par leur légalisme et respect de l'ordre, ces renégats pratiquent assidument une politique de conciliation avec les appareils du pouvoir. Ils se parent d'un masque de révolutionnaire pour, en assurant leur contrôle sur les luttes, les vendre à leurs maîtres, en les offrant à l'institutionnalisation.

Leur utilisation du centralisme démocratique loin de la stratégie et de la ligne politique, tout autant que de la solidarité et de l'unité, comme effective direction de lutte et de construction, se confine dans l'arrogance des petits chefs, des bureaux politiques en orbite de la réalité des luttes et des possibilités créatrices.

Cette activité légaliste et dirigiste des opportunistes et des "gauchistes" reproduit, jusque dans leurs propres structures organisationnelles, les caractères bourgeois qui sont les entraves à l'apparition et à la consolidation du droit nouveau.

Ce dirigisme n'a rien à voir, tant avec la méthode du centralisme démocratique, qui détermine et rend possible par la responsabilisation



l'autodiscipline militante dans les organisations révolutionnaires authentiques, qu'avec la direction politique et collectivisée de l'initiative prolétarienne, la direction des conseils, sur la base du mouvement de centralisation-décentralisation-responsabilisation

Pas plus qu'avec le lien étroit qui doit unir les deux mouvements du processus d'émancipation que sont l'organisation d'avant garde et l'initiative des masses.

Pourtant, c'est à partir de la relation interactive de ces mouvements comme une même dynamique, qu'il sera possible d'éviter et de dépasser deux erreurs fondamentales qu'a commues le prolétariat dans sa lutte de libération.

- soit une surévaluation de la centralité politique de l'organisation révolutionnaire d'Avant Garde, surévaluation qui se projette -et s'articule- dès la prise du pouvoir, comme la fusion Parti-Etat, cellules/appareils, rejetant ainsi l'organisation démocratique des conseils dans le formalisme constitutionnel et l'absence de pouvoir réel ; et par là, mène à l'interruption de la transition socialiste.

- soit, au contraire, surévaluer l'organisation économique immédiate, l'organisation à la base, ce qui alors affaiblit la lutte politique, sa cohérence et celle de la détermination politique d'ensemble des processus organisationnels et sociaux de la vie en communauté humaine. Ainsi, ce prima de l'économique et du local, en détournant la centralité de la conquête du pouvoir politique, hypothèque la force de frappe du Prolétariat, son organisation de classe, indispensable pour imposer la reddition de la bourgeoisie et de son droit oppresseur.

Le lien étroit de l'organisation révolutionnaire d'Avant Garde, endurcie et disciplinée dans le combat, avec l'organisation de lutte des Conseils, est l'espace où s'expérimente, s'élabore et se construit la nouvelle légalité politique et sociale. Dans la guerre révolutionnaire et le basculement insurrectionnel, elles forgent ensemble les organes de la réorganisation sociale et politique.

## 7. LEGALITE ET ILLEGALITE DANS LA "PREPARATION PERMANENTE A LA REVOLUTION"

La question de l'autonomie de classe pose le problème de la loi prolétarienne. En cela, elle pose également la question de la conquête du pouvoir et la question de l'Etat. C'est à dire, le permanent rapport de force entre les classes.

Et la loi prolétarienne ne s'imposera comme légalité sociale générale que dans la lutte des classes, par le renversement du rapport de force actuel entre ces classes, entre classe dominante/classes dominées, oppression/opprimés, légalité bourgeoise/légalité prolétarienne révolutionnaire.

Lors de l'embrassement révolutionnaire et lors de la phase de transition socialiste, cette lutte se poursuivra avec plus de vigueur encore. Car armé de la nouvelle légalité, le prolétariat devra éradiquer tous les aspects et résidus de l'ancienne loi, les habitudes du détournement et de la dépossession des exploités qu'elle avait forgées et qui se sont conservées. Le prolétariat le fera en organisant le pouvoir des conseils dans la véritable démocratie populaire et ainsi, dans le dépérissement de l'ensemble des appareils d'Etat. En construisant un pouvoir déterminé par des rapports de production communistes.

Toute phase révolutionnaire jusqu'au communisme est inscrite dans l'affrontement entre les classes existantes. Un combat qui assume des caractères et des réalités violentes, et donc militaires ; et cela, dès la phase prérévolutionnaire. Ceci exige des militants prolétariens d'agir avec le concept stratégique de la résolution de ces tâches politico-militaires.

Ce siècle de déchainement de guerres mondiales et coloniales, d'interventions et d'agressions permanentes, de spoliations et d'occupations armées, démontre avec force le considérable développement du militarisme au niveau mondial et par dessus tout, dans les pays impérialistes.

Des développements qui ne sont plus seulement une superstructure résolutive et ponctuelle des crises aiguës du Capitalisme Monopoliste d'Etat et de la domination bourgeoise, mais aujourd'hui, ils sont ancrés et se reproduisent au coeur de ce système capitaliste ; dans les rapports de production, dans les pouvoirs économiques,



industriels-financiers, dans la domination géo-politique et économique comme division sociale impérialiste du travail mondial.

Dans des formes ouvertes, larvées et économiques, la guerre impérialiste est devenue structurelle au Capitalisme Monopoliste d'Etat. Et le militarisme s'est étendu davantage encore dans les rapports de pouvoir étatique, dans l'ensemble de la confrontation de classes comme contre-révolution permanente et contrôle social autoritaire.

Ainsi, bureaucratie et militarisme sont toujours plus les piliers réactionnaires de la domination de classe impérialiste, au niveau local et mondial. Leur renversement révolutionnaire passe nécessairement par une remise en cause du monopole de la violence qu'ils organisent, dans la conservation et la centralisation des appareils de la domination.

Et cette nécessité à la voie violente prolétarienne, détermine en tant que véritable fondement pour l'émancipation chaque moment et chaque tâche de l'orientation politique et militaire de l'organisation d'Avant Garde, dès sa formation.

Dans la révélation de la guerre civile de classes et dans la critique de la dictature bourgeoise qu'érige et fonde l'Etat, mais aussi dans le combat que cette rupture impose -un combat aggravant les déséquilibres de la crise politique de la domination-, l'organisation révolutionnaire d'avant garde assure et oriente la préparation permanente et quotidienne du prolétariat à la violence de la Révolution.

Dans ce combat, elle acquiert l'expérience politique et militaire indispensable à la direction de la révolution et, à partir de son activité de rupture-critique, elle ordonne le développement de son programme, de la conscience et de l'organisation de la classe. Elle fonde ainsi, l'espace et la dynamique de l'unité des foyers de la résistance de classe, pour en organiser l'autonomie que ces foyers matérialisent et étendent comme rupture et construction révolutionnaire.

L'insurrection et la Révolution violente n'influence pas seulement et théoriquement le programme, mais ils sont la problématique qui unifie et détermine les tâches et les actions quotidiennes de l'organisation. Parce que par là, "la question de l'organisation d'un parti révolutionnaire ne peut être développée organiquement qu'à partir d'une théorie de la Révolution elle-même...". Et c'est uniquement

ainsi, que le problème de la ligne politique révolutionnaire et de son organisation devient un sujet d'agitation actuel dans la classe.

A notre époque, la stratégie de la guerre révolutionnaire constitue le renversement permanent de la guerre impérialiste structurelle et du militarisme que créent, développent et ordonnent le système capitaliste et son Etat, et ceci en particulier sur le continent européen. Elle est en cela, la stratégie qui permet aux organismes d'avant garde de révéler la guerre civile entre les classes et donc, de poser la question et la possibilité de la subversion de la nature de la dictature de classe et de la fonction des appareils d'Etat.

En assumant cette tâche, la guerre révolutionnaire s'impose comme la ligne stratégique de la conscience et de l'organisation prolétarienne, et de leur accumulation dans la guerre civile et son bouleversement.

Une stratégie déterminée et approfondie par le rapport de force sur les grandes lignes actuelles de fractures à l'ordre du jour et donc, naturellement et principalement par la contradiction bourgeoisie impérialiste/ Prolétariat International.

Cette stratégie dynamise la dialectique destruction/construction et, en tout premier lieu, elle affirme et dessine les contours de l'affrontement entre le droit bourgeois et la nouvelle légalité prolétarienne. Et cela, alors que le combat armé n'est encore que minoritaire et larvé, comme il en est aujourd'hui sur le continent.

Dans l'action politique et militaire, l'unité qu'elle fonde et dirige, la stratégie de la guerre révolutionnaire représente, dans la cohérence, le lien des intérêts immédiats transitoires et ceux historiques du prolétariat à sa légalité. Sur la base de l'exigence et de mise en oeuvre révolutionnaire du droit nouveau et sur la rupture-critique du droit bourgeois, elle élève donc, la conscience et l'organisation du prolétariat sur de nouveaux espaces.

C'est pour cela qu'on peut affirmer qu'elle est permanent positionnement qui, dans le rapport Etat-bourgeoisie/Conseils-Classe, en ouvre de nouvelles possibilités et nécessités.

Elle est la praxis d'approfondissement de la crise et de l'encerclement de l'Etat bourgeois qui, dans la dialectique de l'affrontement, dynamise la recomposition de la classe, de son unité et de sa force politique réelle.

Aujourd'hui, la stratégie de la guerre révolutionnaire est l'unique voie et méthode à la préparation permanente à la Révolution



prolétarienne, à l'insurrection armée des masses populaires. Elle est l'arme de classe, capable de lui donner la possibilité d'embrasser l'espace de la situation révolutionnaire quand il se présente ; une situation dont elle a été un élément essentiel à son conditionnement.

La conquête du pouvoir politique et la destruction de l'Etat bourgeois constituent effectivement le premier et indispensable pas pour le dépérissement des appareils étatiques et de leur nécessité. Articulé et dépendant du premier, le second saut dans cette voie est bien sur, la collectivisation des tâches dans de nouveaux rapports de production, donc sociaux - c'est à dire, la pénétration, la responsabilisation et la dominance véritable des masses dans toutes les instances de pouvoir et de direction. Donc, le rejet constant de toutes les sédimentations technocratiques et bureaucratiques, de tout pouvoir à sens unique régit par des "élites", des "experts" et des "icones révolutionnaires"...

Ce double mouvement doit être clairement inscrit dans le programme, mais aussi dans la stratégie et la méthode des organisations d'avant gardes révolutionnaires. dans la vie.

Quand elles s'affrontent à l'Etat, lorsqu'elles accentuent la crise de domination et en cela, constituent le fer de lance de l'antagonisme prolétarien dans la guerre révolutionnaire ; comme simultanément, ces organisations doivent tracer les lignes d'unité des foyers de l'autodétermination de classe et des embryons de Conseils.

Ainsi, dans son développement et ses réalisations, la stratégie de la guerre révolutionnaire établit la double problématique. Par l'action de guérilla et de subversion des rapports de pouvoir, elle accumule véritablement la conscience et l'organisation de classe ; de même que cette stratégie permet de réaliser cette accumulation dialectique en déterminant la possibilité et la nécessité au positionnement, à la reconstruction de la classe à travers et dans l'espace que ce combat fonde, où s'érigent les foyers de l'authentique autonomie prolétarienne et où il est possible d'orienter et d'orchestrer les consolidations et leur coordination.

Dans la préparation permanente à la Révolution, la tâche est donc de poser la question de l'Etat, en en orientant par là même la résolution ; c'est



Vive les Conseils!

Les ouvriers de l'usine Poutilov élisent leurs délégués au Soviet de Petrograd en 1920.



non seulement dans la tâche centrale urgente de la conquête des appareils mais beaucoup plus profondément que l'organisation doit dégager et guider, dans et par sa lutte, les forces prolétariennes sur le terrain stratégique de l'Etat et des rapports de pouvoir, comme dépérissement de sa légalité bourgeoise et affirmation de la nouvelle légalité : autodétermination de classe.

L'expérience de la guerre révolutionnaire sur le continent européen démontre que la méthode de la lutte armée acquiert, dans cette stratégie de la guerre révolutionnaire, et l'unité du politique et du militaire, de sa direction, des caractères eux-mêmes stratégiques.

La lutte de guérilla y matérialise la rupture comme l'affirmation de la politique révolutionnaire.

En tant que telle, elle est le fer de lance de la subversion des rapports bourgeois, de leurs équilibres fondamentaux comme dictature de classe. Elle y est essentielle par son caractère de politique d'effective rupture les plus pointues sans y être toutefois unique praxis, de celles dirigées par cette même politique qui réalise l'ensemble de la stratégie de la guerre révolutionnaire.

De fait aujourd'hui, la stratégie de la guerre révolutionnaire parcourt et relie toute la politique critique au système impérialiste et à l'Etat, ainsi que toutes les réalités du mouvement révolutionnaire qu'elle forge dans le combat et qui, elles-mêmes se meuvent dans cette stratégie et pour son développement.

Ainsi, dans la pratique de son imposition comme stratégie de la légitimation et de la légalité prolétarienne des luttes des masses pour vivre et se libérer, la légalité prolétarienne se trouve confrontée au binôme du droit bourgeois, légalité/illégalité, aux deux espaces concentrationnaires d' "exclusion-inclusion" qu'il constitue.

L'idéalisation des révoltes sans lendemain a porté un temps à voir dans l'illégalité, la rupture elle-même. Ce subjectivisme d'une époque ne pouvait comprendre combien ce choix est encore sur-déterminé par la réalité des pouvoirs de classe. Et combien il est contrôlé comme soupape de sûreté à la conservation du binôme lui-même et par là, à celle de l'entier Droit bourgeois.

Cet éblouissement des rebelles, les éternels romantiques et folkloristes de la révolutionnaire ont tartiné, génération après génération, des propos tels que "l'illégalité, espace de la collectivité réelle, de la libération", ou sur le valeureux "prolétariat extra-légal" de la

mythologie... Mais tout cela en fait, n'est encore que la reconnaissance de la loi bourgeoise, par la méconnaissance des "mécanismes" qu'elle instaure, et non son effective négation prolétarienne.

"L'indignation contre la loi en tant que Loi, la préférence accordée à certaines actions à cause de leur illégalité, signifient qu'aux yeux de celui qui agit de cette manière, le droit a conservé quand même son caractère essentiel de valeur et d'obligation. Si l'entière indépendance d'esprit communiste à l'égard du droit et de l'Etat est présente, alors la loi et ses conséquences calculables n'ont ni plus, ni moins d'importance que n'importe quel autre fait de la vie extérieure, avec lequel on doit compter quand on apprécie les possibilités d'exécuter une tâche déterminée ; le risque de transgresser les lois ne doit donc revêtir d'autre caractère que, par exemple, le risque de manquer une correspondance de train lors d'un voyage important. S'il n'en est pas ainsi et si on accorde pathétiquement la préférence à la transgression de la loi, c'est la preuve que le droit a conservé sa valeur (bien qu'affecté du signe inverse) et que la véritable émancipation ne s'est pas encore accomplie, puisque le droit est encore en mesure d'influencer intérieurement l'action." (G. Luckacs).

Même si à priori le choix de l'illégalité est incommensurablement plus sympathique que l'ignoble hystérie du légalisme et du carriérisme petit-bourgeois et bureaucrate, ce choix comme absolu reste une erreur -une erreur mais non un crime-.

Face au binôme légalité/illégalité, la véritable rupture est le choix conscient de la nouvelle légalité et de la stratégie politique de son affirmation, le choix du camp prolétarien dans la guerre civile de classe, dont l'organisation se constitue aujourd'hui autour de l'espace de la clandestinité.

Une fois ce choix matérialisé dans la médiation organisationnelle de la théorie et de la pratique communiste, le binôme bourgeois légalité/illégalité n'est abordé qu'en termes de tactiques immédiates, et donc d'efficacité révolutionnaire effective. Pas plus, pas moins.

Ceux qui prétendent le contraire sacralisent de fait le droit bourgeois, ils reproduisent sa domination dans la détermination de classe, repoussant ainsi l'unité de la légalité et de la légitimité prolétariennes.

Au cours de l'histoire, ce fait s'est largement démontré et bien souvent, légalité et illégalité n'ont pas été des critères de positions révolutionnaires, de progrès mécaniques vers la révolution prolétarienne. Parfois même des groupes



illégaux ont démontré leur manque de capacité à la subversion et leur esprit de conciliation, bien plus que d'authentiques révolutionnaires organisés dans la légalité.

Ainsi, comment échapper à l'exemple caractéristique du début des années 70 quand, malgré un crétinisme arrogant et légaliste, le Parti Communiste Marxiste Léniniste de France (PCMLF) ne pût échapper à son interdiction, il vivota ainsi durant quelques années dans une pratique illégale de patronnage. Alors qu'à la même époque la Gauche Prolétarienne développait elle, une véritable pratique de rupture-subversion dans les méandres des contradictions du Droit bourgeois. La Gauche Prolétarienne était légale comme structure, mais son organe "La Cause du Peuple" était interdit à la distribution et la Nouvelle Résistance Populaire -son organisation armée- était illégale.

Et de fait, **la clandestinité était la méthode centrale** de la Gauche Prolétarienne pour couvrir un incessant passage Légalité/Illégalité réduit au seul impératif des nécessités révolutionnaires et de l'utilisation de la contradiction bourgeoise institutionnelle, pour affirmer la légitimité et la légalité prolétariennes.

Et historiquement, si pour le Parti révolutionnaire "il est nécessaire d'employer simultanément et alternativement les moyens légaux et illégaux, c'est parce que cela seul permet de découvrir sous le masque de l'ordre juridique, l'appareil de contrainte brutale au service de l'oppression capitaliste - ce qui est la condition d'une franche attitude révolutionnaire à l'égard du Droit et de l'Etat. Que l'une des deux méthodes soit employée exclusivement ou prédomine simplement, ne serait-ce que dans certains secteurs, et la bourgeoisie conserve la possibilité de maintenir son ordre juridique en tant que droit, dans la conscience des masses. L'un des buts principaux de l'activité de tout parti communiste est de contraindre le gouvernement de son propre pays à violer son propre ordre juridique et le parti légal des social-traitres à appuyer ouvertement cette "violation du droit".

Dans certains cas et notamment quand les préjugés nationalistes obscurcissent le regard du prolétariat, cette "violation du droit" peut être avantageuse pour le gouvernement capitaliste, mais elle est de plus en plus dangereuse pour lui à mesure que le prolétariat commence à regrouper ses forces pour la lutte décisive. De là, c'est à dire de la prudence réfléchie des oppresseur, naissent les illusions pernicieuses sur la démocratie et le passage pacifique au socialisme, et ces illusions sont fortifiées par le légalisme à tout prix des opportunistes, qui, inversement, permet à la classe dominante d'adopter son attitude de prudence. Seule une tactique réaliste et lucide, qui emploie alternativement tous les moyens légaux et illégaux, en se laissant guider uniquement par la considération du but, pourra engager sur des voies saines cette entreprise d'éducation du prolétariat." (toujours, G. Lukacs).

Rejeter l'illégalisme du militarisme et le légalisme de l'opportunisme, **c'est aujourd'hui travailler à construire le parti de la révolution prolétarienne. Le parti conduisant la stratégie de la guerre révolutionnaire**, en portant la lutte armée comme méthode décisive, capable de rendre cohérente l'unité des intérêts transitoires et historiques du prolétariat, et ainsi de réaliser l'accumulation vivante de la conscience et de l'organisation de classe, en ouvrant l'espace à son positionnement et autodétermination.

**Parti clandestin**, il doit articuler ses tâches selon leurs nécessités effectives, et non selon les règles institutionnelles et juridiques de l'Etat et de la bourgeoisie. Il pourra donc ainsi faire ce qui l'exige et le fonde : **révéler la guerre civile existante et la véritable nature du droit bourgeois, en étant le parti de la rupture-critique et de l'imposition de la légitimité et de la légalité nouvelle. La construction du pouvoir politique prolétarien : la République des Conseils.**

Nathalie MENIGON, Joëlle AUBRON,  
Jean Marc ROUILLAN, Georges CIPRIANI.  
Militants emprisonnées d'ACTION DIRECTE.  
Août 1991.

note (1) : "Au XVII<sup>ème</sup> siècle, le commerce et les droits sur la propriété et l'investissement ont pris pour base les pratiques et traités européens que les Etats-Unis recommandent lorsqu'ils

accéderent à l'indépendance. Il s'agissait de la transposition légale d'obligations réciproques destinées à préserver les intérêts économiques mutuels de leurs nationaux. Ces mêmes normes



~~furent imposées au Tiers Monde, sans discussion ni à la diplomatie de la canomnière.~~ En 1902, des navires de guerre anglais, italiens et allemands bombardèrent et firent le blocus des ports vénézuéliens pour appuyer des revendications portant sur des créances non honorés. En 1904, l'Allemagne bloqua Saint-Domingue.

Vasco de Gama et ses compagnons proclamèrent le droit de leur souverain bien avant d'avoir atteint la côte des indes. La flotte portugaise rencontra quelques navires non armés revenant de la Mecque. Vasco de Gama les captura, s'empara de leur cargaison et y fit bouter le feu après avoir interdit que quiconque en laisse sortir les Maures. L'explication de cet arraisonnement se trouve dans cette remarque de l'historien portugais Baro : "il est exact qu'il existe un droit de navigation pour tous et, en Europe, nous reconnaissons ce droit. Cependant, il ne s'étend pas hors d'Europe et, dès lors, ce souverain de la mer qu'est le Roi du Portugal, est autorisé à confisquer les biens de ceux qui naviguent sur l'océan sans sa permission.

Curieuse revendication que celle-là qui fut cependant celle de chaque nation européenne presque jusqu'à la fin de la suprématie occidentale en Asie. Il est vrai qu'aucune nation ne la mit en oeuvre de façon aussi barbare que les Portugais au début du XVI<sup>ème</sup> siècle. Mais la doctrine selon laquelle le droit international ne s'étendait pas hors d'Europe, qui a fait que ce qui aurait été jugé barbare à Londres et à Paris était jugé civilisé à Pékin (par exemple, la mise à sac du Palais d'Été), et selon laquelle les peuples d'Europe n'avaient aucune obligation morale vis-à-vis de ceux d'Asie (ainsi les Anglais empêchèrent la Chine d'interdire l'opium, alors que fumer de l'opium était prescrit par la loi britannique elle-même), cette doctrine donc constitua l'épine dorsale des relations de l'Europe avec l'Asie. (...)

En Amérique latine et aux Caraïbes, ces lois furent appliquées par les Anglais et les autres Européens au moyen de sanctions d'ordre privé de la part des prêteurs financiers et par un recours

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, lorsque le Royaume-Uni était dominant et chef de file des pays exportateurs de capitaux, jusqu'à la I<sup>ère</sup> guerre mondiale, il n'y eut pas de remise en cause de ces principes mais seulement quelques tentatives de bloquer leur mise en oeuvre émanant de pays latino-américains. Après la 1<sup>ère</sup> guerre et grâce aux efforts de la SDN pour obtenir la légitimisation des régimes antérieurs, il y eut une érosion régulière de ces usages internationaux et de leur application. Après la 2<sup>ème</sup> guerre, lorsque les Etats-Unis mirent sur pied les institutions de Bretton Wood pour instaurer un système monétaire et financier international et s'efforcèrent de créer un système semblable en matière commerciale par la Charte de la Havane et l'Organisation internationale du commerce, des efforts furent entrepris pour y inclure les droits internationaux de propriété et d'investissement. Cette initiative échoua et les USA eux-mêmes torpillèrent la Charte de la Havane.

La diplomatie de la canomnière en vigueur au XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle a été remplacée par des opérations clandestines du type de celles utilisées contre les gouvernements de Mossadegh en Iran et Allende au Chili. Mais celles-ci aussi sont devenues de plus en plus difficiles.

Dès lors, les Etats-Unis et les autres pays exportateurs de capitaux appartenant au monde industrialisé s'efforcèrent de définir des critères de propriété permettant d'éviter toute interférence avec leurs objectifs de projet. Il s'agit de créer un nouveau régime international auquel souscrira le Tiers-Monde, et qui autorisera le recours ouvert ou larvé à la force"... Comme on l'a vu dans le minage des ports nicaraguayens, le blocus de Cuba ou l'agression du peuple arabe irakien...





# Contre-information et débats

## A propos de l'action contre Rohwedder

### COMMUNIQUE DE LA ROTE ARMEE FRAKTION

Le 1er Avril 1991, nous, Commando Ulrich Wessel, avons exécuté le patron de la société fiduciaire (Treuhandanstalt) berlinoise, Detlev Karsten Rohwedder.

Rohwedder assumait depuis vingt ans des fonctions politiques et économiques clés. Dans les années soixante dix, en tant que secrétaire d'Etat à l'économie du gouvernement de Bonn, il a établi le cadre des conditions dont nécessitait le Capital Allemand, pour réaliser ses profits au niveau mondial. A l'époque, il fut, par exemple, engagé d'une manière déterminante dans le commerce avec le régime fasciste Sud-Africain: dans un Know-how pour la construction de bombes atomiques pour l'Afrique du Sud contre de l'uranium pour l'industrie nucléaire ouest-allemande. Durant la phase d'imposition du programme nucléaire, il fut membre du conseil d'administration des Consoriums nucléaires nationalisés et dans les commissions internationales.

Mais aussi, il n'a jamais cessé de chercher et de trouver des voies pour des règlements rondement menés dans de nombreux contrats d'exportation-souvent clandestines- d'armement pour les régimes fascistes des trois continents. A l'époque déjà, Rohwedder était un de ces technocrates qui assassinent quotidiennement et qui, pour le pouvoir et les profits, planifient la misère et la mort de millions d'êtres humains.

Patron de la multinationale Hoesch dans les années quatre vingt, c'est en tant qu'agent brutal de la restructuration que Rohwedder se fit un nom. Chez Hoesch, en quelques années, il a licencié les deux tiers des travailleurs et tiré le Konzern de la faillite vers de nouveaux profits. Ce qui lui valut d'être couronné manager de l'année mille neuf cent quatre vingt trois.

L'aboutissement de la carrière de Rohwedder devait culminer par sa fonction comme gouverneur de Bonn à Berlin-Est. L'ex-RDA, depuis son annexion, est de fait la colonie de la RFA : les centres de décisions politiques, économiques et militaires sont respectivement soit à Bonn ou aux mains des monopoles de l'Allemagne fédérale.

Ce statut colonial est planifié comme transitoire, car la RFA a besoin pour ses plans de superpuissance de l'ex-RDA comme partie qui fonctionne de manière capitaliste - puisque en définitive, le pilier de soutien sur lequel se base le pouvoir politique ici, est la potentialité économique. Mais auparavant, l'économie de l'ex-RDA ainsi que les structures sociales là-bas (des services sanitaires, jusqu'aux crèches) doivent être systématiquement détruites, afin qu'ensuite le capital puisse organiser selon ses normes la reconstruction, sur un espace devenu libre et avec des personnes déracinées.

C'est le plan. Et la Treuhandanstalt doit diriger cet effondrement.

Aujourd'hui, il ne s'agit cependant pas pour les monopoles multinationaux d'une reconstruction économique dans l'ex-RDA. Les quelques entreprises sectorielles sélectionnées qu'ils ont jusqu'à présent reprises, doivent avant tout assurer les positions monopolistes de branches déterminées

Pour le reste, l'infrastructure est démentelée - depuis longtemps, les multinationales se sont réparties les secteurs que cela soit celui du réseau téléphonique ou celui de la distribution d'énergie -, en attendant que la Treuhandanstalt ait tout massacré, pour construire ensuite une machine à profits sur le marché mondial.

Le gouvernement fédéral avait sélectionné Rohwedder afin d'imposer ce plan, il était aussi par son arrogance et sa brutalité l'homme pour cette tâche. Pour lui, dès le début, il n'y avait rien du tout dans l'ex-RDA qui n'ait eu une quelconque valeur d'après son optique dirigée par les profits. Pour lui, tout n'a jamais été là-bas qu'un actif à solder :

"Sur le territoire de l'ex-RDA, quarante ans de socialisme ont fait plus de dégâts que la seconde guerre mondiale" avait-il déclaré devant une assemblée de chefs d'entreprises à Vienne. C'est ainsi que s'exprime quelqu'un qui ne juge le monde que d'après les taux de profits et la croissance de la productivité et pour lequel la vie humaine ne vaut rien.

Pour les gens, le travail de la Treuhand représente bien plus que la perte de leurs emplois, la fermeture des entreprises et la réorientation de toutes choses vers le profit qui doit être de redressé.

Dans ce processus, les structures qui doivent être imposées au pays et aux gens, sont celles dont le capital international a besoin pour sa domination.

Il s'agit de la réorientation de toutes les valeurs vers ces principes, qui, à côté de la misère matérielle pour des millions de chômeurs, signifient également la misère dans les têtes et dans les coeurs des hommes.

Pour les stratèges du Capital, comme le fut Rohwedder, il faut créer les conditions de l'attaque contre la conscience des gens, et celles de leur profonde déformation, les conditions de leur isolement les uns des autres et construire entre eux des murs apparemment infranchissables.

Car pour lui les êtres humains de l'ex-RDA étaient (selon ses propos) "du genre de ceux qui ont perdus une dimension de réflexion normale" - et pour cette raison, il s'agit maintenant pour Kopper, le remplaçant de Herrhausen à la tête de la Deutsche Bank, d'imposer chez ces gens "le processus d'adaptation dans les têtes".

Le système de "l'économie de marché" fait miroiter à tous une prétendue chance de pouvoir se dégoter une place au soleil dans la Grande Allemagne, le pays de l'opulence, et de trouver son bonheur dans l'ivresse de la consommation - en réalité, les gens doivent être rendus insensibles et abrutis par l'avidité de la consommation.

De toutes façons, même si cette place assurée existait, elle ne serait disponible que pour ceux qui, sans aucune condition, sont prêts à se vendre à n'importe quel prix dans la lutte de concurrence acharnée et, veulent aussi ce bien être ici, quel qu'en soit le prix. Alors que chacun sait ou peut savoir que ce bien être n'est possible que parce que des millions d'êtres humains donnent



leurs sueurs et leurs sangs sur les Trois Continents. Tout ce qui doit compter, ce n'est seulement que les coudées franches, l'égoïsme, la productivité, la consommation, etc... mais pas l'être humain, la vie, la nature.

L'écrivain R. Schernikau exprime exactement la solitude et le vide de sens dans la vie de millions de personnes, dans les pays capitalistes riches : "je ne sais pas comment l'appauvrissement pourrait être autrement représenté. Une souris en jeans avec un walkman sur les oreilles, tournant dans une roue".

Celui qui se subordonne aux valeurs capitalistes doit aussi accepter une vie dans l'isolement. L'isolement est LA condition pour la manipulation et il est le pilier central de la garantie de la domination impérialiste, car des gens qui sont isolés et sans réelle communication, sont bien loin de pouvoir seulement se représenter une autre réalité avec d'autre, ensemble et pour cela, de pouvoir et vouloir remettre en question le système.

Le développement, selon lequel l'ensemble de la production est restructurée suivant les exigences et la concurrence du marché mondial, s'effectue maintenant encore plus brutalement dans l'ancienne RDA que tout ce que nous connaissons en RFA. Il y a de moins en moins de gens qui travaillent dans la production de haute technologie - à travers l'Europe de l'Ouest et dans d'autres pays capitalistes, l'expérience de ces dernières décennies démontre que dans la lutte de concurrence entre : l'homme - machine, ce furent toujours les travailleurs qui perdirent et des milliers d'entre eux devinrent chômeurs à jamais.

C'est l'essence de la société des 2/3 en RFA, qui fait que pour le capitalisme, au moins 1/3 des gens sont devenus largement superflus. Cette masse d'êtres humains, qui ont été complètement éjectés du processus de production ou qui effectuent alors un travail soi-disant sans qualification, doit être relativement pacifiée et en désespoir de cause, prendre la misère, l'injustice et les valeurs capitalistes comme autant de choses données par la nature.

Le système a avant tout besoin de ceux qui ont entièrement et complètement choisis ses valeurs, et qui sont employés aux places privilégiées de la production hautement technologique ou du secteur des services. Ce sont ces coqs en pâte que nous appelons Yuppies et dont l'essentiel de la vie se réduit principalement à un "born to shop". C'est d'après leurs besoins que sont restructurées les villes avec tous les magasins "schicki-micki" (BCBG, bon chic bon genre), ces bistrot à Yuppies et ces appartements luxueusement clean aux loyers inabordables - cette couche corrompue de Yuppies et de bonzes est la seule profitant de cette merde hautement stylisée, qui s'établit partout et doit se généraliser. Ce développement signifie pour la masse des humiliés et des opprimés la destruction de la socialité de leur vie. Ils doivent être rejetés dans les ghettos de béton édifiés selon les concepts de l'individualisation. La destruction des structures de socialités et de communication existe depuis longtemps déjà et maintenant c'est de manière intensive qu'elle est étendue comme isolement et individualisation aux gens de l'ex-RDA.

Depuis la dissolution de la RDA, le racisme contre les réfugiés et les immigrés qui y vivaient et simultanément, l'animosité contre les femmes, se sont révélés tout à fait ouvertement. Les groupes fascistes se sont renforcés et presque chaque jour ont lieu des attaques brutales contre les foyers d'immigrés, contre des gens de gauche et des femmes organisées dans des cercles et foyers féminins.

Cela a aussi certainement son fondement dans le fait qu'à l'époque de l'Etat-S.E.D., la solidarité et l'égalité des droits des femmes étaient étatique-ment ordonnés. En tant que quelque chose imposé de l'extérieur, tandis que derrière la superficialité de son apparente acceptation, nombreux étaient ceux

qui les refusaient et qui n'ont rien appris du tout. Pour beaucoup c'était quelque chose d'inscrit tel quel mais rien de profond, car cela ne partait pas d'eux-même.

D'un autre côté, il est impossible de penser éliminer le racisme et l'oppression des femmes du système capitaliste, où il en sont une permanence.

Ce fut et c'est la politique étatique, le martèlement propagandistique sur "l'Allemagne, patrie unie, qui a remis à nouveau le nationalisme à l'honneur dans les salons et qui a justement impulsé ce martèlement chauviniste dégueulasse dans l'ex-RDA :

"Maintenant vous-êtes à nouveau quelqu'un, maintenant vous êtes enfin vraiment allemand".

C'est la politique étatique qui renforce l'assise des racistes et des fascistes, avec ses lois anti-populaires sur l'immigration et le droit d'asile. Les frontières de la riche métropole ouest-européenne doivent être verrouillées à tous ceux qui veulent venir ici, des trois continents où des pays paupérisés d'Europe de l'Est.

Lors de la fermeture des entreprises en ex-RDA, les femmes sont les premières jetées à la rue. Les crèches et les jardins d'enfants sont bouclés, tandis que doit être enlevée aux femmes la décision de savoir si elles veulent des enfants et combien elles en veulent. Ainsi que ce que nous connaissons depuis bien longtemps en RFA - avec l'article 218 (droit restrictif à l'avortement, ndt).

Le racisme et l'oppression des femmes sont nécessaires à l'Etat impérialiste de la Grande Allemagne, parce qu'ils espèrent par là, que l'insatisfaction et la désillusion des gens ne se retournera pas contre le système, mais plutôt à chaque fois contre ceux qui sont plus bas dans la hiérarchie sociale.

Mais pour les Etats impérialistes, les organisations fascistes ont également toujours eut pour fonction d'être utilisables dans les actions de terreur, comme cela fut le cas avec les bombes à Munich lors de la fête de la bière en octobre ou à la gare de Bologne, mais aussi utilisables pour des attaques contre des militants progressistes ou de gauche, comme par exemple pour l'expulsion de maisons occupées à Frankfurt-sur Oder dans l'ex-RDA.

Nous avons conscience que notre action contre un des architectes de la Grande Allemagne est aussi une action qui frappe ce développement réactionnaire à la racine. Il est évident, et justement en considération de l'histoire allemande jusqu'au "3ème Reich", que la paupérisation, la misère et le chômage de masse n'entraînent pas à eux seuls une mobilisation pour des buts humains d'émancipation contre les dominants.

L'insatisfaction et la désillusion des gens qui ont une réflexion progressiste, sont, avant tout, canalisées par les syndicats, et cela de manière ciblée. Leur principale tâche est d'empêcher que les luttes des travailleurs ne deviennent pas des luttes politiques qui remettent en cause le système, en tant que responsable de la situation de misère. Les bonzes syndicalistes, avec cet objectif, essayent actuellement de se mettre à la tête des mouvements de protestation en ex-RDA - le fait que, juste après notre opération contre Rohwedder, ils aient pensé à l'éventualité de suspendre les manifestations du lundi, correspond exactement à cette ligne.

Ils décrètent notre opération comme "politiquement catastrophique", de peur que nous soyons compris par les gens en ex-RDA. Ensuite Waigel se ramène en brandissant la menace que, si les grèves et les manifestations là-bas ne cessaient pas, cela deviendrait un obstacle à l'investissement des entreprises.

Mais, dès les premiers instants, afin que beaucoup de gens ne puissent pas commencer là-bas à débattre de notre action, de notre politique et de nos as-



pirations, l'appareil de décervelage crache sa connerie comme quoi, nous marcherions tenus par la longue laisse de la Stasi.

Nous l'avions déjà dit dans la déclaration à propos de l'opération contre Neusel : nous tous qui luttons pour une vie humaine digne et libre de toute domination, nous devons nous engager à construire une force commune.

Précisément dès aujourd'hui, où l'impérialisme porte coup après coup pour imposer aux peuples ici, comme sur les trois continents, son nouvel ordre international (la guerre dans le golfe ; le développement vers la Grande Allemagne ; l'attitude d'intransigeance face aux luttes de nos camarades emprisonné(e)s ; les tentatives de l'Etat pour détruire chaque espace autodéterminé par les gens, ou encore de les empêcher préventivement), un mouvement révolutionnaire doit être capable d'être présent partout.

Nous ne pouvons nous représenter le processus de bouleversement de l'ensemble des rapports, seulement que comme un processus dans lequel nous construisons un contre-pouvoir par l'imposition/réalisation de revendications et de buts concrets, un contre-pouvoir qui, dans l'unité étroite avec les luttes des peuples sur les trois continents, puisse imposer/réaliser les changements nécessaires contre le système impérialiste et conquérir la libération de l'humanité par un combat de longue durée.

Le mouvement révolutionnaire doit devenir un facteur réel et sensible. Réel et sensible par le fait, que nous devons arriver à bloquer ensemble les développements centraux et que nous devons arriver à créer des changements véritables en faveur des êtres humains. Cela signifie pour nous, qu'à l'avenir nous voulons répondre aussi aux attaques de l'Etat qui visent à inverser l'ensemble du processus de formation d'un contre-pouvoir révolutionnaire, comme cela fut le cas par exemple, avec l'expulsion brutale des maisons occupées de la mainzer-strasse à Berlin-Est.

En définitive, il faut être capable d'intervenir aussi, à côté d'actions stratégiques comme celle qui a eut lieu maintenant contre Rohwedder, avec des revendications concrètes dans la confrontation actuelle - comme par l'action contre l'ambassade US ;

à cet effet, nous désirons nous organiser avec d'autres afin de déterminer ensemble des phases de lutte et afin d'imposer nos buts communs. Cela nous pensons pouvoir le réaliser avec tous ceux qui ressentent et expérimentent la réalité capitaliste en tant qu'oppression ; et qui commencent à s'organiser contre elle pour leurs aspirations propres, en agissant en conséquence.

Le mouvement révolutionnaire doit développer une perspective pour les gens, réelle et saisissable, et par là, devenir un pôle d'attraction pour tous ceux qui vivent l'oppression de ce système.

Ainsi, doit germer la forme d'une nouvelle société, dans laquelle les hommes commenceront à vivre ensemble de manière autodéterminée et sans domination. Pour nous, de manière autodéterminée signifie aussi, par exemple, ne pas simplement répéter constamment qu'il y a toute une série de questions sur comment le processus révolutionnaire doit se poursuivre : autodétermination signifie aussi commencer à chercher les réponses ; pour cela, la responsabilité entière sur comment le processus de bouleversement continuera à se développer repose sur tout(e)s et chacun(e) qui assume cette responsabilité.

Qui choisit cela, peut dépasser le sentiment d'impuissance imposé, et s'attaquer aux problèmes véritables afin de chercher et de découvrir des solutions pas à pas.

Ceci signifie de ne pas rester à terre après les défaites subies, mais de se relever et rechercher de nouvelles voies : c'est seulement ainsi que peut naître la continuité et l'identifiabilité d'un mouvement révolutionnaire.

Aujourd'hui encore se fait sentir l'échec de la grève de la faim des prisonniers politiques quand, en quatre vingt neuf, malgré la mobilisation la plus importante qu'il n'y ait jamais eu ici lors d'une grève, l'Etat s'en est tenu à une attitude intransigeante et les camarades n'imposèrent pas leurs revendications. Pour la gauche l'échec véritable n'est pas que la mobilisation pour l'imposition des revendications ait été trop faibles, mais bien que par la suite, la plupart des gens aient laissé tomber l'objectif, et ne purent ainsi tirer de cette lutte que de l'impuissance.

Pour tout mouvement révolutionnaire dans le monde, rechercher des perspectives pour la liberté des prisonniers politiques est une question de sa propre identité. Un mouvement révolutionnaire qui ne tient pas à ses prisonniers ne peut exister.

L'ORIENTATION DE LIBERATION DES PRISONNIERS POLITIQUES PASSE PAR L'IMPOSITION DE LEUR REGROUPEMENT.

OPPOSER AU SAUT DE LA BÊTE IMPÉRIALISTE, NOTRE SAUT À LA CONSTRUCTION DU CONTRE-POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE.

IMPOSER LES CONDITIONS D'UNE VIE DIGNE ET AUTODÉTERMINÉE DANS LA LUTTE CONTRE LES PLANS POLITIQUES DE LA GRANDE ALLEMAGNE ET DE L'EUROPE DE L'OUEST VISANT À LA SOUMISSION ET À L'EXPLOITATION DES HOMMES ICI ET SUR LES TROIS CONTINENTS.



4. Avril 1991. Commando Ulrich Nessel - R.A.F.



## CONTRE LA TREUHAND À BERLIN

"Ils ont volés la voix du peuple et mis à sa place l'argent comme dieu"  
(Thomas Munzer)

LA TREUHAND - elle est tout simplement la nouvelle super-puissance, après l'annexion de la RDA. Rohwedder, le véritable dominant à l'Est, a bien mérité pour les intérêts du grand capital ouest-allemand - la Deutsche Bank, Bayer, Veba, Thyssen, Siemens et quelque soit leur nom - D'après les ordres des messieurs de Bonn, il a assaini l'industrie et l'agriculture en RDA en les détruisant : "liquider", tel que cela est formulé dans le jargon administratif du Ministre des finances Waigel. Qu'auparavant cela ait été par la personne de son actuel président d'honneur Hermann J. ABS, ou comme aujourd'hui, par son membre du Comité de Direction, Van Hooven, la Deutsche Bank est active dans son rôle de coordination pour les affaires pourries. Eckart Van Hooven s'occupe plus particulièrement de la destruction des chantiers navals sur la côte de la mer Baltique. Afin de ne laisser en place aucun concurrent indésirable pour les chantiers de l'ancienne RFA, au sein desquels la Deutsche Bank est actionnaire, plusieurs dizaines de milliers de travailleurs sont jetés à la rue par Von Hooven.

Ceci n'est qu'un exemple du "travail" de la Treuhand. Le capital ouest-allemand n'a aucun intérêt à augmenter la capacité de production, et c'est pour cela que la véritable mission de la super administration Treuhand est de détruire le plus possible. Nous n'entendons plus assister passivement à cela

et nous avons rendu une visite brûlante à la filiale berlinoise de la Treuhand. Nous avons mis le feu au bureau du chef de la section chargée de la finance, de l'économie et du droit. Cependant auparavant nous avons mis la main sur divers dossiers et disquettes d'ordinateur, afin d'examiner plus attentivement dans quelles mains se déversent effectivement les nombreux milliards versés par Bonn et savoir ainsi qui se graisse la patte ou est "renfloué".

Les entreprises qui, sous le socialisme réel, n'appartenaient au peuple également que sur le papier, doivent enfin être rendues au peuple et aux travailleurs. Ils doivent être les seuls à décider de ce qu'ils ont à faire des milliards attribués pour l'assainissement. Ce sont eux qui créent en définitive les profits des capitalistes et les rentrées d'impôts des bureaucraties étatiques. Et c'est à eux qu'appartient l'argent, à eux qu'appartiennent les maisons et les terres!

"Il est impossible qu'un homme arrive à penser avec cette tyrannie. Toute l'Allemagne travaille, afin que quelques seigneurs puissent faire bombance. Les gens se réveillent. Ils ne veulent pas être des boeufs qui tirent un luxueux attelage". (Thomas Munzer)

Berlin le 29.3.91. La bande sauvage de Thomas Munzer.



## DÉCLARATIONS DE SOUTIEN DE PRISONNIERS

A PARIS

### CONSTRUIRE L'UNITÉ DES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES DANS L'OFFENSIVE : ORGANISER LE FRONT

En tant que militants des BR.PCC et militants révolutionnaires emprisonnés, nous exprimons notre entière adhésion à l'initiative de la RAF contre Detlev Rowedder, responsable de la Treuhandanstalt.

Cette gigantesque institution économico-politique assure un rôle de premier plan dans l'opération de pénétration du capital financier occidental à l'Est de l'Allemagne, de "colonisation" et de bradage de sa capacité productive, de "restructuration" de son tissu économico-industriel, selon les lois et les règles

de l'impérialisme.

Et si d'un côté, ceci se traduit en une offensive - dans tous les domaines économique et politique - contre la classe ouvrière et le prolétariat de cette "Allemagne de second ordre", de l'autre, l'orientation expressément donnée aux incursions spéculatives et hautement rentables des capitaux occidentaux, accélère la formation et le renforcement des fusions monopolistes (allemandes et intereuropéennes) et développe le processus de cohésion/formation économique et politique de l'Europe Occidentale, en y renforçant le rôle de



l'Allemagne, fer de lance dans cette phase du dynamisme européen.

L'actuelle phase économique de crise/récession, toujours plus aiguë, l'accumulation des contradictions qui s'est développée dans les années de "reaganomania", d'économie dopée et d'éphémère boom des profits et de réelle désindustrialisation, rendent toujours plus nécessaire et urgent le rapprochement des pays de la chaîne en une solidarité et une responsabilisation plus fortes, tant au niveau économique que politique et militaire, avec comme objectif stratégique, celui de renforcer l'impérialisme et de viser à une redéfinition des équilibres Est-Ouest consacrés par l'après-guerre.

Dans ce processus complexe et contradictoire, la "Grande" Allemagne assume un rôle prééminent, forçant et pilotant l'intégration européenne en de successives étapes. Le plus grand poids économique et politique acquis sur la base de la "réunification" et dans l'avancée des opérations d'assimilation/pillage de l'ex-RDA, lui permet de peser plus lourdement encore dans le développement de la cohésion/formation de l'Europe Occidentale ; de réaliser avec plus de force un rôle de direction politique en fonction des intérêts et nécessités du grand Capital financier et industriel ; de pousser vers un niveau plus haut de coordination et d'harmonisation des politiques économiques, tous les pays du bloc impérialiste ; de diriger les flux financiers et de contrôler les fusions des grands monopoles européens ainsi que le cours des marchés ; de piloter les investissements destinés aux pays de l'Est, l'URSS en tête, avec tout ce que cela signifie comme pressions politiques ; de rapiécer, en dernière instance et dans l'intérêt général de la chaîne, les accrocs provoqués par les fortes poussées contradictoires de la concurrence intermonopoliste toujours plus féroce. Une complexité d'intervention qui se traduit, entre autres, en une plus grande centralité allemande (par rapport à ses partenaires européens) dans l'intervention sur l'axe des équilibres Est/Ouest.

En fait, si les dynamiques qui entraînent l'ex-RDA s'affirment face à un cadre d'intabilité et de mutation des rapports de force sur la ligne Est/Ouest, de laquelle elles sont une expression concrète, en même temps elles pèsent sur les équilibres existants, en les forçant au plan économique et politique.

Le déploiement des intérêts impérialistes qui s'affirme petit à petit dans la concordance des intérêts réciproques, explicite le rôle de l'Europe Occidentale, et à travers elle celui de

l'Allemagne, et il n'est pas contradictoire avec les finalités des Etats-Unis ; bien au contraire, ensemble ils concourent à l'obtention du même objectif : briser le vieil ordre de l'après-guerre pour sa redéfinition mondiale.

Un processus qui avance dans le cadre de la tendance à la guerre. Au delà de la campagne démagogique de "désarmement et de détente", les procès réels de réarmement et d'agression tracent les étapes du déroulement de la tendance à la guerre, dans laquelle l'offensive impérialiste contre l'Irak a constitué un pas essentiel. Cette guerre d'agression, et la présence militaire massive et directe de l'impérialisme qui en découla, ont entraîné l'effondrement des équilibres politiques précédents de cette zone, ratifiant et imposant des rapports de forces transformés qui ont modelé en retour le niveau de la contradiction Nord/Sud. Et là, l'Europe Occidentale est engagée à tenir à fond le rôle actif qui lui est propre dans une zone géopolitique qui est sa zone naturelle d'influence.

En même temps, cette guerre a affirmée l'intérêt général de la chaîne à un niveau supérieur, en ordonnant une plus grande cohésion/solidarité de l'ensemble du système intégré et hiérarchique sous dominance US face aux exigences actuelles dictées par le développement/crise de l'impérialisme. Il est donc clair également comment ce niveau d'intervention dans la zone se répercute sur la contradiction prolétariat-bourgeoisie au plan international.

Mais la "Pax" réactionnaire annoncée par l'impérialisme est bien loin d'être réalisée, et l'Occident a révélé aux révolutionnaires et aux exploités de toute la planète sa faiblesse stratégique et sa nature de "tigre de papier".

En fait, la détermination révolutionnaire du peuple palestinien, la résistance et l'antagonisme opposé par le peuple arabe en général, et la vitalité et l'action incisive de la guérilla au Moyen Orient comme dans le Centre impérialiste, démontrent dans les faits qu'il est possible de résister, qu'il est possible de combattre, qu'il est possible de vaincre. Mais pas seulement. Ils démontrent également qu'il existe un réel et haut niveau d'unité objective des divers processus révolutionnaires du centre et de la périphérie. En conséquence, la nécessité et la possibilité de travailler à construire et à renforcer le Front Combattant Anti-impérialiste, s'affirment dans tout leur réalisme.

L'objectif d'attaquer l'impérialisme au travers de ses politiques centrales, afin de l'affaiblir et de le redimensionner dans la zone géopolitique Europe-Méditerranée-Moyen Orient, trouve dans



cette politique d'alliance son niveau le plus haut de réalisation, dépassant une conception solidariste de l'anti-impérialisme et redéfinissant en termes actuels la théorie/praxis léniniste de l'internationalisme prolétarien. Construire la force politique et pratique pour porter des attaques conscientes et ciblées contre le pouvoir impérialiste, est une voie concrète qui a vu et voit notre Organisation activement engagée à atteindre, en des pas successifs et concrets, l'unité réalisable dans l'offensive pratique avec toutes les forces révolutionnaires qui combattent l'impérialisme dans la zone.

A partir de la conscience que les différences historiques, de développement et d'implantation politique de chaque organisation et les différences secondaires d'analyse, ne peuvent être des obstacles à la nécessaire unification de l'activité anti-impérialiste des forces combattantes, les BR.PCC ont contribué et contribuent à la construction/consolidation du Front Combattant Anti-impérialiste en terme adéquate pour bloquer les politiques centrales de l'impérialisme.

En agissant ainsi, l'unité dialectique à faire vivre en des offensives communes, unité qui existe déjà objectivement entre les forces et les processus révolutionnaires, tant dans le centre que dans la périphérie, est poursuivie

subjectivement. Etant bien entendu que pour les BR.PCC l'anti-impérialisme dans la politique du Front est un axe programmatique qui vit dialectiquement à l'attaque au coeur de l'Etat. Cette dernière comme premier point du programme sur lequel se constituent les termes de la guerre de classe de longue durée.

**Attaquer et désarticuler les projets de "réforme" de l'Etat.**

**Attaquer les projets impérialistes de la cohésion politique européenne et de "normalisation de la zone moyen-orientale.**

**Construire l'unité des forces combattantes dans l'offensive : organiser le Front.**

**Combattre ensemble.**

**Transformer la guerre impérialiste en guerre de classe révolutionnaire.**

**Honneur aux camarades anti-impérialistes tombés.**

Déclaration devant le Chambre d'Accusation de Paris, le 16.5.1991.

Les militants des BR.PCC : Simonetta Giorgieri, Carla Vendetti.

Les militants révolutionnaires : Nicola Bertone, Gino Guinti.

## EN ITALIE

Nous militants des Brigades Rouges pour la construction du Parti Communiste Combattant et militants révolutionnaires emprisonnés, exprimons notre complète adhésion et notre soutien politique entier, à l'attaque que la RAF a menée contre la politique de la République Fédérale Allemande à l'égard de l'ex-RDA, en frappant le président de l'organisme fiduciaire chargé d'administrer l'industrie de l'ex-RDA ; Dettler Rohwedder, homme du gouvernement fédéral dans cette politique d'asservissement et de chômage imposée au prolétariat allemand.

Cette initiative politico-militaire est centrale pour le développement du mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale ; c'est à dire qu'elle relève du rôle économique et politique que les grandes banques et le capital industriel allemand endossent dans le processus de cohésion politique de l'Europe Occidentale ; mais également du rôle que la Grande Allemagne développe à l'égard de l'Europe de l'Est, dans un cadre intégré aux intérêts impérialistes.

Pour cela, c'est une question européenne claire et nette, qui va au delà des terrains prioritaires sur lesquels chaque force révolutionnaires s'affronte aux caractéristiques du combat de classe, en son propre pays.

Cette initiative est objectivement un terrain unifiant dans la construction

d'un fort mouvement révolutionnaire en Europe Occidentale et du Front combattant anti-impérialiste dans la zone géo-politique (Europe - Méditerranée - Moyen Orient).

Nous soutenons aussi l'initiative politico-militaire de la RAF contre l'ambassade US à Bonn, le quatorze février quatre vingt onze.

- Attaquer les politiques de cohésion en Europe Occidentale.
- Organiser la lutte armée en Europe Occidentale
- Organiser le Front anti-impérialiste
- Combattre ensemble

Les militants des BR-PCC : Maria Cappello, Tiziana Cherubini, Antonio De Luca, Franco Galloni, Franco Grilli, Rossella Lupo, Fulvia Matarazzo, Stefano Minguzzi.

Les militants révolutionnaires : Danielle Bencini, Fabio Ravalli, Vincenzo Vaccaro, Marco Venturini.

Tribunal de Bologne

4 avril 1991



## Front anti-impérialiste

### FRENTE PATRIOTICO MANUEL RODRIGUEZ (CHILI)

Au peuple chilien.

#### 1. Assez de duperies et d'exiger plus de sacrifices de ceux qui nécessitent des solutions.

Au delà des promesses et des désirs, la réalité nous démontre que la démocratie a été obtenue par quelques uns, alors que pour la majorité des compatriotes, celle-ci s'est transformée en une sempiternelle espérance et en une aggravation de leurs conditions de vie.

Au Chili, on continue à gouverner et à légiférer en faveur des grands patrons, de leurs actionnaires et des entreprises nationales ou étrangères qui dirigent notre économie.

Au Parlement, les patrons avec leurs actionnaires réactionnaires et anti-patriotes menacent le gouvernement et laissent l'Etat sans décision par la menace de réduire les investissements privés et l'embauche, si les garanties politiques et économiques, qu'ils exigent, ne leurs sont pas consenties.

Le gouvernement a été incapable de déjouer ces chantages et, au nom de "la réconciliation nationale et de la démocratie", il cède et cède toujours plus de terrain, alors que la majorité de la population paie les pots cassés, et il renforce d'inutiles espérances, chaque fois plus lointaines, de changement de leurs conditions de vie.

Au regard de cela, pour les chiliens, il est évident que le pouvoir réel reste aux mains de ceux qui dirigèrent la dictature, et que les principaux responsables de la répression, des assassinats, des tortures et de l'appauvrissement de notre pays ont pignon sur rue en tant que patrons prospères, sénateurs, maires. Ils font leur place dans les moyens de communications, et Pinochet commande toujours les forces armées et les carabiniers.

Pour cela, nous, les "rodriguistes", nous n'acceptons pas qu'au nom de la "démocratie et de la réconciliation nationale", on marchande encore la dignité et l'histoire de notre peuple. La paix et la démocratie que les chiliens désirent sont dans la dignité et la justice, ce que nous n'obtiendrons pas tant que les forces armées seront les mêmes que sous la dictature, avec le dictateur à leur tête. Tant que les maîtres du pouvoir économique qui ont usurpé le patrimoine et les richesses nationales dirigent les destinées du pays. Tant que les politiques anti-patriotes, qui retournent leurs vestes suivant n'importe quel régime, décident et ont toujours voix au chapitre. Tant que le pouvoir judiciaire reste corrompu et protège les criminels de la dictature.

Face à cette réalité, notre attitude est de continuer à lutter pour conquérir la paix, la justice et la véritable démocratie, convaincus que les conditions historiques qui provoquent cette lutte, correspondent aujourd'hui à des causes politiques et économiques qui, jusqu'aujourd'hui, n'ont pas disparu et qui sont à mettre en rapport avec la découverte quasi journalière de sépultures de compatriotes assassinés pendant et après le coup d'Etat de 1973; avec la complicité du pouvoir judiciaire corrompu pour protéger les criminels; avec l'existence encore de plus de 5 millions de chiliens marginalisés socialement et qui vivent dans la pauvreté la plus absolue; avec l'incarcération injuste des prisonniers politiques; avec la situation de milliers d'exilés qui retournent au pays dans des conditions d'insécurité économique et politique, et d'autres qui sont dans l'impossibilité de revoir leur patrie; avec la situation accablante dans laquelle vivent des milliers de familles endettées et enchaînées par des crédits de logement ou pour l'éducation de leurs enfants; avec la situation désespérée que vivent des milliers de familles sans maison, beaucoup d'entre eux, jeunes qui se voient obligés de travailler pour des salaires de misère, tant à la campagne qu'à la ville; avec la situation des petits commerçants et petits entrepreneurs qui survivent écrasés par des dettes impossibles à rembourser; avec la situation dégradée pour les milliers de retraités avec leur pension de misère, abandonnés après avoir sacrifié leur vie au développement de la société; et enfin avec la situation incertaine dans laquelle sont des milliers de jeunes travailleurs, professeurs, médecins, journalistes, ingénieurs, artistes, intellectuels... Tous font partie d'une génération bloquée dans une impasse, celle du système capitaliste dépendant.

#### 2. En terminer avec la structure dictatoriale.

Il est déjà évident que sur la structure de la dictature et dans les marques du système capitaliste dépendant, il ne se construira que plus d'inégalités, plus d'exploitation et plus de violence contre la majorité des chiliens.

Au Chili, les recettes réformistes comme celles appliquées dans le passé par le gouvernement d'Eduardo Frei (démocrate chrétien élu en 64) ou celles qu'on prétend appliquer aujourd'hui, non seulement qu'approfondit le sous-développement et la dépendance aux intérêts étrangers.

Fondamentalement, les faibles efforts de changements sociaux sans rompre avec les structures du système ont fait naufrage sans peine, ni gloire entre la stagnation économique, les pressions exté-



rieures, la pénurie et la répression violente contre le peuple. Pour cela, afin de construire un système politiquement, socialement et économiquement démocratique, et afin d'ouvrir le chemin à une démocratie effective et populaire, le problème est d'en finir avec le système capitaliste dépendant et les bases matérielles qui le soutiennent.

Autrement les institutions politiques se corrompent, en se transformant en organisme sans vie propre, en des ornements: le Parlement se transforme en un théâtre inerte qui limite le rôle des politiques honnêtes et donne l'occasion aux politiques réactionnaires et autres politicards professionnels de vendre aux enchères la liberté de notre peuple et la démocratie.

Les médias perdent leur qualité éducative et se transforment en maqueraux entremetteurs du pouvoir et en instruments pour désorganiser et insensibiliser les masses.

A partir de là, tant économiquement que politiquement ou militairement et socialement, c'est mentir que de parler d'un "capitalisme humanisé", parce qu'il n'existe pas; et ceux qui le font, essaient de maintenir la situation actuelle de sous-développement, étendant les programmes d'aides à l'extrême pauvreté pour la cacher.

Ce dont a besoin le Chili, c'est la création de conditions réelles de progrès, afin d'arriver au XXIème siècle en tant que pays libre, souverain, démocratique et gestionnaire. Le pays possède d'énormes richesses, la volonté de lutter, de travailler et de progrès de son peuple. C'est-à-dire, tout le nécessaire, pour rompre avec un système qui ne répond déjà plus aux nécessités de notre époque.

Sans aucun doute, ceci est la tâche de tous les chiliens conséquents et devrait être la direction principale des politiciens qui sont honnêtes, et plus encore celle des partis qui se disent populaires.

Eux plus que personne savent que l'institutionnalité de la dictature empêche toute réforme de la constitution et toute possibilité d'éliminer les obstacles au développement dont le pays a besoin. Ils doivent en finir avec leur attitude vacillante et avec courage battre pour un pays avec une justice sociale, une planification du développement, un équilibre sociale et un accès de tous à l'éducation, à la prévision et à la santé, une gestion étatique ordonnée et apte à protéger notre patrimoine et nos richesses nationales, en ayant comme objectif la défense et la propagation des droits de l'homme. Garantissant les canaux de participation sociale effective et incluant la redéfinition du rôle des Forces Armées.

### 3. Le futur se construit en luttant.

L'expérience nous montre que la solution à nos problèmes, ne viendra pas de ceux qui ont appuyé depuis toujours, dans notre patrie, tout type de mesures anti-populaires, et encore moins de ceux qui furent les complices des massacres commis par la dictature.

Elle ne viendra pas non plus de ceux qui conspirèrent contre le gouvernement de Salvador Allende, et cela avant même qu'il ne soit en place, de ceux qui appuyèrent le coup d'Etat fasciste et qui, sous divers maquillages et facéties, tentent d'effacer l'histoire qu'ils écrivirent par la trahison, en se convertissant aujourd'hui en "paladins de la démocratie" qu'ils ont eux-même détruite hier.

Elle ne pourra venir du dehors, et surtout pas de l'impérialisme nord-américain parce que c'est là-bas que se prépara la dictature militaire et parce que ses intérêts sont contraires et irréconciliables avec le bonheur et les aspirations à la liberté de notre peuple.

La solution au sous-développement, à la marginalisation, et à l'injustice sociale ne viendra pas de ceux qui aujourd'hui s'unissent dans des orientations communes avec les personnages les plus haïs de la dictature, pour tenter de condamner ou de faire oublier toute l'histoire de lutte de libération du mouvement populaire. Elle ne viendra pas de ceux qui essaient de placer, sur un même plan, le crime et la torture avec la lutte anti-dictature pour laquelle tombèrent les meilleurs fils de notre peuple et de nombreux autres sont encore emprisonnés.

Sans vouloir accuser personne, à quel point sont encore ingénus, ceux qui ayant vécu la terrible expérience de 1973, et ayant souffert l'assassinat, la prison et l'exil de milliers de leurs propres militants, continuent aujourd'hui à croire qu'en insérant dans le système, ils pourront le transformer de l'intérieur.

Ceux qui agissent ainsi font seulement le jeu des ennemis. Avec leurs positions politiques ambiguës, ils provoquent la dispersion de la gauche, ils la désarment, déroutent le peuple, ils servent d'appui moral et politique à l'ennemi dans son attaque contre les forces patriotiques.

Ils n'arriveront à rien en s'insérant dans le système, en lui donnant des gages de bonne conduite et des compromis qui vont jusqu'au repentir de leurs propres actions. Leur histoire, celle de leur base sociale a été et sera liée à la lutte populaire et pour cela, ils seront toujours poursuivis, qu'ils soient conciliants ou non avec les défenseurs d'un système social injuste et oppresseur.



Il est bon de se souvenir que, de tout temps, les changements survenus dans notre patrie ont été le produit du courage et de la lutte décidée du peuple et de ses organisations. Le changement de régime fut possible grâce à la lutte combative des chiliens, à laquelle tous nous contribuèrent, et qui entraîna la décision du gouvernement US de presser la pactes politiques entre la Démocratie Chrétienne, les Forces Armées et la droite, et ainsi d'empêcher les changements réels et profonds dans notre société.

Pour cela, le devoir des patriotes est de reprendre ce chemin et de développer de nouvelles formes de lutte correspondant à la situation que nous vivons, sur la base de la potentialité et des expériences accumulées durant l'affrontement antidictature; avec la pratique de lutte de masses, de leurs organisations sociales, de l'expérience para-militaire et militaire, de la lutte diplomatique et politique que développent les compatriotes en exil. Tout cela est latent et constitue la base indispensable pour obtenir des avancées vers les objectifs de la Libération Nationale et Sociale.

Rodriguistes, unis au peuple, nous luttons contre la dictature, et aujourd'hui nous ne plierons pas devant les tentatives de ce gouvernement de détourner l'histoire du mouvement populaire, en pactisant avec Pinochet, avec les chapelles "golpistes" et avec les partis politiques qui le soutiennent pour cela.

Pour cette décision, nous sommes prêts à donner nos vies. Longue est la liste des Rodriguistes tombés pour le bonheur de notre peuple. Cette qualité morale et toute l'expérience politique et historique de la patrie guident aujourd'hui notre attitude conséquente.

Ainsi les tentatives, au travers de campagnes orchestrées, de nos prestidigitateurs ne rencontrent un écho que chez ceux qui, à partir de diverses positions politiques, prétendent liquider le FPMR et les autres forces patriotiques.

Les Rodriguistes, nous luttons en nous préparant pour marcher vers des objectifs supérieurs, car nous n'arriverons à rien en nous affrontant désarmés contre un système qui perpétue la stratégie politique et militaire de la Sécurité Nationale (NdT doctrine du régime Pinochet). Contre un système qui compte sur les Forces Armées et avec le dictateur comme commandant en chef pour neutraliser et détruire les opposants politiques. Avec une stratégie militaire que rien ne différencie de celle utilisée de tout temps contre l'"ennemi intérieur", camouflée sous l'appellation de "lutte contre le terrorisme", dont la fin ultime est de liquider les forces populaires.

#### 4. Impulsons la lutte patriotique pour la dignité nationale.

Nous sommes conscients des changements survenus ces dernières années, dans le monde et en Amérique Latine. Nous sommes aussi conscients que les solutions, qui hier ont été praticables pour lutter pour la révolution sociale, aujourd'hui, ne sont plus les mêmes. Mais nous sommes certains que l'histoire actuelle n'en finit pas avec les aspirations au développement et celles à obtenir une vie meilleure pour nos peuples, dans le Tiers Monde et en Amérique Latine.

L'impérialisme, et principalement celui US, continue d'être le principal ennemi de notre patrie; il joue un rôle actif et, grâce à la complicité de secteurs politiques nationaux vendus, il parcourt tous les espaces de la vie nationale, en se transformant en un axe de décisions politiques, économiques et militaires qui régissent notre sort et le sous-développement.

Pour cela, nous mettons en avant une conception de lutte latino-américaniste, anti-impérialiste, patriotique et nationale, dans laquelle l'internationalisme s'érige en tant qu'activité d'aide concrète à tous les peuples en lutte, au-delà de nos frontières.

Egalement, nous rejetons l'intromission impudente des USA en Amérique Latine parce qu'elle porte atteinte à l'identité et au principe d'auto-détermination de nos peuples. Nous rejetons aussi son intervention militaire cynique au Panama. Celle effectuée contre le gouvernement sandiniste au Nicaragua. Celle au Salvador et enfin, le blocus militaire, économique et politique contre le peuple frère de Cuba.

Les changements en Europe ne peuvent être le centre de notre élaboration stratégique, même s'ils constituent un antécédent important et une expérience historique concrète. Pour les révolutionnaires en Amérique Latine, le plus important reste la réalité de nos peuples opprimés par le sous-développement et la violence qu'ils subissent dans toutes ses formes.

Rodriguistes, nous luttons pour transformer cette réalité et nous le ferons de la seule façon possible, à travers l'action combattante du peuple organisant et étendant la base sociale antagoniste. Développant une force politique et militaire puissante au niveau national, avec la potentialité suffisante pour s'imposer et vaincre les forces matérielles, militaires, économiques et politiques qui soutiennent le système de la continuité dictatorial. Ceci sera l'unique possibilité réelle qui se présentera à notre peuple, de manière définitive sur le chemin de la conquête du pouvoir, pour l'exercer selon ses intérêts et ceux de la nation.



Dans ce contexte, les tâches principales que nous proposons aujourd'hui se présentent ainsi:

- Pénétrer avec plus encore de décision les organisations sociales, dans leurs instances de base, en respectant leur autonomie, pour potentialiser une politique d'action correcte qui oriente la lutte populaire dans ses revendications les plus expressives, sans perdre de vue la perspective stratégique de la lutte pour le pouvoir politique.
- Dépasser les indécisions, les attermoissements et les discussions qui seulement découragent et divisent les forces populaires, en engageant un travail pratique. Ce qui signifie être présent dans les territoires et dans les espaces politiques, organiser et conduire; diffuser la propagande patriotique dans le peuple, et l'orienter vers des actions chaque fois plus décidées pour atteindre ses buts.  
Les élections de comédie, comme les prochaines élections municipales, n'apporteront pas de meilleurs salaires, de meilleurs soins médicaux, des logements, et les besoins populaires les plus urgents ne seront pas plus satisfaits.  
Mais une grève, une manifestation, une action armée, et toute une mobilisation décidées, elles peuvent le faire.
- Révéler le caractère mensonger de ce gouvernement. Ce qui signifie ne laisser aucun espace libre à ceux qui trompent le peuple.  
L'idée juste des patriotes doit atteindre tous les ateliers, tous les villages, les collèges, à la ville et à la campagne, exigeant une action politique concrète et que chaque revendication de la population, pour une amélioration de ses conditions de vie, soit écoutée et qu'elle soit menée à bien.  
De cette façon, nous lutterons pour la liberté des prisonniers politiques.  
Nous affronterons avec force contre l'impunité qui veut occulter et protéger les criminels de la dictature, ceux-ci doivent être jugés et condamnés.
- Avancer plus encore dans la construction de la force politico-militaire. L'augmentation de l'antagonisme du peuple à mesure qu'il fracasse le réformisme, endurecît la position des secteurs les plus réactionnaires et ceux des forces sociales dominantes, lesquelles useront de la force pour le contenir et défendre ainsi leurs intérêts.  
Pour cela, il faut s'organiser en une force politico-militaire chaque fois plus importante, pour défendre les conquêtes populaires et exiger les droits arrachés par la violence réactionnaire.
- Nous continuerons à développer une action armée

revendicative et victorieuse pour contribuer à élever le moral des masses.

Audace, exemples de lutte, de valeur, de dignité et de transparence, plus de tromperie, voilà ce dont a nécessité le peuple pour s'organiser et fortifier sa conscience.

Attaque et non défense, voilà la consigne. Energie et habileté sont nécessaires aux chiliens pour dépasser le moment de faiblesse actuel.

Rodriguistes, unis aux autres forces patriotiques, nous devons construire un pouvoir populaire qui soit un bastion dans les exigences et dans la défense de ses revendications, et un mouvement social alternatif qui gouverne selon les propres intérêts du peuple.

La tâche est de se préparer pour une grande lutte de masse. Avec elle, le peuple sera capable de vaincre ses ennemis, mais s'il dispose d'une préparation et de ses forces politico-militaires. L'ennemi d'aujourd'hui a plus de pouvoir qu'hier, et pour avancer, il ne s'agit plus que de le vaincre.

C'est la construction de ces forces et de leur lutte permanente qui aideront à briser le pessimisme. A vaincre les tentatives de limiter et de neutraliser la lutte populaire dans l'institution actuelle, qui est toujours imposée par la dictature. A conduire les chiliens sur un chemin de victoires, avançant avec décision vers la libération nationale et sociale.

AVEC LA LUTTE PATRIOTIQUE, POUR LE DIGNITE NATIONALE, NOUS CONDUIRONS NOTRE PEUPLE, DANS SA JUSTE LUTTE POLITIQUE ET REVENDICATIVE GENERALE !

Direction nationale du  
Front Patriotique Manuel Rodriguez  
(Santiago, Septembre 1990)

### **PAYS BASQUE TROIS CAMARADES TOMBÉS AU COMBAT**

Dans la nuit du 29 au 30 avril, trois militants de l'organisation révolutionnaire internationaliste IRAULTZA (Révolution) ont trouvé la mort dans une action contre le siège de la Chambre d'Industrie et de Commerce de Bizcayo à Sestao.

Marisol Mujika, Rosa Diez et Jesus Fernandez Miguel étaient tous connus pour leur engagement dans les luttes sociales et populaires de la région de Bilbao, des organisations ouvrières aux comités de chômeurs.

Marisol et Rosa avaient elles-mêmes dirigé le long combat des auxiliaires municipales dans leur ville de Barakaldo.



Après dix années d'existence, IRAULIZA avait, dans un interview, annoncé une reprise de son activité quelques jours à peine avant la mort de Marisol et de ses camarades. En voici quelques courts extraits:

(...) "Il est évident que la pratique de lutte armée d'ETA éclipse souvent notre propre réalité, mais de notre côté, nous avons formé notre organisation alors qu'ETA existait déjà, et nous avons opté de ne pas interférer sur les terrains déjà occupés par cette organisation; avec laquelle nous avons toujours des différences stratégiques mais à qui nous reconnaissons le rôle d'AvantGarde. Notre action cherche elle à rester le plus près possible des secteurs populaires, en faisant une sélection préliminaire des objectifs directement liés à leurs luttes concrètes et en évitant toujours de les supplanter." (...)

"Nous avons déjà dit que nous respectons les décisions et l'action développées par ETA, et nous avons aussi dit que nos divergences sont stratégiques parce qu'alors que nous pensons notre lutte à partir de clés pédagogiques et libératrices de l'idéologie dominante, ETA croit en la clé de la négociation. ETA a des objectifs concrets à court terme, fondés dans l'obtention de l'alternative KAS (...) Quand ETA a déclaré une trêve, afin de ne pas interférer dans ce processus, nous avions nous même paralysé notre activité." (...)

"Après un long débat, nous avons estimé que malgré les difficultés, nous avons à, nous devons et nous pouvons apporter notre contribution à la voie de la libération nationale et sociale de notre peuple, et dans la mesure de nos possibilités, nous devons maintenir une solidarité active avec les peuples opprimés du monde.

Le débat interne à propos des possibilités d'assurer l'action armée dans les conditions que développe IRAULIZA a été très dur. Nous avons constaté que les causes de notre fondation restent actuelles, mais de même nous ne pensons pas que la lutte armée soit une condition sine qua non pour développer une activité politique révolutionnaire. Nous pouvons ajouter que ce débat n'est pas clos, car jour après jour, la conjoncture politique sera celle qui marquera le rythme à suivre sur ce terrain; les conditions politiques de chaque moment conditionneront notre attitude face à cette forme de lutte."

Avril 1991

#### UNE MENACE D'EXECUTION PESE SUR UN PRISONNIER POLITIQUE AUX U.S.A.

"Ne me parle pas de la vallée où rode la mort. J'y vis".

Mumia Abu-Jamal

Et cela fait huit ans que Mumia dépérit dans le quartier des condamnés à mort de la prison de Huntingdon dans l'Etat de Pennsylvanie.

Nous reproduisons ici un panaché de différents articles parus aux USA pour développer la campagne contre l'exécution de ce prisonnier: "un appel à rassembler le soutien et à générer un mouvement pour stopper la première exécution, reconnue comme motivée politiquement depuis l'assassinat des Rosenbergs".

Pendant des années, la voix forte et profonde de Mumia a résonné contre l'oppression et le racisme aux USA. Il est un ancien porte-parole du Black Panther Party, un militant engagé du M.O.V.E. Journaliste, il fut un défenseur intransigeant pour les masses, son intégrité humaine était telle qu'il fut bientôt connu comme "la voix des sans voix". Encore aujourd'hui, du fond du quartier de la mort de sa prison, ses papiers sur les sans-logis, la brutalité et la terreur raciste dans les prisons américaines qui régulièrement paraissent dans des journaux à travers le pays, dénoncent l'hypocrisie des dirigeants US. Et c'est cette plume et cette voix que les autorités racistes américaines sont déterminées à faire taire pour de bon.

A 13 ans, pour avoir protesté contre un rassemblement en faveur du gouverneur de l'Alabama -Georges Wallace du "Ségrégation toujours"- qui avait lieu au sud de Philadelphie, le bastion blanc et raciste de Mayor Frank Rizzo, Jamal fut battu et arrêté.

En 1968, à 14 ans, Jamal fut co-fondateur et ministre de l'information de la section de Philadelphie du B.P.P. Jamal écrivait dans le journal Black Panther.

Un journaliste largement reconnu à partir de 1970 où Jamal fut reporter sur un réseau national de radio. Au moment de son arrestation, Jamal était président de la section de Philadelphie de l'Association des Journalistes Noirs.

C'est à la suite du siège meurtrier effectué par plus de 600 flics lourdement armés contre le siège de l'organisation M.O.V.E à Powelton Village qu'en 1978, Mumia devint un militant de cette organisation. Cet affrontement avait été le résultat d'un long état de belligérance de la part de la police de Philadelphie à l'égard de M.O.V.E en raison de son combat pour l'auto-détermination et de son refus de se soumettre à l'oppression du système et au terrorisme de l'agent de ce système



-la police de Philadelphie. La voix et les écrits de Mumia épinglèrent le système en mettant en évidence la conduite criminelle de la ville en 1978 et furent ainsi efficaces à générer une revendication pour la libération des membres de M.O.V.E injustement incarcérés.

Mais le 9 décembre 1981, Mumia et son frère furent attaqués par la police à Philadelphie. Mumia fut sérieusement blessé. Il fut monté en sang dans le panier à salade, et dans cet état fut battu et terrorisé par les flics tout le long du trajet jusqu'à l'hôpital où il fut finalement arrêté sous l'inculpation d'avoir tué un flic. Ce n'était là que la première tentative d'assassinat.

La seconde fut mise en place avec son procès où il fut le 3 juillet 1982 condamné à la chaise électrique.

Le procès de Jamal fut un classique traquenard raciste -refusant à l'avocat les choix et les ressources pour préparer une défense, les jurés noirs à l'exception d'un seul furent tous récusés, alors qu'étaient retenus les jurés blancs qui de l'avis général étaient prévenus contre Jamal. C'est après avoir argumenté que Jamal devait être condamné à mort, ne serait-ce qu'en raison de ses convictions politiques, que le procureur obtenait satisfaction. Selon lui son adhésion au B.P.P et donc au slogan "pouvoir au peuple", 12 ans plus tôt, prouvaient qu'il était un assassin de flic! Un autre argument du procureur pour obtenir cet assassinat "légal" fut que "cet accusé a la possibilité de faire appel, sur appel, sur appel", ajoutant que "ceux-ci pouvaient donner lieu à une annulation", suggérant ainsi que la décision du jury n'était pas définitive et que pouvant être révisée plus tard, il ne s'agissait pas là de décider de la vie ou de la mort de Jamal.

Après l'arrestation et la réduction au silence de Jamal, la police, dans sa vendetta, tentait en 1985 d'en finir avec M.O.V.E. Utilisant des pistolets mitrailleurs, des armes pour tireurs d'élites, et autres matériels militaires, dont les bombardements aériens, la police assassina 11 personnes dont 5 enfants et incendia un quartier entier Africain/Black. C'était la seconde fois de son histoire que le gouvernement US utilisait des bombes sur ses propres dits-citoyens. La première à Tulsa dans l'Oklahoma en 1931, s'exerça aussi contre la communauté Africaine/Black.

"Il doit être noté que dans leur volonté d'exécuter ce camarade, les USA violent la loi internationale et leurs propres lois. Ainsi le gouvernement US a été peu disposé à admettre l'existence de conflits armés à l'intérieur de ses frontières et des territoires qu'il contrôle. Ils craignent toujours que les rebelles n'acquièrent un statut légal

international, en tant qu'insurgés ou belligérants si l'article 3 des Accords de Genève, Protocol 1&2 de la Conférence de 1977, est appliqué aux conflits internes.

En ce qui concerne l'illégalité vis-à-vis du contexte international; principalement, cela concerne de juger politiquement des personnes pour une présumée violation de la loi intérieure. Une situation de belligérance/conflit existe entre le gouvernement US et ses citoyens Africains, depuis notre kidnapping et notre immigration de force comme biens en esclavage. Conflits entre belligérants confirmés (Africain/Black contre la nation oppressive US) qui, sur de nombreux points, introduisent un rapport avec les statuts de l'autodétermination. Parce qu'il existe une situation coloniale et que sont historiquement garantis les actes des belligérants, cela ne plus être plus longtemps considéré comme une question intérieure, ils sont désormais matière à la loi internationale. (...)

En particulier la tentative d'assassinat menée par la police US, à l'ordre du jour de ce cas, ne peut pas désormais être perçue comme un acte criminel. Spécialement au regard des circonstances concernant Mumia Abu-Jamal et son rapport spécifique avec la communauté Africaine/Black de Philadelphie et sa participation ancienne aux luttes continues de sa communauté contre les brutalités, le racisme, le terrorisme, les abus de pouvoir, mis en oeuvre par la police de Philadelphie. Par conséquent, le cas de Mumia ne peut pas être considéré comme une simple violation de la loi intérieure. Son exécution projetée est illégale et doit être déclarée juridiquement nulle".

Raconter les dénis à ses propres lois qu'a pratiqué le gouvernement US, à travers ses Cours (Cour Suprême de Pennsylvanie, Cour Suprême US) pour mener à bien son projet d'exécuter Abu-Jamal serait presque fastidieux tellement ils sont criants, c'est pourquoi nous laissons la parole à un député de l'Etat pour P.A. (Press Association), David Richardson qui déclarait: "Le procès de Mumia fut une farce... Il était évident pour quiconque ayant les yeux un tant soit peu ouverts sur le racisme que Mumia a été injustement accusé en raison de ses convictions politiques... Un homme innocent a été condamné à mourir".

L'appel de Mumia devant la Cour Suprême de Pennsylvanie était soutenu par une lettre "amici curia" (amis de la Cour) de la part de l'Union des Libertés Civiles Américaines (A.C.L.U) et de la Conférence Nationale des Avocats Noirs (N.C.B.L.). A travers le monde des milliers de personnes ont signé des pétitions demandant que Jamal ne soit pas exécuté, et la campagne a été appuyée aussi



bien par des individus que par des organisations d'horizons variés, de travailleurs, des droits de l'homme, des organisations politiques et internationales.

La menace qui pèse sur Mumia Abu-Jamal condense la signification pleine et entière de la peine de mort. Non seulement elle montre la cruauté barbare et arbitraire de cette forme ultime de la terreur d'Etat mais aussi le racisme inhérent à son application.

A travers le monde, le combat pour sauver Jamal est la lutte contre le meurtre raciste d'Etat.



Une campagne de lettres de protestation est en cours, elles sont à envoyer à:  
Pennsylvania Governor Robert Casey  
Main Capitol Building, Room 225,  
Harrisburg, PA 17120.

Pour avoir plus d'informations sur Mumia et sur l'activité pour sa libération:  
New African Network  
Box 90604  
Washington, DC 20090

Partisan Defense Committee  
c/o R. Wolkenstein, Esq.  
PO Box 99, Canal St. Station  
New York, NY 10013

Nous publions ici une lettre de Mumia, adressée à la jeune génération. Parce que Mumia dans son enfer d'une vie menacée par l'épée de Damocles de la terreur d'Etat, continue à être ce qu'il a toujours été: un militant. Il regarde l'avenir, la construction qu'il nécessite et dans celui-ci la conservation de la mémoire comme patrimoine de lutte.

## LECONS DU PASSE.

Nombreux sont ceux qui ont écrit pour s'enquérir d'événements récents mais peu connaissent l'histoire, c-à-d l'histoire du Black Panther Party. Quelques uns étaient des élèves cherchant une perspective personnelle. D'autres étaient étudiants cherchant une perspective historique. D'autres encore étaient des militants cherchant des solutions aux problèmes d'organisation.

Quand cela était possible, j'ai répondu à tous. Cette lettre ouverte tente ainsi de le faire publiquement. En procédant ainsi, je ne veux pas dire que les étudiants qui peuvent lire ceci sont monolithiquement jeunes. De par la nature des moyens d'éducation US, nombreux sont ceux, poursuivant des études, qui ont peut-être mon âge, voir même plus vieux. Comme pour ceux qui étaient actifs et conscients dans les années 60, j'invite vos critiques, vos observations et votre perspicacité. En vérité ceux qui ont déjà transmis, ont le devoir d'ajouter, de corriger, et de clarifier mes imperfections. J'accueille volontiers vos données.

## Points faibles.

De nombreux Panthers, maintenant dans leur quarantième année ou plus, sont tout à fait aptes à témoigner de nos manques dans notre complet échec à transmettre notre héritage militant de l'époque à la génération qui arrive. Quelques uns désignent l'incessante répression étatique du FBI, le Contelpro, les tracas quotidiens forçant à survivre dans la bousculade des années 70 et 80, et il est vrai que ces aspects ont sérieusement miné les mouvements noirs révolutionnaires, mais de quelle manière une répression peut-elle nous contraindre à négliger de transmettre l'héritage de résistance à la répression à nos enfants?

Ils sont nombreux ceux qui ne se doutent pas que leurs parents furent eux-même impliqués dans le Parti ou des mouvements similaires. Il est certain que de nombreux ex-panthers sont ensevelis dans la tombe vivante des prisons ou marginalisés dans un silence social.

Cependant beaucoup ne le sont pas.

Nombreux sont ceux qui face à la répression de l'Etat adoptèrent une réponse de "clandestinité" et se fondirent dans le perméable édifice social. Ce fut une tactique de survie et en tant que telle c'est au-delà de mes faibles efforts d'en faire la critique. Les lois de la nature commandent à tous un instinct de survie, et toute vie doit obéir à cette loi ou périr. Cependant, l'effet pratique en a été l'invisibilité d'une intense période importante de la vie noire.



Un autre effet en a été l'ignorance croissante parmi nos enfants de leur patrimoine révolutionnaire militant direct. Dans ma vie, avant cette estrade pour l'échafaud, j'ai fait l'expérience de cette ignorance, même si ce ne fut qu'à une petite échelle. Alors que dans les années 70, j'effectuais un sondage non-officiel auprès de la jeunesse noire, j'interviewai des adolescents sur l'une des artères les plus passantes de Philadelphie au sujet de la vie -voire l'identité- de Malcom X. Comme ils avaient environ une dizaine d'années, je m'étais attendu à ce qu'ils n'aient pas (de fait, ne pouvaient pas avoir) de souvenirs personnels de la vie de Malcom, ni de son assassinat, puisque celui-ci avait eu lieu dans leur enfance ou même avant qu'ils ne soient nés. Je fus frappé par le degré d'ignorance montré par ces jeunes gens.

"Malcom X?!! Humm? C'était un pape?"

"Ouais -j'ai lu quelquechose sur lui! Malcom le Xème non!"

"A-t'il joué pour les Sixers?"

"Non, qui c'était?"

Ce qui était curieux, était que durant cette période, une abondance de livres s'étaient alignés sur les rayons portant sur la vie de Malcom. Mais à part les gros volumes scolaires sans intérêts, que lisent la plupart des jeunes? Cela rappelle un dicton de Malcom lui-même, transmis par son mentor Elijah Muhammad: "Si tu veux planquer quelquechose d'un négro, met-le dans un livre".

Blâmer ces adolescents d'une dizaine d'années serait facile et idiot. Le blâme doit viser un système d'éducation qui apprenait (et continue d'apprendre) la gloire de l'Europe et cette histoire européenne du pays, du point de vue des souverains, des colonisateurs. Cependant, ne sommes nous-même pas autant à blâmer pour notre témérité d'attendre de l'Etat qu'il apprenne aux enfants de révolutionnaires, notre héritage historique de juste résistance à l'Etat?

S'attendre à cela serait folie. Est-ce qu'un Juif attend d'un Gentil qu'il apprenne à ses enfants les commentaires de Maimonide? Est-ce qu'un Zoulou attend d'un Boers qu'il apprenne à ses enfants les splendeurs du Roi-guerrier Shaka-Zulu? L'Etat utilise l'éducation pour dresser et anesthésier la jeunesse dans le consentement et pour prolonger l'existence du système. Former des personnes à tenir debout indépendamment du système est contraire aux intérêts du système. Sa fonction essentielle est de garder les gens divisés, séparés de leur sens inné du pouvoir, de tenir canalisées

leurs énergies dans la boîte à Pandore du corps politique, c-à-d, légitimant et réalimentant ce même système qui crache la douleur directement sur vous.

L'Amérique noire a maintenant plus de représentation politique collective qu'à n'importe quel autre moment de ces 3 siècles de notre présence ici. Tranquillement, à travers tous les indicateurs, du fond de la vie politique, économique et sociale, nous croissons, ce qui dans la vie politique US est une forme de promesse -et depuis 1860, les Africains ont vu que les promesses comme celle des "40 acres et de la mule" (NdT, promesse faite par le "Nord" pendant la guerre de Sécession) s'évanouissent dans le néant.

En tant que perpétuelle minorité dans de vastes regroupements de pouvoir blanc, le corps politique promet toujours mais tient rarement. De plus en plus, nous sommes un peuple avec une pléthore de politiciens mais une pénurie de pouvoir politique. Combien de personnes savent que la véritable raison d'être du Parti était d'"instaurer le pouvoir noir révolutionnaire"? Il est sûr que, dans les concentrations urbaines du Nord, le B.P.P. a provoqué une croissance politique noire, mais guère de nature révolutionnaire ou même radicale. Ce fut une faiblesse cardinale.

Aujourd'hui, les jeunes militants doivent résister à la tentation superficielle d'encenser le B.P.P. dans des fumées de gloire. Comme n'importe quoi d'autre, cette page de l'histoire présente des aspects positifs et d'autres négatifs. L'étudier doit être entreprendre de disséquer ces éléments et intégrer ce qui est utile aux mouvements à venir comme écarter ce qui est inutile.

Un sérieux manque s'est institué quand, par occasion manquée, se sont perdues les richesses inexplorées de l'expérience engrangée par Dr. Huey P. Newton. Pourquoi n'enseignait-il pas la génération suivante de militants à Harvard, à Tuskegee, à Morris Brown? Pourquoi ses incomparables talents d'organisation ne furent-ils pas étudiés, analysés, enseignés pour l'avenir? Dr. Newton, fondateur du B.P.P., ministre de la défense, un triste accident de la rue Crack<sup>(1)</sup>, une histoire une seule fois vécue -perdue!

D'autres Huey sont en danger. A travers Babylone (NdT, nom donné aux USA par les militants), ils sont toujours en prison, d'ex-Panthers gardés en cage. Quelques uns comme Dhoruba Bin-Wahad sont maintenant libres après presque 20 ans de mise au cimetière par l'Etat. Entrez en contact avec eux:

(1) NdT, allusion au fait que P. Newton a été assassiné par la police, lors d'une opération sous couvert de lutte anti-drogue dans un quartier de Chicago.



parlez leurs; entrez en relation avec leur esprit plutôt qu'avec les pages molles d'un livre.

Delbert Africa, anciennement Panther à Chicago est aujourd'hui le fondateur de l'enseignement naturaliste de John Africa (NdT, fondateur de M.O.V.E). Découvrez pourquoi et ce qui l'anime encore.

Ruchell McGee est dans le cachot de St. Quentin, y vivant une torture quotidienne. Découvrez pourquoi ce camarade de Georges Jackson est enseveli dans un enfer créé par l'homme.

Sundiata Acoli, compagnon d'Assata et de Zayd Malik Shakur subit l'ensevelissement dans un cocon de béton - Touchez-en la racine.

Adresse du comité "Right on" à Berlin qui actuellement en RFA rassemble des signatures pour faire suspendre l'exécution et libérer Mumia :

Komitee "Right on"  
c/o Verlag "Schwarze Seele"  
Falckensteinstr. 46  
1000 Berlin 36

Il y a quelques années, je fis un retour en arrière dans le temps en interviewant un Ancien qui marcha avec Garvey. Avec ses cheveux blancs, ses yeux décolorés par l'âge, Thomas Harvey avait, pour son âge, une étrange dignité. Ses yeux se voilèrent lorsqu'en souvenir, il fit revivre Markus Garvey, sa voix devint profonde, résonnante, puissante comme l'était celle de Garvey entonnant "Levez-vous Race puissante! Vous pouvez accomplir ce que vous voulez".

Aujourd'hui, entrez profondément en relation avec les révolutionnaires d'aujourd'hui.

Mumia Abu-Jamal  
# M 8335 Drawer R  
Huntingdon PA 16652

